

ETAT DE LA MIGRATION DANS LE MONDE 2015



**Les migrants et les villes :
de nouveaux partenariats
pour gérer la mobilité**



Organisation internationale pour les migrations (OIM)

Le présent Rapport est le fruit d'une collaboration entre les auteurs et l'équipe de rédaction, sous la direction de la rédactrice en chef. Les remarques, interprétations et conclusions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les opinions de l'OIM ou de ses Etats membres. Les désignations employées et la présentation des documents tout au long de l'ouvrage n'impliquent pas l'expression par l'OIM d'une quelconque opinion quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone, ou de ses autorités, ou concernant ses frontières ou ses limites.

L'OIM croit profondément que la migration humaine et ordonnée est bénéfique pour les migrants et la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale afin d'aider à résoudre les problèmes opérationnels que pose la migration ; de faire mieux comprendre quels en sont les enjeux ; d'encourager le développement économique et social grâce à la migration ; et de préserver la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Publié par : Organisation internationale pour les migrations
17 Route des Morillons
1211 Genève 19
Suisse
Tel.: +41 22 717 91 11
Fax: +41 22 798 61 50
Courriel : hq@iom.int
Site Web : www.iom.int

© 2015 Organisation internationale pour les migrations (OIM)

ISBN 978-92-9068-710-8
ISSN 1020-8453

Tous droits réservés. Aucun élément du présent ouvrage ne peut être reproduit, archivé ou transmis par quelque moyen que ce soit – électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autres – sans l'autorisation écrite préalable de l'éditeur.

Imprimé en France par Imprimerie Courand et Associés.

ETAT DE LA MIGRATION DANS LE MONDE 2015



**Les migrants et les villes :
de nouveaux partenariats
pour gérer la mobilité**



Organisation internationale pour les migrations (OIM)

Table des matières





Equipe de rédaction	vi
Remerciements	viii
Séminaires, documents d'information et encadrés pour le Rapport 2015	x
Liste des encadrés, figures, tableaux et cartes	xiv
Acronyms.....	xviii
Avant-propos	xx
Généralités	22
CHAPITRE 1 Introduction.....	14
Faits marquants.....	15
1.1 Tendances contemporaines.....	17
1.2 Définitions et terminologie.....	19
1.3 Lacunes en matière de recherche sur les nouvelles destinations urbaines..	22
1.4 Guide du Rapport	27
Références.....	33
CHAPITRE 2 Migration et diversité urbaine	36
Faits marquants.....	37
2.1 Introduction.....	39
2.2 Diversité des milieux urbains.....	40
2.3 Schémas migratoires	53
2.4 Diversité au sein des villes.....	61
2.5 Observations finales	66
Références.....	68
CHAPITRE 3 Migrants urbains, vulnérabilité et résilience	80
Faits marquants.....	81
3.1 Introduction.....	83
3.2 Schémas de vulnérabilité.....	83
3.3 Obstacles à l'accès aux ressources et aux facilités.....	87
3.4 Types et situations de vulnérabilité.....	91
3.5 Partenariats aux fins de résilience	107
3.6 Observations finales	113
Références.....	115

CHAPITRE 4 Migration urbaine et développement économique	126
Faits marquants.....	127
4.1 Introduction.....	129
4.2 Migration et réduction de la pauvreté urbaine	130
4.3 Diversité urbaine et avantage économique.....	141
4.4 Les migrants en tant qu'agents du développement international.....	154
4.5 Observations finales	162
Références.....	164
CHAPITRE 5 Des partenariats urbains pour gérer la mobilité.....	174
Faits marquants.....	175
5.2 Inclusion des migrants et gouvernance urbaine.....	177
5.1 Introduction.....	177
5.3 Gouvernance multiniveau en faveur de l'inclusion des migrants.....	179
5.4 Les migrants en tant qu'artisans des villes	191
5.5 Observations finales	194
Références.....	196
CHAPITRE 6 Conclusions.....	200
Références.....	207
Glossaire.....	209





Equipe de rédaction



Rédactrice en chef

June J.H. Lee

Responsables de la rédaction

Jill Helke et Frank Laczko

Rédactrice adjointe

Asmita Naik

Correctrice

Antoinette Wills

Rédacteurs

Chapitre 1: June J.H. Lee

Chapitre 2: June J.H. Lee

Chapitre 3: Lorenzo Guadagno

Chapitre 4: June J.H. Lee

Chapitre 5: June J.H. Lee

Assistants de recherche : Ann-Christin Wagner, Sansae Cho, et Yuka Takehana

Comité consultatif du Rapport *Etat de la migration dans le monde*

Gervais Appave (Président), Mohammed Abdiker, Leonard Doyle, Carmela Godeau, Bernd Hemingway, Davide Mosca, Akio Nakayama, Robert Paiva, Marcelo Pisani, Bruce Reed, Pindie Stephen et Theodora Suter

Adjoints à la rédaction

Paula Benea, Olivier Ferrari, Salvador Gutierrez, Barbara Rijks, Azzouz Samri et Ezequiel Texido

Publication

Valerie Hagger

Mise en page

Carmelo Torres

Traduction

Fabienne Witt et l'équipe de l'Unité française de traduction

Assistants exécutifs

Frances Solinap, Antoinette Wills, Ann-Christin Wagner, Sansae Cho et Daniel Szabo

Cartographie

Daniel Szabo

Remerciements



L'équipe de rédaction remercie tous les auteurs qui ont contribué au présent ouvrage, y compris les maires, les fonctionnaires locaux, ainsi que les praticiens de la migration et des villes, et plus particulièrement M. William Lacy Swing, Directeur général de l'OIM, dont les orientations et les encouragements ont permis de mener à bien cette publication.

Elle remercie aussi les bureaux extérieurs de l'Organisation, qui n'ont ménagé aucun effort pour recueillir les témoignages de migrants et toutes les données utiles, sans oublier les collègues en poste au Siège de l'OIM, qui ont facilité la collecte et l'analyse des données.

Un merci spécial est adressé à Melissa Siegel, de l'Université de Maastricht, ainsi qu'à Cecilia Tacoli et à David Satterthwaite, de l'Institut international pour l'environnement et le développement, pour leurs exposés présentés dans le cadre de la série de séminaires interinstitutions sur le Rapport.

Enfin, toute notre gratitude va aux Gouvernements de l'Australie et des Pays-Bas pour leur généreuse contribution financière à l'élaboration et à la publication du Rapport *Etat de la migration dans le monde 2015*.

L'équipe de rédaction tient à rendre un hommage particulier à Graeme Hugo, Directeur du Centre de recherche sur la population et les migrations de l'Université d'Adélaïde (Australie), décédé le 20 janvier 2015 après avoir achevé son document d'information pour le présent Rapport.



Séminaires, documents
d'information et
encadrés pour le
Rapport 2015



SEMINAIRES

Migrant and Refugee Integration in Global Cities: The Role of Cities and Businesses.
Melissa Siegel, Chef des projets de recherche, de formation et d'études sur la migration,
Maastricht Graduate School of Governance | UNU-MERIT,
2 mai 2014, Genève (Suisse).

Migration to Cities and New Vulnerabilities.
Cecilia Tacoli, Chercheur principal, Chef du Groupe des établissements humains,
Institut international pour l'environnement et le développement,
30 octobre 2014, Genève (Suisse).

Urbanization, Urban Poverty, and Rural-Urban Migration.
David Satterthwaite, Directeur de recherche,
Institut international pour l'environnement et le développement,
30 octobre 2014, Genève (Suisse).

DOCUMENTS D'INFORMATION

Urban Migration Trends, Challenges and Opportunities,
par Ayşe Çağlar

Migration, Health and Urbanization: Interrelated Challenges,
par Caroline Schultz

Urbanization, Rural-Urban Migration and Urban Poverty,
par Cecilia Tacoli, Gordon McGranahan et David Satterthwaite

Urban Migration Trends, Challenges, Responses and Policy in the Asia-Pacific,
par Graeme Hugo

Linkages between Urbanization, Rural–Urban Migration and Poverty Outcomes
in Africa,
par Mariama Awumbila

Cities Welcoming Immigrants: Local Strategies to Attract and Retain Immigrants in
U.S. Metropolitan Areas,
par Marie Price

Immigrant Entrepreneurship in Cities,
par Katrin Marchand et Melissa Siegel

Urban Migration Trends, Challenges, Responses and Policy in Africa,
par John Oucho

Urban Migration Trends, Challenges and Opportunities in India,
par Ram B. Bhagat

In situ urbanization in China : Processes, Contributing Factors and Policy
Implications,
par Yu Zhu

Migration and urbanization paths: Emerging challenges of reshaping the human geography of Latin America,
par Fernando Murillo

Urban Migration Trends in the MENA Region and the Challenge of Conflict-induced Displacement,
par Mona Serageldin, Francois Vigier et Maren Larsen

ENCADRES - CONTRIBUTEURS

Amina Benkais Benbrahim,
Déléguée à l'intégration et Cheffe du Bureau cantonal pour l'intégration des étrangers et la prévention du racisme, Vaud (Suisse)

Arun Peter Lobo,
Directeur adjoint de la Division de la population du Département de l'aménagement urbain de New York (Etats-Unis d'Amérique)

Atila Toros,
Directeur général, Direction générale de la gestion des migrants, Ministère de l'intérieur de la Turquie

Carlos Mora Alvarez,
Président exécutif du Conseil étatique chargé des migrants, Mexique

Cécile Riallant,
Directrice de programme de l'Initiative conjointe pour la migration et le développement, Bruxelles (Belgique)

Fatma Şahin,
Maire de la municipalité métropolitaine de Gaziantep (Turquie)

Fritz Kuhn,
Maire de Stuttgart (Allemagne)

Michael Collyer,
Chargé de cours en géographie à l'Université du Sussex, Brighton (Royaume-Uni)

Nava Hinrichs,
Directrice générale du Processus de La Haye sur les réfugiés et la migration, La Haye (Pays-Bas)

Pauline Texier,
Maître de conférences à l'Université Jean Moulin, Lyon III, Lyon (France)

Wilfredo B. Prilles, Jr.,
Coordonnateur au Bureau de l'urbanisme et du développement de Naga (Philippines)

Yasuyuki Kitawaki,
Maire de Hamamatsu (Japon) (1999-2007)



Liste des encadrés, figures, tableaux et cartes



ENCADRES - TITRES

Encadré 1 : L'immigration à New York (Etats-Unis) : Utilisation de l'American Community Survey	24
Encadré 2 : Immigration en Aragon, une région d'Espagne dépeuplée	44
Encadré 3 : Urbanisation <i>in situ</i> en Chine	45
Encadré 4 : Comparaison entre les taudis de « première » et de « quatrième » génération à Bangalore (Inde).....	48
Encadré 5 : Une ville qui vient en aide aux migrants de retour ou en transit : Tijuana (Mexique)	52
Encadré 6 : Migration et localités au Japon : le Comité des localités à forte concentration de population étrangère	59
Encadré 7 : La diversité à Londres (Royaume-Uni).....	63
Encadré 8 : Les migrants à Accra (Ghana)	65
Encadré 9 : La migration vers les villes et les différentes formes de violence urbaine	84
Encadré 10 : Migration et risques dans les <i>kampung</i> informels de Jakarta (Indonésie)	86
Encadré 11 : Vulnérabilités des femmes migrantes en milieu urbain	90
Encadré 12 : Obstacles auxquels les migrants urbains se heurtent pour accéder à des soins de santé de qualité.....	93
Encadré 13 : Exemples de partenariats fructueux dans le domaine de la santé	96
Encadré 14 : Alep (République arabe syrienne) : Hébergement des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays	98
Encadré 15 : Gaziantep (Turquie) : Un exemple d'inclusion.....	100
Encadré 16 : Migrants hispaniques à New York avant et après l'ouragan Sandy.....	106
Encadré 17 : Los Pinos : Evolution d'une implantation sauvage dans la zone métropolitaine de Buenos Aires (Argentine).....	110
Encadré 18 : Politiques en matière de rapatriements de fonds au Mexique et en Argentine.....	136
Encadré 19 : Commerce des déchets électroniques dans les taudis africains ..	137
Encadré 20 : Possibilités offertes aux femmes en milieu urbain	139
Encadré 21 : Défis rencontrés par les migrants pour entrer sur les marchés du travail locaux	144
Encadré 22 : Programme d'intégration cantonal vaudois (Suisse) : enjeux et objectifs d'une politique publique.....	146
Encadré 23 : Partenariats ville-entreprises à Rotterdam (Pays-Bas)	149

Encadré 24 : Programme d'entrepreneuriat ethnique à Glasgow (Ecosse, Royaume-Uni).....	154
Encadré 25 : Intégration de la migration dans la planification du développement local à Naga (Philippines)	159
Encadré 26 : Gouvernance multiniveau des migrations aux Etats-Unis	180
Encadré 27 : Une tradition de protection dans les villes carrefours des Etats-Unis	181
Encadré 28 : Stuttgart (Allemagne) : une ville interculturelle accueillante et participative	183
Encadré 29 : Nécessité d'améliorer la gouvernance nationale et locale en matière de gestion des migrations au Maroc	185
Encadré 30 : Budgétisation participative et inclusion des migrants à Porto Alegre (Brésil)	188
Encadré 31 : Mardin (Turquie) : une ville régénérée par ses migrants.....	192

VOIX DE MIGRANTS

Une histoire, trois villes – Vie et travail à Ypejhú, Buenos Aires et Madrid.....	32
Exploiter les possibilités des villes africaines : une jeune cadre mobile à Bujumbura	67
Espérer pour reconstruire : un Tchadien à Lagos	114
Seule dans la grande ville d'Accra : bâtir un avenir charge après charge	140
Faire de nouveaux projets pour l'avenir : un réfugié syrien à Vienne	147
Vers un Séoul multiculturel : une Vietnamiennne migrante par mariage	161
Une entreprise fondée sur la confiance et la bienveillance mutuelles : un entrepreneur migrant à Moscou	163
Tisser des liens familiaux par-delà l'océan : Lidia, une mère de famille brésilienne travaillant à Lisbonne (Portugal).....	195

FIGURES

Figure 1: Population née à l'étranger dans certaines grandes villes.....	41
Figure 2: Pourcentage des populations urbaines vivant dans des taudis, par région	47
Figure 3: Pourcentage de migrants dans certaines agglomérations urbaines en Inde.....	55
Figure 4: Population née à l'étranger habitant à Londres (2011).....	62



Figure 5:	Défis et chances pour les migrants urbains	89
Figure 6:	Urbanisation et PIB par habitant dans différents pays, en pourcentage de l'année de référence (1960-2010)	132
Figure 7:	Cycle de développement local.....	157
Figure 8:	Les migrants jettent des ponts entre les villes.....	158

TABLEAUX

Tableau 1:	Comparaison de différentes sources de données	26
Tableau 2:	Population née à l'étranger dans les grandes villes de certains pays de la région Asie-Pacifique (en %)	58
Tableau 3:	Critères d'admission des politiques d'immigration aux fins de travail indépendant et d'entrepreneuriat dans les pays de l'OCDE	152

CARTES

Carte mondiale :	Les migrants et les villes – vue d'ensemble.....	12
Carte 1 :	Diversification des destinations de la migration dans le monde	39
Carte 2 :	Villes de transit - Afrique	50
Carte 3 :	Villes de transit - Amérique centrale et Mexique	52
Carte 4 :	Inclusion des migrants: Exemples de bonnes pratiques	173



Acronymes

ACS	American Community Service
APEC	Association de coopération économique Asie-Pacifique
AS/COA	American Society/Council of the Americas
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
BAsD	Banque asiatique de développement
CGLU	Cités et gouvernements locaux unis
CIRD	Institut chinois de réforme et de développement
COE	Conseil de l'Europe
DAES	Département des affaires économiques et sociales (des Nations Unies)
DREAM	Development, Relief and Education for Alien Minors (Développement, secours et éducation pour les mineurs étrangers)
ECDC	Centre européen de prévention et de contrôle des maladies
EPF	Economic Policy Forum
Eurostat	Office statistique de l'Union européenne
FICR	Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
GEM	Global Entrepreneurship Monitor
GIVE	Grassroots Integration through Volunteering Experiences
Habitat III	Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable, Quito (Equateur), 17-20 octobre 2016

HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IIED	Institut international pour l'environnement et le développement
IMAGE	Internal Migration Around the Globe
JMDI	Initiative conjointe pour la migration et le développement
MMM	Malteser Migranten Medizin
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du Travail
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU-Habitat	Programme des Nations Unies pour les établissements urbains
PIB	Produit intérieur brut
PIC	Programme d'intégration cantonale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RAS	Région administrative spéciale (<i>s'applique à Hong Kong</i>)
REMDH	Réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme
Rio+20	Conférence des Nations Unies sur le développement durable, Rio de Janeiro (Brésil), 20-22 juin 2012
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
TECHO	Un Techo para mi País (Un toit pour mon pays)
THP	Processus de La Haye sur les réfugiés et les migrations
TVE	Township-village enterprise
UE	Union européenne
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine

Avant-propos



Le Rapport *Etat de la migration dans le monde 2015 – Les migrants et les villes : de nouveaux partenariats pour gérer la mobilité*, le huitième du genre, s'intéresse aux migrants et à la façon dont les migrations façonnent les villes et influent sur la situation des migrants qui y vivent.

Une grande partie du débat international sur les tendances migratoires et les politiques de migration est actuellement axée sur les enjeux nationaux. Pour sa part, ce Rapport place l'étude de la migration à l'échelon des villes, afin de faire mieux comprendre la dynamique socioéconomique locale de la migration et les liens étroits entre celle-ci et le développement urbain.

Les différents chapitres du Rapport traitent des défis et des chances que présentent les flux migratoires croissants vers des environnements urbains variés. S'appuyant sur des constatations, ils décrivent les atouts potentiels que représentent toutes les formes de migration et de mobilité pour la croissance et le développement des villes, et mettent en évidence des moyens novateurs permettant d'améliorer l'élaboration des politiques de migration et d'urbanisation dans l'intérêt des migrants et des villes.

Le Rapport fait une large place à la situation des migrants dans les villes du Sud, afin d'élargir le débat actuel, axé sur les villes du Nord. Il montre comment les municipalités et les migrants peuvent agir ensemble pour réduire les risques que présente la migration pour les villes, et mettre à profit la diversité urbaine croissante dans des domaines tels que l'amélioration de la résilience communautaire ou le développement économique, social et culturel local, grâce aux liens que les migrants tissent entre communautés d'origine et d'accueil.

En conclusion, un ensemble de recommandations sont formulées, pour que les migrants, considérés comme des partenaires, soient associés aux initiatives futures des villes et que les questions de migration figurent dans les discussions sur l'urbanisation et dans le cadre mondial de développement pour l'après-2015.

Le Rapport *Etat de la migration dans le monde 2015* est, comme les éditions précédentes, le fruit de l'expertise et de l'expérience de fonctionnaires de l'OIM et de chercheurs externes. Nous remercions tout particulièrement les maires et les autorités municipales pour leurs contributions, dans lesquelles ils nous livrent leurs points de vue, leur expérience et leurs connaissances. Nous remercions aussi les Gouvernements de l'Australie et des Pays-Bas pour leur généreux soutien financier.

Nous espérons que ce Rapport contribuera à l'élaboration de politiques propices à un développement urbain durable, et aux discussions en cours sur le programme de développement mondial pour l'après-2015.


William Lacy Swing
Directeur général

Généralités



GENERALITES

Nous vivons dans un monde qui ne cesse de s'urbaniser. En 2014, plus de 54 % de la population mondiale habitait dans des villes (DAES, 2014)¹, et l'on prévoit que la population urbaine passera de 3,9 milliards de personnes aujourd'hui à quelque 6,4 milliards de personnes d'ici à 2050 (*ibid.*). On estime que, chaque semaine, trois millions de personnes dans le monde s'installent en ville (ONU-Habitat, 2009). La migration contribue dans une large mesure à cette évolution, qui transforme les villes en des lieux de vie caractérisés par une grande diversité.

Près d'une personne sur cinq née à l'étranger réside dans des villes carrefour mondiales (Çağlar, 2014). Dans un grand nombre d'entre elles, telles que Sydney, Londres et New York, les migrants représentent plus du tiers de la population et, dans certaines, comme Bruxelles et Doubaï, ils comptent pour plus de la moitié des habitants. D'autres villes ont connu une forte croissance de la migration ces dernières années. Par exemple, le nombre de résidents étrangers à Séoul a doublé en dix ans². En Asie et en Afrique, on s'attend à ce que les petites villes en expansion rapide absorbent la quasi-totalité de l'accroissement futur de la population urbaine mondiale (DAES, 2014). Cette mobilité en direction des villes et des zones urbaines est caractérisée par la temporalité et la circularité du processus de migration interne (Hugo, 2014).

Le rythme soutenu de l'urbanisation, conjugué à un accroissement des flux migratoires vers les villes, est porteur de risques et de chances pour les migrants, les communautés et les gouvernements intéressés. Le Rapport *Etat de la migration dans le monde 2015 – Les migrants et les villes : de nouveaux partenariats pour gérer la mobilité* étudie comment la migration et les migrants façonnent les villes, et comment la vie des migrants est, à son tour, façonnée par les villes, leurs habitants, ainsi que par leurs modes d'organisation et leurs règles. Il examine les rapports entre les migrants et les villes dans des domaines tels que l'emploi, le logement et la santé, et s'intéresse également à la manière dont les migrants contribuent à bâtir et à revitaliser les villes par leurs ressources et leurs idées, tant dans les pays d'origine que dans les pays hôtes. Il donne en outre des exemples originaux illustrant la façon dont certaines villes s'emploient, avec un succès inégal, à gérer les défis que pose l'accroissement de la mobilité mondiale et de la diversité sociale. Le Rapport entend mettre en lumière les dernières évolutions en matière d'élaboration des politiques relatives aux partenariats urbains établis entre les groupes de migrants, les collectivités locales, la société civile et le secteur privé, qui visent à relever les défis liés à la migration et aux villes.

La migration et son mode de gouvernance devraient être au cœur de l'aménagement urbain et du développement durable. Or, la migration est largement absente du débat mondial sur l'urbanisation. Il n'est guère question des migrants dans la planification internationale en vue d'un nouveau programme mondial pour les villes, telle qu'Habitat III³. De nombreuses municipalités et collectivités locales n'ont pas encore incorporé la migration ou les migrants dans leur planification et leur mise en œuvre du développement urbain. De façon générale, les migrants demeurent absents du discours mondial sur l'urbanisation et les villes.

- 1 Dans leurs rapports, les Nations Unies s'alignent sur les différents bureaux nationaux de la statistique qui associent le terme « urbain » à une notion spatiale et démographique, dont la définition peut varier d'un pays à l'autre.
- 2 Source : Gouvernement métropolitain de Séoul. Données tirées de la base de données du Gouvernement métropolitain de Séoul, 2014 : <http://stat.seoul.go.kr/> (en coréen uniquement).
- 3 La troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) se tiendra en 2016, conformément à la résolution de l'Assemblée générale 66/207. Pour plus d'informations, voir : www.uclg.org/fr/issues/habitat-iii

Le présent Rapport entend s'attaquer à ce problème de trois manières :

- En montrant comment la migration façonne les villes et la situation des migrants qui y vivent. Une grande partie du débat international sur les tendances migratoires et les politiques de migration est actuellement axée sur les enjeux nationaux. Placer l'étude de la migration à l'échelon des villes permet de mieux comprendre l'économie politique locale de la migration, ainsi que les liens étroits entre celle-ci et le développement urbain. Cette démarche permet en outre de mettre en lumière non pas tant les raisons qui poussent les gens à partir que la manière dont ils travaillent, vivent et façonnent leurs lieux de résidence, qui finissent par former un réseau planétaire sous l'effet d'une diversification des schémas de migration et de mobilité.
- En s'intéressant aux moyens de subsistance des migrants urbains des pays du Sud. Actuellement, les discussions sur les migrants et les villes sont limitées car elles tendent à se concentrer sur le Nord et sur l'intégration des migrants internationaux. Le problème tient à la priorité traditionnellement accordée à la migration en provenance des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire vers les pays plus riches. Le présent Rapport s'inscrit toutefois dans une perspective mondiale, et porte une attention particulière à la situation des migrants vivant dans les villes du Sud.
- En examinant la migration tant interne et qu'internationale. Quel que soit leur stade de développement, les villes ont à gérer des populations de plus en plus mobiles et diverses. Dans les pays développés, la diversité de la population est principalement due à la migration internationale, tandis que dans les pays en développement, elle est le plus souvent liée à la migration interne⁴ et, dans une moindre mesure, à des flux Sud-Sud en augmentation.

Les grands points et les messages clés du présent Rapport visent à combler cette lacune dans le débat mondial sur l'urbanisation, et peuvent être résumés en quatre titres, comme suit.

La migration est essentiellement un phénomène urbain.

Nous vivons à une époque de mobilité humaine sans précédent, qui est essentiellement urbaine : les migrants, aussi bien internes qu'internationaux, s'installent dans les villes et les zones urbaines, apportent de la diversité et relient les communautés à l'intérieur et de part et d'autre des frontières, créant ainsi de nouveaux liens entre les localités. Ce phénomène appelle de nouvelles approches de la gouvernance urbaine et des politiques migratoires.

On estime à 232 millions le nombre de migrants internationaux (DAES, 2013) et à 740 millions, le nombre de migrants internes (PNUD, 2009).

- Environ 50 % des migrants internationaux résident dans dix pays à revenu élevé fortement urbanisés⁵, à savoir l'Australie, le Canada et les Etats-Unis, plusieurs pays d'Europe (Allemagne, Espagne, France et Royaume-Uni), la Fédération de Russie, l'Arabie saoudite, et les Emirats arabes unis (DAES, 2013). Les migrants se concentrent généralement dans les villes de ces pays.

4 Dans la plupart des pays du Sud, on manque sérieusement de données cohérentes, actuelles et comparables sur les populations urbaines nées à l'étranger.

5 <http://data.worldbank.org/data-catalog/GNI-per-capita-Atlas-and-PPP-table>

Dans les décennies à venir, la quasi-totalité de la croissance démographique mondiale, soit 2,5 milliards de personnes, devrait avoir lieu dans les zones urbaines des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, en particulier en Afrique et en Asie (DAES, 2014).

- Bien que l'Afrique ne soit pas la région du monde où l'urbanisation est la plus rapide, sa population urbaine augmente depuis plusieurs dizaines d'années à un rythme encore jamais atteint. En 1960, Johannesburg était la seule ville d'Afrique subsaharienne de plus d'un million d'habitants ; en 1970, elles étaient quatre (Le Cap, Johannesburg, Kinshasa et Lagos) ; et en 2010, on en comptait 33 (ONU-Habitat, 2013).
- Dans la région Asie-Pacifique, on estime que 120 000 personnes migrent chaque jour vers les villes et que, d'ici à 2050, la proportion de citadins devrait atteindre 63 % de la population totale. La population urbaine de la région a augmenté de près d'un milliard de personnes entre 1990 et 2014, dont environ la moitié en Chine (450 millions). Ce phénomène s'inscrit dans une évolution à long terme. La population urbaine de la région a plus que doublé entre 1950 et 1975, puis une nouvelle fois entre 1975 et 2000, et on s'attend à ce qu'elle soit encore multipliée par deux ou presque entre 2000 et 2025 (CESAP, 2014).

L'augmentation de la migration à grande échelle vers les centres urbains est inévitable en raison des réalités mondiales que sont le vieillissement des sociétés, une croissance économique lente et inégale entre les régions d'un même pays et entre pays, ou encore l'instabilité de l'environnement et du climat. Pour de nombreuses villes, la migration est devenue un déterminant de l'accroissement de la population et de la pyramide des âges plus important que la fécondité et la mortalité (Skeldon, 2013). C'est dans les villes que se constituent les réseaux sociaux qui permettent aux migrants nouvellement arrivés de survivre et de trouver des débouchés économiques. C'est aussi dans les villes que, principalement, se fait l'intégration des migrants.

La géographie des flux migratoires évolue avec l'économie mondiale. L'éventail des villes de destination pour les migrants s'est considérablement élargi. Ainsi, les migrants sont de plus en plus attirés par les pays où la croissance économique est forte, en Asie de l'Est, au Brésil, en Afrique australe et dans l'ouest de l'Inde. Partout, les villes enregistrent un flux et un reflux constants de personnes entre communautés urbaines, régionales, nationales et mondiales. Dans ces conditions, elles ont donc de plus en plus de mal à gérer la diversité produite par la migration.

A l'échelle mondiale, toutefois, les politiques migratoires et les politiques d'urbanisation sont généralement débattues dans des enceintes distinctes, ce qui aboutit à un manque de cohérence politique. A l'échelon national, à quelques rares exceptions près, il existe un clivage entre les politiques nationales et locales. Les gouvernements nationaux peuvent encourager la migration vers les zones urbaines aux fins de développement économique, sans réelle concertation avec les collectivités locales quant aux besoins en services sociaux de base sur le terrain.

Dans l'intervalle, des villes ont pris l'initiative de mesures pour gérer la migration à leur échelle et entretenir des relations directes avec les migrants, voire avec leurs communautés d'origine, à la faveur de mécanismes de partenariat transnationaux. Pour un petit nombre d'entre elles, qui est toutefois en augmentation, les politiques et les programmes d'immigration font désormais partie intégrante de la planification et de la gestion du développement urbain.

La migration vers les villes présente des chances et des défis.

Dans les prochaines décennies, la quasi-totalité de l'accroissement de la population mondiale aura lieu dans les centres urbains des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, où la réduction de la pauvreté est lente et où d'importantes carences demeurent dans la fourniture des services de base (DAES, 2012). La forte croissance de la population urbaine exerce de lourdes pressions sur les infrastructures, l'environnement et le tissu social des villes. Le rythme de l'urbanisation et les moyens dont disposent les autorités nationales et locales des pays à faible revenu pour faire face à ses conséquences suscitent de nombreuses inquiétudes. Les dirigeants de ces pays considèrent généralement que la migration rurale-urbaine est la principale cause du surpeuplement, des engorgements, de l'exposition accrue aux risques environnementaux et des infrastructures et services de base insuffisants.

Depuis quelques dizaines d'années, surtout dans le Sud, la mauvaise gestion de la migration urbaine a souvent débouché sur des solutions informelles pour pourvoir aux besoins essentiels des migrants et permettre à ceux qui en étaient exclus d'accéder au marché officiel de la propriété foncière, du logement et de l'emploi, ainsi qu'aux services de santé et d'éducation. Selon ONU-Habitat, un tiers des habitants des villes des pays en développement vivent dans des zones de taudis, où les migrants côtoient d'autres citoyens pauvres (ONU-Habitat, 2007).

Les politiques migratoires des pays d'origine et de destination peuvent avoir des effets positifs et négatifs sur les villes. Les politiques restrictives, inadaptées ou vagues sur la mobilité de la main-d'œuvre en Afrique, en Asie et en Europe peuvent engendrer des flux de migration irrégulière et le développement des implantations urbaines sauvages. Des politiques sévères de contrôle aux frontières peuvent donner naissance à des « centres de transit » dans lesquels les migrants en route vers leur pays de destination se trouvent bloqués.

Les nouveaux venus n'ont souvent pas d'autre choix que de s'installer dans des zones exposées aux aléas et mal aménagées, où leur accès aux ressources et aux possibilités indispensables à leur résilience est limité. En outre, quand une catastrophe frappe, ils sont parmi les plus touchés.

Des études récentes font apparaître que les migrants sont représentés de manière disproportionnée parmi les citoyens pauvres dans ces implantations sauvages (Hoang, Truong et Dinh, 2013 ; Rigg, Nguyen et Luong, 2014). A Accra (Ghana), par exemple, 92 % des ménages de migrants vivent dans un taudis, Old Fadama, sans point d'eau à proximité immédiate ni accès à des toilettes (Awumbila, 2014). Dans de nombreuses villes des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, les implantations sauvages sont généralement des points d'entrée pour les immigrants. Malgré la dureté de ces conditions de vie, les migrants demeurent capables de trouver une activité économique et des possibilités d'emploi pour améliorer leur bien-être actuel et leurs perspectives futures dans les implantations sauvages ou taudis, tels que Kibera à Nairobi (Kenya) ou Old Fadama (Awumbila, Owusu et Teye, 2014).

En allant s'installer en ville, il est possible d'améliorer considérablement son bien-être. Cela permet d'échapper aux effets des aléas sur les moyens de subsistance ruraux et d'accéder à diverses possibilités d'emploi et à des services

de santé et d'éducation de meilleure qualité – autant de facteurs susceptibles de réduire la pauvreté de ceux qui partent ainsi que de ceux qui restent.

L'urbanisation présente indéniablement des avantages car, sans elle, il est difficile d'assurer une croissance économique durable. Les villes peuvent aussi transformer la diversité urbaine née de la migration en un atout social et économique. La migration peut contribuer à une meilleure productivité si elle est judicieusement gérée et corrélée à l'économie formelle. Favoriser l'intégration des migrants sur le marché du travail peut être bénéfique tout à la fois pour le lieu d'origine et pour le lieu de destination, car les liens sont maintenus entre les deux.

Malgré l'investissement à l'œuvre dans certaines villes, les autorités municipales n'accordent pas encore facilement la priorité à la réduction de la pauvreté par l'inclusion des migrants. Si des politiques, mesures et projets inclusifs menés à l'échelon local, en particulier à celui des villes, sont essentiels au bien-être et à la résilience de ces derniers, il est aussi nécessaire de mettre en place des instruments et des institutions efficaces à l'échelle nationale et internationale.

Selon une étude récente, il existe une forte corrélation entre une bonne fourniture de services et le développement urbain dans toutes les grandes économies émergentes (EPF et CIRD, 2013). Aujourd'hui, pour parvenir à une gouvernance urbaine plus inclusive, des villes relient la cohésion sociale locale à la croissance économique et à la compétitivité mondiale (Metropolis, 2011). La participation et l'inclusion des migrants dans leur ville d'accueil font partie intégrante des efforts visant à bâtir des communautés stables, ouvertes et dynamiques qui assurent l'avenir socioéconomique du pays.

Les migrants sont d'ingénieux partenaires de la gouvernance urbaine.

Les migrants peuvent apporter d'importantes contributions au développement économique, social et culturel de leur pays d'accueil et de leur communauté d'origine. Pourtant, celles-ci sont ignorées ou, au mieux, mesurées uniquement à l'aune des fonds rapatriés.

Acteurs de la résilience : Les migrants peuvent contribuer de manière déterminante à l'amélioration de la résilience des communautés d'origine et d'accueil grâce à l'échange de ressources et à l'entraide. A titre individuel et par leurs réseaux, ils peuvent participer à la gestion des risques pour l'ensemble de la communauté. Etant donné que, souvent, ils sont surreprésentés dans les groupes d'âge productifs et en bonne santé, ils ont à offrir diverses compétences qui permettent d'appuyer les mesures de préparation aux catastrophes, d'intervention et de relèvement, en particulier dans les sociétés vieillissantes.

Agents du développement local : Les migrants jouent un rôle central dans l'établissement de liens entre les villes d'origine et de destination et dans l'intégration de la migration dans la planification du développement local. Les liens intervilles sont souvent créés ou entretenus en raison de la présence d'importantes populations de migrants. Les communautés de migrants et de la diaspora peuvent contribuer de manière non négligeable aux partenariats locaux de développement décentralisé conclus entre les villes, et à la mise en place ou à la réalisation de certaines activités connexes, telles que la fourniture d'une expertise et d'informations sur les communautés d'origine.

Artisans des villes : Les migrants peuvent, si on leur en laisse la possibilité, aider à renforcer la place des villes dans la hiérarchie économique et politique mondiale, en promouvant leurs atouts historiques, culturels, religieux et socioéconomiques.

Comme l'indique la déclaration adoptée à l'issue du Dialogue de haut niveau des Nations Unies sur les migrations internationales et le développement tenu à New York en 2013, les migrants doivent se trouver au cœur des programmes de migration et développement nationaux et mondiaux. C'est là l'un des messages essentiels des débats internationaux sur la migration depuis le Rapport sur le développement de 2009 du PNUD, consacré à la mobilité humaine et au développement. En examinant l'influence de la migration sur le bien-être, le Rapport *Etat de la migration dans le monde 2013* appelait l'attention sur le développement humain des migrants et sur son importance dans les débats d'orientation.

Dans le contexte du développement durable, il y a lieu de viser à une croissance économique qui soit répartie équitablement entre tous les groupes de population, comme il a été constaté à la conférence Rio+20 en 2012⁶ et à l'occasion d'autres grands sommets, dont le Dialogue de haut niveau des Nations Unies de 2013 sur les migrations internationales et le développement⁷. La plupart des villes s'efforcent de parvenir à une croissance économique durable qui profite à tous, au moyen de solutions pratiques et innovantes. En outre, pour un nombre croissant de villes, les politiques et programmes d'immigration font partie intégrante de la planification et de la gestion du développement urbain. L'UNESCO et ONU-Habitat ont entrepris des travaux de recherche conjoints sur l'importance de la migration pour la croissance des zones urbaines et sur la façon d'améliorer l'inclusion des migrants internationaux dans les villes (UNESCO et ONU-Habitat, 2010 et 2012).

Une gouvernance urbaine qui inclut les migrants.

L'urbanisation est le défi majeur du XXI^e siècle. La croissance urbaine proviendra essentiellement des migrations internationales et internes. Cependant, celle-ci ne peut être durable que si les villes investissent dans leurs communautés, y compris les migrants. Les villes sont bien placées pour faciliter la gestion de la mobilité humaine. Elles ont le pouvoir d'élaborer et d'appliquer des cadres d'action pour inclure les migrants. En tant que fournisseurs de services, elles ont un accès direct aux migrants et peuvent évaluer leurs besoins.

La gouvernance des migrations en milieu urbain exige néanmoins une approche et une structure multipartites, de façon à pouvoir tenir compte d'intérêts différents et à prendre des mesures fondées sur la coopération. Outre les institutions officielles, elle fait intervenir des mécanismes informels et les ressources des habitants, y compris des migrants. Des partenariats avec d'autres villes et collectivités locales, le gouvernement national, la société civile, les associations de migrants et les diasporas des villes sont nécessaires pour pouvoir tirer parti des ressources humaines de chaque ville. En particulier, des partenariats public-privé associant les milieux d'affaires pourraient favoriser l'intégration des migrants sur le marché du travail et prévenir la ségrégation spatiale. Ces partenariats rendront la gouvernance urbaine plus modulable et plus performante, et amélioreront tout à la fois la cohésion sociale et la compétitivité économique des villes.

6 Conférence des Nations Unies sur le développement durable, 2012 : <https://sustainabledevelopment.un.org/rio20>

7 Voir : www.un.org/fr/ga/68/meetings/migration/

Des efforts encourageants sont déployés par les responsables municipaux pour promouvoir la cohésion sociale. Il existe plusieurs exemples de structures institutionnelles créées avec le concours d'autorités fédérales et locales dans certaines villes d'Europe (Berlin, Athènes, Bilbao et Dublin) et d'Asie (Fuzhou, dans la province chinoise de Fujian, Singapour, et un réseau de villes au Japon). Des villes comme Berlin, Dublin et Lille nouent également des partenariats avec des associations de migrants pour promouvoir la citoyenneté et la participation politique parmi les groupes de migrants. Parmi les autres approches novatrices de financement des politiques municipales d'inclusion figure la budgétisation participative. Cette approche est mise en pratique par plus de 1 700 collectivités locales dans plus de 40 pays, surtout dans des pays à faible revenu où les budgets municipaux demeurent maigres malgré la décentralisation.

Il faut développer les plateformes d'échanges, de consultation et de coopération.

Etant donné que de plus en plus de personnes vivent et travaillent dans plus d'un endroit, il appartient aux villes de gérer leur diversité croissante et leur position stratégique à l'échelle tant nationale que mondiale. L'ouverture à la diversité ethnique et culturelle, par exemple, est devenue un indicateur de la faculté d'une ville à faire des affaires avec le reste du monde, parallèlement à d'autres indicateurs tels que les liens économiques, financiers et commerciaux avec les marchés mondiaux⁸. La capacité d'une ville à attirer des populations internationales et à leur donner les moyens de contribuer à sa réussite future⁹ est considérée comme un critère essentiel pour les villes durables de demain.

Malheureusement, la migration n'est toujours pas prise en considération dans la plupart des plans et politiques de développement urbain, et vice versa. En outre, il n'est guère question des migrants dans la planification internationale en vue d'un nouveau programme mondial pour les villes, telle qu'Habitat III. Cette omission tient en partie aux lacunes chroniques et aux différences constatées dans les définitions¹⁰, ainsi que dans les données et les études empiriques sur la migration et l'urbanisation. Peut-être est-elle aussi la conséquence du manque de coordination entre les autorités centrales et locales. Le présent Rapport met en évidence les articulations entre une migration bien gérée et un développement bien géré, ce qui montre que des politiques restrictives en matière de migration et d'urbanisation peuvent, à l'heure de la mondialisation, être préjudiciables à la croissance et au développement pour les villes et les pays d'origine comme de destination.

Le manque de cohérence politique aux niveaux de gouvernance mondial et national laisse les villes relativement libres d'obligations, mais celles-ci n'en prennent pas moins des initiatives indépendantes pour créer des communautés socialement intégrées et constituer de nouveaux réseaux intervilles de bonnes pratiques autour de la migration et de la gouvernance urbaine. Ces réseaux visent à renforcer les rapports entre les institutions locales et à tirer d'utiles

8 Un projet intitulé « Global Cities Initiative », lancé par la Brookings Institution et JP Morgan Chase afin de renforcer la position économique de certaines villes des Etats-Unis, ainsi que leurs liens commerciaux et d'investissement avec le réseau mondial des zones métropolitaines, comprend l'immigration parmi ses indicateurs de mondialisation. Voir : www.brookings.edu/about/projects/global-cities/about
www.jpmorganchase.com/content/dam/jpmorganchase/en/legacy/corporate/Corporate-Responsibility/globalcities.htm

9 Pour plus d'informations, voir : www.opencities.eu/web/index.php?why_openness_matters_en

10 Voir le chapitre 1, section 1.2, Définitions et terminologie

enseignements communs de leurs expériences respectives, afin de parvenir à une gouvernance et à un développement durables des villes. On citera notamment le projet Cities of Migration¹¹ de la Fondation Maytree, dont le siège se trouve au Canada, et l'initiative OPENCities¹², cofondée par l'Union européenne et le British Council.

Outre ces réseaux intervilles (Eurocities, 2010 et 2014), diverses organisations internationales (Price et Chacko, 2012 ; UNESCO et ONU-Habitat, 2010), des groupes de réflexion politique (Kerr, McDaniel et Guinan, 2014 ; McHugh, 2014) et des forums nationaux et mondiaux de recherche et de politique sur la migration et les villes (Metropolis, 2011 ; Cities of Migration, 2012) ont déjà publié des recueils de bonnes pratiques en matière de politiques d'inclusion, qui proviennent le plus souvent d'Europe, d'Amérique du Nord, mais aussi d'Amérique latine (Collet et Gidley, 2012).

Les efforts déployés par les villes et les autorités locales doivent toutefois être complétés par des mesures à l'échelle internationale pour que la migration soit pleinement prise en compte lorsque seront fixés les objectifs pour des villes durables du futur dans un programme mondial pour le développement urbain pour l'après-2015.

Il serait important de regrouper les informations disponibles dans une base de données mondiale et de favoriser le partage d'informations et le dialogue, entre les villes et entre les différents échelons de gouvernement et d'autres partenaires. Dans le même temps, il conviendrait de répondre à une question majeure, à savoir : les bonnes pratiques des pays avancés peuvent-elles être reproduites dans les pays aux ressources limitées, qui essaient de s'adapter aux rapides transitions urbaines ? Ou, en d'autres termes, jusqu'à quel point les pratiques exemplaires se limitent-elles à certains contextes nationaux ou régionaux, et dans quelle mesure pourraient-elles être appliquées à l'échelle mondiale ?

En 2015, la conférence de haut niveau organisée par l'OIM dans le cadre de son Dialogue international sur la migration sera consacrée aux migrants et aux villes. L'objectif est de réunir les savoirs collectifs sur la migration, la mobilité et la transition urbaine et, avec le concours des responsables municipaux et d'autres spécialistes, de tracer une ligne d'action claire afin d'améliorer la gestion des migrations à tous les niveaux de gouvernance, dans l'intérêt tout à la fois des migrants et des villes.

Pour un tel débat, il est fondamental d'améliorer les pratiques de collecte des données. Comme le montre le chapitre 1 du Rapport, les données à l'échelle des villes sont insuffisantes. Il y a beaucoup à faire pour que les migrants soient pris en compte dans les ensembles de données sur l'urbanisation et le développement. Bien comprendre où les migrants vivent et comment ils sont organisés est une première étape essentielle pour élaborer une stratégie de communication visant à favoriser leur inclusion dans la vie des villes. C'est sur la base de données de qualité sur les migrants que les villes pourront établir des critères en matière de fourniture de services de base et mesurer le niveau d'intégration sociale et économique des intéressés. Cela pourrait ensuite faciliter la formulation d'une politique judicieuse à partir des multiples pratiques et programmes menés sur le terrain. Comme on le verra au chapitre 1, connaître la structure d'âge des communautés de migrants permet aux villes de cerner les domaines dans lesquels les besoins en ressources financières et humaines vont croître.

11 Voir la Conférence Cities of Migration intitulée « An Agenda for Shared Prosperity », tenue à Berlin en juin 2014. Pour plus d'informations, voir : <http://2014conference.citiesofmigration.ca/>

12 www.opencities.eu/web/index.php?home_en

REFERENCES

- Awumbila, M.
2014 Linkages between Urbanization, Rural-Urban Migration and Poverty Outcomes in Africa. Document d'information élaboré pour le Rapport *Etat de la migration dans le monde 2015 – Les migrants et les villes : de nouveaux partenariats pour gérer la mobilité*. Organisation internationale pour les migrations, Genève.
- Awumbila, M., G. Owusu, et J.K. Teye
2014 Can Rural-Urban Migration into Slums Reduce Poverty? Evidence from Ghana. Document de travail n° 13. Migrating out of Poverty Consortium, Université du Sussex, Brighton. Disponible à l'adresse : <http://r4d.dfid.gov.uk/Output/196216/>
- Çağlar, A.
2014 Urban Migration Trends, Challenges and Opportunities. Document d'information élaboré pour le Rapport *Etat de la migration dans le monde 2015 – Les migrants et les villes : de nouveaux partenariats pour gérer la mobilité*. Organisation internationale pour les migrations, Genève.
- Cities of Migration
2012 *Practice to Policy: Lessons from Local Leadership on Immigrant Integration*. Fondation Maytree, Toronto. Disponible à l'adresse : <http://citiesofmigration.ca/wp-content/uploads/2012/03/Practice-to-Policy.pdf>
- Collett, E. et B. Gidley
2012 *Attitudes to Migrants, Communication and Local Leadership (AMICALL), Final Transnational Report*. COMPAS, Oxford. Disponible à l'adresse : www.compas.ox.ac.uk/fileadmin/files/Publications/Reports/Amicall_Report_ENG_v3_single_WEB_READY.pdf
- Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)
2014 *Statistical Yearbook for Asia and the Pacific 2014*. Nations Unies. Disponible à l'adresse : www.unescap.org/sites/default/files/ESCAP-SYB2014_0.pdf
- Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES)
2012 *World Urbanization Prospects: 2011 Revision*. Nations Unies, New York. Disponible à l'adresse : www.un.org/en/development/desa/population/publications/pdf/urbanization/WUP2011_Report.pdf
2013 *International Migration 2013 Wallchart*. Nations Unies, New York. Disponible à l'adresse : www.un.org/en/development/desa/population/migration/publications/wallchart/docs/wallchart2013.pdf
2014 *World Urbanization Prospects, The 2014 Revision – Highlights*. Nations Unies, New York. Disponible à l'adresse : <http://esa.un.org/unpd/wup/Highlights/WUP2014-Highlights.pdf>

Economic Policy Forum (EPF) et Institut chinois de réforme et de développement (CIRD)

2013 *Report 2013 Economic Policy Forum, Roundtable Meeting on “Urbanization and Migration: Creating Equitable Access to Basic Services”*, 3 novembre 2013, Haikou, province de Hainan, République populaire de Chine. Disponible à l’adresse : www.economic-policy-forum.org/wp-content/uploads/2014/02/Hainan_Documentation1.pdf

Eurocities

2010 *Cities Accommodating Diversity*. Findings and recommendations from the peer review project, ‘Diversity and Equality in European Cities’. Eurocities, Bruxelles. Disponible à l’adresse : http://nws.eurocities.eu/MediaShell/media/DIVE_FinalPublication.pdf

2014 *Integrating Cities Toolkits*, Bruxelles. Disponible à l’adresse : www.integratingcities.eu/integrating-cities/resources/implementing_toolkits

Hoang, X.T., T.A. Truong et T.T.P. Dinh

2013 *Urban poverty in Vietnam – a view from complementary assessments*. Document de travail de l’IIED, Londres. Disponible à l’adresse : <http://pubs.iied.org/pdfs/10633IIED.pdf>

Hugo, G.

2014 *Urban Migration Trends, Challenges, Responses and Policy in the Asia-Pacific*. Document d’information élaboré pour le Rapport *Etat de la migration dans le monde 2015 – Les migrants et les villes : de nouveaux partenariats pour gérer la mobilité*. Organisation internationale pour les migrations, Genève.

Kerr, J., P. McDaniel et M. Guinan

2014 *Reimagining the Midwest: Immigration Initiatives and the Capacity of Local Leadership*. The Chicago Council on Global Affairs et American Immigration Council. Disponible à l’adresse : www.immigrationpolicy.org/sites/default/files/docs/reimagining_the_midwest_report_2014.pdf

McHugh, M.

2014 *Immigrant Civic Integration and Service Access Initiatives: City-Sized Solutions for City-Sized Needs*. Migration Policy Institute, Washington. Disponible à l’adresse : www.migrationpolicy.org/sites/default/files/publications/TCM_Cities_McHugh-FINAL.pdf

Metropolis

2011 *Integrated Urban Governance – The way forward, Commission 3, Manual*. Metropolis, Berlin. Disponible à l’adresse : www.stadtentwicklung.berlin.de/internationales_eu/staedte_regionen/download/projekte/metropolis/C3_Manual_barrier_free.pdf
Résumé : http://old.metropolis.org/sites/default/files/publications/2011/summary_commissions_metropolis_2009-2011.pdf



- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)
et Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)
- 2010 *Comment mettre en valeur l'inclusion sociale et spatiale pour les migrants internationaux dans nos villes : les points de vue de divers acteurs.* UNESCO Mexique, 2010. [Consulté le 30 septembre 2014]. Disponible à l'adresse : <http://unesdoc.unesco.org/images/0019/001905/190592m.pdf>
- 2012 *Migrants' Inclusion in Cities: Innovative Urban Policies and Practices.* ONU-Habitat.
- Price, M. et E. Chacko
- 2012 *Migrants' Inclusion in Cities: Innovative Urban Policies and Practices.* Publié par l'UNESCO et ONU-Habitat. Disponible à l'adresse : www.researchgate.net/publication/272023289_Migrants'_Inclusion_in_Cities_Innovative_Urban_Policies_and_Practices_Prepared_for_UN-Habitat_and_UNESCO_Marie_Price_and_Elizabeth_Chacko
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
- 2009 *Rapport sur le développement humain 2009 – Lever les barrières : Mobilité et développement humains.* Nations Unies, New York. Disponible à l'adresse : <http://hdr.undp.org/fr/content/rapport-sur-le-d%C3%A9veloppement-humain-2009>
- Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)
- 2007 *State of the World's Cities Report 2006/2007 – Millennium Development Goals and Urban Stability.* ONU-Habitat, p. iv. Disponible à l'adresse : <http://mirror.unhabitat.org/pmss/listItemDetails.aspx?publicationID=3387>
- 2009 *State of the World's Cities Report 2008/2009: Harmonious Cities.* ONU-Habitat, Nairobi. Disponible à l'adresse : <http://unhabitat.org/books/state-of-the-worlds-cities-20082009-harmonious-cities-2/>
- 2013 *State of the World's Cities 2012/2013 – Prosperity of Cities.* Routledge, New York. Disponible à l'adresse : <http://unhabitat.org/books/prosperity-of-cities-state-of-the-worlds-cities-20122013/>
- Rigg, J., T.A. Nguyen et T.T.H. Luong
- 2014 *The Texture of Livelihoods: Migration and Making a Living in Hanoi, The Journal of Development Studies*, vol. 50, n° 3, p. 368 à 382. DOI : 10.1080/00220388.2013.858130.
- Skeldon, R.
- 2013 *Global Migration: Demographic Aspects and Its Relevance for Development.* Etude technique du DAES n° 2013/6. Disponible à l'adresse : www.un.org/esa/population/migration/documents/EGM_Skeldon_17.12.2013.pdf



Acapulco	Kumashi
Accra	Lagos
Addis-Abeba	Lansing
Agra	Laredo
Aïsho	Lattaquié
Alep	Lausanne
Allahabad	Leipzig
Amman	Lille
Amsterdam	Lisbonne
Anvers	Londres
Athènes	Los Angeles
Atlanta	Los Cabos
Auckland	Lubumbashi
Austin	Ludhiana
Baltimore	Madrid
Bamako	Manille
Bangalore	Mardin
Bangkok	McAllen
Bâle	Melbourne
Beijing	Mexico
Berlin	Miami
Bilbao	Milan
Brisbane	Montréal
Brownsville	Moscou
Brunswick	Mumbai
Bruxelles	Naga
Budapest	Nairobi
Buenos Aires	Nashville
Bujumbura	La Nouvelle-Orléans
Calexico	New York
Cancún	Nogales
Canterbury	Nyon
Le Cap	Oakland
Casablanca	Ota
Charlotte	Paris
Chetumal	Philadelphie
Chicago	Phoenix
Chihuahua	Pittsburgh
Cirebon	Portland
Cleveland	Porto Alegre
Columbus	Puerto Vallarta
Copenhague	Rabat
Dakar	Reggio d'Emilie
Dallas	Renens
Deraa	Rio de Janeiro
Dayton	Rome
Delhi	Rotterdam
Détroit	San Diego
Dongguan	San Francisco
Doubaï	San José
Dublin	Sao Paulo
El Paso	Seattle
Faridabad	Séoul
Fès	Shanghai
Fuqing	Shenzhen
Fuzhou	Singapour
Gaziantep	Saint-Louis
Genève	Stockholm
Glasgow	Stuttgart
Goma	Surat
Goslar	Sydney
Göttingen	Tallin
Guangzhou	Tamaulipas
Guiguinto	Tanger
Halifax	Tapachula
Hamamatsu	Tenosique
Hanoi	La Haye
Harare	Tijuana
Hô Chi Minh-Ville	Tokyo
Homs	Toronto
Hong Kong (RAS)	Toyota
Houston	Tripoli
Indianapolis	Tunis
Ipswich	Turin
Irbid	Vancouver
Istanbul	Venise
Izmir	Veracruz
Jakarta	Vevey
Johannesburg	Vienne
Kavarna	Varsovie
Kibera	Washington, D.C.
Kinshasa	Wuppertal
Kobe	Yverdon-les-Bains
Calcutta	Zarga
Kuala Lumpur	Zurich



■	Mégapole (10 millions d'habitants ou plus)
■	Grande ville (5 à 10 millions d'habitants)
■	Ville moyenne (1 à 5 millions d'habitants)
■	Petite ville (jusqu'à 1 million d'habitants)

VILLES MENTIONNEES DANS LE RAPPORT		
■	Mégapole	22
■	Grande ville	21
■	Ville moyenne	74
■	Petite ville	53
TOTAL		170

VILLES INDIQUEES SUR LA CARTE		
■	Mégapole	22
■	Grande ville	21
■	Ville moyenne	29
■	Petite ville	16
TOTAL		88

Carte mondiale : Les migrants et les villes – vue d'ensemble

Les villes apparaissant en grisé figurent sur la carte



Introduction



CHAPITRE 1

FAITS MARQUANTS

- Chaque semaine, trois millions de personnes dans le monde s'installent en ville (ONU-Habitat, 2009). Le rythme soutenu de l'urbanisation est porteur de risques et de chances pour les migrants, les communautés et les gouvernements. Le Rapport *Etat de la migration dans le monde 2015* étudie comment la migration et les migrants façonnent les villes, et comment la vie des migrants est, à son tour, façonnée par les villes, leurs habitants, ainsi que par leurs modes d'organisation et leurs règles.
- Le Rapport s'intéresse aux relations entre les migrants et les villes sous l'angle de l'emploi, du logement et de la santé, ainsi qu'à la manière dont les migrants contribuent à bâtir et à revitaliser les villes par leurs ressources et leurs idées, tant dans les pays d'origine que dans les pays hôtes. Il cite des exemples originaux illustrant la façon dont certaines villes cherchent, avec un succès inégal, à relever les défis que pose l'accroissement de la mobilité mondiale et de la diversité sociale. Il mettra en lumière les évolutions les plus récentes de l'action publique en matière de partenariats urbains entre les groupes de migrants, les collectivités locales, la société civile et le secteur privé, qui visent à résoudre les difficultés liées à la migration et aux villes.
- L'urbanisation, définie comme l'augmentation de la part de la population qui habite dans les zones urbaines, est généralement imputable à un accroissement naturel de population, à une migration rurale-urbaine nette, à l'extension progressive des frontières urbaines, et à la création de nouveaux centres urbains. Il ne fait aucun doute que la mobilité et la migration humaines contribuent dans une large mesure au processus d'urbanisation car les migrants internes comme internationaux sont attirés vers les villes et les zones urbaines. Cependant, il n'existe aucune méthode commune d'analyse des influences réciproques de la migration et de l'urbanisation.
- Les villes sont généralement considérées comme des établissements caractérisés par une population nombreuse, une forte densité, des fonctions administratives et une grande diversité sociale, ce qui les distingue des zones non urbaines, suburbaines ou rurales. Dans de nombreux pays développés, la distinction traditionnelle entre zones urbaines et zones rurales s'est estompée. La principale différence, pour ce qui est des conditions de vie, réside généralement dans le degré de concentration de population. Il n'existe pas de définition internationalement acceptée de la « ville », ni de consensus sur la façon de savoir quand un établissement est « urbain » ou de délimiter ses frontières.
- On peut observer des tendances générales en matière de migration et d'urbanisation, mais on manque de données empiriques, et il n'existe pas de données recueillies de manière systématique dont la qualité et le contenu soient comparables, surtout dans les pays à faible revenu. Ces lacunes font obstacle à une bonne compréhension des migrants en milieu urbain. Les villes, avec leur forte concentration de migrants aux origines souvent différentes, constituent un espace privilégié pour étudier et comprendre les dynamiques de la migration et de l'urbanisation et les points de convergence de la gouvernance et de l'action publique nationales et locales.



Le présent chapitre expose les principales tendances à l'œuvre dans les villes et les évolutions de la migration, et définit la portée de la problématique et le champ du débat. Il traite des difficultés que pose la collecte de données, et décrit les objectifs du Rapport, la façon dont il a été établi et les grands axes qui y sont développés.

TENDANCES CONTEMPORAINES

I.1 Statistiques sur la migration et les villes

Nous vivons à une époque de mobilité humaine sans précédent, essentiellement urbaine : les migrants, tant internes qu'internationaux, s'installent dans les villes et les zones urbaines, contribuent à leur diversité et relient les communautés à l'intérieur des frontières et par-delà, créant ainsi de nouveaux liens entre les localités. Ce phénomène appelle de nouvelles approches de la gouvernance urbaine et des politiques migratoires.

On estime qu'il y a 232 millions de migrants internationaux (DAES, 2013) et 740 millions de migrants internes (PNUD, 2009) dans le monde.

- Environ 50 % des migrants internationaux résident dans dix pays à revenu élevé fortement urbanisés¹, à savoir l'Australie, le Canada et les Etats-Unis, plusieurs pays d'Europe (Allemagne, Espagne, France et Royaume-Uni), l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et la Fédération de Russie (DAES, 2013).

Dans les décennies à venir, la quasi-totalité de la croissance démographique mondiale, soit 2,5 milliards de personnes, devrait avoir lieu dans les zones urbaines des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, notamment en Afrique et en Asie (DAES, 2013).

- Bien que l'Afrique ne soit pas la région où l'urbanisation est la plus rapide, sa population urbaine augmente depuis plusieurs dizaines d'années à un rythme sans précédent. En 1960, Johannesburg était la seule ville d'Afrique subsaharienne de plus d'un million d'habitants ; en 1970, il y en avait quatre (Le Cap, Johannesburg, Kinshasa et Lagos) ; et, en 2010, on en comptait 33 (ONU-Habitat, 2013).
- Dans la région Asie-Pacifique, on estime que 120 000 personnes migrent chaque jour vers les villes et que, d'ici à 2050, la proportion de citadins devrait atteindre 63 % de la population totale. La population urbaine de la région a augmenté de près d'un milliard de personnes entre 1990 et 2014, dont environ la moitié en Chine (450 millions). Ce phénomène s'inscrit dans une évolution à long terme. La population urbaine de la région a plus que doublé entre 1950 et 1975, puis une nouvelle fois entre 1975 et 2000, et on s'attend à ce qu'elle soit encore multipliée par deux ou presque entre 2000 et 2025 (CESAP, 2014).

De nouveaux partenariats pour le développement urbain

Le Rapport *Etat de la migration dans le monde 2015* étudie comment la migration et les migrants façonnent les villes, et comment la vie des migrants est, à son tour, façonnée par les villes, leurs habitants, ainsi que par leurs modes d'organisation et leurs règles. Il apparaît clairement que les partenariats urbains entre les groupes de migrants, les collectivités locales, la société civile et le secteur privé sont essentiels pour relever les défis et maximiser les possibilités qu'offre la migration croissante vers les villes.

La plupart des villes ont pour objectif de parvenir à une croissance économique durable qui profite à tous, grâce à des solutions pratiques et novatrices. En outre,

1 Voir <http://data.worldbank.org/data-catalog/GNI-per-capita-Atlas-and-PPP-table>

dans un nombre grandissant de villes, les politiques et programmes d'immigration font partie intégrante de la planification et de la gestion du développement urbain. L'UNESCO et ONU-Habitat ont entrepris des travaux de recherche conjoints sur l'importance de la migration pour la croissance des zones urbaines, et sur les moyens d'améliorer l'inclusion des migrants dans les villes. De multiples exemples montrent comment les migrants contribuent à l'édification des villes, fournissent des services et, plus généralement, ressuscitent la vie socioéconomique de villes sur le déclin, y compris des villes moyennes telles que Dayton (Ohio) aux États-Unis, où des migrants turcs ont entamé une coopération avec les autorités municipales dans le cadre d'un projet de logement. Les autorités de villes dynamiques comme Cleveland, Columbus, Détroit, Indianapolis, Lansing et Saint-Louis se sont lancées dans des expériences analogues de développement urbain axé sur l'immigration.

Ces dernières années, on assiste à une augmentation du nombre d'initiatives de travail en réseau, qui réunissent des municipalités, des urbanistes, des responsables de la société civile, des communautés de développement économique et des associations de migrants ou des organisations de la diaspora pour discuter de questions d'intégration urbaine et favoriser la croissance économique participative. Il est important de savoir dans quelle mesure ces activités ont débouché sur des politiques urbaines concrètes permettant de créer un cadre propice à une croissance économique durable et inclusive, qui donne aussi bien aux populations locales qu'aux nouveaux venus les moyens de subvenir à leurs besoins.

Pour une bonne intégration et un développement communautaire réussi, des villes d'origine et de destination s'efforcent d'établir un dialogue. Par exemple, Kavarna (Bulgarie) a conclu des accords bilatéraux avec les quatre villes polonaises où la majorité des Roms originaires de la ville sont employés. Ces accords donnent à ces derniers le droit de travailler et d'enregistrer des sociétés, et facilitent le recouvrement de l'impôt. Les Roms utilisent leur épargne pour améliorer leurs conditions de vie, surtout leur logement à Kavarna. Dans leur ville de destination, ils ont, grâce à leur réussite économique, modifié la façon dont ils sont perçus par la population locale. Leur nouveau statut de groupe prospère a amélioré les relations interethniques.

Dans les pays en développement, la gouvernance des villes peut être renforcée par la coopération intervilles, en particulier (mais pas uniquement) avec les pays développés partenaires. Rotterdam, par exemple, a noué de solides partenariats avec des villes des pays d'origine de la plupart des migrants qu'elle accueille, dont la Turquie, le Maroc, le Suriname, les Antilles néerlandaises et le Cabo Verde. En outre, elle travaille aussi sur les questions relatives à l'eau et au changement climatique avec les villes partenaires d'Izmir, d'Istanbul et de Casablanca. Des projets similaires ont été mis en place ces dix dernières années, qui sont de plus en plus populaires.

Des initiatives d'envergure mondiale telles que les programmes *Resilient Cities* de la Fondation Rockefeller et *Smarter Cities* d'IBM, qui considèrent les villes comme les moteurs d'une croissance économique nationale, régionale et mondiale durable, engagent les municipalités, la société civile et le secteur privé à nouer des partenariats sur le terrain, et encouragent les villes à devenir « intelligentes » pour mieux faire face aux défis urbains et mondiaux. Le *Projet Greenback 2.0*



de la Banque mondiale sélectionne des « villes championnes des transferts » et collabore avec elles pour améliorer la transparence sur le marché des services de rapatriement d'argent et tirer parti des effets de ces fonds sur le développement.

Pour autant, de nombreuses initiatives publiques et privées de ce type ne tiennent pas pleinement compte du rôle central des migrants dans le développement, la croissance, la résilience et la durabilité des villes. Les migrants peuvent apporter d'importantes contributions au développement économique, social et culturel de leur pays d'accueil et de leur communauté d'origine. Or, bien souvent, celles-ci ne sont pas reconnues ou, au mieux, sont mesurées uniquement à l'aune des fonds qu'ils parviennent à rapatrier chez eux. Comme l'indique la déclaration adoptée à l'issue du Dialogue de haut niveau des Nations Unies sur les migrations internationales et le développement tenu à New York en 2013, les migrants doivent se trouver au cœur des programmes de migration et développement nationaux et mondiaux. C'est là l'un des messages essentiels des débats internationaux sur la migration depuis le *Rapport sur le développement de 2009* du PNUD, consacré à la mobilité humaine et au développement. En examinant l'influence de la migration sur le bien-être, le *Rapport Etat de la migration dans le monde 2013* appelait l'attention sur le développement humain des migrants et sur son importance dans les débats d'orientation.

Les migrants peuvent faire partie du problème, surtout pendant et après une crise humanitaire, mais ils peuvent aussi faire partie de la solution. Par leur appartenance à une diaspora mondiale, ils peuvent jeter des ponts entre les villes et les pays en tant que négociants, partenaires commerciaux ou acteurs humanitaires. L'économie des villes qui ont été construites grâce aux fonds rapatriés par les travailleurs migrants est souvent associée plus étroitement à l'économie du pays d'accueil qu'à celle du pays d'origine (Subohi, 2009 ; Klaufus, 2010). Dans leurs mesures de planification et de gestion destinées à relever les défis que posent l'accroissement de la population (lié aussi aux nouveaux venus) et la diversité socioculturelle accrue, les villes doivent tenir compte de la contribution des migrants à leur résilience.

1.2 DEFINITIONS ET TERMINOLOGIE

En termes démographiques, l'**urbanisation** s'entend de l'augmentation de la part de la population qui habite dans les zones urbaines. Cette augmentation est généralement imputable à trois facteurs : accroissement naturel de population, migration rurale-urbaine nette, et extension progressive des frontières urbaines et création de nouveaux centres urbains.

Très souvent, l'urbanisation est due principalement à la migration. En effet, le taux de fécondité dans les zones urbaines est généralement inférieur à celui enregistré dans les zones rurales, ce qui signifie que l'accroissement naturel de la population urbaine (le premier facteur précité) est habituellement inférieur à celui de la population rurale. En outre, l'extension des frontières urbaines et la création de nouveaux centres urbains (le troisième facteur précité) sont aussi souvent dues à la migration. En outre, le terme « urbanisation » désigne fréquemment une vaste transition rurale-urbaine qui entraîne des changements démographiques, de nouveaux modes d'occupation des sols, un bouleversement de l'activité économique et de nouvelles formes de culture. Par exemple, à la périphérie des centres urbains, les terrains « s'urbanisent » à mesure qu'ils sont aménagés pour accueillir des logements ou des installations de production et que les gens s'y installent pour y habiter et y travailler. Ces changements ne se

produisent toutefois pas simultanément, et la distinction entre les modifications apportées aux activités économiques rurales-urbaines et celles mettant en jeu des normes culturelles devient moins nette (McGranahan et Satterthwaite, 2014).

On confond souvent urbanisation et **accroissement de la population urbaine**, alors qu'il s'agit de concepts distincts. L'accroissement de la population urbaine s'entend de l'augmentation dans le temps de la part de la population urbaine dans la population totale. Si la population totale ne change pas alors que la part de la population urbaine augmente, l'accroissement de la population urbaine est dû uniquement à l'urbanisation. En conséquence, dans un cas aussi simplifié, le rythme de l'urbanisation est égal à celui de l'accroissement de la population urbaine. Dans la plupart des pays d'Afrique et d'Asie qui s'urbanisent, la situation n'est toutefois pas aussi simple car la population totale augmente également. Dans ces pays, le taux de fécondité continue d'être plus élevé que celui d'autres régions où l'urbanisation a ralenti et où le taux de fécondité a baissé. La contribution de la migration à l'accroissement de la population urbaine des pays asiatiques et africains est relativement plus faible que l'accroissement naturel de la population imputable au taux de fécondité. En Afrique, la migration ne compte que pour un tiers environ dans l'accroissement de la population urbaine, tandis qu'en Asie, sa contribution est plus importante en raison d'un taux d'urbanisation plus élevé (Tacoli, McGranahan et Satterthwaite, 2014).

De façon générale, les spécialistes estiment que l'accroissement de la population urbaine mondiale tient pour moitié environ à l'urbanisation (c'est-à-dire à la migration rurale-urbaine nette) et pour moitié à l'accroissement naturel de la population (McGranahan et Satterthwaite, 2014). En dépit de la contribution modérée de la migration à l'accroissement de la population urbaine, le rythme de l'urbanisation et les moyens dont disposent les autorités nationales et locales pour faire face aux conséquences de ce phénomène dans les pays à faible revenu suscitent de nombreuses inquiétudes. Les dirigeants de ces pays considèrent généralement que la migration rurale-urbaine est la principale cause du surpeuplement, des engorgements, de l'exposition accrue aux risques environnementaux et des infrastructures et services de base insuffisants.

On conçoit généralement les **villes** comme des types d'établissement présentant certaines caractéristiques indicatives, telles qu'une population nombreuse, une forte densité, la présence de fonctions administratives et une grande diversité sociale, ce qui les distingue des zones non urbaines, suburbaines ou rurales. Dans de nombreux pays développés, la distinction traditionnelle entre zones urbaines et zones rurales s'est estompée, et la principale différence, pour ce qui est des conditions de vie, réside généralement dans le degré de concentration de la population. Les différences de modes de vie et de niveaux de vie entre les milieux urbains et ruraux restent généralement plus marquées dans les pays moins avancés. Cependant, l'urbanisation rapide de ces derniers resserre les liens entre les villes et leur périphérie. Les définitions soulèvent les questions importantes suivantes :

- Il n'existe pas de définition universelle d'une « ville », ni de consensus sur la méthode à suivre pour savoir quand un établissement est « urbain » ou pour en délimiter les frontières, comme en témoigne la diversité des critères nationaux utilisés pour définir les zones urbaines, tels qu'énoncés dans le document *World Urbanization Prospects, 2011 Revision* (DAES, 2012).



- Les zones urbaines sont définies différemment selon les pays. Certains pays adoptent une définition simple, fondée sur la taille de la population et la densité démographique, tandis que d'autres ont de multiples critères, dont la taille, la densité et le niveau d'administration, auxquels s'ajoutent d'autres indicateurs, tels que l'emploi urbain (travailleurs non agricoles, par exemple), les installations (comme les institutions d'enseignement supérieur) et les infrastructures (telles que l'éclairage des rues). Non seulement il existe plusieurs définitions, mais les pays les modifient aussi d'un recensement à l'autre.
- La plupart des seuils à partir desquels une population est qualifiée d'« urbaine » sont compris entre mille et cinq mille habitants. Cependant, il existe des écarts très importants, avec, à une extrémité, la Suède, qui établit ce seuil à 200 habitants, et à l'autre extrémité, le Mali, qui le fixe à 40 000 habitants (McGranahan et Satterthwaite, 2014). Ces écarts peuvent influencer sur la perception que l'on a de la sururbanisation ou de la sous-urbanisation à l'échelle régionale. Ainsi, l'Inde, l'une des dix plus grandes économies du monde, affiche l'un des taux d'urbanisation les plus faibles (30 % environ). Certains font valoir que ce pays sous-estime la taille de sa population citadine en raison de sa définition restrictive.
- S'appuyant sur de nouvelles technologies de surveillance, des tentatives sont faites pour élaborer et appliquer des définitions comparables internationalement en matière de démographie urbaine et pour dépasser la simple dichotomie entre zones rurales et urbaines, afin de différencier plus finement les établissements. La nouvelle méthode adoptée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour définir, surveiller et comparer les « zones urbaines fonctionnelles » (OCDE, 2012) est un exemple de technique fondée sur la fonction économique relative plutôt que sur les frontières administratives. Elle s'appuie sur la densité de population pour répertorier les noyaux urbains, et sur les déplacements domicile-travail pour déterminer les zones d'influence dans lesquelles le marché du travail est fortement intégré aux noyaux. Cette approche peut permettre de mieux comprendre les changements survenus dans la forme et le fonctionnement des établissements, eu égard à la complexité sociale, économique et environnementale en fluctuation, et surtout par rapport à d'autres villes ayant une taille et des fonctions différentes. Cette méthode se limite toutefois aux pays de l'OCDE et n'a pas encore intégré la migration ou la mobilité.

Le présent Rapport suit l'approche générale adoptée par les Nations Unies, qui consiste à tenir compte des définitions nationales et de la taille des villes (DAES, 2014) :

- Les **mégapoles de plus de 10 millions d'habitants** abritent seulement un citoyen sur huit environ dans le monde. Leur nombre a été multiplié par près de trois en 25 ans, passant de tout juste 10 en 1990 à 28, et elles comptent aujourd'hui 453 millions d'habitants, soit 12 % de la population urbaine mondiale.
- Les **grandes villes de 5 à 10 millions d'habitants** représentent une petite partie de la population urbaine mondiale, qui est toutefois en augmentation. En 2014, un peu plus de 300 millions de personnes y vivaient, soit 8 % de la population actuelle des villes dans le monde.



- Un citoyen sur cinq dans le monde réside dans une **ville de taille moyenne de 1 à 5 millions d'habitants**. La population mondiale vivant dans des villes de taille moyenne a presque doublé entre 1990 et 2014, et on s'attend à ce qu'elle augmente encore de 36 % entre 2014 et 2030, pour passer de 827 millions à 1,1 milliard d'habitants.
- Le nombre de personnes vivant dans des villes de 500 000 à 1 million d'habitants devrait se maintenir aux alentours de 10 % seulement de la population urbaine mondiale. En 2014, près de la **moitié de la population urbaine mondiale vivait dans des agglomérations de moins de 500 000 habitants**. On s'attend à ce que cette proportion diminue au fil du temps mais, d'ici à 2030, les petites villes accueilleront encore environ 45 % des citoyens.

L'accroissement de la population urbaine dans le monde est poussé par la croissance des villes de toutes tailles, comme le note le rapport *World Urbanization Prospects, 2011 Revision* du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES). La migration contribue bel et bien à l'urbanisation, bien que les caractéristiques précises des flux migratoires soient encore insuffisamment étudiées. Le présent Rapport traite des villes - quelle que soit leur taille -, des municipalités, des petites villes et même des zones rurales, dont les liens avec les centres urbains ne cessent de se resserrer. Étant donné que les migrants, surtout internationaux, sont généralement davantage attirés par les villes d'une certaine taille, le présent Rapport privilégiera les villes moyennes et les grandes villes (voir la carte mondiale : Les migrants et les villes – vue d'ensemble).

1.3

LACUNES EN MATIÈRE DE RECHERCHE SUR LES NOUVELLES DESTINATIONS URBAINES

On peut observer des tendances générales en matière de migration et d'urbanisation, mais on manque de données empiriques, et il n'existe pas de données recueillies de manière systématique dont la qualité et le contenu soient comparables, surtout dans les pays à faible revenu. Ces lacunes empêchent une compréhension approfondie des migrants en milieu urbain. Les villes, avec leur forte concentration de migrants aux origines souvent différentes, constituent un espace privilégié pour étudier et comprendre les dynamiques de la migration et de l'urbanisation, et les points de convergence de la gouvernance et de l'action publique nationales et locales.

Cadres d'étude de la migration

Alors que les destinations des migrants évoluent et se diversifient, notamment vers les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, les modèles binaires qui définissent la migration comme des mouvements « Sud-Nord » ou « pays en développement-pays développés » n'aident pas à comprendre la nature hétérogène des mouvements vers ces nouvelles destinations. Actuellement, il n'existe aucun cadre théorique permettant d'appréhender la complexité engendrée par la mutation rapide de ces schémas migratoires. Étant donné les fortes disparités qui existent parfois entre les régions, y compris dans un même pays, faire des villes plutôt que des pays l'unité d'analyse peut contribuer à un tableau plus nuancé. N'ayant pas compétence en matière d'immigration, les villes peuvent constituer un espace naturel pour étudier la dynamique et les résultats de la migration sur le terrain. Les nouvelles destinations des immigrants, qu'il s'agisse des pays à faible revenu ou de ceux à revenu élevé, donnent l'occasion



de réexaminer des aspects importants du processus migratoire et de ses résultats dans des contextes qui offrent des conditions d'accueil ainsi que des capacités locales et institutionnelles différentes. Cette réorientation aidera à appréhender la migration comme un processus social concret – comment les migrants arrivent, comment ils recherchent du travail et comment ils sont logés – au lieu d'agréger des phénomènes démographiques résultant de politiques nationales. Surtout, les travaux de recherche sur la migration à l'échelle infranationale peuvent mettre en évidence l'influence majeure qu'exerce sur les résultats de la migration la gouvernance locale, régionale et nationale, tant en matière de sélection des migrants que d'aménagement urbain. La mobilité humaine donne lieu à des transferts de capital humain. Elle s'accompagne aussi de transferts de connaissances et de capital matériel. Les changements constatés dans la nature de la mobilité ont des conséquences pour le développement inégal des villes. La gouvernance urbaine influence et modifie les rapports clés entre la mobilité et le rythme inégal du développement régional.

Sources de données, limites et bonnes pratiques

Bien que la migration vers les villes augmente rapidement, puisque plus de la moitié de la population mondiale vit aujourd'hui en milieu urbain, et que les migrants jouent un rôle crucial dans les processus d'urbanisation et de mondialisation, les données sur ces tendances sont rares, surtout en ce qui concerne les populations urbaines nées à l'étranger dans les pays les moins avancés. Plusieurs raisons à cela :

- **Manque de données de recensement.** Les meilleures données sur la migration en général, et sur la migration urbaine en particulier, proviennent souvent des recensements. Cependant, comme de nombreux pays à faible revenu n'ont pas les ressources pour mener des recensements à intervalles réguliers, les informations sur la migration sont souvent obsolètes. En Afrique subsaharienne, par exemple, douze pays seulement ont réalisé un recensement au cours des dix dernières années².
- **L'expression « né à l'étranger » est définie de différentes façons.** Si, le plus souvent, elle désigne les personnes nées hors des frontières du pays de résidence, dans certains pays, comme les Pays-Bas, les migrants de la deuxième et de la troisième génération sont inclus dans cette catégorie, alors même qu'ils sont nés dans le pays d'établissement (Hagendoorn, Veenman et Vollebergh, dir. publ., 2003). Certaines sources font une distinction en fonction du statut juridique, selon qu'il s'agit de migrants en situation irrégulière, de réfugiés ou de demandeurs d'asile (Çağlar, 2014).
- **La définition de « rural » et « urbain » varie** d'un pays à l'autre, et peut influencer sur la perception que l'on a de la sururbanisation ou de la sous-urbanisation, comme on l'a vu plus haut.
- **La qualité et le contenu des données fluctuent** considérablement selon les pays, ce qui limite les possibilités de comparaison entre les pays et entre les villes.

² Voir : www.theguardian.com/global-development/poverty-matters/2014/jan/31/data-development-reliable-figures-numbers





L'immigration à New York (Etats-Unis) : Utilisation de l'American Community Survey

Il y a dix ans, les informations détaillées sur la population et le logement à New York étaient tirées du « formulaire long » du recensement décennal des Etats-Unis. Ce formulaire a été supprimé après le recensement de 2000, et ces informations sont désormais fournies chaque année par une enquête de recensement continue, appelée « American Community Survey » (ci-après l'enquête ACS). Celle-ci s'appuie sur un échantillon national de 3,54 millions de ménages, et donne des informations sociales et économiques détaillées non seulement pour la ville, ses arrondissements et ses districts communautaires, mais aussi pour les secteurs de recensement et les groupes d'îlots regroupant plusieurs quartiers.

L'enquête ACS est une source d'information riche sur les 3,1 millions d'immigrants de New York, qui représentent 37 % des 8,4 millions de New-Yorkais. Les Latino-Américains forment près d'un tiers des immigrants. Viennent ensuite les immigrants originaires d'Asie (28 %), des Caraïbes (19 %), d'Europe (16 %) et d'Afrique (4 %). Tous contribuent pour beaucoup à la demande de logement : dans près de la moitié des unités d'habitation occupées pour la première fois après 2000, le chef de ménage était un immigrant. Ces chiffres proviennent de l'édition 2013 de la série de rapports de la Division de la population du Département de l'urbanisme de la ville de New York, intitulée *The Newest New Yorkers*. Ce rapport exploite les données de l'enquête ACS, en particulier l'échantillon des microdonnées à l'usage du public, qui permet une analyse approfondie de divers groupes d'immigrants. Les informations sur l'âge, le sexe, le type de ménage, le niveau d'instruction, la population active, la profession et le revenu des immigrants des différents groupes donnent des indications sur la place de ces derniers dans le spectre social, démographique et économique de la ville. L'une des principales constatations du rapport est que la population âgée est désormais constituée pour une part disproportionnée d'immigrants. Etant donné que ceux-ci arrivent pour la plupart au début de leur vie active, les premiers arrivants ont maintenant vieilli et, pour la première fois, la ville compte une population âgée comprenant une composante croissante d'immigrants originaires d'Amérique latine, d'Asie et des Caraïbes. Ces données sont extrêmement utiles aux responsables chargés d'élaborer les politiques, de planifier les programmes ou de cibler les services sur les personnes âgées.

Près de la moitié des habitants de New-York nés à l'étranger ont une connaissance limitée de l'anglais, ce qui peut faire obstacle aux échanges avec les administrations. Une ordonnance, signée par le maire en 2008, impose à tout organisme municipal ayant des contacts directs avec les New-Yorkais de proposer une assistance linguistique dans les six langues principales (autres que l'anglais) parlées par les habitants : l'espagnol, le chinois, le russe, le coréen, l'italien et le créole français. Cette liste a été établie, et est régulièrement mise à jour, à partir de l'enquête ACS.

Elle s'applique à l'ensemble de la ville, mais il est important de noter que les langues parlées diffèrent considérablement selon les quartiers. Dès que le besoin d'un service se fait sentir à l'échelle d'un quartier, les langues pertinentes sont déterminées au moyen de l'enquête ACS. Les bibliothèques publiques se servent souvent de ces informations pour choisir les ouvrages en langue étrangère à commander et pour sélectionner les antennes où les proposer. La ville utilise aussi les données linguistiques de l'enquête ACS conjointement aux données électorales pour offrir des services d'interprétation aux électeurs ayant une connaissance limitée de l'anglais, se conformant ainsi à la législation sur le droit de vote.

L'enquête ACS est une source d'information riche non seulement pour la ville, mais aussi pour ses 59 districts communautaires, qui font partie de la structure de gouvernance municipale. Chaque district a un conseil, dont les membres sont chargés d'identifier les besoins des administrés et d'exprimer les préoccupations locales par quartier. La Division de la population utilise les « tableaux récapitulatifs » de l'enquête ACS pour établir le profil sociodémographique détaillé de chaque district communautaire et de la ville dans son ensemble. Parmi les données communiquées figurent des informations sur le niveau d'instruction, la pauvreté, le nombre et l'origine des immigrants et les langues parlées dans chaque district – ainsi que les changements constatés au fil du temps. Ces informations fournissent un cadre essentiel pour les délibérations de chaque conseil communautaire. Contrairement aux informations issues du recensement décennal, les données annuelles de l'enquête ACS offrent un instantané d'une ville en constante évolution.

Contribution d'Arun Peter Lobo, Directeur adjoint de la Division de la population du Département de New York

Le manque de données fiables a considérablement entravé la formulation de politiques adaptées, tant dans les pays de départ que dans les pays d'accueil. Dans les pays de destination, ce sont les données de recensement qui constituent le socle de la plupart des bases de données mondiales disponibles sur les populations de migrants, surtout pour les voies de migration traditionnelles (voir, par exemple, le microéchantillon du recensement aux Etats-Unis ainsi que l'enquête ACS décrite dans l'encadré 1). Dans les pays d'origine, les enquêtes comportant des questions ou des modules spécifiques sur la migration produisent des données pertinentes concernant les effets de la migration et des rapatriements de fonds sur la réduction de la pauvreté, l'éducation, et la santé dans les communautés de départ. Cependant, on manque cruellement de données mondiales fiables sur les migrants internes. L'hétérogénéité des pratiques de collecte fait obstacle aux comparaisons transnationales dans ce domaine (Esipova, Pugliese et Ray, 2013). Le projet IMAGE, qui répertorie les types de données sur la migration interne, a constaté que 109 Etats membres des Nations Unies sur 193 recueillent des données auprès de sources multiples, en reliant les données issues des registres d'état civil à celles des enquêtes nationales (Bell *et al.*, 2014). Le tableau 1 donne un aperçu des avantages et des inconvénients que présentent différentes sources de données (recensements, enquêtes, registres d'état civil et autres sources administratives) pour la collecte d'informations sur les flux migratoires.



Tableau I



Comparaison de différentes sources de données

Source de données	Avantages	Inconvénients
Recensements	<ul style="list-style-type: none"> • Couverture universelle • Haut degré de normalisation • Vaste couverture géographique 	<ul style="list-style-type: none"> • Coût élevé et fréquence insuffisante • Données sur la migration non ventilées • Présentation de variables de base uniquement • Instantané ; inexploitable pour l'étude des tendances • Non-prise en compte des migrants irréguliers • Non-prise en compte des migrants des zones périurbaines dans les données par ville • Risque d'omission des personnes nées à l'étranger dans certaines villes
Enquêtes (enquêtes relatives au marché du travail, enquêtes spécialisées et enquêtes multi-sujets)	<ul style="list-style-type: none"> • Source de données extrêmement fiables dans les pays d'origine • Source de données riche • Utiles pour dégager les articulations microéconomiques entre la migration et d'autres aspects • Meilleure prise en compte des migrants sous-dénombrés 	<ul style="list-style-type: none"> • Echantillons de petite taille • Non-prise en compte des migrants empruntant des couloirs de migration secondaires • Absence de base d'échantillonnage appropriée • Coût élevé du repérage des migrants irréguliers • Absence de capacités statistiques dans les pays d'origine • Recours à des tiers
Registres de l'état civil	<ul style="list-style-type: none"> • Enregistrement de la migration tant interne qu'internationale • Fourniture d'informations démographiques et socioéconomiques détaillées et actuelles 	<ul style="list-style-type: none"> • Forte hétérogénéité d'un pays à l'autre • Non-prise en compte des migrants irréguliers • Omission des départs
Sources de données administratives (statistiques aux frontières, permis de résidence, chiffres de naturalisation, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> • Données ventilées disponibles 	<ul style="list-style-type: none"> • Permis de résidence uniquement ; risque d'omission • Données rarement publiées par les gouvernements • Non-prise en compte des migrants irréguliers

Source: D'après C. Carletto, J. Larrison et Ç. Özden (2014), Informing Migration Policies: A Data Primer. World Bank Policy Research Working Paper 7082.

Mesures à prendre

Les villes offrent un espace naturel pour étudier sur le terrain la dynamique et les effets de schémas de migration et de mobilité de plus en plus variés. En abordant la migration sous l'angle des villes, on s'intéresse moins aux raisons qui poussent les gens à partir qu'à la façon dont ils travaillent, vivent et façonnent leur habit. Les

enquêtes de ce type en sont à leurs balbutiements et se heurtent à d'importantes limites en raison d'un manque critique de données disponibles, précises, complètes et comparables (Winders, 2014). Il est nécessaire qu'elles fassent ressortir les multiples dimensions de la diversité urbaine, en ne s'intéressant pas uniquement au pays d'origine ou au groupe ethnique des migrants. D'autres variables doivent être prises en considération, telles que le statut migratoire et les droits ou restrictions de droits connexes, l'expérience du marché du travail, les profils de répartition par sexe et âge, les schémas de répartition géographique, ainsi que les réponses des fournisseurs de services et des résidents dans les localités mixtes. Une telle approche aboutira à des analyses bien plus fines des différents schémas de migration et de mobilité, et contribuera à l'amélioration des pratiques suivies en matière d'élaboration des politiques migratoires.

1.4 I.4.1. Contribution du Rapport

GUIDE DU RAPPORT

Le présent Rapport étudie comment la migration et les migrants façonnent les villes et comment, à son tour, la vie des migrants est façonnée par les villes, leurs habitants, ainsi que par leurs modes d'organisation et leurs règles. Il examine les rapports entre les migrants et les villes dans des domaines tels que l'emploi, le logement et la santé, ainsi que la façon dont les migrants contribuent à bâtir et à revitaliser les villes par leurs ressources et leurs idées, tant dans les pays d'origine que dans les pays hôtes. Il donne en outre des exemples originaux illustrant comment certaines villes s'emploient, avec un succès inégal, à relever les défis que pose l'accroissement de la mobilité mondiale et de la diversité sociale. Il mettra en lumière les dernières évolutions de l'action publique relatives aux partenariats urbains établis entre les groupes de migrants, les collectivités locales, la société civile et le secteur privé, qui visent à s'attaquer aux difficultés liées à la migration et aux villes. Les migrants sont encore largement absents du discours mondial sur l'urbanisation et les villes, et occupent toujours une place subalterne dans le débat mondial sur la migration.

Le présent Rapport entend combler ces lacunes comme suit :

- En montrant comment la migration façonne les villes et la situation des migrants qui y vivent. Une grande partie du débat international sur les tendances migratoires et les politiques de migration est actuellement axée sur les enjeux **nationaux**. Placer l'étude de la migration à l'échelon des villes permet de mieux comprendre l'économie politique locale de la migration, ainsi que les liens étroits entre celle-ci et le développement urbain. Cette démarche permet en outre de mettre en lumière non pas tant les raisons qui poussent les gens à partir, que la manière dont ils travaillent, vivent et façonnent leurs lieux de résidence, qui finissent par former un réseau planétaire, sous l'effet d'une diversification des schémas de migration et de mobilité.
- En s'intéressant aux moyens de subsistance des migrants urbains des pays du **Sud**. Actuellement, les discussions sur les migrants et les villes sont limitées car elles tendent à se concentrer sur le Nord et sur l'intégration des migrants internationaux. Le problème tient à la priorité traditionnellement accordée à la migration en provenance des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire vers les pays plus riches. Le présent Rapport s'inscrit toutefois dans une perspective mondiale, et porte une attention particulière à la situation des migrants vivant dans les villes du Sud.

- En examinant la migration tant **interne** et qu'**internationale**. Quel que soit leur stade de développement, les villes ont à gérer des populations de plus en plus mobiles et diverses. Dans les pays développés, la diversité de la population est principalement due à la migration internationale, tandis que dans les pays en développement, elle est le plus souvent liée à la migration interne³ et, dans une moindre mesure, à des flux Sud-Sud en augmentation.

Tout en prenant acte des profondes différences entre les scénarios de migration internationale et interne ainsi que des écarts considérables dans la capacité des pays à y faire face selon qu'ils sont riches, émergents ou pauvres, le présent Rapport souligne les avantages potentiels de plus en plus manifestes que présentent toutes les formes de migration et de mobilité pour la croissance et le développement des villes. Il met en évidence des moyens novateurs permettant d'harmoniser les politiques de migration et d'urbanisation dans l'intérêt des migrants et des villes.

L'étude des migrants et des villes réalisée dans le présent Rapport n'est pas exhaustive. Elle donne une idée de l'ampleur et de la grande complexité de la question. À cet égard, ce Rapport ne fournit pas de recettes toutes faites. Il admet que les défis pour l'action des pouvoirs publics sont complexes – comment maximiser les avantages de la migration pour le développement des villes tout en réduisant les risques qu'elle présente pour les villes et les migrants ? Le Rapport souligne quelques-uns des moyens novateurs mis en œuvre par des villes pour relever ces défis.

Réserve

On assiste à un regain d'enthousiasme et d'intérêt pour les villes et leur diversité, notamment au sens de la diversité ethnique. Cette tendance amène souvent à s'intéresser aux villes riches du Nord, aux élites urbaines et aux migrants qualifiés.

Selon ONU-Habitat, les villes sont des moteurs économiques qui peuvent apporter la prospérité au monde, surtout dans les régions en développement (ONU-Habitat, 2013 ; DAES, 2012). En Amérique du Nord, les migrants sont perçus comme des agents de la croissance et de la compétitivité urbaines (AS/COA, 2014). L'Europe considère la diversité, qui résulte en partie de la migration internationale, comme un atout pour le développement des villes, et le Conseil de l'Europe soutient énergiquement le discours public et les institutions urbaines favorables à la diversité⁴.

Dans ce contexte, on trouve un nombre non négligeable, et en augmentation, de réseaux de villes qui resserrent les liens entre les institutions locales et s'inspirent de leurs expériences respectives pour formuler de bonnes pratiques collectives, dans le but commun de parvenir à un développement et à une gouvernance durables des villes. On citera notamment le projet « Cities of Migration⁵ » de la Fondation Maytree, dont le siège se trouve au Canada, et l'initiative OPENCities, cofondée par l'Union européenne et le British Council.

Outre ces réseaux de villes (Eurocities, 2010 et 2014), des organisations internationales (Price et Chacko, 2013 ; UNESCO et ONU-Habitat, 2010), des

3 Dans la plupart des pays du Sud, on manque sérieusement de données cohérentes, actuelles et comparables sur les populations urbaines nées à l'étranger.

4 Voir la page web du Conseil de l'Europe intitulée « Cités interculturelles : gouvernance et politiques pour communautés diversifiées », à l'adresse : www.coe.int/t/dg4/cultureheritage/culture/cities/default_FR.asp

5 Voir la Conférence Cities of Migration intitulée « An Agenda for Shared Prosperity », tenue à Berlin en juin 2014 : <http://2014conference.citiesofmigration.ca/>

groupes de réflexion politique (Kerr, McDaniel et Guinan, 2014 ; McHugh, 2014) et des enceintes nationales et mondiales consacrées à la recherche et aux politiques sur la migration et les villes (Metropolis, 2011 ; Cities of Migration, 2012) ont déjà publié des recueils de bonnes pratiques en matière de politiques d'inclusion, qui proviennent le plus souvent d'Europe, d'Amérique du Nord, mais aussi d'Amérique latine. Certains de ces recueils portent sur un thème précis, par exemple les stratégies de communication adoptées par les autorités locales pour promouvoir des attitudes positives à l'égard des migrants (Collett et Gidley, 2012).

Le présent Rapport entend aller au-delà de ces initiatives importantes pour s'intéresser aux défis qui se posent aux villes du Sud, notamment pour tirer parti des flux d'immigration. De nombreuses questions de taille subsistent :

- Comment reproduire les bonnes pratiques des pays développés dans des pays aux ressources limitées, y compris les petits Etats insulaires en développement qui s'adaptent actuellement à des mutations urbaines rapides ?
- En quoi les enseignements des pays avancés peuvent-ils être utiles pour gérer la diversité ?
- Comment les autorités locales et centrales et leurs multiples partenaires non étatiques peuvent-ils maximiser les résultats des politiques à partir de l'expérience acquise sur le terrain ?

1.4.2. Sources d'information

Deux grands facteurs limitent l'étude des migrants et des villes. Tout d'abord, la disponibilité, l'exactitude, l'exhaustivité et la comparabilité des données de base infranationales sur la migration sont très limitées. Ensuite, les travaux de recherche sur la migration à l'échelle infranationale portent principalement sur des villes d'Amérique du Nord. La plupart des études consacrées aux nouvelles destinations en Europe et dans d'autres régions sont réalisées à l'échelle nationale. Mener des analyses à des échelons différents complique l'étude comparative (Winders, 2014). Un important travail préparatoire s'impose par conséquent pour toutes sortes de destinations nouvelles, surtout dans le Sud, afin de pouvoir faire des comparaisons éclairantes.

Ces réserves posées, le présent Rapport entend examiner certaines réalités empiriques indiscutables dans un large éventail de localités dans le monde, à l'heure où les migrants diversifient leurs destinations, en particulier dans les zones urbaines, et maintiennent des liens sociaux entre elles. Les migrants, internationaux comme internes, sont attirés par les zones urbaines et y investissent leurs ressources. C'est également dans les zones urbaines qu'une part toujours plus importante de la population mondiale est appelée à résider (DAES, 2014).

Le présent Rapport s'appuie sur diverses sources d'information primaires et secondaires pour examiner les tendances nouvelles de la migration urbaine et les nouveaux schémas de mobilité, et analyser leurs conséquences pour le développement ainsi que les défis qu'ils posent en matière de gouvernance.

- Une étude bibliographique a été menée sur toutes sortes de sujets : urbanisation, assainissement des taudis, rapport entre migration et développement, politiques et pratiques d'inclusion des migrants, gestion de la diversité, gouvernance urbaine et citoyenneté, afin de dégager les thèmes secondaires du Rapport et de trouver des spécialistes. Il a été constaté que

l'on manquait cruellement d'études récentes sur la dynamique de la migration à l'échelle infranationale et sur la vie et le travail des migrants dans les villes, notamment dans celles du Sud.

- Des spécialistes ont été trouvés pour qu'ils rédigent des documents d'information sur les tendances de la migration urbaine dans les principaux pays et régions, et sur les chances et les défis qu'elles présentent, et pour qu'ils donnent des exemples de politiques et de partenariats dans le domaine de la migration urbaine. Certains sujets, tels que l'entrepreneuriat des migrants, la santé des migrants, ou encore la vulnérabilité et la résilience propres aux migrants en milieu urbain ont été ajoutés à la série des documents d'information en raison de la rareté des travaux de recherche sur ces questions.
- Pour compléter les documents d'information, on a recueilli et présenté sous forme d'encadrés le témoignage et le point de vue d'autorités locales, dont plusieurs maires, sur des défis particuliers posés par la migration urbaine ainsi que sur des solutions novatrices apportées à l'échelle locale.
- Les bureaux régionaux de l'OIM ont fourni des informations de base et des témoignages de migrants citoyens issus d'entretiens pour que le présent Rapport donne également la parole aux migrants.

1.4.3. Structure du Rapport

- Le chapitre 2 examine les divers environnements urbains qui ont connu récemment une croissance des flux migratoires soit internes, soit internationaux, soit encore les deux. Il met en évidence la diversification de ces flux et souligne quelques-unes des difficultés que rencontrent tant les migrants que leurs nouvelles communautés et villes d'accueil.
- Le chapitre 3 s'intéresse à certains aspects des vulnérabilités en milieu urbain – stratégies de subsistance et de mobilité, obstacles à l'accès aux ressources, et formes particulières de vulnérabilité – qui touchent les populations les plus exposées, notamment les femmes migrantes. Il montre comment les populations mobiles sont plus vulnérables aux catastrophes en s'installant dans les villes, et comment les partenariats entre migrants, organisations non gouvernementales et collectivités locales peuvent contribuer au renforcement de la résilience face aux aléas naturels.
- Le chapitre 4 analyse la façon dont l'urbanisation et les nouveaux schémas de mobilité peuvent contribuer à la réduction de la pauvreté, à la croissance et au développement dans les villes et améliorer le bien-être des migrants. La mobilité est un élément essentiel des stratégies de subsistance pour les familles et les communautés. Elle permet de réduire les clivages entre les villes et les campagnes et favorise le resserrement des liens entre elles. Ce chapitre porte en outre sur la manière dont les villes peuvent transformer la diversité urbaine en un atout social et économique, en facilitant l'accès des migrants au marché du travail formel et en encourageant les entreprises dirigées par des migrants.

Ce chapitre examine ensuite les nouveaux partenariats innovants constitués autour des villes, qui traitent des effets positifs de la migration sur le développement et le bien-être des migrants et peuvent renforcer ces effets.



Il souligne le rôle central des migrants dans l'établissement des liens entre les villes et les communautés d'origine et de destination, et dans l'intégration de la migration dans la planification du développement local.

- Le chapitre 5 étudie certaines des conditions à réunir en matière de gouvernance urbaine pour inclure les migrants et favoriser les partenariats. Il s'intéresse aux relations entre les autorités nationales et locales et à la façon dont les différentes entités de gouvernance se partagent la compétence et la marge de manœuvre financières, fiscales et administratives dans le domaine de la migration de manière à définir les conditions permettant de relier l'inclusion des migrants à la croissance économique et à la compétitivité mondiale. La citoyenneté urbaine est un instrument d'action concret qui permet de favoriser l'inclusion des migrants, et un élément important de ces structures de possibilités. Ce chapitre souligne le rôle des migrants en tant qu'artisans des villes, eu égard aux possibilités locales d'articuler les politiques urbaines et migratoires et la dynamique mondiale.
- Le chapitre 6 réunit les réflexions et les conclusions issues du Rapport et formule des idées et des recommandations pour l'avenir.





Une histoire, trois villes – Vie et travail à Ypejhú, Buenos Aires et Madrid

Mercedes est née à Ypejhú, au Paraguay, dans une famille de douze enfants. Son père cultivait du blé, aidé par ses fils dès leur plus jeune âge pour contribuer aux finances de la famille. A 18 ans, Mercedes a quitté la maison pour aller vivre avec son ami, Pedro. Quelques années plus tard, après la naissance de Maicol, son fils unique, le couple s'est séparé. Ne parvenant pas à subvenir aux besoins du ménage, Mercedes a décidé d'émigrer en Argentine, sur les traces de ses sœurs et de ses amies d'école. Son fils est resté au Paraguay, chez sa grand-mère maternelle, qui s'occupait déjà de ses autres petits-enfants.

Mercedes habite à Buenos Aires depuis quinze ans déjà. Elle y a travaillé comme agent de nettoyage, aide-ménagère et baby-sitter. Au début, ses conditions de logement et de travail étaient difficiles : « Je travaillais beaucoup d'heures par jour au noir, je partageais une chambre avec trois autres Paraguayennes que je ne connaissais pas, et mon fils me manquait beaucoup. » Lorsque la situation économique s'est dégradée en Argentine, Mercedes a investi toutes ses économies dans un billet pour Madrid, en Espagne, où elle s'est installée dans l'espoir d'y trouver de nouvelles perspectives : « C'était en 2001, mon patron venait de me renvoyer sans crier gare, et le propriétaire de ma chambre a augmenté le loyer. Je n'ai pas hésité un seul instant : j'ai pris mes économies, j'ai acheté le billet et je suis partie avec la seule valise que je possédais. »

A Madrid, le premier emploi de Mercedes consistait à faire le ménage dans un bar et à travailler en cuisine dans un restaurant. Cependant, son employeur la traitait mal, et sa famille et son fils lui manquaient : « Lorsque je vivais à Buenos Aires, je retournais dès que je le pouvais au Paraguay pour aller voir Maicol et passer du temps avec ma mère. J'y allais en bus, et ce n'était pas cher. Alors qu'en Espagne, il était impossible de rentrer à la maison, et j'ai commencé à me sentir très seule. » Après deux années à Madrid, elle a décidé de retourner en Argentine : « Je suis revenue à Buenos Aires, où j'ai recommencé à zéro. Mais la situation s'était un peu améliorée dans le pays, qui se relevait de la crise financière. »

Actuellement, Mercedes loue un appartement dans le district de San Fernando, dans le Grand Buenos Aires, où vivent aussi d'autres migrants paraguayens. Le logement est petit, mais elle y vit seule et elle a l'eau courante, l'électricité et des toilettes, ce qu'elle n'avait pas à Ypejhú, où près de 45 % de la population n'a pas accès à au réseau d'assainissement. « Mon appartement est petit, mais joli. Je mets deux heures pour aller travailler, mais ça m'est égal. J'ai décoré la chambre, et c'est chaleureux maintenant. Je suis contente d'avoir un petit logement pour accueillir mon fils quand il vient me rendre visite. » Mercedes admet toutefois qu'elle ne sent pas en sécurité, et qu'elle a peur de marcher seule la nuit.

Songeant à l'avenir, Mercedes s'imagine avec un pied à Buenos Aires et un pied à Asunción, où son fils habite maintenant : « Quand je suis à Buenos Aires, le Paraguay me manque, son rythme, son calme, sa tranquillité et la chaleur qui y règne toute l'année. Mais quand je suis au Paraguay, c'est le mouvement de la ville, les bars, les rues et les immeubles qui me manquent. Comme le dit une chanson populaire, je pense que je ne suis ni d'ici, ni de là-bas. »

REFERENCES

Americas Society / Council of the Americas (AS/COA)

2014 *Immigrants & Competitive Cities*, Get the Facts Series. Disponible à l'adresse : www.as-coa.org/sites/default/files/ImmigrantsandCompetitiveCities.pdf

Bell, M. *et al.*

2014 *Internal Migration Data around the World: Assessing Contemporary Practice*. Population Space Place, publié sur la bibliothèque en ligne Wiley (www.wileyonlinelibrary.com), DOI : 10.1002/psp.1848, vol. 21, n° 1.

Çağlar, A.

2014 Urban Migration Trends, Challenges and Opportunities. Document d'information élaboré pour le Rapport *Etat de la migration dans le monde 2015 – Les migrants et les villes : de nouveaux partenariats pour gérer la mobilité*. Organisation internationale pour les migrations, Genève.

Cities of Migration

2012 *Practice to Policy. Lessons from Local Leadership on Immigrant Integration*. Fondation Maytree, Toronto. Disponible à l'adresse : <http://citiesofmigration.ca/wp-content/uploads/2012/03/Practice-to-Policy.pdf>

Collett, E. et B. Gidley

2012 *Attitudes to Migrants, Communication and Local Leadership (AMICALL). Final Transnational Report*. COMPAS, Oxford. Disponible à l'adresse : www.compas.ox.ac.uk/fileadmin/files/Publications/Reports/Amicall_Report_ENG_v3_single_WEB_READY.pdf

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)

2014 *Statistical Yearbook for Asia and the Pacific 2014*. Nations Unies. Disponible à l'adresse : www.unescap.org/resources/statistical-yearbookasia-and-pacific-2014

Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES)

2012 *World Urbanization Prospects: The 2011 Revision*. Nations Unies, New York. Disponible à l'adresse : www.un.org/en/development/desa/population/publications/pdf/urbanization/WUP2011_Report.pdf

2013 *International Migration 2013 Wallchart*. Nations Unies, New York. Disponible à l'adresse : www.un.org/en/development/desa/population/migration/publications/wallchart/docs/wallchart2013.pdf

2014 *World Urbanization Prospects, The 2014 Revision - Highlights*. Nations Unies, New York. Disponible à l'adresse : <http://esa.un.org/unpd/wup/>

Esipova, N., A. Pugliese et J. Ray

2013 *The Demographics of Global Internal Migration*, Migration Policy Practice. OIM et EurAsylum, Stockport, Royaume-Uni, vol. 3, n° 2, p. 3 à 5. Disponible à l'adresse : http://publications.iom.int/bookstore/free/MigrationPolicyPracticeJournal10_15May2013.pdf

Eurocities

2010 *Cities Accommodating Diversity*. Findings and Recommendations from the Peer Review Project 'Diversity and Equality in European Cities'. Eurocities, Bruxelles. Disponible à l'adresse : http://nws.eurocities.eu/MediaShell/media/DIVE_FinalPublication.pdf

2014 *Integrating Cities Toolkit*, Bruxelles. Disponible à l'adresse : www.integratingcities.eu/integrating-cities/resources/implementing_toolkits

Hagendoorn, L., J. Veenman et W. Vollebergh (dir. publ.)

2003 *Integrating Immigrants in the Netherlands: Cultural Versus Socio-economic*. Ashgate, Aldershot.

(Citée dans A. Çağlar, *Urban Migration Trends, Challenges and Opportunities*. Document d'information élaboré pour le Rapport *Etat de la migration dans le monde 2015 – Les migrants et les villes : de nouveaux partenariats pour gérer la mobilité*, Organisation internationale pour les migrations, Genève)

Kerr, J., P. McDaniel et M. Guinan

2014 *Reimagining the Midwest: Immigration Initiatives and the Capacity of Local Leadership*. The Chicago Council on Global Affairs and American Immigration Council, Chicago. Disponible à l'adresse : www.immigrationpolicy.org/sites/default/files/docs/reimagining_the_midwest_report_2014.pdf

Klaufus, C.

2010 *Watching the city grow: remittances and sprawl in intermediate Central American cities*, CEDLA (Centre de recherche et de documentation d'Amérique latine). Disponible à l'adresse : <http://eau.sagepub.com/content/22/1/125.refs> (site consulté le 19 janvier 2014) *Environment & Urbanization*, vol. 22, p. 125 à 137.

McGranahan G. et D. Satterthwaite

2014 *Urbanisation concepts and trends*. Document de travail de l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED). Disponible à l'adresse : <http://pubs.iied.org/pdfs/10709IIED.pdf>

McHugh, M.

2014 *Immigrant Civic Integration and Service Access Initiatives: City-Sized Solutions for City-Sized Needs*. Migration Policy Institute, Washington. Disponible à l'adresse : www.migrationpolicy.org/sites/default/files/publications/TCM_Cities_McHugh-FINAL.pdf

Metropolis

2011 *Integrated Urban Governance, The way forward*, Commission 3 Manual. Metropolis World. Disponible à l'adresse : <http://old.metropolis.org/sites/default/files/initiatives/2932/documents/c3-metropolis-urban-governance-eng.pdf>

Résumé : http://old.metropolis.org/sites/default/files/publications/2011/summary_commissions_metropolis_2009-2011.pdf



ONU-Habitat

- 2009 *State of the World's Cities 2008/2009 – Harmonious Cities*. Nations Unies. Disponible à l'adresse : <http://unhabitat.org/books/state-of-the-worlds-cities-20082009-harmonious-cities-2/>
- 2013 *State of the World's Cities 2012/2013 - Prosperity of Cities*. Routledge, New York. Disponible à l'adresse : <http://unhabitat.org/books/prosperity-of-cities-state-of-the-worlds-cities-20122013/>

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

- 2012 *Redefining Urban Areas in OECD Countries, A New Way to Measure Metropolitan Areas*. OCDE, Paris. Disponible à l'adresse : www.oecd.org/gov/regional-policy/redefiningurbananewwaytomeasuremetropolitanareas.htm

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)

- 2010 *Comment mettre en valeur l'inclusion sociale et spatiale pour les migrants internationaux dans nos villes : les points de vue de divers acteurs*. UNESCO, Paris. Disponible à l'adresse : <http://unesdoc.unesco.org/images/0019/001905/190592m.pdf>

Price, M. et E. Chacko

- 2013 *Migrants' Inclusion in Cities: Innovative Urban Policies and Practices*. UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) et ONU-Habitat (Programme des Nations Unies pour les établissements humains). Disponible à l'adresse : www.researchgate.net/publication/272023289_Migrants'_Inclusion_in_Cities_Innovative_Urban_Policies_and_Practices_Prepared_for_UN-Habitat_and_UNESCO_Marie_Price_and_Elizabeth_Chacko

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

- 2009 *Rapport sur le développement humain 2009 – Lever les barrières : Mobilité et développement humains*. Nations Unies, New York. Disponible à l'adresse : <http://hdr.undp.org/en/content/human-development-report-2009>

Subohi, A.

- 2009 *Workers' Remittances Build a New City*, 23 février 2009. Disponible à l'adresse : www.dawn.com/news/446247/workers-remittances-build-a-new-city-2

Tacoli, C., G. McGranahan et D. Satterthwaite

- 2014 *Urbanization, Rural-urban Migration and Urban Poverty*. Document d'information élaboré pour le Rapport *Etat de la migration dans le monde 2015 – Les migrants et les villes : de nouveaux partenariats pour gérer la mobilité*. Organisation internationale pour les migrations, Genève.

Winders, J.

- 2014 *New Immigrant Destinations in Global Context*, *International Migration Review*, vol. 48, n° S1, p. 149 à 179 (2014).





Migration et
diversité urbaine

CHAPITRE

2

FAITS MARQUANTS

- L'urbanisation et la migration vont de pair. L'urbanisation, c'est-à-dire l'augmentation de la part de la population qui habite dans les zones urbaines par opposition aux zones rurales, suppose généralement une forme ou une autre de migration, qu'elle soit interne ou internationale. La forte urbanisation à l'œuvre partout dans le monde n'est pas le seul fait de l'accroissement naturel de la population lié aux fluctuations des taux de fécondité et de mortalité. Bien plutôt, c'est l'augmentation des flux migratoires – à l'intérieur des pays et entre eux, entre zones rurales et urbaines, ainsi que sur les axes Nord-Sud, Sud-Nord, Nord-Nord ou encore Sud-Sud – qui est le principal moteur de l'actuelle croissance urbaine.
- Ces mouvements migratoires donnent lieu à diverses formes d'établissements urbains, qui vont de l'émergence de villes mondiales comme Londres, New York et Tokyo, qui sont les mastodontes de l'économie internationale, aux implantations sauvages complètement oubliées, telles que Kibera au Kenya, dont les habitants peinent à subvenir à leurs besoins les plus élémentaires. Parmi les autres tendances figurent les mouvements vers les villes secondaires, les villes dépeuplées, les zones périurbaines et les villes de transit.
- Le point commun de tous ces exemples est que la majeure partie de la croissance urbaine est organique et non planifiée. Les villes du monde entier sont confrontées à cette croissance inattendue, qu'elles tentent de gérer tant bien que mal en mettant en place des services et des infrastructures propres à répondre aux besoins de populations en augmentation rapide.
- Les difficultés sont parfois aggravées par un clivage entre les politiques nationales et locales. Ainsi, le gouvernement central peut encourager la migration vers les zones urbaines afin de renforcer l'économie nationale, sans toutefois se préoccuper des politiques locales en matière de santé, d'éducation et de protection sociale pour répondre aux besoins sur le terrain. Hormis quelques rares exemples de municipalités qui s'emploient activement à promouvoir la migration vers des villes dépeuplées, les responsables politiques locaux subissent généralement les décisions adoptées à un échelon supérieur au lieu d'être eux-mêmes les architectes des politiques de migration et d'urbanisation.
- Même si cette croissance urbaine est organique et non planifiée, la principale question qui se pose aux responsables politiques est de savoir quels enseignements tirer des initiatives menées à travers le monde pour bien gérer la migration et la croissance urbaine, afin de remédier aux graves difficultés rencontrées sur le terrain dans de nombreuses villes.
- La diversité grandissante des populations urbaines est une autre caractéristique des tendances actuelles de la migration et de la croissance urbaine. Les principales villes des pays industrialisés, en particulier, abritent des populations très diverses qui vivent côte à côte. Dans les pays en développement aussi, la mixité ethnique et raciale peut être considérable car les migrants viennent des pays voisins et de toute la région. Bien gérer la diversité constitue un défi, tant pour les autorités locales que pour le gouvernement central.



Le présent chapitre examine les différents environnements urbains qui ont connu récemment une croissance en raison de flux migratoires internes, internationaux ou mixtes. Il met en évidence la diversification de ces flux et souligne certaines difficultés auxquelles se heurtent aussi bien les migrants que leurs nouvelles communautés et villes d'accueil.

2.1

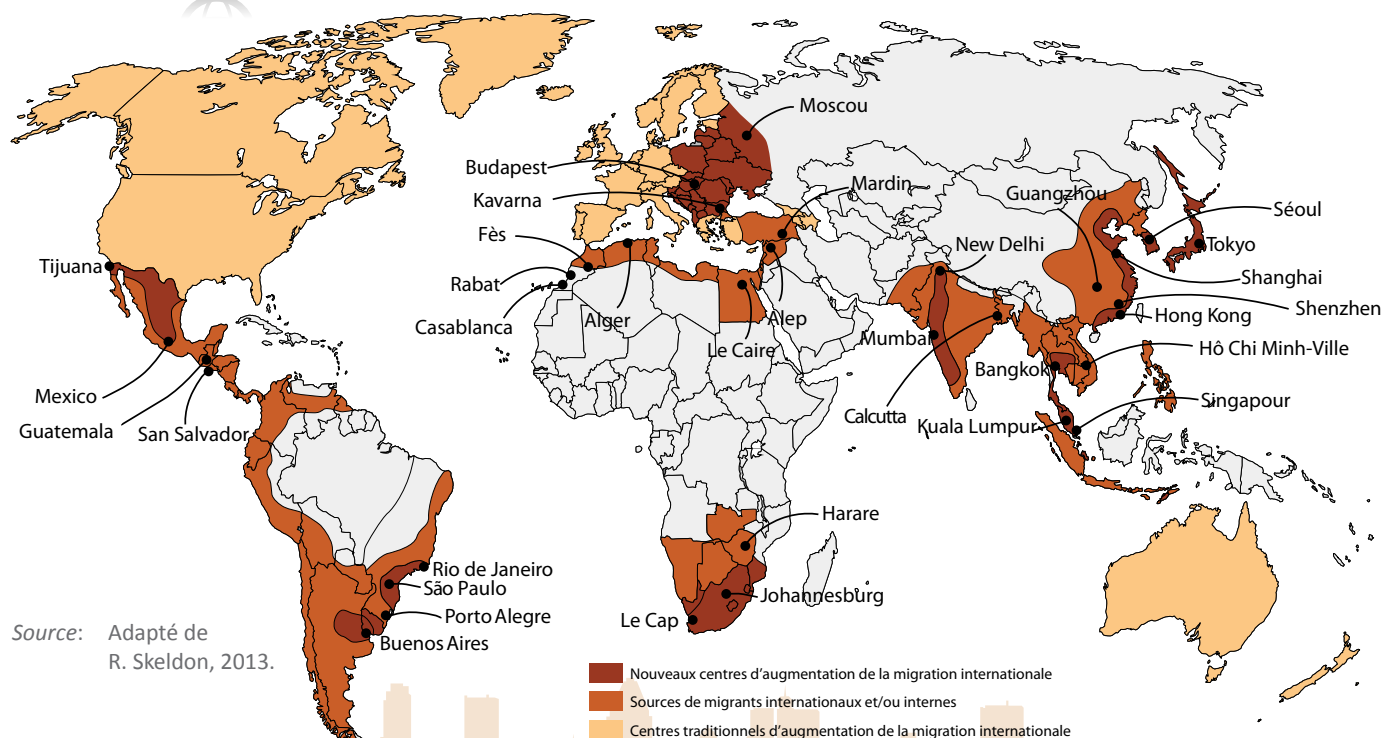
INTRODUCTION

La géographie des flux migratoires évolue à mesure qu'apparaissent de nouvelles destinations dans le monde. Parallèlement aux couloirs de migration traditionnels partant du Sud en direction des économies avancées d'Amérique du Nord et d'Europe (Münz, 2014), les migrants sont attirés par les nouveaux centres de croissance en Asie du Sud-Est, en Afrique du Sud, au Brésil et en Inde, dont l'économie est en rapide expansion. La carte 1 représente les destinations traditionnelles et nouvelles des migrants. Les mouvements de population entre pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, désignés sous le terme « migration Sud-Sud », ont pris de l'importance, les pays en développement devenant eux-mêmes des lieux tout à la fois d'immigration et d'émigration. La Chine, par exemple, accueille des immigrants en provenance du Nigéria alors que, dans le même temps, elle est un pays d'émigration vers le Moyen-Orient. La migration interne est aussi en hausse dans ces pays, et contribue à l'expansion rapide des villes (DAES, 2014). De nouvelles destinations apparaissent à l'échelle infranationale, car des migrants s'établissent dans des zones métropolitaines intermédiaires plus petites (Walton-Roberts, 2011).

Ces migrations massives, tant internes qu'internationales, influent sur le type d'urbanisation en cours, qu'il s'agisse du développement des centres-villes ou de mesures de désurbanisation qui stimulent la croissance dans les zones périphériques et les banlieues. L'urbanisation peut être planifiée ou organique. Cependant, dans le monde d'aujourd'hui, le fait est qu'une grande partie de la croissance urbaine est rapide et chaotique et qu'elle sollicite à l'extrême les infrastructures et les ressources existantes. La section suivante décrit la diversité des environnements urbains à travers le monde – villes mondiales, développement périurbain et bidonvilles – et montre que les administrations locales ne sont pas toujours dotées des politiques, des infrastructures ou du savoir-faire nécessaires pour gérer des arrivées imprévues.



Carte 1 Diversification des destinations de la migration dans le monde



DIVERSITE DES MILIEUX URBAINS

2.2 2.2.1. Villes mondiales

Les villes mondiales, telles que Londres, New York ou Tokyo, jouent un rôle vital dans le système économique international. Elles revêtent une importance fondamentale également pour l'économie des pays dans lesquels elles se trouvent, et constituent une composante centrale de la stratégie et de la planification de l'économie à l'échelle nationale. Or, elles peuvent ne pas être toutes armées de la même façon pour faire face à la concentration, souvent forte, de migrants internationaux qu'elles attirent.

Les villes mondiales, telles que Londres, New York, Tokyo ou la Région administrative spéciale (RAS) de Hong Kong, se trouvent au cœur du système économique international (Sassen, 1991). Elles sont considérées comme des nœuds importants du système économique mondial en raison de leurs liens avec les marchés financiers internationaux et les sociétés multinationales. Les villes sont classées en fonction de leur degré d'intégration dans l'économie mondiale. Le classement de 2014 révèle que les vingt villes mondiales les plus grandes se répartissent assez équitablement entre l'Europe (Londres, Paris, Bruxelles, Madrid, Vienne, Moscou et Berlin), la région Asie-Pacifique (Tokyo, RAS de Hong Kong, Beijing, Singapour, Séoul, Sydney et Shanghai) et les Amériques (New York, Los Angeles, Chicago, Washington, Toronto et Buenos Aires)¹.

Les villes mondiales, ou « planétaires », sont un pôle d'attraction majeur pour les migrants : on estime que 19 % environ de la population mondiale née à l'étranger y habite (Çağlar, 2014). La figure 1 montre la taille de la population née à l'étranger dans les principales villes mondiales ; certaines, où la population active est très mobile, comptent une proportion élevée d'habitants nés à l'étranger. Tel est par exemple le cas de Doubaï (83 %) ou de Bruxelles (62 %), siège de la Commission européenne. La forte concentration de migrants originaires de nombreux pays différents ajoute au caractère mondial de ces villes du point de vue culturel et sur le plan des normes sociales, bien que ces facteurs ne soient pas pris en considération dans les systèmes classiques de classement des villes mondiales.

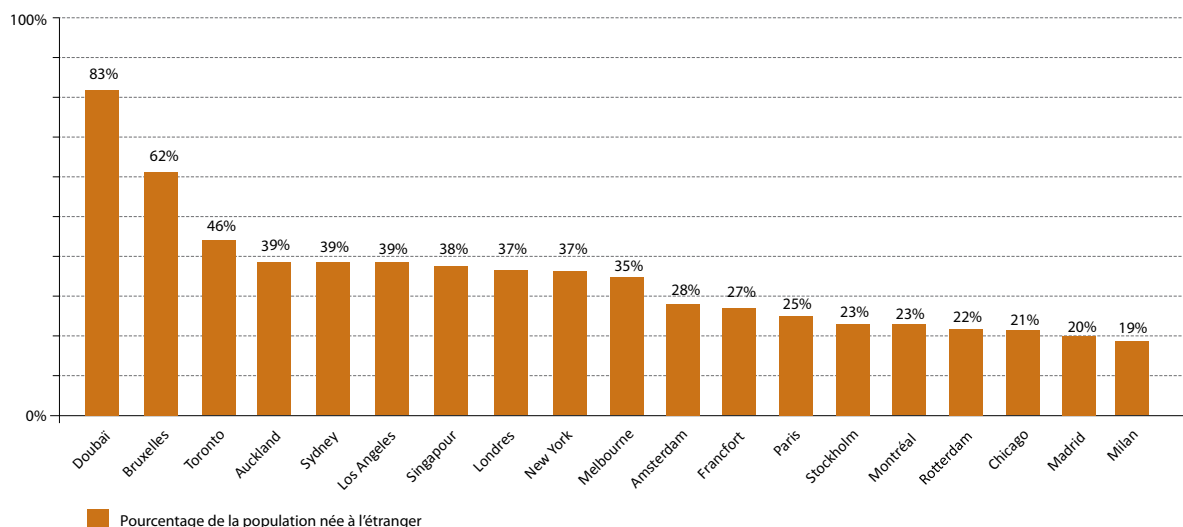
Là où il y a des villes mondiales, les migrants ont tendance à s'y concentrer bien plus que dans les autres régions du pays : ainsi, sur les 6,8 millions d'habitants du Canada nés à l'étranger (The Canadian Press, 2013), 46 % vivent à Toronto (Statistique Canada, 2011). Aux Etats-Unis, des statistiques font apparaître qu'en 2010, un peu plus de 40 % de la population du pays née à l'étranger habitait à New York, Los Angeles, Miami, Chicago et San Francisco (Singer, 2013). En outre, la population née à l'étranger peut parfois être plus nombreuse que la population autochtone dans les villes de ce type : 28 % de la population de l'Australie, soit 6,6 millions de personnes, est née à l'étranger (Australian Bureau of Statistics, 2015) et est concentrée à Sydney (1,4 million) et à Melbourne (1,2 million) (Australian Bureau of Statistics, 2014).

1 Voir www.atkearney.com/research-studies/global-cities-index#sthash.nebCorkC.dpuf





Figure 1 Population née à l'étranger dans certaines grandes villes



Source: Compilation de l'OIM à partir de diverses sources – voir la liste à la fin des références.

La composition de ces villes a changé au fil du temps. Les données des Etats-Unis montrent que New York, Los Angeles, Miami, Chicago et San Francisco, les cinq villes « carrefours » du pays, qui sont les principaux points d'entrée des migrants de divers pays, ont connu une émigration interne plus forte de 2000 à 2009, ce qui a transformé le rapport entre la population née à l'étranger et celle née dans le pays dans ces agglomérations. En Europe, l'accroissement des populations nées à l'étranger est un phénomène relativement récent en comparaison avec les Etats-Unis. Au Royaume-Uni, le nombre de personnes nées à l'étranger a doublé, passant de 3,8 millions en 1993 à environ 7,8 millions en 2013. Trente-huit pour cent d'entre elles habitent à Londres, où leur nombre est passé de 1,6 million en 1995 à près de 3 millions aujourd'hui (Rienzo et Vargas-Silva, 2014).

En Europe, en Amérique du Nord et en Australie, les politiques nationales considèrent parfois l'immigration dans les villes mondiales, notamment celle des migrants hautement qualifiés, comme faisant partie intégrante d'une stratégie de développement visant à améliorer la compétitivité économique. Or, ces villes ne sont pas toutes armées de la même façon pour faire face à l'arrivée de populations nées à l'étranger. Aux Etats-Unis, des villes comme New York, Chicago et San Francisco, qui sont des pôles d'attraction depuis plus d'un siècle, se sont dotées de solides institutions pour venir en aide aux différents groupes de migrants, y compris à ceux dépourvus de documents (Price, 2014). Des partenariats étroits sont en place entre les autorités locales et des organisations non gouvernementales, ainsi que des forums d'apprentissage et d'échange intervilles, tels que *Cities for Citizenship*, ou encore *Partnership for a New American Economy* qui réunit des maires et des chefs d'entreprise. En comparaison, Washington et Atlanta, dont la population d'immigrants est en augmentation rapide depuis 1980 et qui manquent encore d'une stratégie claire pour attirer et accueillir les nouveaux venus nés à l'étranger, ont vu se développer des réactions d'hostilité du fait de ces brusques changements démographiques, surtout face à la forte présence d'immigrants non autorisés (*ibid.*).

2.2.2. Villes secondaires

Les migrants s'installent aussi dans des villes secondaires, de moindre envergure, qui ne sont pas nécessairement connues hors du pays ou de la région. Ces villes peuvent être une solution attrayante pour les migrants, et offrir des aménagements de meilleure qualité susceptibles de compenser l'absence d'installations culturelles et sociales présentes dans les grandes conurbations. Cependant, les villes secondaires sont parfois insuffisamment armées pour s'adapter aux possibilités qu'offre l'arrivée de migrants et les maximiser.

Ces deux dernières décennies, un nombre croissant de migrants des pays du Nord se sont installés dans des zones métropolitaines intermédiaires, plus petites (Walton-Roberts, 2011). Ces villes secondaires comptent entre 500 000 et 3 millions d'habitants, et peuvent ne pas être connues hors du contexte national ou régional. Cette nouvelle tendance s'observe dans toute l'Amérique du Nord et en Europe (Esipova, Pugliese et Ray, 2013) :

- Aux Etats-Unis, les flux migratoires internes ont le plus fortement augmenté, en 2012-2013, dans les villes secondaires (US Census Bureau, 2013), tandis que trois des plus grandes villes métropolitaines connaissent une baisse nette du nombre de leurs résidents sur la même période – New York (100 000 personnes), Los Angeles et Chicago (50 000 personnes environ chacune). Un recul net du nombre d'habitants nés dans le pays a été constaté dans les conurbations industrielles de haute technologie de San José et de San Diego, ainsi que dans des villes comme Détroit dans la région post-industrielle de la *Rust Belt* (ceinture de la rouille). En revanche, leur nombre a augmenté en valeur nette à Phoenix, Dallas et Houston, des villes bon marché de la *Sun Belt* (ceinture du soleil), ainsi que dans les principaux pôles de connaissances, comme Austin, Seattle, San Francisco et Washington (Florida, 2014). Le recensement de 2000, aux Etats-Unis, a révélé une forte augmentation de migrants internationaux dans les villes secondaires d'Atlanta, de Charlotte et de Nashville (Price, 2014).
- Au Canada, si Toronto, Montréal et Vancouver continuent d'accueillir la majorité des migrants internationaux, on assiste toutefois, parmi les migrants récents tout comme ceux établis de longue date, à un mouvement en direction des zones suburbaines et des communautés de petite taille (Fédération canadienne des municipalités, 2009).
- En Europe, les migrants s'établissent dans les petites villes plutôt que dans les villes carrefours (Bayona et Gil-Alonso, 2011), par exemple dans les petites localités des provinces italiennes du Latium ou de Lombardie plutôt que dans les grands centres que sont Rome ou Milan (UNESCO SSIIM, s.d.).

Les migrants peuvent être attirés par les petites villes et les zones suburbaines, exurbaines ou rurales pour diverses raisons : possibilités d'emploi, logements abordables, sécurité personnelle, liens familiaux, écoles, universités, transports en commun, installations médicales et qualité de l'air (The Demographia, 2015). Ces avantages peuvent compenser l'absence de structures économiques, politiques ou culturelles, et celle de réseaux de migrants établis, que l'on trouve dans les grandes villes carrefours (Glick Schiller et Çağlar, 2011). Cependant, ces villes secondaires ne sont pas toujours dotées des cadres d'action, des structures de gouvernance et des dispositifs administratifs nécessaires pour exploiter au mieux les capacités et les ressources que les nouveaux migrants peuvent offrir.

2.2.3. Villes et zones rurales dépeuplées

Les zones urbaines dépeuplées, qui se sont vidées de leurs habitants, notamment en raison du déclin industriel, peuvent tirer profit de politiques qui incitent les migrants à venir s'y établir pour contribuer à la relance de l'économie locale.

Les villes dépeuplées ou en déclin sont celles qui ont connu un recul notable de leur population, souvent lié à l'émigration. Ce dépeuplement peut être préoccupant si les pénuries de main-d'œuvre fragilisent encore un peu plus ce qui reste de l'économie, ou ne permettent pas de maintenir les infrastructures à leur niveau actuel. Ce problème s'est posé aux Etats-Unis dans un certain nombre de villes (qui étaient autrefois des villes carrefours) du Midwest, telles que Baltimore, Pittsburgh, Philadelphie, Cleveland et Saint-Louis. Entre 2000 et 2010, Détroit, autrefois la quatrième ville des Etats-Unis et le fer de lance du secteur manufacturier, a perdu un quart de sa population ainsi que son appareil de production automobile. Les pertes d'emplois et d'habitants ont réduit les moyens financiers de la ville et entraîné un sous-investissement dans les services publics et le déclin de ces derniers.

Dans certains cas, les migrants internationaux ont été encouragés à s'installer dans ces régions pour revitaliser des économies ou des populations en perte de vitesse. Aux Etats-Unis, Détroit et d'autres villes de la *Rust Belt* ont eu recours à l'immigration, dont elles ont fait l'une de leurs principales stratégies de revitalisation, de stabilisation de quartiers en déliquescence et de relance du développement économique (Tobocman, 2014). Des familles d'immigrants turcs ont été accueillies à bras ouverts à Dayton, dans l'Ohio, pour aider à redynamiser l'économie. En Allemagne, le maire de Goslar, une petite ville d'environ 50 000 habitants, a proposé de faire venir des réfugiés des villes voisines de Göttingen et Brunswick pour enrayer le déclin de sa population et combler les pénuries de main-d'œuvre, qui sapent l'économie de la ville fondée sur un établissement de cure haut de gamme (voir l'encadré 2 pour un exemple analogue en Espagne).

Le dépeuplement a aussi touché les zones rurales. En Europe, on assiste depuis peu à une augmentation rapide de la migration vers les zones rurales à la suite de l'élargissement de l'Union européenne en 2004. Ces flux d'immigration ont coïncidé avec une émigration interne au départ de ces mêmes régions. La restructuration des économies locales et la création d'emplois mal rémunérés, précaires, non assurés, saisonniers et, le plus souvent, à temps partiel, ont provoqué le départ d'autochtones et l'arrivée de migrants prêts à accepter ces emplois, originaires pour la plupart des nouveaux Etats membres de l'Union européenne. Les flux d'immigration vers des régions rurales dépeuplées ont ainsi contribué au maintien des services publics et privés dans ces zones et atténué les effets de la dynamique du dépeuplement (Kasimis, 2010). Aux Etats-Unis, l'appareil industriel situé dans des zones rurales isolées, notamment les secteurs de l'emballage de la viande et de la construction, attire les migrants internationaux, principalement en provenance du Mexique (Brown, 2012). En Arkansas, un Etat rural où il y a du travail toute l'année, des Mexicains qui mènent souvent un mode de vie binational fait d'allers et retours dans d'autres régions des Etats-Unis, s'établissent aujourd'hui de façon plus ou moins permanente, notamment à cause du renforcement de la sécurité à la frontière (Striffler, 2007). Les flux migratoires internationaux et internes en direction et en provenance des villes et des zones rurales dépeuplées en Europe



et en Amérique du Nord reconfigurent la composition démographique de ces lieux. La position des migrants, de même que les structures de possibilités dans les petites villes et les zones rurales dépeuplées sont inévitablement différentes de celles offertes par les villes carrefours.

Encadré 2



Immigration en Aragon, une région d'Espagne dépeuplée²

L'Aragon, une région dépeuplée du nord-est de l'Espagne, a attiré des immigrants nés à l'étranger pour combler les pénuries de main-d'œuvre consécutives à une restructuration de l'économie. Aujourd'hui, elle affiche un revenu par habitant élevé grâce au tourisme naissant. La population née à l'étranger, qui représentait moins de 1 % de la population en 1999, a atteint 8 % en 2004 et constitue la majorité des nouveaux habitants. Bien que l'accroissement de la population demeure négatif, l'immigration en Aragon de personnes nées à l'étranger et la contribution de celles-ci à l'économie restructurée de la région a aussi attiré des Espagnols de souche, originaires de villes voisines. L'immigration de personnes nées à l'étranger a indéniablement contribué au développement local et à l'offre d'emplois.

2.2.4. Périurbanisation

L'urbanisation des zones rurales situées à la lisière des villes (périurbanisation) peut être due à la nécessité, pour une main-d'œuvre mobile, de travailler dans des secteurs tirés par les exportations. Cette croissance urbaine rapide peut mettre les infrastructures et les services à rude épreuve, surtout là où les administrations locales ne sont pas équipées pour faire face à une telle évolution.

La périurbanisation, c'est-à-dire l'urbanisation d'anciennes zones rurales situées à la lisière des villes, peut être observée dans de nombreuses régions du monde, par exemple à Shenzhen, en Chine, à Jakarta, en Indonésie, et à Bangkok, en Thaïlande. La migration contribuera probablement davantage à la croissance des implantations (généralement sauvages) à faible revenu des zones périurbaines qu'à celle des zones urbaines existantes. L'augmentation de la population des zones périurbaines est due non seulement aux mouvements de personnes quittant des localités rurales pour gagner des centres urbains, mais aussi à la migration de celles qui se trouvent déjà dans ces centres mais qui cherchent à en partir. La périurbanisation correspond donc à des mouvements de population en direction et au départ des villes (Tacoli, McGranahan et Satterthwaite, 2014).

La périurbanisation est souvent stimulée par un développement économique tiré par les exportations, et par la nécessité de trouver des terrains pour accueillir des activités de production et de la main-d'œuvre. Celle-ci peut comprendre des populations mobiles ayant une double résidence, en zone rurale et en zone urbaine, et dont le droit de séjour dans les villes et l'accès à la protection sociale

2 Tiré de A. Çağlar, *Urban Migration Trends, Challenges and Opportunities*, 2014. Document d'information élaboré pour le présent Rapport.

sont parfois contestés par la population locale. En Chine, la périurbanisation a été encouragée par les pouvoirs publics, qui ont cherché à redistribuer la croissance en décentralisant les services et la production. Ce phénomène a toutefois engendré d'énormes difficultés sociales et administratives, en particulier en matière de financement, comme l'illustre l'encadré 3 (Gross, Ye et Legates, 2014).

Pour se faire une idée des difficultés que soulève le développement périurbain en Afrique subsaharienne, il suffit d'observer les grands établissements multiethniques, multiculturels, multilingues et multiconfessionnels qui y prolifèrent. En Afrique de l'Ouest, la population urbaine et périurbaine, majoritairement pauvre, est généralement exclue des possibilités de développement socioéconomique. La croissance rapide et ininterrompue de grandes villes en Afrique de l'Est, telles que Nairobi, a notamment engendré de graves pénuries de logement, des embouteillages, de la pollution et un étalement périurbain anarchique (ONU-Habitat, 2014). De nombreuses villes aux prises avec une périurbanisation de ce type ont du mal à faire face à l'augmentation rapide des besoins en infrastructures et en services générés par les nouveaux arrivants, faute de crédits inscrits au budget municipal. En Indonésie, par exemple, Cirebon compte 300 000 habitants auxquels s'ajoutent 400 000 personnes vivant à la périphérie de la ville, qui rencontrent de réelles difficultés d'accès aux services et aux infrastructures (Fahmi *et al.*, 2014), en partie en raison de frontières politiques officielles et de procédures d'urbanisme et d'action publique inexistantes ou contradictoires. Les efforts déployés par certains pays pour stopper ou réorienter la migration interne de façon à empêcher le développement périurbain ont connu un succès mitigé.

Encadré 3



Urbanisation *in situ* en Chine

Ces trente dernières années, la Chine s'est urbanisée à un rythme sans précédent : 260 millions de migrants ont quitté les zones rurales pour s'installer en ville, contribuant largement à la croissance économique rapide du pays. Rien qu'entre 2000 et 2010, 117 millions de Chinois vivant à la campagne se sont établis dans des zones urbaines en quête de meilleures possibilités d'emploi. Les régions côtières, qui sont les moteurs de la croissance chinoise, ont accueilli plus de la moitié de l'afflux de migrants. Les populations de migrants internes dont l'expansion est la plus forte et la plus rapide se trouvent dans les régions métropolitaines de Beijing, Dongguan, Guangzhou et Shanghai : plus de 52 millions de personnes en 2010, soit 35 % de l'ensemble des migrants en Chine.

Depuis la fin des années 1970, la Chine s'est lancée dans le développement des petites villes des zones rurales pour redistribuer la croissance et freiner l'exode vers les grandes villes. Le Gouvernement a assoupli les restrictions pesant sur le développement des petites villes en zones rurales, ainsi que le système d'enregistrement urbain *hukou*, et a encouragé la transformation d'entreprises d'Etat en entreprises communales et villageoises. De nombreuses communautés rurales se sont rapidement transformées en villes, les communautés urbaines et les entreprises communales et villageoises fournissant des possibilités d'emploi et une



meilleure protection sociale. Les collectivités locales ont été investies de la responsabilité de conduire ce projet d'urbanisation à long terme.

Cette urbanisation a réussi à éviter deux fléaux qui lui sont souvent associés, la pauvreté et le chômage à grande échelle dans les villes, mais des difficultés complexes sont apparues en ce qui concerne les droits de propriété, la répartition des responsabilités entre les échelons central et local, et le partage des coûts. Très souvent, les lois sur la propriété demeurent floues. En outre, de nombreuses collectivités locales n'ont ni les moyens financiers ni les capacités permettant d'honorer l'engagement du Gouvernement central d'accueillir et d'enregistrer dans les villes 100 millions de migrants ruraux d'ici à 2020 et d'appliquer leurs droits sociaux et du travail (Zhu, 2014). Selon certaines informations, les collectivités locales recevraient la moitié des recettes fiscales du pays, alors qu'elles supportent 80 % de la dépense nationale. Il s'ensuit qu'un grand nombre d'entre elles ont contracté des dettes importantes durant leur expansion et ont spéculé avec les biens des villageois expropriés pour couvrir leurs coûts (The Economist, 2014).

Actuellement, la forte population de migrants en Chine représente près d'un tiers de la population urbaine totale, qui compte 730 millions d'habitants. Ces migrants ont toutefois du mal à être reconnus officiellement comme des citoyens et sont exclus des prestations sociales et de l'accès aux services publics. D'ici à 2030, les villes chinoises abriteront près d'un milliard de personnes, soit environ 70 % de la population, contre 54 % aujourd'hui. Les migrants internes sont l'un des principaux facteurs de la compétition à laquelle se livrent les villes chinoises qui aspirent à la croissance et à la compétitivité économique.

2.2.5. Implantations sauvages et taudis

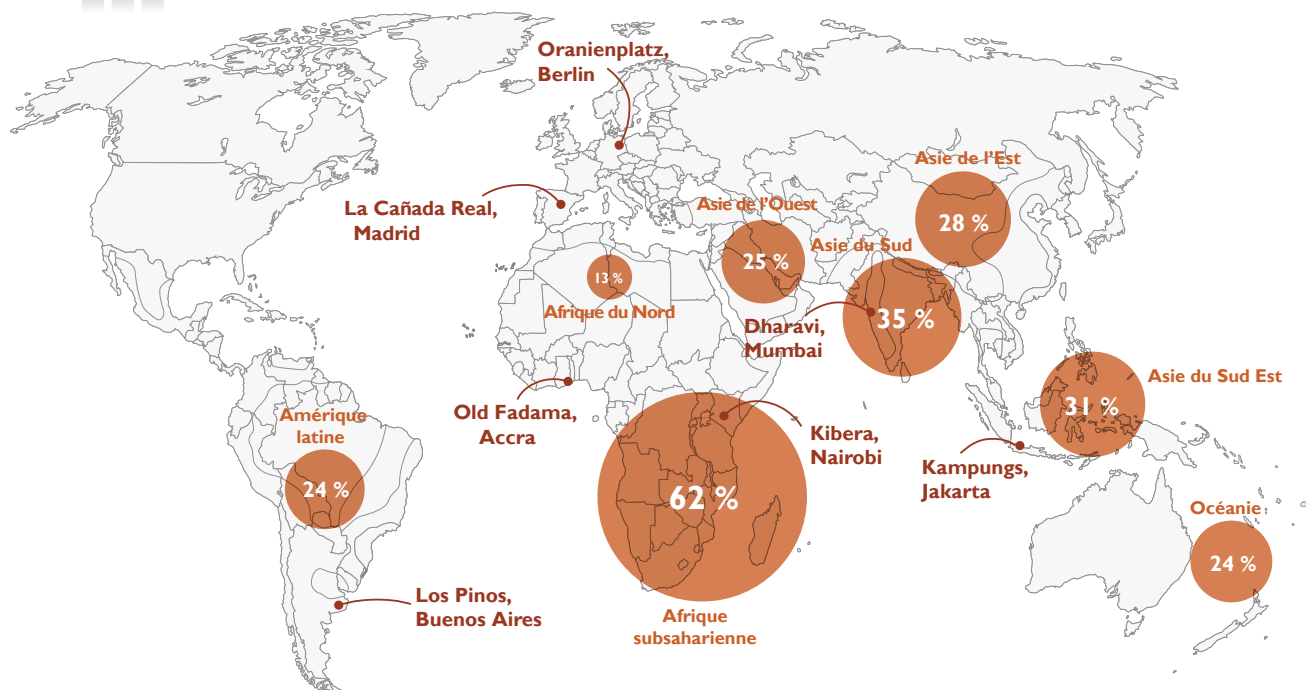
La prolifération d'implantations sauvages surpeuplées et dépourvues d'éléments de confort indispensables, tels que l'eau, l'assainissement et le logement, explique dans une large mesure l'expansion des villes. La croissance des taudis est en partie l'expression d'un urbanisme non proactif.

Dans de nombreuses régions du monde, la prolifération des implantations sauvages est responsable de l'étalement géographique des villes durant presque tout le XX^e siècle et au début du XXI^e siècle. L'expansion des agglomérations urbaines sans accès à l'eau, à un assainissement adéquat, à un logement durable et à une surface habitable suffisante a contribué au développement des taudis (ONU-Habitat, 2013a). Aujourd'hui, on estime qu'environ 863 millions de personnes vivent dans des taudis, contre 650 millions en 1990 et 760 millions en 2000. En Afrique subsaharienne, 61,7 % de la population urbaine y habite (ONU-Habitat, 2013b). La figure 2 illustre la proportion des populations urbaines vivant dans des taudis.





Figure 2 Pourcentage des populations urbaines vivant dans des taudis, par région



Source: Calculs de l'OIM d'après ONU-Habitat, 2013b.

Des études récentes portent à croire que les migrants sont représentés de manière disproportionnée parmi les citoyens pauvres dans ces implantations sauvages (Hoang, Truong et Dinh, 2013 ; Rigg, Nguyen et Luong, 2014). A Accra (Ghana), par exemple, 92 % des ménages de migrants vivent à Old Fadama, un taudis sans approvisionnement permanent en eau – celle-ci doit être achetée chaque jour ou tirée de puits avoisinants – et 94 % des migrants n'ont pas de toilettes chez eux (Awumbila, 2014). Dans de nombreuses villes des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, les implantations sauvages servent couramment de points d'entrée aux immigrants. Malgré la dureté des conditions de vie, les migrants parviennent à trouver une activité économique et des possibilités d'emploi pour améliorer leur bien-être actuel et leurs perspectives futures dans ces implantations sauvages ou les taudis, comme Kibera à Nairobi (Kenya) ou Old Fadama (Awumbila, Owusu et Teye, 2014).

Dans les premiers modèles de migration, les possibilités informelles offertes dans les agglomérations urbaines étaient considérées comme une étape temporaire par laquelle les nouveaux migrants devaient passer avant de trouver un emploi dans le secteur formel. Or, les migrants mettent généralement plusieurs générations avant d'avoir les moyens d'investir dans l'éducation et l'acquisition de compétences, et les différences de situation entre les migrants récents et ceux installés de longue date peuvent être frappantes. Les implantations plus anciennes abritent souvent les descendants de migrants, tandis que les nouvelles ont tendance à abriter les migrants récents (voir l'encadré 4 pour un exemple en Inde).

Encadré 4



Comparaison entre les taudis de « première » et de « quatrième » génération à Bangalore (Inde)³

En Inde, les agglomérations urbaines à faible revenu sont officiellement divisées en deux catégories : les taudis « enregistrés » ou « reconnus » et les taudis non enregistrés, qui sont dans les faits une catégorie résiduelle. Cette distinction ne rend toutefois pas compte des écarts considérables entre ces zones. Une étude récente compare les taudis enregistrés établis de longue date aux taudis récents non enregistrés, à Bangalore. Dans les premiers, presque personne n'est arrivé récemment dans la ville : plus de 70 % des habitants y vivent depuis quatre générations ou plus. Cette situation transparait dans les logements et les infrastructures : les constructions permanentes y prédominent, et l'électricité et l'eau courante y sont répandues. Leurs habitants appartiennent davantage à la classe moyenne inférieure bien établie qu'à la catégorie des personnes pauvres, et la plupart possèdent des appareils ménagers et un téléphone portable personnel. L'éducation et l'acquisition d'un logement sont les principales catégories de dépenses.

Le contraste avec les taudis de « première génération » est saisissant. Ceux-ci abritent des migrants originaires des zones rurales qui entretiennent des liens étroits avec leur village, et beaucoup de familles sont scindées entre Bangalore et leur village natal. La migration est avant tout une réaction à l'incertitude croissante des moyens de subsistance ruraux, les sécheresses et les pluies irrégulières entraînant l'accumulation des dettes. Ces habitants comptent parmi les personnes les plus pauvres de l'Inde rurale. L'abri le plus répandu est une tente partagée par des locataires qui règlent leur loyer en espèces, sans bail écrit et dans la crainte permanente d'une expulsion. Environ 40 % des habitants de ces taudis vivent à Bangalore depuis un à cinq ans, et 40 % y sont installés depuis cinq à dix ans. La grande majorité appartient aux couches sociales les plus basses – entre 70 % et 100 %, contre 11,4 % pour l'ensemble de la population urbaine de Bangalore – et ne possède pas de terres, ou seulement un tout petit lopin au village.

Ces implantations n'ont aucune infrastructure : il n'y a pas d'électricité, l'eau est achetée à des marchands, et les services d'enlèvement des ordures et de sécurité sont inexistantes. Les arrêts de bus sont situés à plus de trois kilomètres, tout comme les centres de santé, et il n'y a aucun signe d'une quelconque présence de l'Etat, d'ONG ou d'autres soutiens extérieurs. La principale catégorie de dépenses est le remboursement des dettes et l'aide envoyée aux proches restés au village natal, ce qui laisse très peu d'argent pour l'éducation et le logement – et donc de possibilités d'accéder à de meilleurs emplois. Ces zones d'installation ne permettent guère aux migrants nouvellement arrivés de bâtir une vie meilleure.

3 Tiré de K. Anirudh, M. S. Sriram et P. Prakash, Slum types and adaptation strategies: Identifying policy-relevant differences in Bangalore. *Environment and Urbanization*, vol. 26, n° 2, p. 568 à 585, 2014. Cité dans C. Tacoli, G. McGranahan et D. Satterthwaite, « Urbanization, rural-urban migration and urban poverty » figure (2014). Document d'information élaboré pour le présent Rapport.

Comme ils n'ont pas de papiers d'identité avec une adresse dans la ville et ne sont pas inscrits sur les listes électorales, ils ne peuvent bénéficier d'aucune faveur ni rallier des soutiens officiels. Après avoir été les plus pauvres dans les zones rurales, ils sont devenus les plus pauvres dans les centres urbains. Il n'en reste pas moins que la migration demeure une importante stratégie de survie, même si elle ne se traduit pas par une accumulation de biens.

La forte expansion des implantations sauvages n'est pas une composante inévitable de l'urbanisation rapide. Beaucoup de villes qui ont connu une croissance accélérée n'ont qu'une faible proportion de leur population dans des implantations sauvages et disposent d'infrastructures et de services qui couvrent la quasi-totalité de leur territoire (CGLU, 2013). Le problème tient à l'absence de planification proactive des zones d'installation bon marché pour faire face à une croissance urbaine rapide, qui peut être due à une volonté politique de dissuasion consistant à offrir aux migrants des conditions de vie médiocres. Ce parti pris peut, à son tour, alimenter une image négative des migrants dans l'opinion publique ainsi que des attitudes xénophobes à leur rencontre (Ostanel, 2011).

Dans de nombreuses zones urbaines d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, les restrictions foncières imposées par les pouvoirs publics ont limité l'offre de logements abordables, contribuant au développement des implantations sauvages. Celles-ci, de même que les habitats spontanés et les taudis, sont en partie la conséquence d'une insuffisance de logements sociaux ou de subventions à l'intention des populations à faible revenu (ONU-Habitat, 2013c), ainsi que d'un mauvais aménagement urbain et d'une gouvernance urbaine médiocre à l'échelle locale et nationale (ONU-Habitat, 2013a).

La situation peut être améliorée par une réglementation des marchés fonciers et la régularisation du statut de résidence des intéressés, de façon à instituer un régime foncier fiable. Ces mesures permettront aussi d'accroître les moyens de subsistance des citoyens pauvres, notamment des migrants, et favoriseront le développement local. Le nombre comparativement moins élevé de taudis en Afrique du Nord est attribué, pour l'essentiel, à des stratégies de développement urbain plus avisées, y compris l'investissement dans les infrastructures et la modernisation des implantations urbaines. Le plan national d'amélioration des villes du Maroc visait ainsi à reloger des habitants de taudis grâce au programme « Villes sans taudis » (ONU-Habitat, 2012). En Chine, alors que la population migrante des villes a augmenté de plus de 80 % (2000-2010), le nombre d'habitants des taudis urbains a diminué, notamment en raison du contrôle exercé par l'Etat sur la construction des bidonvilles (The Economist, 2014).

En Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, il semblerait que les villes intègrent aujourd'hui les transactions foncières coutumières dans les marchés fonciers officiels. Cependant, il est peu probable que les immigrants pauvres en bénéficient. Des études comparatives sur la régularisation des implantations sauvages en Amérique latine ont constaté qu'au lieu de suivre une approche unique, les urbanistes devraient présenter plusieurs options pour garantir aux habitants des taudis un régime foncier fiable, par exemple un régime foncier communal pour les personnes dont les revenus sont les plus faibles (Murillo, 2014). On manque cruellement de données sur les taudis et les migrants, notamment sur le rôle de ces derniers dans la transformation des taudis en communautés ordinaires (*ibid.*).

2.2.6. Villes de transit

Les villes de transit sont traditionnellement des étapes pour les migrants qui veulent se rendre dans les pays industrialisés du Nord. Les contrôles aux frontières s'étant durcis, les villes frontalières de pays tels que le Mexique ou le Maroc sont devenues des destinations de long séjour pour les migrants qui ne parviennent pas à gagner les Etats-Unis ou l'Europe.

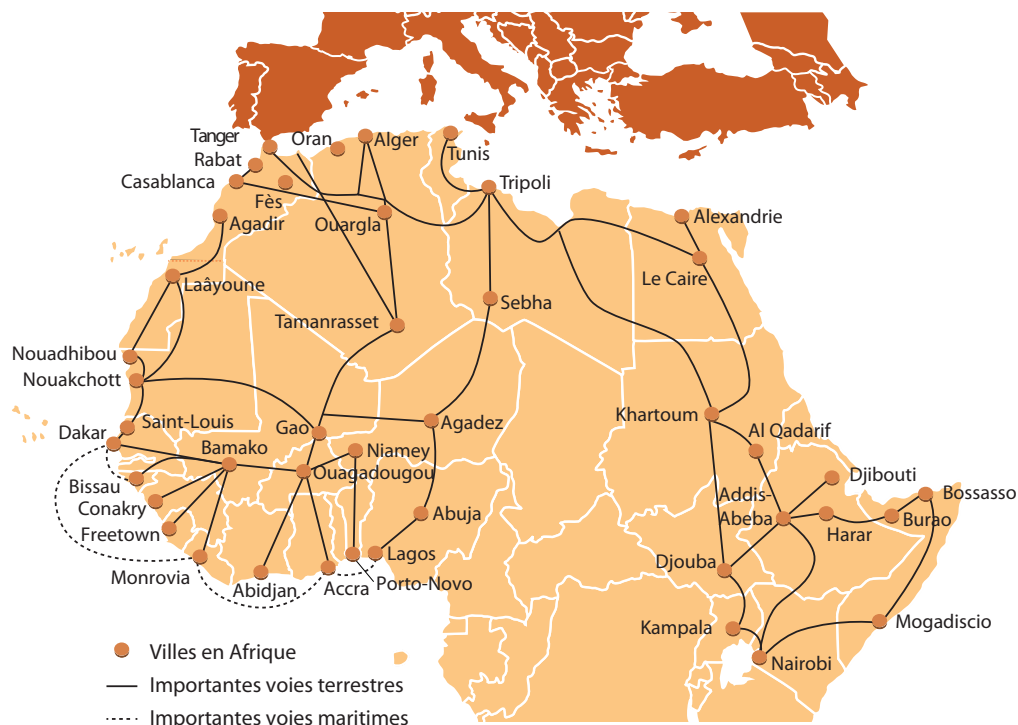
Des politiques sévères de contrôle aux frontières peuvent donner naissance à des « centres de transit » urbains spontanés, où des populations temporaires sont bloquées avant d'arriver à leur destination. En Afrique et en Asie, certaines villes servent également d'étapes pour des migrants internes souhaitant partir à l'étranger (Hugo, 2014 ; Bakewell et Jónsson, 2011). En Afrique de l'Ouest, d'anciens pays de destination tels que la Côte d'Ivoire et le Nigéria sont devenus des pays de transit, le temps, pour les migrants, d'accumuler suffisamment de ressources pour aller plus loin (ONU-Habitat, 2010).

Ces centres de transit peuvent devenir des lieux de séjour de longue durée si les migrants se voient refuser la possibilité de poursuivre leur route. Ainsi, face au renforcement des mesures de sécurité aux frontières et à l'amenuisement des possibilités d'emploi après les crises financières en Europe, un nombre croissant de migrants d'Afrique subsaharienne ont commencé à rester dans des villes nord-africaines, telles que Rabat, Tanger, Tunis et Tripoli, qui étaient jusqu'à présent considérées comme des carrefours vers l'Europe, et non comme des destinations finales (voir la carte 2). En conséquence, ces municipalités sont maintenant confrontées à des pressions inédites et croissantes pour fournir des services adaptés et garantir la sécurité (Serageldin *et al.*, 2014).



Carte 2

Villes de transit - Afrique



Source: Adapté de la carte des voies de migration mixte dans la région MTM (i-Map) établie en 2014 par le Dialogue sur la migration de transit en Méditerranée (MTM).

Note: Cette carte MTM 2014 est issue de la Carte interactive de la migration en Afrique, au Moyen-Orient et dans la région méditerranéenne (i-Map 2011-2014), un projet mené dans le cadre du Dialogue sur la migration de transit en Méditerranée. Centre international pour le développement des politiques migratoires (CIDPM), Vienne. Disponible à l'adresse : www.imap-migration.org/index.php?id=470

Au Maroc, les migrants qui ne parviennent pas à traverser la frontière pour aller en Espagne se retrouvent souvent à Casablanca, Fès et Rabat, où ils se heurtent à diverses difficultés : frais de subsistance élevés, contrôles d'identité fréquents, arrestations et expulsions des centres urbains. Ce sont les ONG locales et internationales qui comblent les lacunes dans la fourniture de services aux migrants des zones urbaines, en particulier les plus vulnérables (Serageldin *et al.*, 2014). Au Maroc, cette situation a conduit dernièrement à l'élaboration d'une politique nationale qui prévoit la régularisation de certains groupes de migrants et des mesures pour pourvoir à leurs besoins essentiels. Pour être efficaces, les politiques doivent être coordonnées entre les pays de départ, de transit et d'accueil, de façon à orienter cette tendance migratoire vers le développement local dans les pays d'origine. L'accent actuellement mis sur l'arrêt des flux migratoires à destination de l'Europe incite les autorités centrales et locales du Maghreb à se doter de ressources suffisantes pour administrer, intégrer et aider cette population en expansion (REMDH, 2014).

On trouve une situation analogue sur la route vers les Etats-Unis. Les migrants d'Amérique centrale et du Mexique empruntent trois grands couloirs terrestres qui traversent le Mexique. Le premier commence à Tapachula, le deuxième à Tenosique, et le troisième à Chetumal. Ces trois couloirs ont des ramifications plus au nord, dont les principales se terminent à proximité de Brownsville, McAllen, Laredo, El Paso, Nogales, Calexico et San Diego (voir la carte 3). Les mouvements migratoires le long de ces axes laissent d'importantes traces car, souvent, ces migrants « en transit » s'installent temporairement dans des cabanes et des abris situés dans des taudis et des bidonvilles. Ce sont pour la plupart des travailleurs à faible revenu qui vivent dans la rue ou dans de mauvaises conditions de logement, sans accès aux services d'infrastructure urbains, et vulnérables à l'exploitation et à la criminalité. Selon les politiques migratoires, les contrôles aux frontières et les ressources en personnel disponibles, ces groupes soient parviennent à entrer aux Etats-Unis, soient restent bloqués en route dans des conditions de vie misérables. La perméabilité de la frontière entre le Guatemala, le Belize, le Mexique et les Etats-Unis fluctue, ce qui influe ensuite sur la configuration des couloirs de migration et sur les profils démographiques des villes frontalières mexicaines. On trouvera dans l'encadré 5 la description des mesures prises dans une ville frontalière du Mexique pour venir en aide aux migrants de retour ou en transit.





Carte 3 Villes de transit – Amérique centrale et Mexique



Source: Adapté de R. Casillas Ramírez, 2007.

Encadré 5



Une ville qui vient en aide aux migrants de retour ou en transit :
Tijuana (Mexique)

Tijuana (Mexique), appelée la « ville sans frontières », est située à la frontière avec les Etats-Unis sur la côte pacifique. Elle est l'une des principales zones d'accueil des migrants en transit et des migrants de retour en provenance des Etats-Unis. La ville accueillerait 80 % des migrants revenant dans l'Etat de Baja California, au Mexique. En 2014, elle a accueilli environ 60 000 migrants, soit un recul de plus de 30 % par rapport à l'année précédente (96 000 personnes). Tijuana attire également de nombreux migrants internes car elle est le principal exportateur de téléviseurs à écran plat dans le monde et abrite de nombreuses *maquiladoras* (usines d'assemblage en zone franche). Ces mouvements de population font d'elle une ville vraiment diverse, mais ses infrastructures n'ont pas suivi la demande suscitée par l'expansion urbaine rapide et la forte augmentation de la population.

C'est dans ce contexte que le Conseil étatique chargé des migrants (Consejo Estatal de Atención al Migrante) a été créé, le 18 décembre 2013, après l'adoption à l'unanimité de la loi fédérée sur les migrants par le Congrès de l'Etat de Baja California. Le précédent maire de Tijuana et l'actuel gouverneur de l'Etat de Baja California, Francisco Vega de Lamadrid, ont été les promoteurs les plus actifs de cette réforme, qui a déjà amélioré le bien-être de nombreux migrants de retour mexicains.



Le Conseil regroupe soixante organisations et institutions, dont trente sont des délégations locales d'institutions fédérales, d'institutions fédérées (y compris des représentants des Secrétariats de la sécurité publique, des relations extérieures et de la migration) et de municipalités (deux représentants par ville). Les trente autres sont des organisations de la société civile qui s'occupent de migrants dans l'Etat de Baja California.

Le Conseil a pour objectif d'élaborer des politiques publiques visant à améliorer le bien-être des migrants, de mener et de coordonner des activités à leur intention, et de faire respecter les obligations énoncées dans la loi fédérée sur les migrants par toutes les institutions de l'Etat. Les organisations membres du Conseil prêtent assistance aux Mexicains de retour des Etats-Unis, notamment en leur offrant une aide au voyage pour regagner leur communauté d'origine, ainsi que des conseils et une orientation culturelle, car la plupart ont vécu plusieurs dizaines d'années à l'étranger. Un abri temporaire et des repas gratuits pendant 90 jours leur sont également fournis à leur arrivée.

Le Conseil gère en outre le programme pour l'emploi des migrants. Par exemple, de nombreux migrants de retour sont embauchés dans des centres d'appel en raison de leur connaissance de l'anglais, acquise pendant leur séjour à l'étranger. Pour autant, il est difficile de les retenir et d'éviter qu'ils n'émigrent de nouveau, car leur salaire est bas par rapport à ce qu'ils gagnaient aux Etats-Unis. Le Conseil a organisé trois salons de l'emploi, au cours desquels 3 000 postes ont été proposés aux migrants de retour. Le programme du Conseil pour la réinsertion sur le marché du travail a permis à 500 d'entre eux de trouver un emploi. Une assistance juridique et administrative est également proposée pour faciliter l'obtention de documents d'identité.

Récemment, le Conseil a lancé une initiative visant à créer un Fonds pour les migrants, qui servira à aider les groupes vulnérables parmi les migrants de retour. Le Conseil et le Gouvernement de Baja California envisagent de mettre en place un programme pour remédier rapidement à la situation précaire d'El Gordo, une zone d'installation située à la frontière avec les Etats-Unis.

Entretien avec Carlos Mora Alvarez, Président exécutif du Conseil étatique chargé des migrants, 16 janvier 2015

2.3 2.3.1. Migration interne

SCHEMAS MIGRATOIRES

L'influence réciproque des migrations internes et des environnements urbains revêt diverses formes. Dans un certain nombre de pays du Sud, la migration circulaire – consistant pour les migrants à quitter les zones rurales pour s'installer en ville de manière temporaire – est un phénomène courant. A certains endroits, les mouvements de migrants sont principalement interurbains, alors qu'ailleurs, c'est la migration rurale-rurale qui continue de prédominer.



La migration interne façonne la croissance et la diversité des villes de diverses manières dans le monde. En Asie, par exemple, environ 47 % de la population habite aujourd'hui dans des zones urbaines. Cette proportion a presque doublé depuis 1970 et représente un profond changement dans la façon dont les gens vivent, travaillent et échangent (Gross, Ye et Legates, 2014). La manière dont la migration interne vers les villes est gérée sera déterminante pour le développement économique et politique de la région. En Inde, les migrants internes représentent quelque 30 % de la population totale, les estimations allant de 309 millions (selon le recensement de 2001) à 326 millions de personnes (selon l'enquête nationale par échantillonnage de 2007-2008) (Srivastava, 2012). La Chine compte plus de 220 millions de travailleurs migrants internes (un sixième de sa population) selon le recensement de 2010. Le processus de développement urbain est plus complexe qu'une simple redistribution de population et fait intervenir les nouvelles stratégies de mobilité adoptées par les différents groupes de migrants (Hugo, 2014).

Migration circulaire vers les zones urbaines

En Chine, des millions de personnes sont des migrants circulaires ou pendulaires, qui passent beaucoup de temps à gagner leur vie dans une grande ville, tandis que les membres de leur famille, en particulier leurs enfants, restent à la campagne ou dans une petite ville. Ces schémas de mobilité et la croissance urbaine qui en découle retiennent depuis peu l'attention des chercheurs et des spécialistes en urbanisme s'intéressant à l'Asie, qui estiment qu'environ 119 millions de personnes supplémentaires devraient venir peupler les zones périurbaines des pays asiatiques ces quinze prochaines années (Gross, Ye et Legates, 2014).

Migration urbaine-urbaine⁴

Au Mexique, les flux migratoires les plus importants sont internes et urbains-urbains, quelle que soit la taille des villes. Les mouvements de population urbains-urbains sont passés de 65 % entre 1995 et 2000 à 68 % entre 2005 et 2010 (INEGI, 2001 et 2011). Dans l'intervalle, les flux ruraux-urbains et l'émigration internationale reculent. Les régions ayant enregistré une augmentation nette de leur population se trouvent près de la frontière avec les États-Unis, où des villes telles que Tijuana, Chihuahua et Tamaulipas continuent d'attirer des travailleurs migrants peu qualifiés, surtout pour les secteurs de la transformation et des services. Des zones métropolitaines nouvelles ou récentes qui ont également connu un accroissement net de leur population dernièrement, comme Cancún, Puerto Vallarta et Los Cabos, se trouvent près de la côte et de l'industrie du tourisme en pleine expansion. L'attrait des villes réside aussi dans les avantages particuliers qu'elles offrent, tels que l'accès à l'éducation (Sobrino, 2010). À l'inverse, la zone métropolitaine de Mexico, autrefois la principale ville de destination des migrants internes, a enregistré le plus fort recul de population selon le recensement de 2010, en raison du coût élevé de la vie et d'autres facteurs. Veracruz et Acapulco ont aussi connu une baisse nette de leur population à cause du déclin de l'activité économique dans leur secteur respectif, le pétrole et le tourisme.

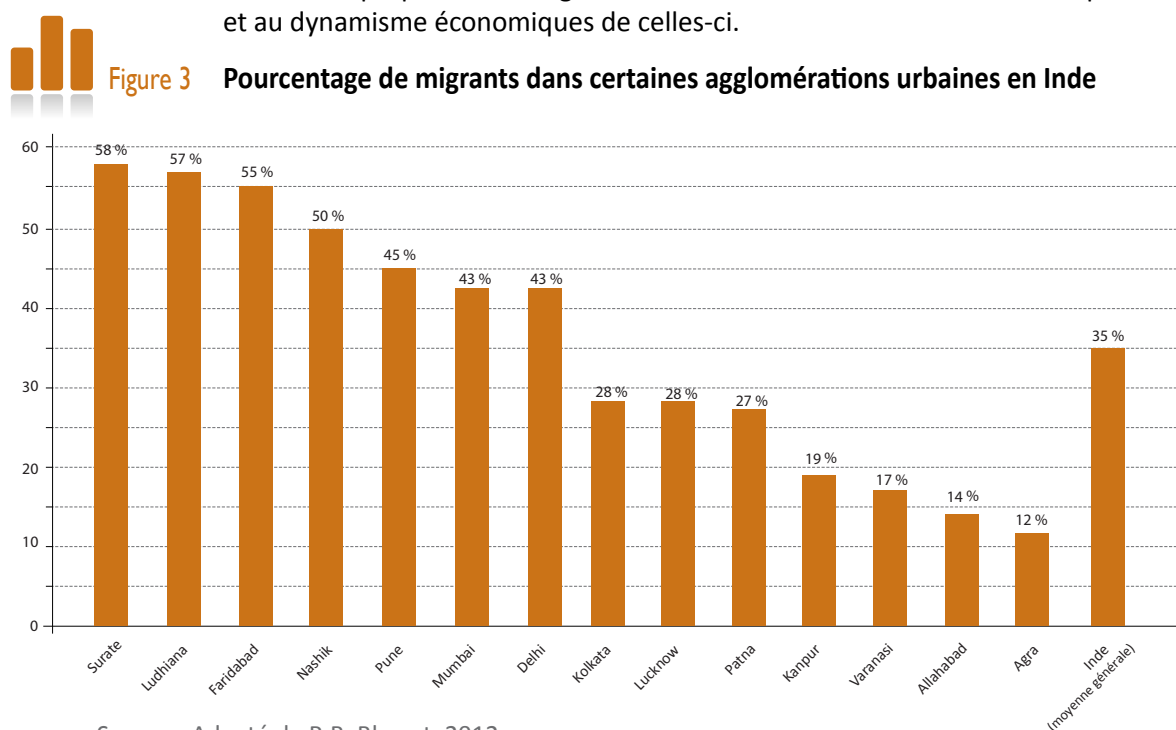
4 D'après « Background Notes on Migrants and Cities in Mexico », par Salvador Gutierrez, Bureau régional de l'OIM pour l'Amérique centrale et du Nord et les Caraïbes, San José (Costa Rica).



Migration rurale-rurale

L'Inde affiche des niveaux d'urbanisation faibles par rapport au reste du monde : 31 % de sa population habite dans des zones urbaines selon le recensement de 2011, contre 51 % à l'échelle mondiale à la même période (DAES, 2012). Néanmoins, son rythme d'urbanisation (1,1 %) est supérieur à la moyenne mondiale (0,9 %) : sa population urbaine devrait atteindre 410 millions d'habitants en 2014, puis doubler pour atteindre 814 millions de personnes d'ici à 2050.

L'Inde compte 25 des 100 villes dont la croissance est la plus rapide au monde, et Mumbai, Delhi et Calcutta figurent parmi les zones urbaines les plus peuplées de la planète. L'une des principales sources de cette croissance est la migration rurale-urbaine, motivée par la quête de débouchés économiques. La proportion de migrants internes dans ces villes en expansion très rapide est variable, allant de moins de 15 % à Allahabad et Agra, à 55 % et plus à Surat, Ludhiana et Faridabad. Environ 45 % de la population de Mumbai et de Delhi était constituée de migrants en 2001. La proportion de migrants dans ces villes est étroitement liée à la position et au dynamisme économiques de celles-ci.



Source: Adapté de R.B. Bhagat, 2012.

Si l'urbanisation progresse, la composante rurale n'en restera pas moins importante pendant de nombreuses décennies encore, et ce n'est que dans la seconde moitié du XXI^e siècle que l'Inde devrait parvenir à stabiliser sa population. Actuellement, sur les 1,21 milliard d'habitants que compte le pays, plus des deux tiers (69 %) vivent dans les zones rurales, selon le recensement national de 2011. La population rurale devrait normalement atteindre 857 millions d'habitants d'ici à 2050 (DAES, 2014).

En Inde, les mouvements ruraux-ruraux sur de petites distances et de courte durée constituent le schéma de mobilité dominant. La migration interne y est avant tout un phénomène intra-Etats (26 %, 268 millions), par opposition à la migration inter-Etats sur de longues distances (4 %, 41 millions), selon le recensement de 2001. A l'intérieur des Etats, les mouvements intradistricts représentaient environ 53 %

de l'ensemble des mouvements en 2007-2008, ce qui constituait la proportion la plus importante de la migration interne, même si, depuis, le phénomène a tendance à ralentir (Bhagat, 2014).

Si certains émigrent définitivement, la migration semi-permanente ou circulaire de longue durée est toutefois courante lorsque les personnes qui partent laissent leur famille, leurs terres et leurs biens dans leur région d'origine. C'est le cas notamment quand les emplois dans les régions de destination sont précaires, ou si le coût d'une réinstallation permanente est trop élevé. Il y a aussi des migrants saisonniers. L'une des principales lacunes des recensements et des enquêtes nationales par échantillonnage est qu'ils ne rendent pas bien compte de la migration saisonnière ou de la migration circulaire de courte durée (Srivastava, 2012).

Les migrants internes ont des niveaux d'instruction, de revenu et de compétence très divers, de même que des profils différents quant à leur caste, leur religion, la composition de leur famille, leur âge et d'autres caractéristiques. On ne dispose pas de données nationales permettant de dégager les tendances propres à ces caractéristiques. Des microenquêtes semblent toutefois indiquer que la plupart des migrants ont entre 16 et 40 ans, surtout parmi les migrants semi-permanents et les temporaires, dont la durée de séjour varie de 60 jours à un an. Les Indiens dont les revenus sont les plus bas sont surreprésentés dans les flux migratoires de courte durée. La plupart des travailleurs migrants sont employés dans quelques branches majeures, telles que la construction, le travail domestique, le textile, la fabrication de briques, le transport, les industries extractives et l'agriculture (Rameez et Varma, 2014). Globalement, le nombre de migrants internes en Inde, soit plus de 300 millions de personnes (Srivastava, 2012), est de loin supérieur au nombre d'émigrants indiens, estimé à 11,4 millions de personnes (UNESCO et UNICEF, 2012).

2.3.2. Migration internationale

Une grande partie de la croissance urbaine est concentrée dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, notamment en Asie et en Afrique. En Asie, les principaux centres urbains sont Singapour et Kuala Lumpur, où la population de migrants est composée de travailleurs expatriés, d'étudiants internationaux et de travailleurs migrants peu qualifiés. Des sociétés relativement homogènes, inaccoutumées à une telle diversité, doivent y faire face pour la première fois. Des villes africaines s'inscrivent de plus en plus dans un réseau complexe de flux entre pays du Sud. Elles peuvent être des lieux de destination, comme Lubumbashi en République démocratique du Congo, Fès au Maroc, Accra au Ghana ou Lagos au Nigéria. Dans le même temps, l'Afrique est une source de migrations vers d'autres économies émergentes, telles que Guangzhou en Chine.

La majeure partie de l'accroissement des populations citadines se produit dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, où pas moins de 66 millions de personnes migrent dans des zones urbaines chaque année (DAES, 2014). L'étalement urbain prend des formes très diverses, mais il est probable qu'il se produira à près de 90 % en Afrique et en Asie, la Chine et l'Inde devant concentrer plus d'un tiers de la croissance urbaine mondiale dans les 35 à 40 prochaines années. En revanche, l'accroissement de population urbaine le plus faible aura lieu en Europe (*ibid.*) Cette croissance est largement due à la migration interne,



comme on l'a vu plus haut, mais la migration internationale en provenance des pays du Nord et du Sud est un facteur non négligeable. Ainsi, le nombre d'habitants des villes mexicaines nés à l'étranger a doublé depuis 2000, pour atteindre 961 121 personnes en 2010. Les flux Nord-Sud sont majoritaires (77 % au départ des Etats-Unis). Ils ont tendance à être concentrés dans les grandes villes : près de 57 % des personnes nées à l'étranger ont moins de 14 ans, sont d'ascendance mexicaine, et vivent dans la communauté d'origine de leurs parents (INEGI, 2001 et 2011).

La suite de la présente section est consacrée à la dynamique de la migration internationale et à la croissance des villes asiatiques et africaines.

Centres dynamiques en Asie

On assiste à une augmentation de la migration internationale vers certains centres dynamiques d'Asie qui font office de « carrefours » pour les migrants internationaux. Jusqu'ici, la contribution de la migration internationale à l'accroissement actuel de la population en Asie est loin d'être aussi importante qu'elle l'a été en Amérique du Nord et en Europe. Cela tient aux politiques restrictives des pays asiatiques en matière d'installation permanente des migrants étrangers. La situation commence toutefois à évoluer, grâce au renforcement de la coopération économique et politique entre les pays de la région entrepris dans le cadre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), qui permet d'éliminer les obstacles à la circulation.

Le tableau 2 indique la proportion de la population née à l'étranger qui vit dans les grandes villes de la région Asie-Pacifique. Elle est la plus élevée à Singapour, où elle représente 34,7 % de la population active (Singapore Foreign Workers Dormitory Guide, s.d.) et 38 % de la population résidente (Singapore National Population and Talent Division, 2013). Ailleurs, les statistiques montrent que cette proportion est en augmentation : par exemple, le nombre de résidents étrangers à Séoul (République de Corée) a doublé ces dix dernières années, passant de 114 685 en 2004 à 263 678 en 2014 (Gouvernement métropolitain de Séoul, 2014). Le Japon compte plus de 2,1 millions de ressortissants étrangers dans les zones urbaines du pays (Ministère de la justice du Japon, 2011), tandis que des villes comme Kuala Lumpur et Bangkok abritent de nombreux étrangers.

En Chine, la taille de la population née à l'étranger est encore relativement insignifiante, mais elle augmente sous l'effet de la délocalisation des sociétés multinationales dans les villes, qui mutent leurs travailleurs multinationaux à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Entre 2000 et 2013, la population totale de migrants internationaux s'est accrue de plus de 50 % (Hugo, 2014) en raison de l'arrivée de cadres étrangers attirés par l'économie en expansion rapide du pays. Les expatriés chinois tendent également à revenir, car les villes se développent et offrent de meilleures perspectives de vie et de travail, ainsi que des possibilités d'investissement, de création d'entreprise et d'évolution de carrière au sein de sociétés multinationales. Les villes chinoises se font également concurrence pour attirer les talents chinois de l'étranger par diverses incitations (Zweig, 2006).



Tableau 2 Population née à l'étranger dans les grandes villes de certains pays de la région Asie-Pacifique (en %)



Ville	Population née à l'étranger (en %)	Pays	Population née à l'étranger (en %)
Beijing	0,5	Chine	0,05
Kuala Lumpur	9,0	Malaisie	8,40
Mumbai	1,4	Inde	0,50
Séoul	3,7	République de Corée	2,80
Singapour	38,0	Singapour	38,00
Sydney	39,0	Australie	28,00
Tokyo	3,0	Japon	1,60

Source: Voir la liste des sources à la fin des références.

Les migrants internationaux qui s'installent dans des villes asiatiques à revenu élevé, telles que Singapour, Kuala Lumpur, la RAS de Hong Kong ou Bangkok, se répartissent en trois grandes catégories :

- Les expatriés cadres et dirigeants, surtout en provenance de l'Inde et des Philippines, mais aussi de l'Europe, de l'Amérique du Nord, du Japon, de la République de Corée, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Du fait de la récente crise économique mondiale, de nombreux cadres européens originaires d'Espagne, de Grèce, d'Italie et d'Irlande cherchent du travail dans les économies asiatiques dynamiques. L'augmentation de l'investissement étranger direct dans certaines villes d'Asie, et la demande locale liée aux économies en développement et en restructuration rapides ont ouvert de nouvelles perspectives aux migrants internationaux.
- Les étudiants internationaux. Ils sont de plus en plus mobiles au sein de la région Asie, dont les universités sont de plus en plus renommées et compétitives à l'échelle mondiale. A Singapour, par exemple, 20 % des étudiants d'université sont des ressortissants étrangers. On observe également une importante migration d'étudiants vers la Malaisie, la Chine, le Japon et la République de Corée (ADB, OCDE et OIT, 2014).
- Les travailleurs migrants peu qualifiés. Ils forment la majeure partie des migrants intrarégionaux et proviennent d'autres économies asiatiques présentant un excédent de main-d'œuvre. Etant donné que les écarts entre pays asiatiques sur le plan de la démographie et du développement continuent de se creuser, la migration intrarégionale se poursuivra vers les villes en expansion rapide de la région (Hugo, 2014). Ces travailleurs migrants sont souvent employés sur les sites de construction de grandes villes comme Singapour, Kuala Lumpur et Bangkok. Dans plusieurs de ces villes, les travailleurs étrangers, dont un grand nombre sont dépourvus de documents, sont devenus une composante importante du secteur informel, souvent après être initialement entrés dans le pays en tant que travailleurs dans des activités désignées comme le bâtiment, la transformation ou le travail domestique. On constate un fort afflux de travailleuses domestiques, surtout dans les villes de la province chinoise de Taiwan, de la RAS de Hong Kong, de Singapour, du Brunei Darussalam et de

la Malaisie. Elles viennent pour la plupart d'Indonésie, des Philippines et de Sri Lanka, et on estime qu'elles sont plus de deux millions dans la région Asie (Huang, Yeoh et Rahman, 2005).

Ces flux migratoires portent la question de la diversité sur le devant de la scène, et amènent des villes comme Séoul, en République de Corée, et Tokyo, au Japon, à tenter d'y faire face (voir l'encadré 6). Ainsi, en réponse à l'afflux de migrants par mariage depuis vingt ans, la République de Corée a adopté une série de stratégies qui visent à tenir compte du « multiculturalisme » dans les politiques familiales, à élaborer des programmes d'intégration de groupes de migrants de plus en plus divers, et à diversifier les catégories de visas de façon à répondre à la demande, notamment de travailleurs migrants qualifiés. En l'absence de politique globale d'intégration des migrants, et du fait de la politique restrictive en matière de résidence permanente à l'échelle nationale, les villes de la République de Corée et du Japon ont du mal à élaborer des politiques locales d'inclusion qui permettent de réellement appréhender les réalités « multiculturelles » sur le terrain. La migration internationale et la diversité ne sont pas encore des sujets majeurs du débat public dans ces pays. Les responsables politiques et les maires ne se sont toujours pas vraiment posé la question de savoir comment ils pourraient transformer la diversité urbaine en un avantage social et économique.

Encadré 6



Migration et localités au Japon : le Comité des localités à forte concentration de population étrangère

La diversité pose un défi sans précédent à la société japonaise en raison de l'accroissement de la population de migrants depuis 20 ans, principalement des travailleurs peu qualifiés venus d'Amérique latine (d'ascendance japonaise pour la plupart) et d'Asie. Les politiques nationales restrictives en matière d'immigration n'acceptent pas officiellement les travailleurs migrants peu qualifiés et sont donc en décalage avec la société japonaise, qui a besoin de plus de travailleurs et d'une meilleure intégration. En outre, il est nécessaire de revoir en profondeur les politiques nationales pour éliminer les inégalités structurelles dont pâtissent les migrants. C'est ce qui avait conduit à la création du Comité des localités à forte concentration de population étrangère (« le Comité ») en 2001.

Le Comité promeut l'intégration des migrants sur la base d'un concept politique de « coexistence multiculturelle », ou *tabunka-kyōsei*. Sa première « déclaration d'Hamamatsu » appelait à « l'établissement d'une société en réelle symbiose, fondée sur l'application des droits et l'exécution des devoirs indispensables à une vie saine en milieu urbain, dans un climat permettant aux Japonais comme aux résidents étrangers d'approfondir leur compréhension et leur respect de la culture et des valeurs de l'autre ». Par ailleurs, le Comité a préconisé que le Gouvernement entreprenne une réforme de ses systèmes d'éducation, de sécurité sociale, d'enregistrement des étrangers et de travail à l'échelle nationale.

Actuellement, le Comité compte 26 municipalités membres qui accueillent sur leur territoire des entreprises de transformation florissantes, dont TOYOTA à Toyota, SUZUKI à Hamamatsu, et SUBARU à Ota. La proportion moyenne de ressortissants étrangers dans les villes membres s'élève à

3,3 %, contre 1,6 % pour la moyenne nationale⁵. C'est à Hamamatsu que l'on trouve le plus grand nombre d'étrangers (21 157 personnes), et à Aisho qu'il y en a le moins (697 personnes). En général, les Brésiliens sont les plus nombreux au sein de la population étrangère, suivis des Chinois et des Philippins.

Le sommet annuel du Comité réunit des maires, des représentants des villes membres, des fonctionnaires des ministères compétents (affaires étrangères, intérieur, santé, travail et affaires sociales, et éducation), ainsi que des universitaires et des organisations à but non lucratif. A chaque sommet, une résolution est adoptée sur des aspects précis de l'intégration des migrants.

Le Comité a élaboré un ensemble de mesures et de programmes pour relever des défis communs auxquels les villes font face, tels que la précarité de l'emploi et la méconnaissance de la langue parmi les migrants, les difficultés que pose l'enseignement aux enfants migrants et les malentendus culturels entre migrants et nationaux. Il s'agit notamment des mesures suivantes : amélioration de la sécurité de l'emploi public avec l'aide du Ministère de la santé, du travail et des affaires sociales ; cours communautaires de japonais à l'intention des résidents étrangers, assurés par des organisations à but non lucratif ; cours de langue spéciaux dans des écoles municipales à l'intention des enfants étrangers ; et renforcement des centres de consultation dans les bureaux municipaux. Ces efforts ont amené le Gouvernement à créer un service spécial au sein du Cabinet, chargé de promouvoir le traitement équitable des migrants dans le cadre du système municipal d'enregistrement des résidents, ainsi que la gestion des programmes visant à aider les étrangers qui ont pâti de la crise financière de 2008.

Contribution de Yasuyuki Kitawaki, maire de Hamamatsu (1999-2007)

Villes africaines et relations mondiales

On observe de multiples schémas de mobilité à destination et au départ des zones urbaines dans toute l'Afrique, surtout en Afrique de l'Ouest, où la concentration de villes en expansion est la plus forte, mais aussi en Afrique du Sud et en Afrique de l'Est (ONU-Habitat et PNUE, 2010). La migration intrarégionale prend de l'importance, puisque 63 % des mouvements ont lieu à l'intérieur de la région (73 % dans la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest). Ces mouvements sont déterminés par divers facteurs économiques, sociaux et politiques, et facilités par la mise en œuvre de protocoles permettant la libre circulation des personnes. Ils remettent en cause l'opinion qui sous-tend beaucoup d'ouvrages spécialisés sur la migration, selon laquelle l'Afrique est un continent d'émigration. Une étude récente (« African Perspectives on Human Mobility ») sur la migration et la mobilité dans cinq villes africaines (Lubumbashi [République démocratique du Congo], Fès [Maroc], Accra et Kumasi [Ghana] et Lagos [Nigéria]) fait apparaître que les villes africaines ne sont pas des espaces statiques entretenant des liens limités avec l'arrière-pays rural, ni de simples

5 Statistiques sur la population et le nombre de ménages, établies à partir du système général d'enregistrement des résidents au 1^{er} janvier 2014 et des informations échangées entre l'auteur et le Ministère de l'intérieur du Japon.

points de départ pour des migrants en route pour l'étranger ou ailleurs en vue de s'y établir définitivement. Elles sont elles-mêmes devenues des espaces particulièrement attrayants pour les migrants et les commerçants itinérants.

De plus en plus, les migrants et les villes d'Afrique subsaharienne entretiennent des relations réciproques avec de nombreuses villes du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord, d'Europe, de Chine et d'autres régions d'Asie, à la faveur de liens tissés et entretenus essentiellement par les migrants, leurs associations et les communautés de la diaspora. La croissance économique du Sud est l'un des moteurs de ces flux migratoires et, dès lors qu'elle est bien gérée, la migration Sud-Sud peut fortement contribuer au bien-être des migrants et de leurs communautés d'origine et d'accueil. Elle peut être un important outil de réduction de la pauvreté pour de nombreux pays du Sud. Les diasporas jouent un rôle stratégique dans l'établissement de ces liens (OIM, 2014).

Par exemple, à Guangzhou (Chine), et ailleurs des commerçants privés et des migrants africains contribuent dans une large mesure à l'évolution des économies et des sociétés africaines et à l'établissement de nouvelles relations avec les villes chinoises. Le commerce bilatéral a progressé rapidement depuis la fin des années 1980, lorsque la Chine a adopté la politique de la « porte ouverte », qui autorisait l'investissement étranger et encourageait le développement d'une économie de marché et d'un secteur privé. Ce commerce a survécu non seulement à une période d'essor des échanges internationaux, mais aussi à une crise des carburants et à une crise financière mondiale en 2008 (Lyons, Brown et Zhigang, 2012). Cette diversification des flux migratoires vers la Chine se présente comme une solution de rechange réaliste à l'heure où l'Europe et l'Amérique du Nord durcissent leurs restrictions à l'immigration à l'égard des Africains.

Les liens entre les villes peuvent être formels ou informels. Grâce à diverses activités, économiques ou non, et aux relations avec les diasporas, des villes africaines entretiennent des liens de plus en plus soutenus avec d'autres villes du monde, comme dans le cas de Lagos et Londres, de Bamako et Paris, d'Addis-Abeba et Beijing, ou encore de Nairobi et Delhi. Le jumelage des villes est un moyen plus formel grâce auquel des pays à revenu élevé et à faible revenu peuvent être associés. Ainsi, les accords de jumelage conclus entre des villes marocaines et des villes des Etats-Unis (dont Chicago, Oakland et Los Angeles) ont permis de développer des échanges dans les domaines de l'éducation, de l'art, de la musique, du sport et du commerce à l'échelle municipale et communautaire, et de resserrer les relations bilatérales et multilatérales au niveau national. La participation des migrants est implicite dans ce type d'accords, mais elle n'est pas mise en avant.

2.4

DIVERSITE AU SEIN DES VILLES

La diversité grandissante au sein des villes est une autre caractéristique des tendances contemporaines de la migration et de la croissance urbaine. Les grandes villes des pays industrialisés, en particulier, abritent des populations très diverses vivant côte à côte. Dans les pays en développement aussi, la mixité ethnique et raciale peut être considérable car les migrants viennent des pays voisins et de toute la région. Bien gérer cette diversité constitue donc un défi pour les pouvoirs publics.



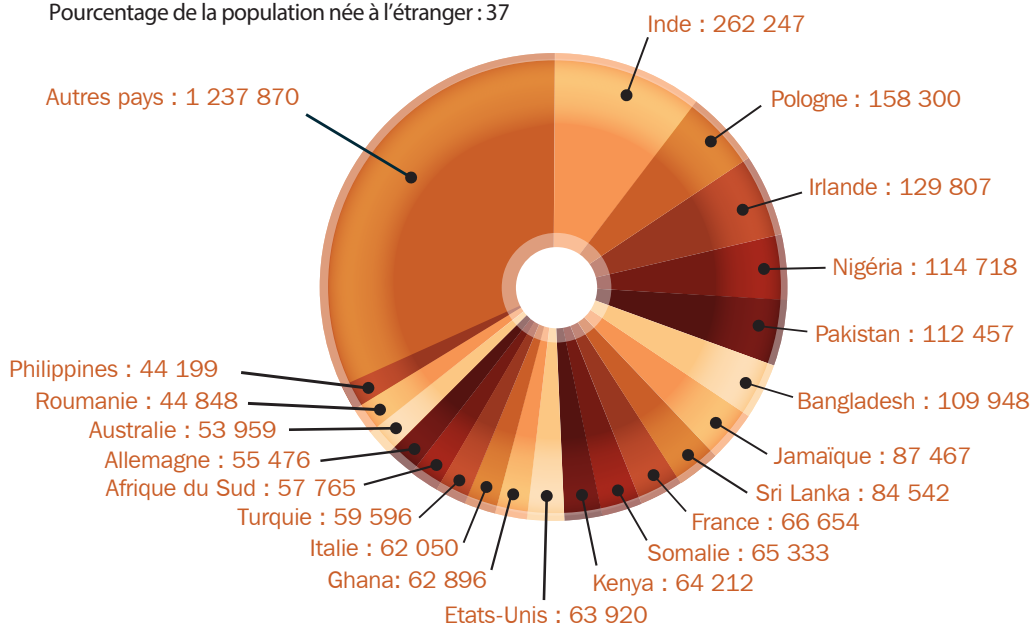
Pays développés

L'émergence de nouvelles formes de migration, de mobilité, et de nouveaux réseaux et médias sociaux par-delà les frontières nationales a conduit à une évolution rapide de la composition de la population et des interactions entre individus et groupes sociaux dans les villes. Aujourd'hui, de nombreuses villes sont caractérisées par la présence de groupes d'immigrants ou par des différenciations ethniques et raciales de longue date, qui s'accompagnent souvent d'inégalités et de ségrégation (Fincher *et al.*, 2014). Dans certaines villes des pays développés, la présence de groupes d'immigrants peu nombreux, peu organisés, juridiquement différenciés et non ressortissants est appelée « super-diversité » (Vertovec, 2007 et 2011 ; Stren, 2010), ce qui met en question la validité de la thèse selon laquelle il existerait une « société majoritaire », socioculturellement homogène, opposée aux « autres cultures » (Özbabacan, 2012). La figure 4 illustre le degré de diversité à Londres aujourd'hui.



Figure 4 Population née à l'étranger habitant à Londres (2011)

Population totale née à l'étranger : 2 998 264
Pourcentage de la population née à l'étranger : 37



Source: D'après « Population by country of birth », London Data Store, Autorité du Grand Londres.

Note: Voir : <http://data.london.gov.uk/dataset/population-country-birth/resource/d0f17333-0205-47b6-b90e-c3d0493e1f42> (consulté le 22 mai 2015).

Jusqu'ici, les études universitaires consacrées à la diversité urbaine se sont limitées à un petit nombre de pays, pour la plupart des économies développées et membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (Spoonley, 2014). La diversité urbaine prend des formes différentes là où l'Etat providence est absent, où il n'y a pas assez d'emplois formels ni de logements décents, et où la protection sociale est insuffisante, autant d'aspects qui touchent aussi bien les migrants que les résidents locaux.



Encadré 7



La diversité à Londres (Royaume-Uni)⁶

Dans Rye Lane, une rue commerçante de Peckham dans le sud de Londres, l'un des quartiers de la capitale où la diversité est la plus grande, mais aussi l'une des zones les plus démunies du Royaume-Uni, les propriétaires de magasins sont originaires de plus de vingt pays différents. La grande diversité des pays d'origine concentrée dans cette seule rue s'accompagne de compétences interculturelles remarquables. Près d'un tiers des propriétaires de Rye Lane sont capables de tenir une conversation dans quatre langues ou plus. La rue est un lieu d'accueil dans la ville, où les migrants arrivent et coexistent avec les résidents établis.

La diversité croissante pose des problèmes, tels que la ségrégation résidentielle, caractérisée par la concentration, dans certains quartiers d'une ville ou d'une zone métropolitaine, d'ethnies, de nationalités ou de personnes de même statut socioéconomique (Iceland, 2014).

Bien que la ségrégation spatiale soit moins forte dans les villes européennes qu'aux Etats-Unis, les groupes de population y sont toutefois répartis de manière inégale : certains quartiers comptent une majorité écrasante d'un groupe donné (généralement des ménages à faible revenu ou des minorités ethniques spécifiques), tandis que d'autres peuvent présenter une grande mixité sociale, socioéconomique, ethnique et culturelle (Tasan-Kok *et al.*, 2013).

Pour les migrants, s'installer dans un quartier abritant une forte concentration de membres du même groupe ethnique qu'eux peut être tentant car ils y trouvent un réseau de soutien. Néanmoins, la ségrégation résidentielle est problématique dès lors qu'elle devient permanente et entraîne des inégalités intergénérationnelles. A terme, la ségrégation peut limiter le choix du lieu de résidence ; réduire les possibilités économiques et éducatives en restreignant l'accès aux emplois et aux écoles de qualité ; et concentrer la pauvreté dans des quartiers défavorisés et contribuer à l'exclusion sociale et à la marginalisation (Collet et Petrovic, 2014).

La ségrégation peut être la conséquence d'une discrimination sur le marché du logement, de l'autoexclusion de certaines minorités ou de l'abandon du quartier par les membres de la majorité ethnique ou nationale, un phénomène appelé « fuite des Blancs » (*white flight*) aux Etats-Unis et en Europe. Il importe de noter que les schémas de ségrégation diffèrent selon les pays et qu'ils sont le reflet de l'exclusion sociale et économique dans certains contextes, et non une caractéristique propre à certaines minorités ethniques.

Beaucoup de villes s'efforcent de lutter contre la ségrégation résidentielle en mettant en œuvre des politiques qui s'attaquent directement au problème, ou des politiques d'intégration dont l'effet est plus indirect. Outre la législation antidiscrimination visant spécifiquement le marché du logement, les diverses politiques directes revêtent les formes suivantes : répartition des logements sociaux sur un vaste éventail de quartiers ; subventions au logement et bons de logement ; et introduction de contingents pour éviter que des minorités ethniques

6 Tiré de S. Hall, 2013, Super-diverse street: a 'trans-ethnography' across migrant localities. *Ethnic and Racial Studies*, 2015, vol. 38, n° 1, p. 22 à 37. DOI : 10.1080/01419870.2013.858175. Disponible à l'adresse : www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/01419870.2013.858175#preview

ne s'établissent dans des quartiers où elles sont déjà surreprésentées. Il semble toutefois que ces politiques ne réduisent pas la ségrégation car les membres du groupe majoritaire nés dans le pays cherchent toujours à éviter les quartiers à forte concentration ethnique. Pour leur part, les politiques indirectes s'attaquent aux causes profondes de la ségrégation, à savoir l'accès à la citoyenneté pleine et entière, l'intégration sur le marché du travail et les relations entre les différents groupes de population.

Les dirigeants municipaux ont tendance à ignorer les données qui montrent les effets positifs du regroupement ethnique sur les migrants et les autres minorités. Comme il a été souligné plus haut, les migrants peuvent avoir intérêt à habiter dans des enclaves ethniques. Il faudrait reconnaître que les stratégies des migrants en matière d'intégration et d'inclusion dans les villes ne sont pas le fruit du hasard, et qu'elles dépendent des besoins personnels ou du ménage, du contexte dans lesquels ces stratégies sont mises en œuvre, et des responsabilités qu'elles exigent (Kihato *et al.*, 2010).

Etant donné la solide structure socioéconomique de nombreuses enclaves ethniques dans les villes des pays développés, favorisée par les relations (commerciales) transnationales et les technologies de télécommunication et de transport, les migrants des classes moyennes pourraient être moins enclins à s'intégrer. Les responsables politiques doivent reconsidérer les structures d'incitation à l'intégration dans les sociétés très diversifiées qui comptent d'importantes enclaves de migrants (Duncan, 2010).

Pays en développement

La pluralité ethnique est la norme dans de nombreuses villes des pays moins avancés. Du fait de liens culturels et linguistiques transnationaux et de contrôles de l'immigration laxistes, la plupart des migrants s'installent dans les pays voisins. Les émigrants de 45 des 63 pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (environ 70 %) se rendent d'abord dans un pays frontalier où la situation économique est similaire à celle de leur pays d'origine (OCDE, 2011). S'ils retrouvent une culture qui leur est familière, il n'en reste pas moins que la diversité des populations qui arrivent dans les villes aboutit à une certaine mixité ethnique. La forte densité de population dans les zones d'accueil des migrants et les flux migratoires mixtes, caractérisés par une concentration particulièrement élevée de personnes déplacées et de migrants bloqués en transit, ajoutent encore à la complexité des sociétés urbaines.

Dans les villes des pays moins avancés, autochtones et migrants adoptent diverses stratégies pour subvenir à leurs besoins essentiels, par exemple en participant simultanément à l'économie formelle et informelle, en maintenant les membres du ménage dans diverses localités, les uns vivant en milieu urbain cependant que les autres restent à la campagne, et en diversifiant les sources d'aide (Simone, 2008). En raison des voies empruntées par de nombreux migrants pour entrer dans les pays ou les villes, et eu égard aux secteurs dans lesquels ils travaillent et aux faibles capacités administratives dont disposent les pays de destination pour les enregistrer convenablement, les migrants sont représentés de manière disproportionnée dans le secteur informel (Hoang, Truong et Dinh, 2013).

Ce contexte rend les migrants vulnérables. Ils se heurtent à divers obstacles pour accéder aux ressources, même si la migration urbaine est une stratégie visant à améliorer les moyens de subsistance et à réduire la vulnérabilité grâce à une

meilleure offre de services, à un accès plus facile aux infrastructures, et à des possibilités de revenus plus nombreuses. Pis encore, les villes, notamment les implantations sauvages des centres urbains ou des zones périurbaines, accueillent souvent d'importantes populations de migrants involontaires ou humanitaires ayant fui des conflits, des crises, le changement climatique et d'autres bouleversements. La gestion des déplacements dus à une catastrophe devient une priorité majeure pour les collectivités locales (voir l'encadré 8).

Sur le plan de la gouvernance des migrations, il est essentiel d'atténuer les risques liés à la migration dans les zones urbaines, notamment en s'attaquant aux facteurs de la migration forcée et en garantissant l'accès aux ressources susceptibles d'améliorer la résilience. A cet égard, il convient de reconnaître le rôle que les migrants jouent dans le renforcement de la résilience des communautés d'origine et d'accueil, grâce aux fonds rapatriés et à d'autres ressources, ainsi que la nécessité d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques de gestion de la mobilité qui ne créent pas de nouvelles vulnérabilités.

De façon générale, l'inclusion des migrants ne figure pas parmi les priorités des dirigeants nationaux et municipaux des pays moins avancés. L'hostilité de nombreuses collectivités locales à l'égard des migrants, des citoyens pauvres et du secteur informel, conjuguée à la stigmatisation des migrants surtout pendant les périodes de difficultés économiques, réduit ceux-ci à une pauvreté extrême. L'absence de mesures d'inclusion est souvent aggravée par des pratiques discriminatoires, tant officielles qu'ancrées dans les usages. Dans beaucoup de villes pauvres, les autorités locales prennent régulièrement des mesures répressives contre les ventes ambulantes et le logement informel. Les migrants trouvent néanmoins une protection et des possibilités de revenus dans les implantations sauvages, malgré l'absence de services de base dans des domaines tels que l'assainissement, la santé et l'éducation.

Encadré 8



Les migrants à Accra (Ghana)⁷

A Accra, les « quartiers de migrants » que sont Nima et Old Fadama abritent de nombreuses personnes nées dans la ville et n'ayant jamais vécu ailleurs, mais qui pourtant sont considérées comme des migrants parce que leurs parents ou grands-parents étaient venus du nord dans les années 1980 et 1990.

- Nima est un quartier pauvre qui s'est formé dans les années 1940 et qui brasse toutes sortes de groupes ethniques et de nationalités, originaires pour la plupart du nord du Ghana et des pays sahéliens d'Afrique de l'Ouest que sont le Mali, le Niger et le Burkina Faso.
- Old Fadama est une communauté de migrants démunis plus récente, qui s'est constituée au milieu des années 1990 et qui abrite, malgré des conditions de vie notoirement dures et misérables, de nombreuses personnes pauvres, en particulier des porteuses (les *kayayei*), qui gagnent leur vie sur les marchés.

7 Tiré de M. Awumbila, G. Owusu et J.K. Teye, (2014), Can Rural-Urban Migration into Slums Reduce Poverty? Evidence from Ghana. Migrating out of Poverty, Document de travail n° 13. Voir : <http://migratingoutofpoverty.dfid.gov.uk/files/file.php?name=wp-13---awumbila-owusu-teye-2014-can-rural-urban-migration-into-slums-reduce-poverty-final.pdf&site=354>

Divers facteurs poussent les migrants à se concentrer dans certaines zones de la ville : les réseaux sociaux, l'exclusion des marchés du logement et du travail dans les quartiers autochtones, la xénophobie, la protection qu'offre le fait d'être en nombre, et la volonté de réclamer des terres à cultiver.

2.5 OBSERVATIONS FINALES

Le développement urbain se manifeste sous des formes de plus en plus variées à travers le monde, avec, d'un côté, des villes mondiales, locomotives de l'économie internationale et, de l'autre, des implantations sauvages négligées dont les habitants peinent à subvenir à leurs besoins les plus essentiels. Cette urbanisation est façonnée par des mouvements migratoires croissants, également divers et complexes, à l'intérieur des pays et entre eux, entre zones rurales et urbaines et entre le Nord et le Sud, dans toutes les directions, dont le caractère permanent est variable. Tous ces exemples ont ceci en commun que cette croissance urbaine est essentiellement organique, et que les villes du monde entier ont du mal à mettre en place des services et des infrastructures propres à répondre aux besoins de populations en expansion rapide.



Voix de migrants



Exploiter les possibilités des villes africaines : une jeune cadre mobile à Bujumbura

Maya est une Sud-Africaine de 27 ans qui vit actuellement à Bujumbura, au Burundi. C'est récemment qu'elle a décidé de s'y installer, pour travailler comme assistante technique dans le domaine de la modélisation et de la politique monétaire pour le compte de la Banque de la République du Burundi, la banque centrale du pays. Maya a trouvé ce poste toute seule, sans l'aide d'une agence de l'emploi publique ou privée. Elle aime son travail, qui lui permet d'avoir un bon niveau de vie à Bujumbura. Elle admet que sa situation financière s'est améliorée depuis son arrivée au Burundi.

Ayant vécu dans plusieurs grandes villes par le passé, elle qualifie la capitale burundaise de petite, tumultueuse et agréable. Elle y trouve une population mélangée, composée à la fois d'étrangers et de Burundais originaires d'autres régions du pays. Comme elle parle couramment le français et l'anglais et qu'elle apprend actuellement le kirundi, elle parvient à communiquer avec la plupart des habitants de la capitale, où le kirundi, le swahili, le français et l'anglais sont les langues prédominantes.

Maya a décidé d'emménager dans un logement en collocation, pour lequel elle a un contrat de bail en bonne et due forme. Le logement est fonctionnel. Il est équipé de l'eau courante, de toilettes et de l'électricité, et se situe dans un quartier que Maya considère comme sûr. Elle n'a bénéficié d'aucune aide publique ou privée en matière de logement. Elle se sent bien dans son logement et à Bujumbura. Elle dit même qu'elle se sent chez elle dans la ville. S'agissant des services de santé, elle possède une assurance-maladie et peut facilement aller à l'hôpital ou chez le médecin en cas de besoin.

Pour le moment, Maya ne fait partie d'aucune association et n'a pas le droit de participer aux élections municipales. Comme elle est arrivée depuis peu à Bujumbura, elle connaît mal la municipalité. Si elle trouve son quartier sûr, elle n'a pas le sentiment que la police soit particulièrement digne de confiance. En outre, elle doit encore apprendre ce qu'il faut faire en cas de catastrophe naturelle car Bujumbura est exposée aux inondations. Si ce type de situation se produit, elle ignore quelles mesures de sécurité elle doit suivre.

Maya envisage de rester au Burundi pendant deux ans encore, tout en maintenant des contacts avec sa communauté d'origine. Après son expérience burundaise, elle aimerait travailler dans d'autres pays d'Afrique dans le domaine de l'économie du développement.



REFERENCES

- Anirudh, K., M.S. Sriram et P. Prakash
2014 « Slum types and adaptation strategies: identifying policy-relevant differences in Bangalore », *Environment and Urbanization*, vol. 26, n° 2, p. 568 à 585.
- Australian Bureau of Statistics (ABS)
2014 Australian Social Trends: Where Do Migrants Live? ABS Census of Population and Housing 2011. Disponible à l'adresse : www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/Lookup/4102.0main+features102014
2015 Media Release: Overseas born Aussies hit a 120 year peak. Janvier 2015. Disponible à l'adresse : www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/latestProducts/3412.0Media%20Release12013-14
- Awumbila, M.
2014 Linkages between Urbanization, Rural-Urban Migration and Poverty Outcomes in Africa. Document d'information rédigé pour le Rapport *Etat de la migration dans le monde 2015 – Les migrants et les villes. De nouveaux partenariats pour gérer la mobilité*, Organisation internationale pour les migrations, Genève.
- Awumbila, M., G. Owusu, et J.K. Teye
2014 Can Rural-Urban Migration into Slums Reduce Poverty? Evidence from Ghana. Document de travail n° 13. Migrating out of Poverty Consortium, Université du Sussex, Brighton. Disponible à l'adresse : <http://r4d.dfid.gov.uk/Output/196216/>
- Bakewell, O. et G. Jónsson
2011 *Migration, Mobility and the African City: Synthesis report on the African Perspectives on Human Mobility research programme*. International Migration Institute, Université d'Oxford, Oxford. Disponible à l'adresse : www.imi.ox.ac.uk/publications/migration-mobility-and-the-african-city
- Bayona, J. et F. Gil-Alonso
2011 Foreign migration, urban growth and suburbanization dynamics in large Spanish metropolitan areas. Document présenté à la Conférence du Réseau européen de recherche sur le logement. 5–8 juillet 2011. Université de Toulouse II-Le Mirail, Toulouse. Disponible à l'adresse : www.enhr2011.com/sites/default/files/Paper-BAYONA_GIL-WS04.pdf
- Bhagat, R.B.
2012 Migrants (Denied) Right to the City. National Workshop on Internal Migration and Human Development, 6-7 December 2011. Workshop Compendium, Vol. II, Workshop Papers. UNESCO et UNICEF, New Delhi, p. 86 à 99. Disponible à l'adresse : www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/FIELD/New_Delhi/pdf/Internal_Migration_Workshop_-_Vol_2_07.pdf
2014 Urban Migration Trends, Challenges and Opportunities in India. Document d'information rédigé pour le Rapport *Etat de la migration dans le monde 2015 – Les migrants et les villes : de nouveaux partenariats pour gérer la mobilité*, Organisation internationale pour les migrations, Genève.

- Brown, D.
2012 Migration and rural population change: Comparative views in more developed nations, in : *International Handbook of Rural Demography* (L.J. Kulcsar et K.J. Curtis, dir. publ.). Springer, Dordrecht, p. 35 à 49.
- Çağlar, A.
2014 Urban Migration Trends, Challenges and Opportunities. Document d'information élaboré pour le Rapport *Etat de la migration dans le monde 2015 – Les migrants et les villes : de nouveaux partenariats pour gérer la mobilité*. Organisation internationale pour les migrations, Genève.
- Casillas Ramírez, R.
2007 *Una vida discreta, fugaz y anónima: los centroamericanos transmigrantes en México*. CNDH (Commission nationale des droits de l'homme) et OIM (Organisation internationale pour les migrations), Mexico.
- Chaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture en inclusion sociale et spatiale des migrants internationaux (UNESCO SSIIM)
s.d. « PRIN Small size cities. Small-size cities and social cohesion: policies and practices for the social and spatial inclusion of international migrants », description du projet de recherche. Disponible à l'adresse : www.unescochair-juav.it/en/research/prin-small-size-cities/
- Cités et gouvernements locaux unis (CGLU)
2013 *Basic Services for All in an Urbanizing World: the Third Global Report on Local Democracy and Decentralization*. Routledge, Londres.
- Collett, E. et M. Petrovic
2014 *The Future of Immigrant Integration in Europe: Mainstreaming Approaches for Inclusion*. Migration Policy Institute Europe, Bruxelles. Disponible à l'adresse : www.migrationpolicy.org/research/future-immigrant-integration-europe-mainstreaming-approaches-inclusion
- Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES)
2012 *World Urbanization Prospects: 2011 Revision*. Nations Unies, New York. Disponible à l'adresse : www.un.org/en/development/desa/population/publications/pdf/urbanization/WUP2011_Report.pdf
- 2014 *World Urbanization Prospects, The 2014 Revision – Highlights*. Nations Unies, New York. Disponible à l'adresse : <http://esa.un.org/unpd/wup/Highlights/WUP2014-Highlights.pdf>
- Duncan, H.
2010 Quelques défis modernes à l'inclusion sociale dans les villes très diversifiées culturellement ? In : *Comment mettre en valeur l'inclusion sociale et spatiale pour les migrants internationaux dans nos villes : les points de vue de divers acteurs*. UNESCO, Paris, p. 136 à 143. Disponible à l'adresse : <http://zunia.org/post/how-to-enhance-inclusiveness-for-international-migrants-in-our-cities-various-stakeholders%E2%80%99-vie>



- Esipova, N., A. Pugliese et J. Ray
2013 The demographics of global internal migration. *Migration Policy and Practice*, vol. 3, n° 2, p. 3 à 5. Organisation internationale pour les migrations, Genève. Available from http://publications.iom.int/bookstore/free/MigrationPolicyPracticeJournal10_15May2013.pdf
- Fahmi, F. *et al.*
2014 Extended Urbanization in Small and Medium-Sized Cities: The Case of Cirebon, Indonesia. *Habitat International*, vol. 42, p. 1 à 10.
- Fédération canadienne des municipalités (FCM)
2009 *L'immigration et la diversité dans les villes et les collectivités canadiennes*. FCM, Ottawa. Disponible à l'adresse : www.fcm.ca/Documents/backgrounders/Immigration_and_Diversity_in_Canadian_Cities_and_Communities_FR.pdf
- Fincher, R. *et al.*
2014 Planning in the multicultural city: Celebrating diversity or reinforcing difference? *Progress in Planning*, vol. 92, p. 1 à 55.
- Florida, R.
2014 Two Very Different Types of Migrations Are Driving Growth in U.S. Cities. *Citylab*. 21 avril 2014. Disponible à l'adresse : www.citylab.com/politics/2014/04/2-very-different-migrations-driving-growth-us-cities/8873/
- Glick Schiller, N. et A. Çağlar
2011 Downscaled cities and migrant pathways: locality and agency without an ethnic lens. In : *Locating Migration: Rescaling Cities and Migrants* (N. Glick Schiller et A. Çağlar, dir. publ.). Cornell University Press, Ithaca et Londres, p. 190 à 211.
- Gouvernement métropolitain de Séoul
2014 Données tirées de la base de données du Gouvernement métropolitain de Séoul. Disponible à l'adresse : <http://stat.seoul.go.kr/>
- Gross, J., L. Ye, et R. Legates
2014 Asia and the Pacific Rim: The New Peri-Urbanization and Urban Theory. *Journal of Urban Affairs*, vol. 36, n° S1, p. 309 à 314.
- Hoang, X.T., T.A. Truong et T.T.P. Dinh
2013 Urban poverty in Vietnam – a view from complementary assessments. Human Settlements Working Paper, Poverty Reduction in Urban Areas - 40. IIED (Institut international pour l'environnement et le développement), Londres. Disponible à l'adresse : <http://pubs.iied.org/pdfs/10633IIED.pdf>
- Huang, S., B. Yeoh et N. Rahman (dir. publ.)
2005 *Asian Women as Transnational Domestic Workers*, Marshall Cavendish, Singapour.



- Hugo, G.
2014 Urban Migration Trends, Challenges, Responses and Policy in the Asia-Pacific. Document d'information rédigé pour le Rapport *Etat de la migration dans le monde 2015 – Les migrants et les villes : de nouveaux partenariats pour gérer la mobilité*, Organisation internationale pour les migrations, Genève.
- Iceland, J.
2014 Residential Segregation: A Transatlantic Analysis. Migration Policy Institute, Washington. Disponible à l'adresse : www.migrationpolicy.org/research/residential-segregation-transatlantic-analysis
- Institut de la Banque asiatique de développement (ADB), Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Organisation internationale du Travail (OIT)
2014 *Labour Migration, Skills and Student Mobility in Asia*. ADBI, Tokyo.
- Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática (INEGI) (Mexique)
2001 XII Censo General de Población y Vivienda 2000. INEGI, Aguascalientes. Disponible à l'adresse : www.inegi.org.mx/sistemas/olap/proyectos/bd/consulta.asp?c=10252&p=14048&s=est#
2011 XII Censo General de Población y Vivienda 2010. INEGI, Aguascalientes. Disponible à l'adresse : www.inegi.org.mx/est/contenidos/proyectos/ccpv/cpv2010/Default.aspx
- Japon, Ministère de la justice
2011 Bureau de l'immigration. Disponible à l'adresse : www.moj.go.jp/ENGLISH/IB/ib-01.html
- Kasimis, C.
2010 Demographic trends in rural Europe and international migration to rural areas. *Agriregionieuropa*, vol. 21, p. 1 à 6. Disponible à l'adresse : <http://agrireregionieuropa.univpm.it/content/article/31/21/demographic-trends-rural-europe-and-international-migration-rural-areas>
- Kihato, C.W. et al.
2010 Introduction: Exploring the contours of inclusion and exclusion in twenty-first-century cities. In : *Urban Diversity - Space, Culture, and Inclusive Pluralism in Cities Worldwide* (C. W. Kihato, et al., dir. publ.). Woodrow Wilson Center Press, Washington, p. 1 à 17.
- Lyons, M., A. Brown et L. Zhigang
2012 In the Dragon's Den: African Traders in Guangzhou. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 38, n° 5, p. 869 à 888.
- Marconi, G.
2008 Transit cities in transit countries: steering the consequences of US and EU closed doors. International Workshop – Narratives of Migration Management and Cooperation with Countries of Origin and Transit. Université du Sussex, Brighton. Disponible à l'adresse : www.sps.ed.ac.uk/__data/assets/word_doc/0014/20183/Giobanna.doc



- Münz, R.
2014 The global race for talent: Europe's migration challenge. Bruegel Policy Brief n° 2. Bruegel, Bruxelles. Disponible à l'adresse : www.bruegel.org/publications/publication-detail/publication/819-the-global-race-for-talent-europes-migration-challenge/
- Murillo, F.
2014 Migration and urbanization paths: Emerging challenges of reshaping the human geography of Latin America. Document d'information rédigé pour le Rapport *Etat de la migration dans le monde 2015 – Les migrants et les villes : de nouveaux partenariats pour gérer la mobilité*, Organisation internationale pour les migrations, Genève.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
2011 *Tackling the Policy Challenges of Migration: Regulation, Integration, Development*. Etudes du Centre de développement, OCDE, Paris. Disponible à l'adresse : www.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/tackling-the-policy-challenges-of-migration_9789264126398-en
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)
2012 Internal Migration in India Initiative: For a Better Inclusion of Internal Migrants in India – Policy Brief. UNESCO et UNICEF, New Delhi. Disponible à l'adresse : www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/FIELD/New_Delhi/pdf/Policy_briefs_full_low_01.pdf
- Organisation internationale pour les migrations (OIM)
2014 Dialogue international sur la migration, Migration Sud-Sud: Nouer des partenariats stratégiques pour le développement, Organization internationale pour les migrations, Genève. Disponible à l'adresse : http://publications.iom.int/bookstore/index.php?main_page=product_info&cPath=55&products_id=1395
- Ostanel, E.
2011 Citizenship in the making: Mozambicans in Johannesburg. Document présenté à la conférence internationale du Research Committee 21 : The struggle to belong: Dealing with diversity in 21st century urban settings. Amsterdam, 7-9 juillet 2011. Association internationale de sociologie, Madrid. Disponible à l'adresse : www.rc21.org/conferences/amsterdam2011/edocs/Session%209/9-1-Ostanel.pdf
- Özbabacan, A.
2012 European cities: From integration to diversity policies. *Migration Policy Practice*, vol. II, n° 4, p. 11 à 14. Organisation internationale pour les migrations, Genève. Disponible à l'adresse : http://publications.iom.int/bookstore/free/MigrationPolicyPracticeJournal_11Sept2012.pdf
- Price, M.
2014 Cities Welcoming Immigrants: Local Strategies to Attract and Retain Immigrants in U.S. Metropolitan Areas. Document d'information rédigé pour le Rapport *Etat de la migration dans le monde 2015 – Les migrants et les villes : de nouveaux partenariats pour gérer la mobilité*, Organisation internationale pour les migrations, Genève.

- Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)
- 2010 *The State of African Cities, Governance, Inequality and Urban Land Markets*. Nairobi. Disponible à l'adresse : <http://mirror.unhabitat.org/pmss/getElectronicVersion.aspx?nr=3034&alt=1>
- 2012 *State of Arab Cities – Challenges of Urban Transition*. ONU-Habitat, Nairobi.
Disponible à l'adresse : <http://unhabitat.org/books/the-state-of-arab-cities-2012-challenges-of-urban-transition/>
- 2013a *Streets as Public Spaces and Drivers of Urban Prosperity*. ONU-Habitat, Nairobi.
Disponible à l'adresse : <http://unhabitat.org/books/streets-as-public-spaces-and-drivers-of-urban-prosperity/>
- 2013b *State of the World's Cities 2012/2013 - Prosperity of Cities*. Routledge, New York. Disponible à l'adresse : <http://unhabitat.org/books/prosperity-of-cities-state-of-the-worlds-cities-20122013/>
- 2013c *Urban Planning for City Leaders*. ONU-Habitat, Nairobi. Disponible à l'adresse : <http://unhabitat.org/books/urban-planning-for-city-leaders/>
- 2014 *State of African Cities – Re-imagining Sustainable Urban Transitions*. ONU-Habitat, Nairobi. Disponible à l'adresse : <http://unhabitat.org/books/state-of-african-cities-2014-re-imagining-sustainable-urban-transitions/>

Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

- 2010 *State of African Cities – Governance, Inequality and Urban Land Markets*. ONU-Habitat, Nairobi. Disponible à l'adresse : <http://unhabitat.org/books/state-of-african-cities-2010-governance-inequalities-and-urban-land-markets-2/>

Rameez, A. et D. Varma

- 2014 Internal Labor Migration in India Raises Integration Challenges for Migrants. *Migration Information Source*, 2 mars, 2014. Migration Policy Institute, Washington. Disponible à l'adresse : www.migrationpolicy.org/article/internal-labor-migration-india-raises-integration-challenges-migrants

Réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme (REMDH)

- 2014 *Analysis of the Mobility Partnership signed between the Kingdom of Morocco, the European Union and nine Member States on 7 June 2013*. REMDH, Copenhague. Disponible à l'adresse : http://euromedrights.org/wp-content/uploads/2015/03/PM-Morocco_Final-Version-EN.pdf

Rienzo, C. et C. Vargas-Silva

- 2014 *Migrants in the UK: An Overview*. Migration Observatory, Université d'Oxford, Oxford. Disponible à l'adresse : www.migrationobservatory.ox.ac.uk/briefings/migrants-uk-overview

Rigg, J., T.A. Nguyen et T.T.H. Luong

- 2014 The Texture of Livelihoods: Migration and Making a Living in Hanoi, *The Journal of Development Studies*, vol. 50, n° 3, p. 368 à 382.



- Sassen, S.
1991 *Global Cities: New York, London, Tokyo*. Princeton University Press, Princeton.
- Serageldin, M. *et al.*
2014 Urban Migration Trends in the MENA Region and the Challenge of Conflict Induced Displacement. Document d'information rédigé pour le Rapport *Etat de la migration dans le monde 2015 – Les migrants et les villes : de nouveaux partenariats pour gérer la mobilité*, Organisation internationale pour les migrations, Genève.
- Simone, A.
2008 Moving Towards Uncertainty: Migration and the Turbulence of African Urban Life. In : *Immigration and Integration in Urban Communities: Renegotiating the City* (L. M. Hanley, B. A. Ruble et A. Garland, dir. publ.). Woodrow Wilson Center Press with Johns Hopkins University Press, Washington, p. 123 à 139.
- Singapour, Bureau du Premier ministre
2013 *Population in Brief 2013*. National Population and Talent Division. Disponible à l'adresse : www.nptd.gov.sg/portals/0/news/population-in-brief-2013.pdf
- Singapour, Foreign Workers Dormitory Guide
s.d. Foreign Workers Dormitories: Governmental policy about foreign workers' accommodation in Singapore. *Singapore Foreign Workers Dormitory Guide* (pas de date). Disponible à l'adresse : <http://foreignworkerdormitory.com/statistics>
- Singer, A.
2013 Contemporary Immigrant Gateways in Historical Perspective. *Daedalus*, vol. 142, n° 3, p. 76 à 91.
- Skeldon, R.
2013 Global Migration: Demographic Aspects and Its Relevance for Development. Etude technique du DAES n° 2013/6. Disponible à l'adresse : www.un.org/esa/population/migration/documents/EGM_Skeldon_17.12.2013.pdf
- Sobrino, J.
2010 Migración urbana. *La situación demográfica en México*. Consejo Nacional de Población, Mexico, D.F., p. 155 à 170.
- Spoonley, P.
2014 Superdiversity, social cohesion, and economic benefits. *IZA World of Labour article*, mai 2014. IZA (Institute for the Study of Labor), Bonn. Disponible à l'adresse : <http://wol.iza.org/articles/superdiversity-social-cohesion-and-economic-benefits.pdf>
- Srivastava, R.
2012 Internal Migration in India: An Overview of its features, trends and policy challenges. *National Workshop on Internal Migration and Human Development in India, 6-7 December 2011*. Workshop Compendium. Vol. II, Workshop Papers. UNICEF et UNESCO, New Delhi, p. 1 à 47. Disponible à l'adresse : www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/FIELD/New_Delhi/pdf/Internal_Migration_Workshop_-_Vol_2_07.pdf

Statistique Canada

2011 *Enquête nationale auprès des ménages 2011*. Disponible à l'adresse : www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/index-fra.cfm

Stren, R.

2010 Diversity and Urban Governance. In : *Urban Diversity - Space, Culture, and Inclusive Pluralism in Cities Worldwide* (C. W. Kihato, et al., dir. publ.). Woodrow Wilson Center Press, Washington, p. 257 à 282.

Striffler, S.

2007 Neither Here Nor There: Mexican Immigrant Workers and the Search for Home. *American Ethnologist*, vol. 34, n° 4, p. 674 à 688.

Tacoli, C., G. McGranahan et D. Satterthwaite

2014 Urbanization, Rural-urban Migration and Urban Poverty. Document d'information élaboré pour le Rapport *Etat de la migration dans le monde 2015 - Les migrants et les villes : de nouveaux partenariats pour gérer la mobilité*, Organisation internationale pour les migrations, Genève.

Tasan-Kok, T. et al.

2013 *Towards Hyper-Diversified European Cities: A Critical Literature Review*. Université d'Utrecht, Faculté de géosciences, Utrecht. Disponible à l'adresse : <http://dspace.library.uu.nl/handle/1874/308523>

The Canadian Press

2013 Canada's foreign-born population soars to 6.8 million. *The Canadian Press*, 8 mai 2013. Disponible à l'adresse : www.cbc.ca/news/canada/canada-s-foreign-born-population-soars-to-6-8-million-1.1308179

The Demographia

2015 *Demographia World Urban Areas*. 11th Annual Edition. Demographia, Belleville, Illinois. Disponible à l'adresse : www.demographia.com/db-worldua.pdf

The Economist

2014 Special Report on China: Building the Dream. *The Economist*, 19 avril.

Tobocman, S.

2014 *Revitalizing Detroit: Is There a Role for Immigration?* Migration Policy Institute, Washington. Disponible à l'adresse : www.migrationpolicy.org/research/revitalizing-detroit-is-there-a-role-for-immigration

US Census Bureau

2013 *County Totals: Vintage 2013*. Percentage Change in Population for Counties and Puerto Rico Municipios: July 1, 2012 to July 1, 2013. Disponible à l'adresse : www.census.gov/popest/data/counties/totals/2013/index.html

Vertovec, S.

2007 Super-diversity and its implications. *Ethnic and Racial Studies*, vol. 30, n° 6, p. 1024 à 1054.

2011 Migration and New Diversities in the Global Cities: Comparatively Conceiving, Observing and Visualizing Diversification in Urban Public Spaces. MMG Working Paper, n° WP 11-08. Max-Planck-Institute, Göttingen. Disponible à l'adresse : www.mmg.mpg.de/publications/working-papers/2011/wp-11-08/

- Walton-Roberts, M.
2011 Immigration, the university, the welcoming second-tier city. *Journal of International Migration and Integration*, vol. 12, n° 4, p. 453 à 473.
- Zhu, Y.
2014 *In situ* urbanization in China : Processes, Contributing Factors, and Policy Implications. Document d'information rédigé pour le Rapport *Etat de la migration dans le monde 2015 – Les migrants et les villes : de nouveaux partenariats pour gérer la mobilité*, Organisation internationale pour les migrations, Genève.
- Zweig, D.
2006 Learning to Compete: China's Efforts to Encourage a Reverse Brain Drain. *International Labour Review*, vol. 145, n° 1, p. 65 à 90.

Liste des sources utilisées pour la figure I – Population née à l'étranger dans certaines grandes villes

Doubaï

- Dilenge, M.
2007 Dubai and Doha: Unparalleled Expansion. *Mobility*, octobre 2007. Worldwide ERC, Arlington.

Emirats arabes unis, Bureau national de la statistique,
2005 Recensement de 2005 Disponible à l'adresse :

Bruxelles

- 2012 Petrovic, M. Belgium: A Country of Permanent Immigration Migration. *Migration Policy Institute*. Disponible à l'adresse : www.migrationpolicy.org/article/belgium-country-permanent-immigration

Toronto

- Statistique Canada
2011 *Enquête nationale auprès des ménages 2011*. Disponible à l'adresse : www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/as-sa/99-010-x/99-010-x2011001-fra.cfm

Auckland

- Statistics New Zealand
2013 Recensement de 2013 Disponible à l'adresse : www.stats.govt.nz/Census/2013-census/profile-and-summary-reports/qstats-culture-identity-auck-mr.aspx

Sydney

- Australian Bureau of Statistics (ABS)
2014 *Australian Social Trends: Where Do Migrants Live?* ABS Census of Population and Housing 2011. Disponible à l'adresse : www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/Lookup/4102.0main+features102014
2015 *Media Release: Overseas born Aussies hit a 120 year peak*. Janvier 2015. Disponible à l'adresse : www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/Latestproducts/3412.0Media%20Release12013-14?op=endocument&tabname=Summary&prodno=3412.0&issue=2013-14&num=&view

Los Angeles

US Census Bureau

2012 *Statistical Abstract of the United States: 2012*. Disponible à l'adresse : www.census.gov/compendia/statab/2012/tables/12s0038.pdf

Singapour

Singapour, Bureau du Premier ministre

2013 *Population in Brief 2013*. National Population and Talent Division. Disponible à l'adresse : www.nptd.gov.sg/portals/0/news/population-in-brief-2013.pdf

Londres

Rienzo, C. et C. Vargas-Silva

2014 *Migrants in the UK: An Overview*. Migration Observatory, Université d'Oxford, Oxford. Disponible à l'adresse : www.migrationobservatory.ox.ac.uk/briefings/migrants-uk-overview

New York

US Census Bureau

2012 *Statistical Abstract of the United States: 2012*. Disponible à l'adresse : www.census.gov/compendia/statab/2012/tables/12s0038.pdf

Melbourne

Australian Bureau of Statistics (ABS)

2014 *Australian Social Trends: Where Do Migrants Live?* ABS Census of Population and Housing 2011. Disponible à l'adresse : www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/Lookup/4102.0main+features102014

2015 *Media Release: Overseas born Aussies hit a 120 year peak*. Janvier 2015. Disponible à l'adresse : www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/Latestproducts/3412.0Media%20Release12013-14?op=endocument&tabname=Summary&prodno=3412.0&issue=2013-14&num=&view

Amsterdam

Onderzoek, Informatie en Statistiek (OIS), Amsterdam

2014 Disponible à l'adresse : www.ois.amsterdam.nl/english/#

Francfort

Municipalité de Francfort-sur-le-Main

2013 *Statistical Portrait*. Disponible à l'adresse : www.frankfurt.de/sixcms/media.php/678/J2014K00_Statistisches_Portrait_2013.pdf

Paris

Eurostat

2015 Population par nationalité et pays de naissance – villes et grandes villes. Disponible à l'adresse : <http://ec.europa.eu/eurostat> (consulté en mai 2015).



Stockholm

Eurostat

2015 Population par nationalité et pays de naissance – villes et grandes villes. Disponible à l'adresse : <http://ec.europa.eu/eurostat> (consulté en mai 2015).

Montréal

Statistique Canada

2011 *Enquête nationale auprès des ménages 2011*. Disponible à l'adresse : www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/as-sa/99-010-x/99-010-x2011001-fra.cfm

Rotterdam

Juzwiak, T.

2014 A case study of Rotterdam, The Netherlands. *Migrant and Refugee Integration in Global Cities, the Role of Cities and Businesses* (T. Juzwiak, E. McGregor et M. Siegel, dir. publ.). Processus de La Haye sur les réfugiés et les migrations, La Haye. Disponible à l'adresse : http://thehagueprocess.org/wordpress/wp-content/uploads/2014/05/THP_Rotterdam.pdf

Chicago

US Census Bureau

2012 *Statistical Abstract of the United States: 2012*. Disponible à l'adresse : www.census.gov/compendia/statab/2012/tables/12s0038.pdf

Madrid

Eurostat

2015 Population par nationalité et pays de naissance – villes et grandes villes. Disponible à l'adresse : <http://ec.europa.eu/eurostat> (consulté en mai 2015).

Milan

Municipalité de Milan

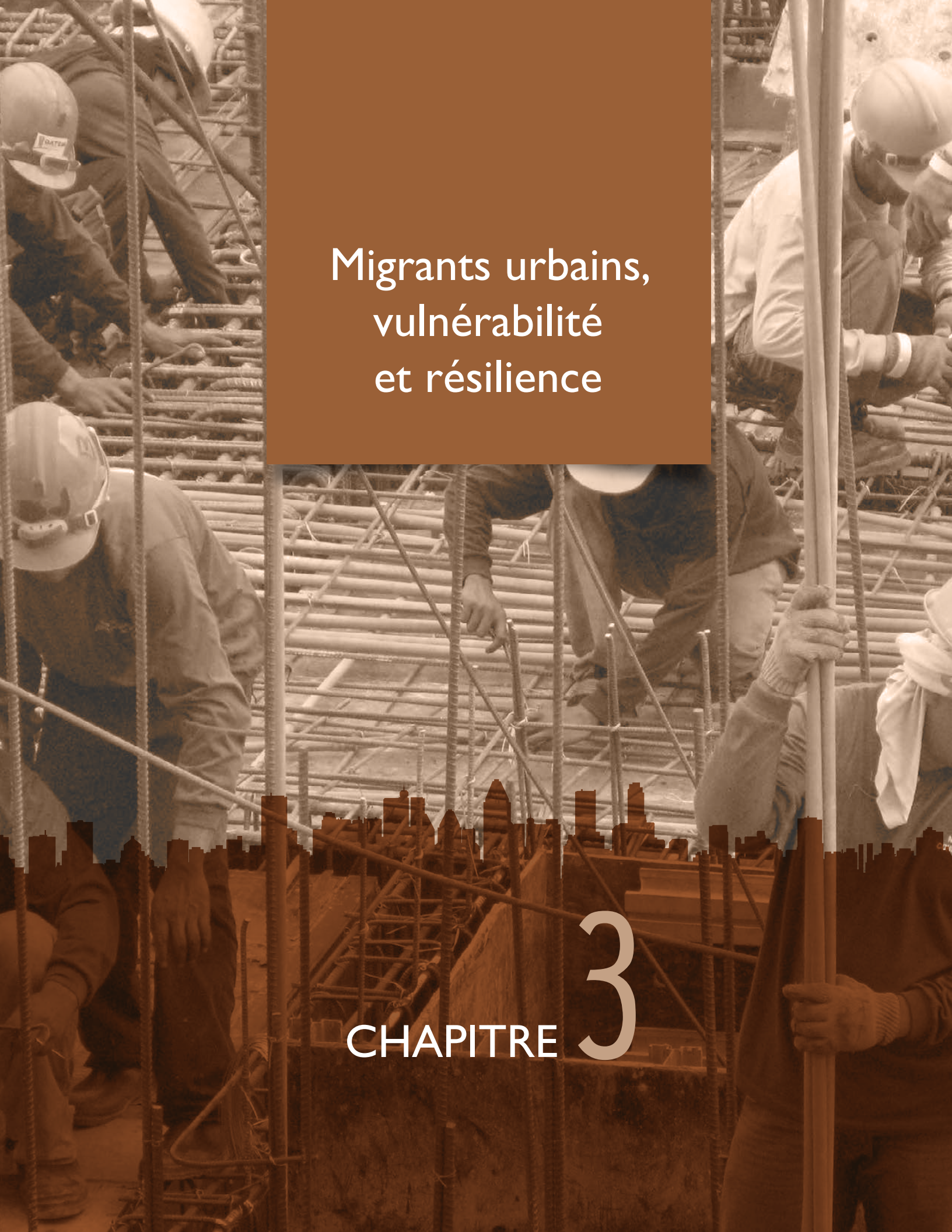
2015 *Settore Statistica*. Municipalité de Milan <http://mediagallery.comune.milano.it/cdm/objects/changeme:30351/datastreams/dataStream5691500898647946/content> (consulté en décembre 2014).



Liste des sources utilisées pour le tableau 2 – Populations nées à l'étranger dans les villes et pays principaux de la région Asie-Pacifique

- Australian Bureau of Statistics (ABS)
- 2014 Australian Social Trends: *Where Do Migrants Live?* Disponible à l'adresse : www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/Lookup/4102.0main+features102014#WHERE
- 2015 *Media Release: Overseas born Aussies hit a 120 year peak*, January 2015, Cat. n° 3412.0. Disponible à l'adresse : www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/Latestproducts/3412.0Media%20Release12013-14?op=endocument&tabname=Summary&prodno=3412.0&issue=2013-14&num=&view
- Japon, Ministère de la justice
- 2011 Bureau de l'immigration, Tokyo. Disponible à l'adresse : www.moj.go.jp/ENGLISH/IB/ib-01.html
- Japon, Ministère des affaires intérieures et des communications
- 2015 *Japan Statistical Year Book*, Bureau de la statistique. Disponible à l'adresse : www.stat.go.jp/english/data/nenkan/1431-02.htm
- Malaisie, Département de la statistique
- 2010 Migration and Population Distribution. Disponible à l'adresse : www.statistics.gov.my/
- République de Corée, Ministère de l'administration et des affaires intérieures
- 2014 Annuaire statistique. Disponible (en coréen uniquement) à l'adresse : www.mogaha.go.kr/frt/bbs/type001/commonSelectBoardArticle.do?bbsId=BBSMSTR_000000000013&nttId=42584 (pour Séoul).
Site web en anglais : www.mogaha.go.kr/eng/a01/engMain.do
- Singapour, Bureau du Premier ministre
- 2013 *Population in Brief 2013*, National Population and Talent Division. Disponible à l'adresse : www.nptd.gov.sg/portals/0/news/population-in-brief-2013.pdf
- Forum Culture dans les villes du monde
- 2001 Mumbai. Disponible à l'adresse : www.worldcitiescultureforum.com/indicators/foreign-born-population et www.worldcitiescultureforum.com/cities/mumbai
- 2005 Inde. Disponible à l'adresse : www.worldcitiescultureforum.com/indicators/foreign-born-population
- World Population Review
- 2014 Kuala Lumpur. Disponible à l'adresse : <http://worldpopulationreview.com/world-cities/kuala-lumpur-population/>



A sepia-toned photograph of construction workers on a building site. They are working on a complex network of steel reinforcement bars (rebar) that form a grid for a concrete slab. The workers are wearing hard hats and work clothes. The scene is filled with vertical and horizontal rebar, creating a dense, geometric pattern. The overall tone is industrial and focused on manual labor.

Migrants urbains,
vulnérabilité
et résilience

A dark silhouette of a city skyline, featuring various building shapes and heights, positioned at the bottom of the page. The silhouette is set against a lighter background, creating a clear contrast.

3
CHAPITRE

FAITS MARQUANTS

- Les villes offrent la possibilité d'accéder à toutes sortes de ressources, de services et de potentialités qui sont essentiels au bien-être et à la résilience des personnes. C'est pourquoi, pour la plupart des migrants, s'installer dans une ville est une décision judicieuse qui a toutes les chances d'améliorer leurs conditions de vie ainsi que leurs capacités de faire face à l'adversité.
- Cependant, si elle est mal gérée, la migration peut déboucher sur des situations d'exclusion et de vulnérabilité, tant pour ceux qui migrent que pour les communautés qui les accueillent. Dans bien des cas, les migrants se heurtent à des obstacles juridiques, culturels et sociaux pour accéder au logement, à l'emploi, à l'éducation, à la santé et à d'autres services sociaux. Ces obstacles peuvent les contraindre à vivre en situation d'exclusion, de ségrégation et de vulnérabilité.
- Certains groupes de migrants peuvent être plus particulièrement vulnérables que d'autres. Les femmes migrantes, par exemple, risquent davantage d'être mal payées, de travailler en situation irrégulière et d'être exploitées, souvent dans le secteur informel. Pourtant, les villes sont aussi porteuses de chances, telles qu'une plus grande indépendance économique ou la capacité de s'affranchir de normes sexistes rigides.
- La vulnérabilité des migrants sur le plan de la santé est une préoccupation majeure en milieu urbain car les conditions dans lesquelles nombre d'entre eux voyagent, vivent et travaillent les exposent particulièrement aux maladies infectieuses et non transmissibles, ainsi qu'aux accidents, à la violence et à la maltraitance, et peuvent mettre à mal leur bien-être mental et psychosocial. Dans beaucoup de villes, en outre, il existe des inégalités d'accès aux soins de santé entre les populations migrantes et non migrantes, qui nuisent à la santé individuelle et collective des membres des communautés urbaines.
- La gestion et la prise en main des déplacements de populations urbaines provoqués par des catastrophes naturelles, des conflits ou des violences posent des problèmes particuliers aux acteurs concernés et peuvent aggraver les conditions d'une vulnérabilité à long terme des communautés déplacées et de celles qui les accueillent.
- La concertation à l'échelon local – surtout entre les différents acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux travaillant sur le terrain dans les domaines de l'intervention en cas de catastrophe, de l'immigration, de la santé, de l'emploi, du développement social et de l'inclusion des migrants – est essentielle pour améliorer la résilience des migrants face aux difficultés de la vie quotidienne et aux crises. Les migrants eux-mêmes peuvent jouer un rôle décisif dans le renforcement de la résilience. Les associations de migrants peuvent fournir des services de base et relayer les préoccupations de leurs membres au travers de la représentation politique. Il est également fondamental d'associer les migrants à la planification des activités de préparation aux catastrophes.



Le présent chapitre examine les causes et les schémas de vulnérabilité propres à certains groupes de migrants dans les zones urbaines. Il s'intéresse plus particulièrement aux obstacles auxquels ceux-ci se heurtent pour accéder aux ressources et aux facilités, et étudie comment ces obstacles débouchent sur des risques différents selon les groupes de migrants, en portant une attention particulière aux femmes migrantes et aux migrants forcés. Ce chapitre met également en lumière les types de vulnérabilités auxquels font face les populations qui s'établissent dans les villes, ainsi que les circonstances dans lesquelles ces vulnérabilités se font jour. Enfin, il se penche sur la manière dont les partenariats entre migrants, organisations non gouvernementales et autorités locales peuvent contribuer à la résilience face aux aléas naturels ou provoqués par l'homme.

3.1 INTRODUCTION

La migration et la mobilité urbaines recouvrent une diversité de mouvements de population engendrés pour toutes sortes de raisons et dont la durée est variable. La plupart d'entre eux s'effectuent sur de courtes distances et à l'intérieur des frontières nationales. Quelle que soit leur nature, ils sont motivés par l'espoir de bénéficier de services plus variés et d'accéder à de meilleures infrastructures et à davantage de débouchés rémunérateurs, afin de s'assurer des moyens de subsistance plus satisfaisants et plus sûrs. Lorsque la migration urbaine est bien gérée, elle peut enclencher une dynamique sociale et économique qui renforce la capacité des migrants urbains à faire face aux crises et aux difficultés. Cependant, les mouvements vers les villes ne sont pas sans risques sociaux. Non gérée, la migration urbaine peut contribuer à la pénurie d'infrastructures, de logements et de services, et aggraver les problèmes financiers et les difficultés de résultats des institutions locales. Quand les capacités des autorités municipales et des marchés urbains ne permettent pas de fournir des emplois en nombre suffisant, des réseaux d'eau et d'assainissement adéquats, des logements décentes, des transports efficaces et des soins de santé de qualité, certaines catégories de population sont marginalisées et encore plus fragiles.

3.2 SCHEMAS DE VULNERABILITE

Les villes offrent la possibilité d'accéder à toutes sortes de ressources, de services et de potentialités qui sont essentiels au bien-être et à la résilience des personnes. C'est pourquoi, pour la plupart des migrants, s'installer dans une ville est une décision judicieuse. Cependant, si elle est mal gérée, la migration peut déboucher sur des situations d'exclusion et de vulnérabilité, tant pour ceux qui migrent que pour les communautés qui les accueillent.

Les mouvements de population sont un facteur déterminant de l'évolution des zones urbaines. Ils contribuent à façonner l'implantation, la taille, la composition et les caractéristiques des communautés humaines, ainsi que les spécificités de l'environnement où elles vivent (Greiner et Sakdapolrak, 2012). La migration modifie l'exposition des intéressés aux aléas et leur accès aux ressources nécessaires pour anticiper les difficultés, y faire face et les surmonter (*ibid.*), mais elle bouleverse aussi les schémas de risque auxquels sont confrontés les habitants des communautés d'accueil. Etant donné que c'est essentiellement vers, dans et entre les zones urbaines que s'effectuent les mouvements, c'est aussi avant tout dans les villes que s'exprime aujourd'hui la dynamique des risques (*ibid.*).

Selon les circonstances dans lesquelles elles se produisent, les migrations urbaines peuvent toutefois avoir des effets très divers sur la vulnérabilité et la résilience des migrants et des communautés d'accueil. De tout temps, la migration vers les villes a offert la possibilité de fuir des difficultés socioéconomiques et autres et de diversifier les moyens de subsistance, afin d'améliorer la résilience des ménages face aux aléas inhérents à la vie en milieu rural. Les villes fournissent des services centralisés et fiables, ainsi que divers débouchés économiques qui perdurent dans les périodes difficiles (*ibid.*). Habituellement, les habitants des campagnes partent travailler plus ou moins longtemps dans les zones urbaines pour diversifier leurs sources de revenu durant la saison non agricole ou à la suite d'une sécheresse ou d'inondations (*ibid.*). De même, la fuite vers la sécurité relative des villes est une réaction classique face aux conflits et à la violence en milieu rural (Brookings Institution, 2013).

Cependant, la migration vers les villes peut accentuer la vulnérabilité, surtout lorsque les emplois formels, les logements corrects et les services de base nécessaires à une vie décente sont insuffisants. Les migrants peuvent alors être contraints de choisir entre la satisfaction de leurs besoins immédiats et l'accès au bien-être et à la sécurité à long terme (Cannon, 2008 ; Gaillard *et al.*, 2010). Cette situation crée généralement des schémas de ségrégation spatiale et de marginalisation, amenant les intéressés à s'installer dans des zones non réglementées ou mal aménagées où ils doivent faire face à divers aléas d'origine naturelle ou humaine, tels que les inondations et les maladies (voir l'encadré 10) ou la violence (voir l'encadré 9).

Encadré 9



La migration vers les villes et les différentes formes de violence urbaine

La ville est parfois un refuge contre la violence mais, avec une population mondiale majoritairement urbaine, elle est aussi devenue le théâtre d'actes de plus en plus violents. La dynamique de peuplement urbain a suscité un intérêt accru pour les articulations entre l'urbanisation et la violence. On sait, par exemple, que plus des deux tiers des réfugiés dans le monde vivent dans des zones urbaines. L'anonymat, l'intensité de peuplement et la concentration des ressources associés à la vie en ville offrent la possibilité d'échapper à la violence et prendre un nouveau départ, ce que permet plus difficilement la vie en milieu rural.

Lorsque l'urbanisation rapide coïncide avec une forte hausse de la violence urbaine, ce sont souvent les migrants qu'on accuse. Or, les nouveaux venus sont surreprésentés dans les groupes pauvres et marginalisés, qui subissent habituellement les conséquences les plus graves de la violence – ils ont bien plus de risques de figurer parmi les victimes de la violence que parmi les auteurs. La violence à laquelle les migrants urbains peuvent être confrontés peut menacer directement et indirectement leur vie, leur intégrité et leur liberté de choix, et ce de trois façons : la violence peut être un motif de fuite vers les villes, être à l'origine d'un déplacement à l'intérieur des villes, ou constituer un facteur d'aggravation de leurs conditions de vie.

Selon le rapport World Population Policies 2009 des Nations Unies, 72 % des gouvernements des pays en développement considèrent la migration rurale-urbaine comme un problème. Il peut s'ensuivre des restrictions assorties de menaces ou d'un recours à la force, généralement dans le contexte d'une réimplantation de groupes jugés indésirables. Même là où il n'est pas fait directement appel à la force, le processus de réimplantation peut perturber les moyens de subsistance locaux et réduire l'accès aux services publics. La participation des communautés cibles à la planification de la réimplantation ou à l'amélioration des aménagements sur site offre l'occasion de réduire, voire d'éliminer, ces formes de violence institutionnelle.

Etant donné que les zones urbaines connaissent des niveaux de violence directe supérieurs à ceux des zones rurales, la migration vers les villes se traduit par une augmentation de la fréquence des violences subies par les migrants. Les migrants à faible revenu n'auront généralement guère

d'autre choix que de s'installer dans les quartiers où la violence directe est plus répandue. Le projet *Safe and Inclusive Cities*, qui étudie les déplacements involontaires à Sri Lanka et dans le sud de l'Inde, a permis de constater que lorsqu'ils sont forcés, les mouvements de population intra-urbains ont davantage de risques d'aboutir à une exposition accrue à la petite délinquance. Ce phénomène tient très probablement à la désintégration de la dynamique communautaire en place, qui constitue dans une certaine mesure un garde-fou contre des délits tels que les cambriolages et les agressions.

On ne peut réduire les violences à l'encontre des migrants que par des politiques mûrement réfléchies visant à faire participer les communautés. La confiance dans les pouvoirs publics, surtout dans les forces de police, sera inévitablement mise à mal si les populations subissent constamment des actes de violence urbaine. Cette confiance mettra peut-être du temps à se développer, mais elle est indispensable à toute tentative de réduction de la violence. A plus long terme, la violence peut être réduite à la faveur de l'aménagement du territoire. Les villes inclusives sont des établissements où l'accès équitable aux possibilités offertes et à la sécurité est activement favorisé.

Il n'existe pas de relation directe entre la migration et la violence. Si la ville peut être un refuge contre la violence, elle n'en est pas moins aussi le théâtre d'actes de plus en plus violents, à l'heure où la population mondiale est désormais majoritairement urbaine. L'accélération de l'urbanisation a coïncidé avec une transformation de la nature et de la fonction de la violence organisée : les guerres prennent de plus en plus la forme de conflits internes aux Etats ; la violence est de plus en plus souvent le fait d'acteurs non étatiques ; et les civils non seulement représentent une part largement disproportionnée des victimes de la violence, mais ils constituent de plus en plus fréquemment la cible désignée des actes de violence. Toutes ces évolutions mettent en évidence la concentration croissante de la violence organisée dans les zones urbaines.

Contribution de Michael Collyer, Chargé de cours en géographie, Centre for Migration Research, Université du Sussex, Brighton (Royaume-Uni).

En soi, la mobilité urbaine ne conduit pas à la vulnérabilité (Donner et Rodriguez, 2008). La marginalisation, l'exclusion et les risques se mettent en place uniquement lorsqu'on ne gère pas les pressions qu'exerce la population sur les marchés du travail et du logement, sur les systèmes de santé et d'éducation ainsi que sur les infrastructures d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de gestion des déchets des villes. En ne s'attaquant pas aux pressions sur les ressources naturelles, notamment sur les terres, on s'expose à d'autres aléas découlant de la dégradation de l'environnement, ou compromettre la sécurité alimentaire et l'approvisionnement en eau tant des nouveaux venus que des communautés d'accueil (de Sherbinin *et al.*, 2012 ; Eswaran *et al.*, 2011).

La marginalisation à l'intérieur des villes n'est pas spécifique aux migrants. En règle générale, elle touche plus durement les groupes sociaux les plus fragiles, qui comprennent souvent les femmes, les jeunes et les personnes âgées (PNUD, 2009). Cependant, les migrants, et en particulier les migrants récents, ont

tendance à être représentés de manière disproportionnée dans les populations urbaines pauvres et vulnérables, tant dans les pays développés que dans les pays en développement. Les migrants urbains ont plus de risques d'habiter dans les quartiers les plus marginalisés et les moins sûrs des villes, obligés qu'ils sont de gagner leur vie en recourant à des sources de revenu informelles et de dépendre de la fourniture de services de base (voir l'encadré 10). Il est indispensable de comprendre la situation des migrants dans les contextes urbains si l'on veut réduire les risques dans des villes de plus en plus composites (OIM, 2008 ; Juzwiak, McGregor et Siegel, 2014).

Encadré 10



Migration et risques dans les *kampung* informels de Jakarta (Indonésie)

La zone métropolitaine de Jakarta est la principale plaque tournante migratoire d'Indonésie. Au cours des dernières décennies, des millions de migrants internes s'y sont installés, si bien qu'en 2000, 42,4 % de la population de la ville était née hors de Jakarta. La plupart des migrants s'y sont établis par des voies informelles, en violation des procédures administratives existantes. Les taux de chômage et de pauvreté y sont élevés, faute de sources de revenus suffisantes.

En l'absence de solutions officielles en matière de moyens de subsistance, d'occupation des terres et de logement, beaucoup de migrants se sont installés dans des quartiers informels (appelés *kampung*), situés dans des zones inondables. Dans certains de ces *kampung*, la proportion de personnes nées hors de Jakarta est bien supérieure à 90 %. A peu près la moitié des habitants de ces quartiers sont des migrants dépourvus de documents ; 60 % sont peu instruits, voire n'ont aucune instruction ; seulement 20 % environ ont un emploi stable ; et la plupart gagnent moins de 1 dollar E.-U. par jour. La majorité d'entre eux habitent dans des zones non constructibles, non desservies par les réseaux formels d'approvisionnement en eau, et sans ramassage officiel des ordures.

Ces contraintes obligent les gens à faire des choix dangereux, notamment en matière de construction, et les amènent à adopter des mesures inadaptées pour prévenir les maladies transmises par l'eau ou d'autres vecteurs, à utiliser de l'eau de boisson non potable et à jeter les déchets dans les cours d'eau. La précarité des droits fonciers et la nécessité de protéger ce qu'ils possèdent ont aussi poussé les occupants sans titre à refuser d'évacuer les lieux lorsque des inondations se sont produites par le passé, ou à revenir prématurément juste après, s'exposant ainsi davantage aux dangers inhérents à ce type de catastrophe.

Les migrants dépourvus de documents ne sont généralement pas bien pris en compte au niveau politique ni dans les systèmes de gestion des risques. Il existe des dispositifs officiels de soutien pour améliorer la sécurité alimentaire et l'accès aux soins de santé des citoyens pauvres, mais ils ne sont pas accessibles aux ménages des migrants non enregistrés. L'absence de statut empêche en outre ces derniers de bénéficier d'aides au lendemain de catastrophes. Les activités de préparation aux catastrophes ont tendance à privilégier la sensibilisation, au lieu de s'attaquer aux facteurs structurels qui font que les gens se trouvent dans des situations

de vulnérabilité. En conséquence, ces mesures de sensibilisation ont peu d'effet sur le comportement des intéressés et sur leur exposition aux aléas. De plus, depuis les années 1980, les mesures de gestion des risques ont favorisé la création de zones vertes non constructibles le long des cours d'eau, ce qui a donné lieu à des expulsions et à des relogements dans des quartiers urbains bon marché. Ces mesures ont perturbé l'accès des habitants à certaines possibilités et aux dispositifs d'aide sociale, et les ont contraints à prendre un logement social inabordable, inadapté à leurs besoins et à leurs conditions de vie. De nombreuses personnes relogées sont donc revenues dans les zones inondables. Dernièrement, toutefois, des politiques ont commencé à fournir aux ménages relogés des possibilités de subsistance dans les quartiers de destination.

Les groupes de migrants mobilisent souvent les moyens et les ressources dont ils disposent pour remédier à ces facteurs de vulnérabilité. Les réseaux locaux constituent une forme essentielle de soutien dans les périodes difficiles, que celles-ci soient dues à des facteurs économiques, comme pendant la crise financière des « tigres » asiatiques de 1997, ou à des aléas naturels, tels que les inondations de 2007. Les relations de voisinage permettent de diffuser les alertes d'inondation, de faciliter la construction de logements et d'infrastructures, d'assurer des services de base (comme le ramassage des ordures), d'évacuer les gravats après les catastrophes et de fournir une aide au relèvement.

Par conséquent, ces relations locales déterminent les choix d'installation des migrants dans Jakarta, et expliquent pourquoi les *kampung* tendent à se renforcer et à résister aux tentatives officielles pour réhabiliter ces quartiers ou régulariser leurs occupants. Les liens avec les ménages et les communautés d'origine sont ce qui pousse les migrants à supporter des conditions de vie risquées pour améliorer leur statut social et économique.

Contribution de Pauline Texier, Maître de conférences à l'Université Lyon III Jean Moulin (France)¹

3.3 OBSTACLES A L'ACCES AUX RESSOURCES ET AUX FACILITES

Les migrants se heurtent fréquemment à des obstacles juridiques, culturels et sociaux pour accéder à l'ensemble des ressources, des services et des facilités que les villes peuvent offrir, notamment les dispositifs officiels en matière de logement, d'emploi, de santé, d'éducation et d'aide sociale. En conséquence, ils sont souvent contraints de vivre en situation d'exclusion, de ségrégation et de vulnérabilité.

L'accès limité des migrants aux ressources et aux facilités essentielles est lié aux obstacles socioéconomiques, culturels et politiques nés de l'interaction entre, d'un côté, les politiques, les institutions et les marchés de la région de destination et, de l'autre, le profil, l'expérience et les sensibilités des migrants. Les obstacles les plus fréquents sont les suivants :

Barrières linguistiques : La méconnaissance de la langue peut entraver l'accès aux marchés locaux (en particulier au marché du travail), à l'information (notamment aux alertes en cas de catastrophe), aux soins de santé et à l'éducation, et empêcher

¹ P. Texier, *Vulnérabilité et réduction des risques liés à l'eau dans les quartiers informels de Jakarta (Indonésie) – Réponses sociales, institutionnelles et non institutionnelles*. Thèse, Université Paris Diderot (2009).

de comprendre les règles administratives qui régissent le quotidien. Les barrières linguistiques sont sans rapport avec la dimension interne ou internationale de la migration : elles peuvent exister dans un pays multilingue, ou être inexistantes en cas de migration internationale entre deux pays parlant la même langue.

Obstacles juridiques et administratifs : Les dispositions législatives et réglementaires peuvent exclure l'ensemble des groupes de migrants ou certains d'entre eux de l'accès officiel au logement, à l'emploi, à la santé, à l'éducation ou encore à l'assistance et à l'aide au relèvement en cas de catastrophe. Si ce genre de situations sont souvent le fait de politiques réglementant l'immigration, elles peuvent aussi résulter d'obligations en matière d'enregistrement imposées aux migrants urbains internes.

Accès aux réseaux sociaux réduit : Quitter le lieu d'origine désorganise souvent les liens familiaux et communautaires qui contribuent aux revenus, à la santé, à la garde des enfants et à l'éducation, et qui apportent un soutien affectif et d'autres ressources permettant de faire face aux difficultés. Ces formes de capital social sont généralement moins répandues dans les zones urbaines de destination. Cependant, les attaches et relations sociales avec des personnes des mêmes régions d'origine et avec les réseaux fondés sur la parenté, l'origine ou l'appartenance ethnique dans les zones de destination contribuent dans une large mesure à la résilience des migrants urbains, et influent souvent de manière déterminante sur leur décision de migrer.

Connaissance insuffisante du contexte environnemental et social local : Qui dit quitter son lieu d'origine dit également perdre ses repères, un savoir qui pourrait bien ne pas être remplacé, du moins à court terme, par un niveau équivalent de connaissance de l'environnement de destination. Cela peut se traduire par une méconnaissance des ressources disponibles et des possibilités locales (comme les dispositifs en place en matière de logement, de santé et d'aide sociale), de la marche à suivre pour y accéder, ainsi que des risques locaux (violence, maladie, glissements de terrain ou inondations, par exemple). Ce double problème peut aboutir à des schémas d'exclusion et de risque particuliers pour les nouveaux venus.

Compétences inadaptées aux marchés du travail urbains : Les marchés du travail urbains peuvent exiger des profils de compétences radicalement différents de ceux des régions d'origine. Les nouveaux venus risquent donc de rencontrer certaines difficultés pour trouver une activité rémunératrice et d'être confrontés au chômage et à la déqualification. Ces risques sont plus grands dans le cas des mouvements ruraux-urbains que dans le sens inverse. Parfois, un profil de compétences différent peut être un avantage s'il vient combler des lacunes locales.

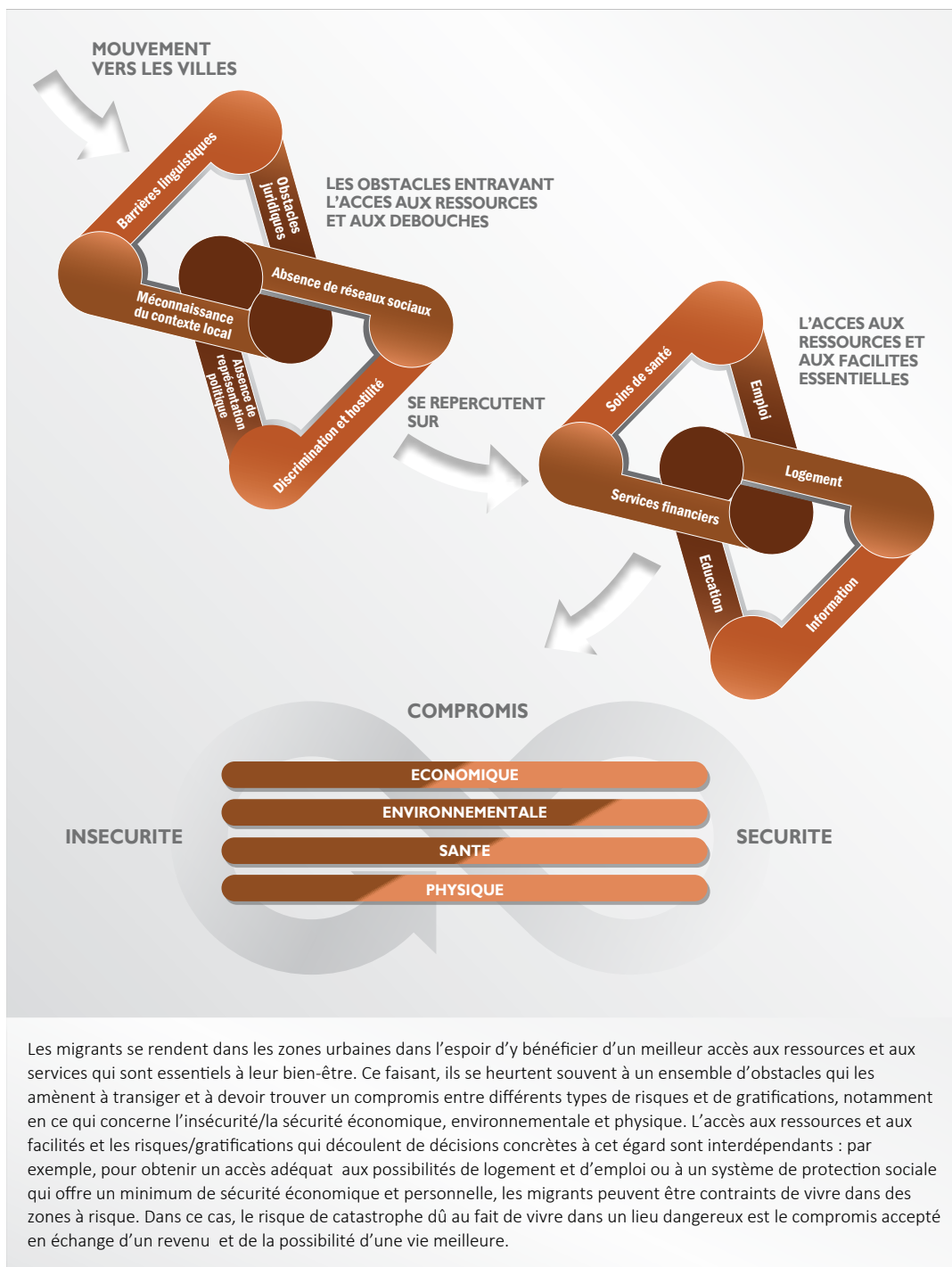
Manque de représentation, discrimination et xénophobie : Le manque de représentation politique se traduit par la non-prise en compte des besoins et des capacités des communautés de migrants dans les processus décisionnels. Parfois, un environnement ouvertement hostile peut exclure les migrants de l'accès aux ressources et services essentiels (logement, emploi et santé) ou les exposer à des risques liés à leur statut migratoire (violence xénophobe).

Ces obstacles peuvent empêcher les migrants, les personnes déplacées et les réfugiés de bénéficier des ressources et facilités essentielles ou des dispositifs et réseaux formels ou informels (OIM, 2013 ; Duong, Linh et Thao, 2011 ; Ku et

Jewers, 2013 ; Sabates-Wheeler, 2009 ; Adams, van Hattum et English, 2009) (voir la figure 5). Les migrants risquent d'échouer dans des implantations sauvages et des taudis, et d'être contraints de travailler dans l'économie informelle pour gagner leur vie. Ils se trouvent alors dans des situations dans lesquelles leur sécurité personnelle, environnementale et financière est fragilisée.

Ces obstacles peuvent surgir quel que soit le type de mobilité (migration interne ou internationale, déplacement ou réimplantation). Celui-ci n'est donc pas nécessairement le principal déterminant du niveau de bien-être et de risque des migrants. C'est plutôt le contexte socioéconomique et institutionnel dans lequel

Figure 5 Défis et chances pour les migrants urbains



se produit le mouvement qui influe sur les résultats obtenus (De Haas, 2007). La situation des migrants forcés dans les villes est néanmoins examinée plus loin, car elle présente des difficultés pour un certain nombre d'acteurs (tels que les acteurs humanitaires) qui ne participent pas à la gestion courante de la mobilité urbaine.

Avec le temps, le niveau d'installation et d'inclusion des migrants dans les villes d'accueil a tendance à s'élever. On observe régulièrement que les schémas de ségrégation urbaine suivent la chronologie de l'arrivée des différents groupes de migrants (Metcalfe, Haysom et Martin, 2012 ; PNUD, 2009). D'autres caractéristiques, telles que le sexe, l'âge, le niveau d'éducation, les compétences professionnelles et l'appartenance ethnique, peuvent influencer sur l'exclusion ou la vulnérabilité vécues par les migrants (voir l'encadré 11).

Encadré 11



Vulnérabilités des femmes migrantes en milieu urbain

La question des sexospécificités est un aspect important de la vulnérabilité des migrants dans les villes. En effet, les femmes sont de plus en plus nombreuses à migrer vers les centres urbains, surtout dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, et la proportion de ménages dirigés par une femme est habituellement plus grande dans les zones urbaines. Leur décision de migrer est souvent motivée par les possibilités de revenu, mais aussi par la discrimination à leur encontre dans les régions d'origine. Par exemple, au Honduras, en République-Unie de Tanzanie et en Ethiopie, les femmes veuves ou séparées partent avec leur famille dans les zones urbaines car elles sont privées du droit à la terre rurale et à l'héritage. La migration urbaine est généralement synonyme d'indépendance accrue pour les femmes, et s'accompagne de possibilités d'emploi plus intéressantes, d'un accès plus facile aux services et d'un taux de fécondité plus bas, ainsi que de normes sociales et de contraintes culturelles moins rigides. Si, souvent, la migration et l'urbanisation bouleversent les relations entre les sexes, leurs avantages peuvent être minimes pour le grand nombre de femmes qui vivent dans des établissements à faible revenu et occupent des emplois précaires faiblement rémunérés. En ville, les femmes ont plus de risques que les hommes d'être employées dans le secteur informel.

En Afrique subsaharienne, 74 % des travailleuses non agricoles sont employées dans le secteur informel, contre 61 % d'hommes. Cette proportion est de 54 % de femmes et 48 % d'hommes en Amérique latine. Dans les villes chinoises, les femmes représentent 36 % des travailleurs du secteur informel, contre 30 % d'hommes. Faciles à trouver, les emplois dans le secteur informel sont toutefois peu rémunérés, souvent proposés à la journée, et associés à des conditions de travail dangereuses qui peuvent entraîner des blessures, aggraver l'insécurité financière et engendrer des frais de santé.

Les services domestiques sont une autre grande source d'emplois informels pour les femmes dans les zones urbaines des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. En Afrique du Sud, ils étaient le deuxième secteur d'emploi des femmes noires au début des années 2000, et comptaient environ 755 000 travailleurs, dont une grande partie

de migrants internes originaires de zones rurales. Le travail chez des particuliers est aussi une importante source d'emplois pour les femmes ayant migré des campagnes vers les villes au Viet Nam et en République-Unie de Tanzanie. En Amérique latine, on estime à 7,6 millions le nombre d'employés de maison, dont la majorité sont des femmes migrantes. Les salaires sont bas et, si le logement fourni par les employeurs rend ces emplois relativement attrayants, surtout pour les migrants, les longues heures de travail, le risque de maltraitance par les employeurs et l'isolement social accroissent la vulnérabilité des travailleurs. En dehors du contexte du travail, le fait que les tâches domestiques non rémunérées incombent principalement aux femmes constitue une lourde charge additionnelle qui augmente nettement la vulnérabilité des migrantes nouvellement arrivées, privées du soutien de la famille et des amis et de l'accès aux services d'aide nationaux et municipaux.

D'après : C. Tacoli, G. McGranahan et D. Satterthwaite, *Urbanization, Rural-urban Migration and Urban Poverty* (2014). Document d'information élaboré pour le présent Rapport.

3.4 3.4.1. Health²

TYPES ET SITUATIONS DE VULNERABILITE

La vulnérabilité à la maladie est un problème particulier auquel se heurtent les populations de migrants dans les zones urbaines. Bien que les services de santé proposés dans les villes soient de meilleure qualité, les migrants n'ont souvent guère d'autre choix que de vivre et de travailler dans des conditions dangereuses, qui les exposent aux maladies infectieuses et non transmissibles, aux accidents, à la violence et à la maltraitance, problèmes qui, à leur tour, nuisent à leur bien-être mental et psychosocial. Les vulnérabilités dépendent notamment de l'âge, du sexe, du surpeuplement, de la pollution de l'air et de l'absence de soins de santé de qualité. La maladie a, pour le migrant, sa famille et la société dans son ensemble, des conséquences sociales et économiques néfastes qui contribuent à freiner le développement socioéconomique. Dans le même temps, les migrants sont souvent exclus des services de santé publique. Parmi les migrants urbains, les plus vulnérables sont ceux qui n'ont pas le statut de résident légal, et ceux qui ont des besoins particuliers en matière de santé, tels que les femmes, les enfants et les personnes âgées.

L'urbanisation rapide pose d'importants défis, surtout pour les autorités de santé publique. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et ONU-Habitat parlent d'une « triple menace » pour décrire les principaux déterminants en matière de résultats pour la santé dans les zones urbaines, à savoir : les maladies infectieuses, qui prospèrent dans les environnements urbains pauvres et surpeuplés ; les maladies non transmissibles, aggravées par des styles de vie nuisibles à la santé répandus dans les zones urbaines et adoptés au cours de l'installation dans les villes ; et les blessures et la violence, qui découlent d'une circulation routière dangereuse et de conditions de travail et de vie peu sûres (OMS et ONU-Habitat, 2010).

² This section is based on C. Schultz, *Migration, Health and Urbanization: Interrelated Challenges*, 2014. Background Paper for the *World Migration Report 2015: Migrants and Cities: New Partnerships to Manage Mobility*, IOM, Geneva.



Déterminants sociaux de la santé

L'état de santé d'une personne dépend non seulement de l'accès aux services de santé, mais aussi d'une multitude de facteurs appelés « déterminants sociaux de la santé ». Ceux-ci s'entendent des conditions dans lesquelles les personnes sont nées, grandissent, habitent, travaillent et vieillissent, et qui sont responsables au premier chef des inégalités persistantes en matière de santé à l'intérieur des pays et des villes, ou d'un pays ou d'une ville à l'autre. Ces conditions résultent principalement de politiques sociales inadaptées ou inexistantes, ou de structures politiques et économiques défavorables (OMS, 2008).

En milieu urbain, des déterminants sociaux de la santé spécifiques agissent les uns sur les autres et définissent mutuellement la vulnérabilité d'une personne face à la maladie (Alirol *et al.*, 2010). Comme il est décrit dans un rapport mondial conjoint de l'OMS et d'ONU-Habitat (2010), les villes sont tout à la fois les meilleurs et les pires environnements pour la santé et le bien-être. Parmi les facteurs qui déterminent la santé dans les contextes urbains, le rapport cite : les caractéristiques de la population, la gouvernance urbaine, l'environnement naturel et construit, l'environnement social et économique, la sécurité alimentaire et la qualité des aliments, les services, et la gestion des urgences sanitaires. D'autres travaux de recherche (Ompad *et al.*, 2007) ont permis d'établir une liste analogue de déterminants sociaux de la santé pour les citoyens, qui comprend aussi le lieu de résidence dans la ville, l'origine raciale et ethnique, le sexe, le statut socioéconomique et le niveau d'instruction (Alirol *et al.*, 2010). On peut déduire de cette liste que les migrants urbains pourraient être particulièrement vulnérables à la maladie. Le rapport précité relève que ceux qui migrent pour échapper à une situation difficile courent généralement un double danger dans les villes car leurs vulnérabilités préexistantes se conjuguent à une exposition accrue aux facteurs de stress liés à la migration. Un fossé social et économique se creuse souvent entre les résidents urbains de longue date et les migrants (OMS et ONU-Habitat, 2010). Ainsi, la migration et l'urbanisation influent toutes les deux sur la santé des migrants urbains.

Les conditions dans lesquelles les migrants voyagent, vivent et travaillent entraînent souvent des risques considérables pour leur bien-être physique et mental. C'est pourquoi la migration peut être considérée comme un déterminant social de la santé des migrants. Ce lien a été reconnu par l'Assemblée mondiale de la Santé, qui, en 2008, a adopté la résolution 61.17 sur la « Santé des migrants »³, dans laquelle ses États membres « [r]econnaiss[ent] que les résultats obtenus en matière de santé peuvent être influencés par les multiples aspects des migrations ». Parmi ces aspects figurent les politiques restrictives en matière d'immigration, d'emploi, de protection sociale et de logement, autrement dit les causes qui poussent souvent les migrants à voyager, vivre et travailler dans des conditions dangereuses et insalubres. On trouvera dans l'encadré 12 la liste de certains obstacles auxquels les migrants urbains se heurtent pour accéder à des soins de santé de qualité.

3 http://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/A61/A61_R17-fr.pdf

Encadré 12



Obstacles auxquels les migrants urbains se heurtent pour accéder à des soins de santé de qualité

Souvent, les migrants et leur famille ne peuvent accéder aux soins de santé en raison de leur statut irrégulier. Même lorsqu'ils ont accès à ces services, ils tendent à les éviter par crainte de l'expulsion, d'attitudes xénophobes et discriminatoires et en raison de barrières linguistiques, culturelles et économiques.

Les obstacles particuliers empêchant l'accès aux services de santé dans les zones urbaines sont les suivants :

Langue – Les barrières liées à la communication et à la langue peuvent avoir un effet préjudiciable sur le diagnostic, la médication, le suivi médical, les consultations et les admissions à l'hôpital, ainsi que sur le respect par les patients des protocoles de traitement.

Législation et administration – Souvent, les migrants sont officiellement exclus du système de santé national et municipal. Même lorsque des lois et des règlements pertinents sont mis en place, les migrants se voient fréquemment refuser l'accès aux soins de santé. En Chine, du fait du système *hukou* d'enregistrement des ménages, des millions de migrants ruraux-urbains dépourvus de documents officiels sont exclus des services urbains, y compris des services de santé (Hu, Cook et Salazar, 2008). Dans certains pays, comme l'Afrique du Sud et l'Argentine, les migrants seraient exclus de fait des services publics malgré une politique officielle d'inclusion (Mberu *et al.*, à paraître). L'absence généralisée de couverture d'assurance-maladie conjuguée au coût prohibitif des services de santé payants est l'un des obstacles les plus fréquents qui empêchent les migrants pauvres et les personnes déplacées d'accéder aux services médicaux (OIM, OMS et HCDH, 2013).

Connaissances – Les connaissances des populations urbaines sur les comportements sains et la prévention des maladies sont potentiellement supérieures à celles des populations rurales, car les médias et les campagnes de promotion de la santé et de prévention des maladies touchent plus facilement les habitants des villes. Des disparités frappantes subsistent néanmoins à l'intérieur même des villes, les taux d'alphabétisation sanitaire et de vaccination étant nettement inférieurs parmi les habitants des taudis, parfois même inférieurs à ceux des habitants des zones rurales (Alirol *et al.*, 2010).

Discrimination, victimisation et stigmatisation – Des attitudes hostiles, voire violentes, du personnel de santé à l'égard des patients migrants ont été rapportées, par exemple dans des villes sud-africaines (OIM, OMS et HCDH, 2013). En Chine, des patients migrants atteints de tuberculose ont dit qu'ils avaient été licenciés ou mis à l'écart de façon générale après avoir contracté la maladie (Wei *et al.*, 2009).

Sensibilité des migrants à certaines maladies

Maladies infectieuses : Dans un monde de plus en plus mobile, les agglomérations urbaines pauvres en ressources agissent comme des catalyseurs de la transmission de maladies infectieuses (Alirol *et al.*, 2010). Les migrants ruraux-urbains peuvent contracter des maladies transmissibles sur leur lieu d'accueil, puis les transmettre lorsqu'ils reviennent dans leur région d'origine ou, à l'inverse, pourraient être contaminés par leur partenaire à leur retour.

Le VIH/sida, qui reste la maladie infectieuse mortelle la plus répandue, est en grande partie un phénomène urbain. En Amérique latine et dans les Caraïbes, c'est dans les villes que sa prévalence est la plus forte, surtout dans les pôles d'activités commerciales et dans les ports (ONUSIDA, 2014). Les migrants sont particulièrement exposés au VIH/sida, surtout en milieu urbain. En Inde, on estime que la prévalence parmi les migrants ruraux-urbains s'élève à 0,9 %, soit près de quatre fois plus que le taux de prévalence national (*ibid.*). Parmi les 56 000 habitants des taudis de Nairobi (Kenya), dont beaucoup sont des migrants, le VIH/sida et la tuberculose sont à l'origine d'environ la moitié des décès des personnes de plus de 5 ans (Kyobutungi *et al.*, 2008).

En outre, la migration est associée à un risque accru d'infection à la tuberculose (OMS et OIM, 2014). En Afrique du Sud, par exemple, le taux de tuberculose parmi les migrants internationaux et les personnes mobiles est supérieur à celui des non-migrants. La forte prévalence de cette affection parmi les migrants est liée, en partie du moins, à l'exposition à des niveaux élevés de poussière de silice dans les mines (Mberu *et al.*, à paraître ; Mosca, Rijks et Schultz, 2013). A Shanghai et à Beijing (Chine), les nouveaux cas de tuberculose enregistrés se trouvent de façon disproportionnée parmi les travailleurs ayant migré des campagnes vers les villes, tandis que les résultats des traitements sont moins bons chez les patients migrants que dans la population dans son ensemble (Wei *et al.*, 2009). Dans de nombreux pays de destination à revenu élevé, des maladies telles que la tuberculose et le VIH/sida sont observées principalement dans la population immigrante (CEPD et OMS, 2014)⁴.

La récente flambée d'Ebola en Afrique de l'Ouest a mis en évidence le rôle clé de la mobilité humaine dans la propagation de la maladie à travers des frontières poreuses (OMS, 2015). Dans une large mesure, c'est la pauvreté qui pousse à cette mobilité, puisque les gens se déplacent quotidiennement en quête de travail ou de nourriture. En Afrique de l'Ouest, de nombreuses familles élargies ont des proches qui vivent dans différents pays. La mobilité des populations a dressé deux obstacles majeurs à la lutte contre l'épidémie. Premièrement, la recherche transnationale des sujets contacts est difficile. Les populations traversent aisément les frontières poreuses, ce qui n'est pas le cas des acteurs de la riposte à la flambée. En second lieu, lorsque la situation a commencé à s'améliorer dans un pays, cela a attiré les malades des pays voisins en quête de places libres dans les centres de traitement, ce qui a réactivé les chaînes de transmission. En d'autres termes, tant que la transmission est forte dans un pays, le risque demeure dans les autres pays, quelle que soit la vigueur des mesures de riposte prises par ces derniers.

4 Aux Etats-Unis, par exemple, le taux d'incidence de la tuberculose enregistré en 2013 parmi les personnes nées à l'étranger était d'environ 13 fois supérieur à celui constaté chez les personnes nées dans le pays, et la proportion de cas de tuberculose chez les premières, qui atteignait 64,6 % cette même année, continuait d'augmenter (Alami *et al.*, 2014).



La tradition consistant à retourner, souvent en parcourant de longues distances, dans son village natal pour y mourir et y être enterré aux côtés de ses ancêtres est un autre aspect des mouvements de population qui occasionnent un risque de transmission particulièrement élevé. Lors des flambées d’Ebola précédentes, l’épidémie était restée largement confinée aux zones rurales reculées, hormis quelques cas isolés détectés dans les villes. En Afrique de l’Ouest, ce sont des villes – y compris les capitales des trois principaux pays touchés par Ebola, à savoir le Libéria, la Guinée et la Sierra Leone – qui ont été les épices de la forte transmission du virus. La flambée d’Ebola en Afrique de l’Ouest a fait la preuve de la rapidité avec laquelle le virus pouvait se propager une fois qu’il avait atteint des zones urbaines et des taudis densément peuplés.

Maladies non transmissibles : Les quatre grands groupes de maladies non transmissibles sont les maladies cardiaques, le cancer, les atteintes respiratoires chroniques (asthme) et le diabète. Les migrants sont plus vulnérables aux maladies non transmissibles que la population locale, dans toutes les couches de la société. Ce phénomène tient aux inégalités socioéconomiques dont ils sont victimes et au stress qu’elles engendrent, l’ensemble augmentant leur exposition aux facteurs de risque de ces maladies, à savoir, notamment, une mauvaise alimentation, le manque d’exercice, l’alcoolisme et le tabagisme (Davies, Blake et Dhavan, 2011).

Vulnérabilités psychosociales : La migration peut créer des vulnérabilités psychosociales. Les mouvements forcés provoqués par une guerre, un conflit, l’insécurité ou une catastrophe naturelle constituent généralement des menaces plus grandes pour la santé et le bien-être mentaux et psychosociaux des migrants. Cependant, même dans le cas d’une migration volontaire bien planifiée, la séparation de la famille et des amis et les risques d’exploitation, de discrimination, de xénophobie ou de violence sexuelle et sexiste dans les pays de transit et de destination peuvent augmenter la vulnérabilité aux maladies psychologiques.

Amélioration de la santé des migrants dans les villes

Systemes de santé ouverts aux migrants

Dans les villes du monde entier, on observe des inégalités frappantes entre migrants et non-migrants, tant sous l’angle de l’état de santé qu’en ce qui concerne l’accès à des services de santé de qualité. En règle générale, les autorités locales et nationales font très peu d’efforts pour améliorer la santé des migrants urbains. Dans un grand nombre de pays et de villes, ceux-ci restent exclus du système de santé et, même lorsque des politiques officielles d’inclusion sont en place, elles ne sont souvent pas mises en œuvre ni respectées par les autorités chargées de la santé et de la migration. Les dispositifs de sensibilisation et d’orientation sont déficients dans bien des cas (Shetty, 2011). Dans diverses villes du monde, on trouve pourtant des exemples de partenariats efficaces conclus entre les gouvernements, des ONG, des organisations internationales et des acteurs privés pour améliorer la santé des migrants (voir l’encadré 13).



Encadré 13



Exemples de partenariats fructueux dans le domaine de la santé

Exemple de bonne pratique : accès des migrants dépourvus de documents aux soins de santé à Séoul (République de Corée)⁵

En 2012, la municipalité de Séoul (République de Corée) a instauré l'aide médicale pour les travailleurs étrangers dépourvus de documents et non assurés et pour leur conjoint étranger, ainsi que pour les enfants migrants dépourvus de documents et pour les réfugiés. Auparavant, ces groupes n'avaient droit à absolument aucune prestation de santé. Outre la prise en charge des frais d'opération et d'hospitalisation jusqu'à concurrence de 5 millions de wons (4 400 dollars E.-U.) et d'une partie des dépenses au-delà de ce montant, des services d'interprétation et des soins infirmiers sont fournis. Ces prestations sont proposées dans huit hôpitaux désignés. Les fonctionnaires municipaux ont donné l'assurance que les travailleurs ne risqueraient pas d'être expulsés après avoir bénéficié de ces prestations. A Séoul, qui compte près de 10 millions d'habitants, on estime à 280 000 le nombre de travailleurs étrangers sans documents. La plupart d'entre eux sont entrés dans le pays légalement, mais sont ensuite restés après l'expiration de leur visa.

Réseaux de médecins bénévoles dans les villes allemandes⁶

Dans beaucoup de villes du Nord, des travailleurs sanitaires bénévoles proposent gratuitement et anonymement des services de santé aux populations marginalisées telles que les migrants irréguliers et les demandeurs d'asile, ces derniers n'ayant souvent droit qu'à une prise en charge minimale dans les pays d'accueil. Le réseau Malteser Migranten Medizin (MMM) en est une illustration. Sous l'égide de Malteser International, l'organisme d'aide humanitaire de l'Ordre de Malte, MMM offre dans plusieurs villes allemandes un soutien à toutes les personnes qui n'ont pas d'assurance-maladie, y compris les résidents dépourvus de documents. Ses services revêtent la forme d'examen médicaux, de conseils, de soins d'urgence en cas de maladie grave, d'une orientation vers des spécialistes si nécessaire, de soins pendant la grossesse et l'accouchement, et d'un aiguillage vers les services d'aide sociale et de conseil juridique. L'anonymat est garanti à tous les bénéficiaires, qui ont souvent peur de se rendre dans les cabinets médicaux classiques ou à l'hôpital. Le premier bureau de MMM a été inauguré en 2001 à Berlin. Depuis, douze autres bureaux ont été ouverts dans d'autres villes d'Allemagne. Les professionnels de la santé et le personnel administratif travaillent tous bénévolement. Le matériel médical et les médicaments sont financés par des dons en argent et en nature. MMM travaille en coopération avec un réseau de professionnels de la santé bénévoles, ainsi qu'avec des Eglises, des ONG et des associations. Ces dix dernières années, plus de 40 000 personnes ont bénéficié de ses services. MMM

5 Source : Medical support set for undocumented migrants. Lee Woo-young, *The Korea Herald*, Séoul, 7 mars 2012 : www.koreaherald.com/view.php?ud=20120307001296.

6 Source : Malteser Migranten Medizin, 2014 – www.malteser-migranten-medizin.de.

est surtout sollicité dans les cas de grossesse, de blessures, de problèmes dentaires graves, de tumeurs et de maladies transmissibles.

Centre de santé communautaire à Nairobi (Kenya)⁷

D'importants progrès ont été accomplis à Nairobi (Kenya) pour fournir des soins de santé aux migrants et aux réfugiés. En 2002, par exemple, le département de la santé du conseil municipal a créé un centre de santé communautaire à Eastleigh, le quartier où se trouve la plus grande concentration de résidents migrants. Ce centre bénéficie d'une collaboration efficace entre la municipalité et l'OIM, qui vise à intégrer les migrants dans le système de santé. Il fournit des soins de santé là où vivent les populations de migrants les plus vulnérables, éliminant ainsi l'un des principaux obstacles à l'accès aux soins, à savoir le danger et la difficulté que représentent de longs trajets en ville. Le centre est gratuit et ouvert à tous, ce qui règle aussi le problème des réfugiés qui renonçaient à se faire soigner faute de moyens ou par peur d'être persécutés.

3.4.2. Déplacements massifs vers et dans les zones urbaines

La gestion et la prise en charge des déplacements de populations urbaines provoqués par une catastrophe naturelle, des conflits ou des violences posent des problèmes particuliers aux acteurs intéressés et peuvent aboutir à une aggravation de la vulnérabilité à long terme des communautés déplacées comme de leurs communautés d'accueil.

Sur les 72 millions de personnes déplacées dans le monde, on estime que la moitié environ vit dans des zones urbaines, surtout dans des pays moins avancés (FICR, 2012). Les personnes touchées par une crise (d'origine naturelle ou humaine) s'installent dans des villes susceptibles de leur offrir, au minimum, des services de base, des possibilités de revenu et des marchés permettant de continuer à se procurer nourriture et hébergement. Dans le même temps, l'urbanisation croissante de la planète fait que les crises et les déplacements connexes tendent à se répercuter plus fréquemment sur les zones urbaines : étant donné que les populations et les biens se concentrent dans des zones à risque, le risque de catastrophe s'urbanise (IDMC, 2014), et les conflits et la violence touchent de plus en plus les centres urbains et sapent leur capacité à se poser en « refuges » (Jacobsen et Howe, 2008).

Gestion des déplacements de population dans les zones urbaines

Les déplacements massifs engendrent des vulnérabilités particulières parmi les populations concernées et posent des défis inédits à ceux qui doivent y faire face, notamment les autorités locales et les communautés d'accueil. Il est difficile d'identifier et d'enregistrer des flux de population de grande ampleur au sein de communautés urbaines complexes. Les citoyens déplacés sont souvent éparpillés entre divers endroits, le plus souvent hors des sites officiels, et ont tendance à

⁷ D'après : Juzwiak T., E. McGregor et M. Siegel, *Migrant and Refugee Integration in Global Cities, the Role of Cities and Business* (2014). Processus de La Haye sur les réfugiés et les migrations, La Haye.

circuler à l'intérieur comme à l'extérieur des villes pour tenter de trouver des ressources, services et facilités essentiels (Brookings Institution, 2013). Il n'est pas rare qu'ils se heurtent à des obstacles pour faire reconnaître leur statut et, parfois, ils renoncent à toute assistance par crainte d'être arrêtés ou expulsés (Weiss Fagen, 2014).

En conséquence, les modèles classiques fondés sur la fourniture d'une aide spécifique dans des camps homogènes pourraient ne pas fonctionner aussi bien dans les contextes urbains. En effet, dans les villes, les personnes déplacées comptent généralement plus sur la communauté, les institutions et les marchés locaux pour assurer leur survie et leur bien-être que celles en milieu rural (Ferris et Ferro-Ribeiro, 2012). Cependant, les institutions et les marchés risquent de ne pas être en mesure d'absorber un afflux massif et soudain, tandis que le manque de représentation politique, les obstacles administratifs et la ségrégation spatiale pourraient réduire encore un peu plus les moyens permettant d'accéder aux ressources et facilités essentielles. Les personnes déplacées en milieu urbain doivent donc souvent faire face à l'insécurité alimentaire, à la malnutrition, à l'insécurité personnelle, à des effets psychosociaux non atténués, à la pauvreté et au chômage, et peuvent échouer dans des implantations sauvages situées dans des zones sujettes aux catastrophes, ou dans des lieux où elles sont menacées d'expulsion ou de réimplantation (Haysom, 2013 ; Carrillo, 2009 ; Albuja et Ceballos, 2010).

La pression démographique peut aussi aboutir à un amenuisement des possibilités de revenu, des soins de santé et de l'éducation, et à une flambée des prix du logement, des produits alimentaires et des ressources essentielles, entraînant des effets négatifs durables sur le bien-être des ménages et des communautés qui accueillent les personnes déplacées. Ce sont toujours les groupes les plus vulnérables (femmes, jeunes et travailleurs non qualifiés) des communautés migrantes et des communautés d'accueil qui risquent de subir les conséquences les plus graves (Zetter et Deikun, 2010 ; PNUD, 2009). Des tensions intercommunales et des attitudes xénophobes surgissent souvent lorsque les conditions de vie empirent du fait de l'afflux non géré de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et de réfugiés dans les zones urbaines (MercyCorps, 2012). Ces tensions sont exacerbées si les communautés d'accueil ont le sentiment que les personnes déplacées reçoivent une aide disproportionnée (Carrillo, 2009). En outre, le fait d'être déplacé peut donner lieu à une stigmatisation, ce qui aggrave un peu plus encore la situation des personnes déplacées (Esnard et Sapat, 2014). On trouvera dans l'encadré 14 une description des difficultés rencontrées pour loger les personnes déplacées à Alep.

Encadré 14



Alep (République arabe syrienne) : Hébergement des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays⁸

Avant 2011, Alep était l'une des destinations les plus prisées des migrants ruraux du pays, et l'une des villes de la République arabe syrienne les plus peuplées, avec environ un quart de la population urbaine totale. Plus de la moitié de ses habitants ont été déplacés lorsque les troubles ont gagné la ville à la fin de 2012, même si, d'après certaines estimations, 48 % des personnes déplacées se sont installées dans d'autres quartiers

8 Tiré de M. Serageldin, F. Vigier et M. Larsen, *Urban Migration Trends in the MENA Region and the Challenge of Conflict Induced Displacement* (2014). Document d'information élaboré pour le présent Rapport.

d'Alep, en suivant pour une grande partie d'entre elles un mouvement en direction de l'ouest vers des zones plus sûres (ONU-Habitat, 2014a). De nombreuses personnes déplacées à l'intérieur de leur pays originaires d'autres régions ont également cherché refuge à Alep, où elles avaient des proches ou des connaissances.

Le parc immobilier a subi des dégâts considérables : 52 % des logements sont désormais inutilisables. Les destructions concernaient surtout les implantations sauvages, qui représentaient 45 % des logements avant la crise (*ibid.*). Néanmoins, dans les quartiers ouest, plus sûrs, des constructions sauvages abritent un nombre croissant de personnes déplacées originaires d'autres quartiers d'Alep et de villes ou villages voisins.

Les solutions adoptées pour loger les vagues de populations déplacées varient d'une ville à l'autre et d'un quartier à l'autre. Les profils établis par ONU-Habitat dans un échantillon de villes syriennes en 2014 font apparaître qu'une grande majorité de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays comptent sur des proches, des amis et des propriétaires pour s'installer dans des lieux inoccupés. L'hébergement chez des particuliers est la solution que recherchent en priorité les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays à Alep, à Dara'a et à Homs, aussi bien pour des motifs économiques que pour des raisons de sécurité. Les ménages hébergés par des proches considèrent généralement que cette solution est temporaire, en attendant de trouver un autre logement.

A Lattaquié, qui est sûre, pas moins de 82 % des personnes déplacées à l'intérieur du pays louent leur logement. La hausse des loyers dans les quartiers prisés a, par ailleurs, abouti à des colocations, plusieurs ménages louant un même appartement. Les logements partagés n'abritent toutefois pas plus de 10 % des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays dans les villes visées par l'enquête (ONU-Habitat, 2014b). A Homs, les dégâts considérables subis par les habitations et le taux élevé d'émigration interne, conjugués à un nombre relativement faible de migrants rentrés chez eux à ce jour, ont fait que le partage de logement reste une solution courante pour les personnes déplacées à l'intérieur de la ville.

Parmi les autres solutions de logement adoptées dans les zones urbaines par les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays figurent l'occupation d'immeubles inachevés ou endommagés, le squattage d'appartements vides mais en état d'être utilisés, ou l'installation dans des quartiers défavorisés ou spontanés, où l'économie informelle peut fournir un revenu de base. La grande majorité des accords passés entre ceux qui abandonnent ou louent leur logement et les nouveaux occupants ne sont pas officiels ni consignés par écrit, ce qui suscite des inquiétudes quant au risque de conflits de propriété futurs et de procès interminables.

Les solutions les plus couramment utilisées par les migrants et les réfugiés syriens au Liban sont la location ou l'hébergement dans une maison ou un appartement, qui sont aussi leur mode de logement privilégié dans les zones urbaines des gouvernorats de Jordanie, les pressions sur le logement les plus fortes se faisant sentir dans les villes des

gouvernorats d'Amman, d'Irbid et de Zarqa (HCR, 2014a). Au Liban, on estime que 193 000 réfugiés vivent actuellement dans des implantations sauvages (HCR, 2014b). En Jordanie, 20 % des réfugiés se trouvent dans les camps de Za'atari, Mrajeep al-Fhood, Cyber City et Al-Azraq, les autres habitant principalement dans les zones urbaines les plus pauvres du nord du pays.

Solutions durables aux déplacements vers les villes

Mettre fin aux déplacements à destination des zones urbaines pose des difficultés particulières. La plupart des personnes ainsi déplacées cherchent à s'intégrer dans leur communauté d'accueil plutôt que de retourner dans leur lieu d'origine, estimant qu'elles auront plus de chances de s'en sortir dans les zones de destination – un sentiment qui ne fait que croître à mesure que le déplacement se prolonge (Majidi, 2011 ; Carrillo, 2009).

En outre, l'intégration dans les villes se produit dans des endroits densément peuplés, caractérisés par une grande diversité de situations de vulnérabilité, si bien qu'il est difficile de répondre aux besoins spécifiques des personnes déplacées nouvellement arrivées sans se trouver confronté à des schémas de marginalisation et de risque pour les communautés d'accueil. Les mesures prises à cette fin doivent donc s'intéresser aux besoins et non au statut des personnes. Si elles ne parviennent pas à remédier aux principaux facteurs de vulnérabilité en milieu urbain, elles ont peu de chances d'avoir, sur les populations cibles, les effets positifs à long terme escomptés, et risquent seulement de modifier, voire de renforcer, les schémas d'exclusion existants (Zetter et Deikun, 2010 ; Sherwood *et al.*, 2014). Si, en revanche, elles y parviennent, elles peuvent réellement favoriser le bien-être de l'ensemble des communautés urbaines. On trouvera dans l'encadré 15 un exemple d'inclusion à Gaziantep, en Turquie.

Ainsi, il est essentiel, pour leur bien-être à long terme, que les personnes déplacées puissent accéder à des possibilités de subsistance et à un logement décent par les voies officielles, mais cela pose également des défis majeurs pour le développement urbain en temps normal (Esnard et Sapat, 2014). L'augmentation du nombre de personnes ayant besoin d'aide, surtout après des événements déstabilisants qui perturbent les zones urbaines, ne fait que compliquer la fourniture de cette aide, ce qui peut conduire à de nouvelles situations de vulnérabilité, d'autant que les ressources permettant de gérer les déplacements sont limitées et, souvent, ne sont disponibles qu'immédiatement après les crises (Carrillo, 2009).

Encadré 15



Gaziantep (Turquie) : Un exemple d'inclusion

Programme de soutien social en faveur des femmes et des enfants réfugiés syriens

Gaziantep est une ville industrielle de 1,3 million d'habitants, située dans le sud-est de la Turquie. La population locale entretient de solides liens familiaux et commerciaux avec les communautés syriennes qui vivent juste de l'autre côté de la frontière. Selon la Direction des situations d'urgence (AFAD) du Gouvernement, la ville accueille actuellement

225 000 Syriens déplacés, dont 33 000 vivent dans des camps. Les autres ont trouvé un logement et de l'aide grâce à des réseaux locaux et aux membres de leur famille ou de leur communauté qui avaient migré précédemment dans la ville.

Avec l'appui des communautés locales, qui continuent de bien accepter les Syriens déplacés, la ville a adopté un programme global à l'intention des personnes déplacées par le conflit, afin de fournir une assistance adaptée et une aide à l'intégration sans compromettre le bien-être des communautés d'accueil. Ce programme pourvoit aux besoins immédiats et à plus long terme des personnes déplacées, en distribuant des vivres et des articles ménagers essentiels, en protégeant les groupes particulièrement vulnérables et en améliorant l'accès durable aux services et aux facilités.

Le système de santé local a permis de prêter assistance à plus de 50 000 Syriens sous la forme de consultations et de médicaments gratuits, en s'attaquant aux problèmes sanitaires liés aux conditions de vie de nombreuses personnes déplacées. Une assistance spécifique a été mise en place à l'intention des enfants, qui ont bénéficié d'un soutien psychosocial ciblé et de campagnes de vaccination, et des femmes. Des efforts supplémentaires seront nécessaires pour sensibiliser les personnes déplacées à leur droit à une aide, et pour faciliter l'accès aux soins de santé de ceux qui vivent dans des implantations marginalisées.

Ces deux dernières années, la municipalité a ouvert deux écoles pour pourvoir aux besoins d'éducation de près de 10 000 mineurs nouvellement arrivés. Les programmes comprennent des cours de turc ciblés et des classes de rattrapage pour permettre aux enfants syriens d'intégrer le système éducatif turc. La municipalité prend en charge la totalité des frais de scolarité.

La ville a mis en œuvre un programme d'aide destiné aux Syriens vivant hors des camps, pour faciliter leur accès au marché du travail formel. La Chambre de commerce de Gaziantep a recommandé de délivrer aux Syriens des permis de travail de courte durée et de leur permettre d'accéder à une formation professionnelle et aux prestations de sécurité sociale. Ce programme s'appuyait sur une évaluation du profil de compétences des travailleurs syriens et prévoyait des contingents de recrutement de Syriens déplacés par les entreprises locales. Il comprenait également la création de zones industrielles à proximité de la frontière, où des coentreprises public-privé pouvaient employer des Syriens pour produire des biens susceptibles d'être vendus à la République arabe syrienne. Le programme est devenu opérationnel en octobre 2014, et a multiplié les possibilités d'accès à l'emploi formel offertes aux nouveaux venus syriens. Ces mesures se sont aussi traduites par une baisse généralisée du taux de chômage dans la ville, malgré l'afflux massif de personnes déplacées.

Une nouvelle approche de la migration en Turquie

Les pratiques d'inclusion mises en œuvre par la ville de Gaziantep s'appuient sur un solide cadre juridique et politique à l'échelle nationale. Le Gouvernement a mis en place un régime de protection temporaire à

l'intention des Syriens qui ont besoin d'aide dans les camps et ailleurs, y compris dans les zones urbaines, quelle que soit la durée de leur séjour.

Ce dispositif s'inscrit dans une nouvelle approche stratégique construite autour de l'idée selon laquelle une migration bien gérée peut être profitable à tous. Dans cette optique, la Turquie a adopté en 2013 une loi sur les étrangers et la protection internationale, qui reconnaît explicitement l'importance d'intégrer toutes les catégories de migrants dans la société turque, et qui instaure un solide cadre institutionnel en vue de leur inclusion dans les contextes locaux de destination. Elle a permis d'améliorer considérablement le statut juridique et socioéconomique des personnes fuyant une crise humanitaire. Grâce à cette loi, Gaziantep – où la mobilité humaine va devenir un enjeu de développement clé dans les prochaines décennies – a pu investir dans des solutions orientées vers l'avenir qui favorisent une gouvernance efficace et adaptative de la migration urbaine.

D'après :

Fatma Şahin, maire de la municipalité métropolitaine de Gaziantep (Turquie), « Social Support Programme for Syrian Women and Children Refugees » ; et

Atila Toros, Directeur général, Direction générale de la gestion des migrants, Ministère de l'intérieur (Turquie), « The New Approach to Migration in Turkey ».

Coordination entre les différents acteurs

Étant donné la complexité de ces interventions, il est nécessaire de coordonner les efforts déployés par les divers acteurs, qui ne se limitent pas aux personnes chargées des secours d'urgence. Dans les contextes urbains, en effet, il est probable que les mesures d'aide et de soutien mobilisent un certain nombre de parties prenantes à tous les échelons – international à local – chacune avec ses capacités et ses ressources, mais aussi avec des priorités et des positions opérationnelles et politiques qui lui sont propres (Brookings Institution, 2013).

En particulier, si l'aide aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays relève de la responsabilité juridique du gouvernement central, c'est habituellement aux autorités locales qu'il revient de mettre en œuvre les mesures concrètes qui déterminent les ressources et les facilités mises à la disposition des personnes déplacées et de leur communauté d'accueil. Or, souvent, les autorités locales n'ont pas les moyens de bien faire face aux mouvements massifs de population. L'absence de volonté politique, de mandat précis et de responsabilités clairement définies à cet échelon pour gérer et prendre en charge les flux de déplacements peut constituer, pour ces autorités, un obstacle majeur à leur action dans les situations de déplacements urbains (Weiss Fagen, 2014).

En outre, les villes accueillent différents acteurs non gouvernementaux et toutes sortes d'acteurs de la société civile et du secteur privé qui contribuent, souvent de manière subsidiaire ou complémentaire à l'action des administrations locales, à promouvoir l'accès aux facilités et services essentiels et à réduire la vulnérabilité



des populations avant, pendant et après une catastrophe. Il est nécessaire d'associer l'ensemble des acteurs locaux pour que les interventions soient fondées sur une bonne connaissance du contexte local, bien acceptées par la population locale, et durables (Zetter et Deikun, 2010).

Enfin, il est essentiel de faire participer les personnes déplacées elles-mêmes, ainsi que les communautés d'accueil, à la conception et à la mise en œuvre d'interventions avisées qui répondent aux besoins des plus vulnérables. Dans la plupart des villes, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays n'accordent qu'une confiance limitée aux processus décisionnels, auxquels elles ne participent guère, et ce sont les systèmes de gouvernance informelle et collective qui prévalent (Haysom, 2013). La concertation avec l'ensemble des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux intervenant dans la planification, la fourniture de services, la gouvernance et l'amélioration de la résilience au niveau municipal et inframunicipal exige des efforts que les responsables des secours et les acteurs humanitaires ne sont pas nécessairement à même de déployer. La gestion et la prise en charge des déplacements urbains devraient donc être une priorité pour l'ensemble des mesures de développement urbain.

3.4.3. Aléas naturels et catastrophes

Les migrants sont souvent amenés à occuper des terres marginales, non desservies et exposées à des aléas naturels tels que les glissements de terrain et les inondations. Ils habitent aussi fréquemment dans des bâtiments peu sûrs, et n'ont pas accès à l'information et aux ressources nécessaires pour prévenir les catastrophes ou se protéger quand elles se produisent. Pour toutes ces raisons, ils finissent parfois par payer un tribut disproportionné aux catastrophes. Aussi est-il indispensable que les migrants soient pris en considération dans les plans de gestion des risques qui définissent la marche à suivre avant, pendant et après une catastrophe.

Exposition aux aléas

Que ce soit dans les pays à revenu élevé ou à faible revenu, les catastrophes qui frappent les villes où la démographie est complexe peuvent se répercuter de manière démesurée sur les communautés de migrants marginalisées. Les nouveaux venus dans les villes n'ont souvent guère d'autre choix que de s'installer dans les endroits les plus dangereux du paysage urbain du risque (où se concentrent les sources de dangers existantes et potentielles) (Bolin, 2006). Ils finissent par occuper des terrains marginaux et non desservis, délaissés par les activités formelles et mal aménagés sur le plan des infrastructures, souvent situés sur des versants abrupts et instables ou sur des rives sujettes aux inondations. En outre, la pression démographique croissante peut entraîner des changements d'affectation des terres, qui provoquent des dangers naturels localisés tels que des glissements de terrain et des inondations en milieu urbain. Les nouveaux venus et les communautés de migrants sont souvent fortement exposés aux aléas de ce type, et peuvent souffrir de façon disproportionnée lors de catastrophes (de Sherbinin *et al.*, 2012 ; Seibert, 2014).

On peut voir une illustration de ce phénomène dans les bidonvilles de Rio de Janeiro, où affluent des migrants ruraux-urbains du *Nordeste* brésilien. La *favela* Rocinha, en particulier, est devenue un établissement non structuré où vivent



des centaines de milliers d'habitants, dont environ 80 % sont originaires des Etats de Ceará et de Paraíba. L'utilisation non durable des terres, la dégradation des sols et l'augmentation des débordements créent les conditions d'une instabilité hydrogéologique, propice aux glissements de terrain et aux inondations soudaines à répétition dont les effets sont dévastateurs (Perlman, 2002). En République démocratique du Congo, par exemple, la migration économique et l'afflux de personnes déplacées et de réfugiés à Goma, qui comprend des zones exposées aux risques volcaniques, ont causé la mort de 147 personnes et provoqué d'importantes perturbations lorsque le Nyiragongo est entré en éruption, en 2002 (Wisner, 2002a).

De plus, les migrants habitent souvent dans des bâtiments en mauvais état, particulièrement vulnérables aux effets des aléas naturels. Lorsque le tremblement de terre de 1995 a frappé Kobe, au Japon, une part disproportionnée de la minorité coréenne locale habitait et travaillait dans des bâtiments en bois dont les lourdes toitures en tuiles se sont effondrées pendant le séisme, ou qui ont brûlé dans les incendies qui ont suivi, ce qui a eu des répercussions dévastatrices sur la vie des migrants, leur santé et leurs perspectives économiques au lendemain de la catastrophe (Wisner *et al.*, 2004).

Le statut migratoire peut renforcer les obstacles qui empêchent l'accès aux ressources, notamment aux informations, nécessaires pour éviter ou atténuer les conséquences des catastrophes ou s'en relever (voir l'encadré 16). En 2011, lors des inondations qui ont touché Bangkok et près d'un cinquième du territoire de la Thaïlande, on estime que 600 000 travailleurs migrants birmans ont été bloqués dans les zones sinistrées, ne disposant guère de solutions pour partir vers des lieux plus sûrs en raison des restrictions de mouvement, et ne bénéficiant que de moyens de subsistance très limités pendant la phase de reconstruction (Koser, 2014). Toujours en 2011, lors de la triple catastrophe qui s'est produite à Tohoku, au Japon, les étrangers, et en particulier les réfugiés et les demandeurs d'asile, ont dû faire face à des difficultés supplémentaires pour accéder aux informations d'urgence et bénéficier d'une aide à l'évacuation et au relèvement (Koike, 2011 ; Crimella et Dagnan, 2012).

Le risque de catastrophe ne cesse de s'urbaniser, et les villes se diversifient progressivement à la faveur des mouvements de population internes et internationaux. Inclure les migrants, les personnes déplacées et les réfugiés vivant en milieu urbain dans les plans de réduction des risques de catastrophe est donc une priorité si l'on veut réduire les conséquences globales des aléas pour les communautés et les sociétés. Etant donné que d'autres sections du présent Rapport traitent des facteurs structurels de la vie urbaine qui déterminent la vulnérabilité aux catastrophes, la section qui suit porte uniquement sur les obstacles à la prise en considération des migrants dans la préparation aux catastrophes, la gestion des crises, la reconstruction et le relèvement.

Avant une catastrophe

Il est essentiel de savoir si les populations ont accès aux alertes et à l'information lors des catastrophes pour déterminer leur degré de préparation. Les barrières linguistiques peuvent empêcher les migrants d'accéder en temps voulu à des informations complètes et de qualité (Shepherd et van Vuuren, 2014 ; Benavides, 2013). La préférence des migrants pour certains médias – réseaux sociaux ou



contacts directs (par opposition aux médias et aux services de radio et télédiffusion publics), ou certaines chaînes ou émissions de télévision ou de radio – ainsi que leur méfiance à l'égard des organismes publics peuvent influencer sur la capacité des pouvoirs publics à entrer en contact avec eux (Wang, Amati et Thomalla, 2011 ; Perry et Mushkatel, 2008 ; Phillips, 1993 ; Arlikatti, Taibah et Andrew, 2014). L'éloignement et l'isolement des quartiers soumis à une ségrégation spatiale pourraient aussi nuire à la fourniture d'informations (et de secours) avant et pendant une crise (Sabates-Wheeler et Macauslan, 2007).

Souvent, par manque de connaissance et de compréhension des contextes locaux, les migrants perçoivent et appréhendent différemment les risques environnementaux (Adeola, 2009 ; Lindell et Perry, 2004). Ils pourraient ne pas interpréter les informations qu'ils reçoivent de la même façon que les populations autochtones, ou réagir et se comporter différemment face à ces informations.

Pendant une catastrophe

Le statut migratoire peut influencer sur l'efficacité des mesures d'évacuation et de gestion des risques de catastrophe. La liberté de circulation des migrants peut être restreinte par des règlements administratifs, ce qui limite leurs possibilités pour gagner des lieux plus sûrs en cas de catastrophe (Koser, 2014). Quant aux migrants occupant des implantations sauvages, la nécessité de rester sur place pour veiller sur la maison et les effets personnels qui, sinon, ne seraient pas protégés, peut aussi contribuer à leur refus d'évacuer (voir l'encadré 10).

Les migrants, surtout ceux qui sont dépourvus de documents, pourraient renoncer à solliciter de l'aide lors d'une catastrophe par méfiance à l'égard des travailleurs humanitaires et des agents de l'immigration, et par crainte d'être expulsés (Enarson et Morrow, 2000). L'inadéquation des systèmes d'assistance peut se traduire par la fourniture d'une aide inéquitable aux migrants, ou amener ces derniers à refuser le soutien qui leur est proposé (Jones-DeWeever et Hartmann, 2006). Lorsque la possession de documents est requise pour bénéficier de secours et d'une aide au relèvement, les migrants dépourvus de documents et ceux qui ont perdu les leurs durant la catastrophe se heurtent à des difficultés particulières pour accéder à l'aide (Donner et Rodríguez, 2008).

Après la catastrophe

Les barrières linguistiques, le statut migratoire et la méconnaissance des procédures administratives locales peuvent également empêcher les migrants, les personnes déplacées et les réfugiés de bénéficier d'une aide au relèvement (Bolin, 2006). Etant donné la forte probabilité de devoir travailler dans le secteur informel, de vivre dans des zones à risque et de n'avoir qu'un accès limité aux réseaux de protection sociale, les migrants sont souvent touchés de manière disproportionnée par les interruptions d'activité ou les fermetures d'entreprises au lendemain de catastrophes (Koser, 2014).

Plus exposés aux aléas et plus fragiles structurellement, les logements des migrants risquent davantage d'être endommagés ou détruits lors d'une catastrophe. A cela s'ajoute la forte probabilité, pour les migrants, de ne pas être pris en considération dans les dispositifs d'aide à la reconstruction et au relèvement. Les difficultés d'accès des personnes non autochtones aux réseaux sociaux peuvent aussi réduire leurs possibilités d'hébergement informel chez des proches ou des



amis après une catastrophe, ce qui accroît leur risque de se trouver dans des situations de déplacement prolongé (Phillips, 1993). A la suite et, dans bien des cas, à cause des catastrophes, des attitudes xénophobes et hostiles à l'égard des migrants transformés en boucs émissaires peuvent aussi mettre à mal leur sécurité personnelle ainsi que leur capacité de relèvement.

Encadré 16



Migrants hispaniques à New York avant et après l'ouragan Sandy⁹

Au moment de la catastrophe, 20 % de la population totale de Staten Island et de Long Island, deux des zones les plus durement touchées par l'ouragan Sandy en 2012, était née à l'étranger. Les migrants représentaient bien plus de 50 % des résidents de certains quartiers. Les répercussions de la tempête sur leur bien-être ont été considérables. Dans les zones concernées, 40 % des migrants ont fait état de pertes économiques, et un sur trois a subi des dégâts ayant endommagé son logement ou ses biens. A Staten Island, 60 % des migrants ont été sinistrés, et 40 % déplacés. Or, par méconnaissance du système en vigueur aux Etats-Unis, seulement 22 % des victimes ont fait une demande d'assistance et, parmi elles, seulement 25 % en ont effectivement bénéficié.

Les barrières linguistiques, les exigences administratives et le manque d'organisation ont fait obstacle à l'accès des migrants au soutien fourni par l'Agence fédérale de gestion des situations d'urgence et par les organismes caritatifs locaux. De nombreux migrants se sont abstenus de déposer une demande par crainte d'incidents xénophobes. Les « étrangers non qualifiés », y compris certains groupes de migrants pourvus de documents (comme ceux jouissant du « statut de protection temporaire » en raison de la situation de leur pays d'origine), n'ont pas pu accéder à l'assistance en espèces ni aux indemnités de chômage. D'autres migrants avaient droit à des prestations car leurs enfants étaient ressortissants des Etats-Unis, mais ils n'en ont pas fait la demande de peur d'être arrêtés et expulsés, alors même que les autorités nationales et locales avaient donné l'assurance que la législation sur l'immigration ne serait pas appliquée. Ce comportement a eu pour conséquence de laisser des enfants sans assistance.

Les communautés de migrants ont été touchées de manière disproportionnée par la perte de revenus et de moyens de subsistance due à la destruction des logements et aux déplacements : par exemple, de nombreux migrants employés comme travailleurs domestiques, n'avaient plus de lieu de travail. L'accès limité des travailleurs migrants aux filets de sécurité s'est traduit par un chômage considérable (11 % de la communauté des migrants) et à des difficultés économiques. Trente pour cent des migrants ont mentionné des retards de paiement de leur loyer, et des locataires migrants auraient été victimes d'abus de la part de leur

9 Sources :

Recensement des Etats-Unis de 2010 – www.census.gov/2010census/
www.latintimes.com/latino-victims-sandy-neglected-hispanic-group-launches-official-complaint-132405
www.immigrantings.com/2013/02/immigrants-struggle-after-hurricane-sandy.html
www.buzzfeed.com/davidnoriega/the-undocumented-immigrants-who-rebuilt-new-york-after-sandy#.dwKz1weW0
Make the Road New York: 2013 Victories – www.maketheroad.org/report.php?ID=3276

propriétaire (qui aurait gardé leur dépôt de garantie ou les aurait forcés à remettre en état leur logement au mépris des obligations contractuelles en vigueur). Pour les 53 % de migrants des groupes à faible revenu, la hausse de 50 % appliquée aux loyers dans les zones sinistrées a eu des conséquences dévastatrices sur l'offre de logements abordables, et a augmenté la probabilité de devoir vivre dans des conditions dangereuses et dans des logements surpeuplés après le passage de Sandy. Les choses ont encore empiré lorsqu'une vague de froid s'est abattue après la tempête. Un an plus tard, les médias rapportaient qu'un grand nombre de résidents migrants attendaient toujours l'aide promise et que les locuteurs non anglophones continuaient d'être insuffisamment informés du processus de relèvement, ce qui a déclenché une action collective et le dépôt de plaintes à l'encontre de l'Etat et du Gouvernement.

Pourtant, la poursuite de l'activité des migrants, qui représentait 22,4 % du produit intérieur brut de l'Etat de New York, a été déterminante dans le redressement économique et social de toute la région. Des milliers de travailleurs migrants ont été recrutés par des entreprises et des particuliers pour contribuer aux efforts de relèvement rapide, notamment à l'évacuation des gravats et à la remise en état des infrastructures. Jusqu'à 75 % de ces travailleurs journaliers non déclarés étaient dépourvus de documents, et nombre d'entre eux ont été exposés à des risques supplémentaires dus à des conditions de travail dangereuses et à l'exploitation par leur employeur pour bénéficier des possibilités offertes par la reconstruction.

3.5 PARTENARIATS AUX FINS DE RESILIENCE

En milieu urbain, il est nécessaire d'élargir la coordination au-delà des acteurs habituels pour renforcer la résilience des communautés de migrants. Les partenariats doivent associer les gouvernements, les ONG, la société civile, le secteur privé et les migrants eux-mêmes. Les associations de migrants, en particulier, ont un rôle clé à jouer dans des domaines tels que la fourniture des ressources et du soutien de base, l'amélioration des services et facilités indispensables, l'expression des préoccupations des migrants à travers la représentation politique, ou encore la préparation et la riposte aux catastrophes. La participation des migrants à la planification institutionnelle et à la gestion des risques de catastrophe doit être encouragée. De fait, les migrants peuvent contribuer utilement et concrètement à la réduction des risques auxquels sont exposées les communautés urbaines dans leur ensemble.

3.5.1. Renforcement de la résilience à l'initiative des migrants dans les villes de destination

Etant donné que les migrants convergent vers les villes, les groupes de même origine, de même appartenance ethnique ou de même culture peuvent tirer parti de leurs ressources communes pour surmonter ensemble les obstacles rencontrés dans les villes de destination. Ce capital social peut être crucial pour la survie et le bien-être des migrants, notamment là où les institutions et les marchés locaux ne fournissent pas suffisamment de ressources et de possibilités par les voies officielles. La dépendance à l'égard de réseaux fondés sur l'origine

ou l'appartenance ethnique peut toutefois donner lieu à une ségrégation spatiale, en conduisant à la création de quartiers isolés et socialement homogènes (ONU-Habitat, 2003 ; Eurofound, 2007). Cependant, l'action collective des migrants contribue souvent à la résilience des communautés d'origine et d'accueil. Ainsi, les groupes et associations de migrants peuvent contribuer à des projets de développement et de réduction des risques (en matière de sécurité alimentaire, de sécurité de l'eau, de services de base et d'infrastructures, par exemple) dans les régions d'origine par des ressources financières, une expertise technique ou un engagement politique (Orozco, 2008 ; Sall, 2005). Ils peuvent aussi être les acteurs de la résilience dans les régions de destination, en permettant la mobilisation de diverses ressources et capacités en temps normal, mais aussi avant, pendant et après une crise.

Services et facilités essentielles

Les associations de migrants internes et internationaux, de personnes déplacées et de réfugiés contribuent de manière déterminante à la fourniture de facilités et services essentiels, tels que le logement, l'emploi, l'assistance juridique et l'accès à l'information, tant pour les nouveaux venus que pour ceux établis de longue date. A Accra, par exemple, des associations de migrants ont constitué des réseaux locaux qui aident les immigrants nigériens à trouver et à payer un logement ou un hébergement, à accéder au marché du travail et à régler les dépenses familiales et les frais de santé (Bosiakoh, 2011). A Buenos Aires, des groupes d'épargne de travailleurs migrants péruviens aident leurs compatriotes à faire face à leurs frais d'hébergement et à leurs dépenses courantes (Hardoy et Pandiella, 2009). A New York, l'association Alianza Dominicana dispense des cours d'anglais, des cours d'éducation civique et des services de santé à l'intention des migrants dominicains (Sommerville, Durana et Terrazas, 2008).

Engagement civique et participation citoyenne

Les associations fournissent un soutien social et psychologique, et facilitent le maintien de la culture et des traditions des lieux d'origine (Owusu, 2000 ; Lyons et Snoxall, 2005). Elles promeuvent en outre l'engagement civique et la participation politique des migrants et de leur communauté, en les faisant mieux connaître et en leur donnant les moyens de défendre leur cause auprès des autorités locales. Les groupes de migrants peuvent être directement associés par les autorités locales à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques et de projets inclusifs, par exemple, dans le cadre d'une réforme participative du système éducatif local ou de débats sur les droits civiques (Sommerville, Durana et Terrazas, 2008). Les associations jouent aussi un rôle déterminant quand il s'agit de plaider pour des mesures de réduction des risques pendant la phase de relèvement consécutive à une catastrophe urbaine, ce qui permet de mettre en place des dispositifs communautaires de gestion des risques de catastrophe bien conçus et d'améliorer la préparation des crises futures (Hardoy, Pandiella et Velásquez Barrero, 2011).

Soutien avant, pendant et après une catastrophe

Des actions menées à l'initiative des migrants permettent à ces derniers de mieux prévenir les catastrophes, de s'y préparer, d'y faire face et de s'en relever plus efficacement. Les informations sur la prévention et la préparation, y compris les alertes précoces, sont souvent bien diffusées à l'intérieur des minorités, notamment parmi les migrants (Perry et Mushkatel, 2008). Dans ces groupes, des

personnalités clés peuvent être chargées de rassembler et d'adapter les alertes et informations officielles, et de les communiquer ensuite à leur communauté (comme ce fut le cas, par exemple, lors des inondations de 2011 à Brisbane) (Shepherd et van Vuuren, 2014). Après une catastrophe, ces groupes peuvent aussi aider les migrants et les personnes déplacées à accéder aux informations, à un soutien psychosocial et à des activités de sensibilisation ciblées. A la suite de l'ouragan Katrina, les liens sociaux étroits existant au sein de la communauté vietnamienne de La Nouvelle-Orléans ont été déterminants pour aider les survivants à trouver un abri, une aide médicale, une assistance administrative et des renseignements (notamment par l'intermédiaire des stations de radio communautaires), et à compenser le manque de préparation officielle et d'information sur les situations d'urgence en vietnamien (Li *et al.*, 2008 ; Vu *et al.*, 2009). De même, la communauté des réfugiés afghans s'est appuyée sur des mécanismes d'entraide pour se relever du tremblement de terre de 2011 à Canterbury, en Nouvelle-Zélande (Marlowe, 2013).

3.5.2. Renforcement de la résilience des migrants grâce à l'inclusion

Nombre des décisions qui influent sur la vulnérabilité des migrants, des personnes déplacées et des réfugiés sont prises à l'échelon local par des acteurs institutionnels, non gouvernementaux et du secteur privé. Il est indispensable de prendre des mesures locales ciblées en vue de l'inclusion des nouveaux venus pour réduire les risques auxquels ils doivent faire face, d'autant que les villes jouent un rôle croissant dans l'action internationale en matière de développement et d'environnement.

Dans la plupart des systèmes, les autorités locales sont chargées de certaines activités qui sont cruciales pour la vie courante des habitants des villes, notamment l'aménagement de l'espace, l'élaboration de règlements de construction, la mise en place d'infrastructures, le transport et la fourniture de services sociaux. Les procédures de planification peuvent réellement promouvoir la participation des migrants aux affaires publiques, répondre à leurs besoins par un meilleur accès aux services et aux facilités, et mettre à profit leurs compétences et leurs capacités dans l'intérêt de la communauté dans son ensemble. C'est ainsi que Portland, aux Etats-Unis, a mis en place des structures permettant une planification inclusive du développement à l'échelle des quartiers. Ailleurs, de nombreuses villes, comme Amsterdam, aux Pays-Bas, œuvrent en faveur de la mixité spatiale aux fins d'inclusion sociale et économique (Eurofund, 2007).

L'action des autorités locales, complétée souvent par celle des acteurs du secteur privé et de la société civile, peut effectivement réduire nombre des obstacles que rencontrent les nouveaux venus, en facilitant leur accès à l'initiative économique, aux possibilités de revenu, aux soins de santé et à l'éducation, et en favorisant l'harmonie au sein des communautés (Juzwiak, McGregor et Siegel, 2014). On trouve plusieurs exemples d'autorités locales ayant cherché à encourager la participation des migrants dans les communautés d'accueil en les associant à des programmes de développement ciblés sur leurs communautés d'origine (Sall, 2005 ; Østergaard-Nielsen, 2011) (voir l'encadré 17 ci-après).



Encadré 17



Los Pinos : Evolution d'une implantation sauvage dans la zone métropolitaine de Buenos Aires (Argentine)¹⁰

Los Pinos est une implantation sauvage entourée de quartiers résidentiels enclos, située à Escobar, dans la zone métropolitaine de Buenos Aires. C'est une zone à faible revenu qui s'est développée à la faveur d'occupations de terrains illégaux, attirant progressivement des immigrants internationaux (surtout originaires du Pérou, de l'Etat plurinational de Bolivie et du Paraguay) qui, aujourd'hui, représentent 68 % de la population locale. Pendant longtemps, la zone n'a pas été prise en compte dans l'aménagement local. Elle n'est pas reliée aux réseaux d'eau et d'assainissement locaux ni desservie par les transports publics, et elle ne compte aucun service de santé ou d'éducation. En outre, elle est sujette à des inondations périodiques.

Il y a quelques années, en collaboration avec l'ONG « TECHO », la communauté a lancé un processus ascendant destiné à promouvoir l'assainissement et la régularisation de l'implantation. Une méthode participative, dite « compass », a été utilisée pour orienter le processus de décision. Elle consiste à recueillir et à comparer des données sur l'accès aux terrains, au logement, aux infrastructures, aux services sociaux ainsi que sur la sécurité alimentaire, la sécurité des moyens de subsistance et la sécurité environnementale. Cette méthode a permis de faciliter le débat au sein de la communauté et avec les autorités municipales en vue d'arrêter des mesures prioritaires visant à améliorer l'accès de la population de Los Pinos aux services et facilités de base. Les priorités suivantes ont été définies : 1) mettre en place un plan d'urbanisme à l'échelle du quartier afin d'éviter l'envahissement des espaces verts, essentiels pour la luminosité naturelle, la ventilation et les loisirs ; 2) améliorer les infrastructures (éclairage des rues, voirie et systèmes d'évacuation des eaux) pour renforcer l'accessibilité et la sécurité des personnes et prévenir les inondations ; 3) améliorer l'accès à des réseaux d'assainissement et d'eau potable abordables ; et 4) améliorer la gestion des déchets, en choisissant un site de décharge et en négociant l'enlèvement hebdomadaire des ordures avec la société publique de collecte des déchets.

Diverses formes d'auto-organisation caractéristiques des lieux d'origine des migrants andins ont permis d'améliorer les conditions de vie locales. L'association de quartier a organisé des manifestations de collecte de fonds pour financer les lampadaires et l'évacuation des eaux. Les membres de la communauté ont participé à la mise en place d'infrastructures dans le cadre de mécanismes de solidarité (appelés *minga*), qui sont couramment utilisés pour des travaux privés tels que la construction de logements, surtout en faveur des plus démunis. Des associations d'épargne et de crédit tournants ont financé des microentreprises locales, tandis que les

10 D'après F. Murillo, *Migration and urbanization paths: Emerging challenges of reshaping the human geography of Latin America* (2014). Document d'information élaboré pour le présent Rapport.

mères se sont organisées pour mettre en place des modes collectifs de garde d'enfants.

L'expérience de Los Pinos est actuellement reproduite dans tous les taudis d'Escobar. Il convient de noter, toutefois, que l'officialisation progressive de la fourniture de services peut rendre ces derniers moins abordables et en limiter l'accès pour les plus pauvres. En outre, la réussite de l'expérience de Los Pinos a provoqué un certain mécontentement ailleurs, les gens estimant que l'aide fournie aux migrants était injuste à leur égard. Pour éviter d'éventuels conflits intercommunaux, les habitants des quartiers formels et informels participent actuellement à un *Participian*, une rencontre au cours de laquelle sont débattues les stratégies municipales visant à remédier au problème des implantations sauvages. Les succès obtenus par ces initiatives communautaires reposent sur les liens sociaux étroits et la grande confiance existant entre les membres, que révèle et que met à profit le processus de décision ascendant.

Participation des migrants aux systèmes de gestion des risques de catastrophe

Les initiatives locales de nombreux acteurs peuvent aider à s'attaquer aux facteurs de vulnérabilité qui sont propres aux migrants dans les situations de catastrophe. Au Japon, les préfectures et les municipalités fournissent des documents d'information et des formations multilingues sur les dangers et les risques¹¹, tandis que le Conseil des autorités locales pour les relations internationales, un organisme public, a mis au point une boîte à outils de communication multilingue en cas d'urgence¹². Ces mesures, souvent complétées par celles d'ONG et d'institutions universitaires, ont également joué un rôle essentiel dans les alertes et les informations transmises aux minorités linguistiques avant, pendant et après la triple catastrophe de Tohoku, en 2011 (Carrol, 2012 ; Miyao *et al.*, 2007).

Les médias locaux peuvent aussi jouer un rôle déterminant dans la circulation de l'information lors de catastrophes. Aux Etats-Unis, la station de radio hispanophone de La Nouvelle-Orléans a diffusé des alertes d'évacuation et des renseignements importants en matière de secours et de relèvement, malgré le manque d'informations officielles traduites. Au cours des incendies de 2007 à San Diego, ce sont aussi les chaînes de télévision hispanophones qui ont diffusé les informations sur l'évacuation et les secours, notamment grâce à leur vaste couverture en direct des événements (Benavides, 2013). A Nairobi, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a collaboré avec des stations de radio et des sociétés de télécommunication locales pour diffuser des alertes rapides et des messages d'urgence à des groupes de réfugiés vivant dans des quartiers isolés (Sturge, 2014).

La participation des différentes communautés culturelles et linguistiques est une priorité pour de nombreuses autorités locales qui ont à gérer des populations de plus en plus diverses. En Australie, par exemple, des organismes de gestion des risques à l'échelon des villes ont collaboré avec les représentants de communautés locales de migrants pour mettre sur pied des dispositifs de préparation, d'alerte,

11 <http://mief.or.jp/en/bousai.html>
www.hyogo-ip.or.jp (en japonais uniquement).

12 www.sic-info.org/en/

d'évacuation et de gestion des déplacements tenant compte de la diversité culturelle et linguistique locale¹³. Des structures de liaison spécifiques sont mises en place en vue d'améliorer l'inclusion, et les représentants de groupes étrangers, en particulier les nouveaux venus, les jeunes migrants et les jeunes réfugiés, sont directement associés aux structures de gestion des risques, en qualité de bénévoles ou de membres du personnel¹⁴.

Les migrants en tant qu'acteurs de la réduction des risques

Les mesures de réduction des risques reconnaissent souvent que les migrants et leurs réseaux peuvent contribuer à la gestion des risques pour la communauté dans son ensemble. Dans bien des cas, les migrants sont surreprésentés au sein des groupes de personnes productives en bonne santé, et offrent diverses compétences susceptibles d'appuyer les efforts de préparation aux catastrophes, d'intervention et de relèvement, surtout dans les sociétés vieillissantes. En outre, ils pourraient accéder plus facilement aux quartiers et entrer en contact avec les communautés qui y vivent.

Après le tremblement de terre à Northridge, aux Etats-Unis, des groupes d'immigrants hispaniques (y compris des personnes dépourvues de documents) ont collaboré avec des ONG locales pour porter assistance aux populations des zones sinistrées où les sauveteurs officiels étaient en nombre insuffisant. Cet élan de solidarité a donné lieu à la création du Pico Union Cluster, une structure communautaire indépendante de préparation qui, par la suite, a rejoint l'organisme officiel de Los Angeles de coordination des ONG en matière de préparation et d'intervention en cas de catastrophe (Wisner, 2002b). La participation des migrants aux opérations d'aide d'urgence, de recherche et de secours, à l'enlèvement des gravats et aux efforts de relèvement rapide et de reconstruction a aussi été observée au sein des communautés asiatiques au lendemain de l'ouragan Sandy à New York, en 2012¹⁵, après les inondations en Ligurie (Italie), en 2014¹⁶, et après la catastrophe de Tohoku (Japon), en 2011, où des groupes de Pakistanais, de Philippins et de Chinois ont géré des abris d'urgence et des installations de distribution de vivres (Duncan, 2013).

De fait, l'afflux de migrants dans les villes après une catastrophe urbaine permet souvent de fournir les ressources nécessaires au relèvement (Hugo, 2008). Ce phénomène a pu être observé à La Nouvelle-Orléans (Etats-Unis), après l'ouragan Katrina en 2005, où les travailleurs migrants hispaniques nouvellement arrivés ont joué un rôle clé dans les travaux de construction, de démolition, d'enlèvement des débris et d'assainissement (Vinck *et al.*, 2009 ; Elliott et Pais, 2006). Les ressources translocales des migrants, fondées sur les relations que ceux-ci entretiennent avec différents lieux, peuvent aussi bénéficier aux villes d'accueil dans leur ensemble : après le tremblement de terre survenu en 2012 en Emilie-Romagne, dans le nord de l'Italie, les villes touchées ont reçu des fonds et des ressources en nature de la part des sociétés et des communautés d'origine des migrants pour aider la population à faire face et à se relever¹⁷.

13 www.maribyrnong.vic.gov.au/Page/Page.aspx?Page_Id=2814

14 www.em.gov.au/Documents/Project%20Red%20-%20Consultation%20Report%20-%20FINAL%20-%20June%202011%20-%20PDF.PDF

15 www.democracynow.org/2012/11/2/residents_of_nyocs_chinatown_turn_to

16 www.famigliacristiana.it/articolo/anche-tanti-immigrati-tra-gli-angeli-del-fango.aspx (*en italien uniquement*).

17 www.ilmessaggero.it/PRIMOPIANO/CRONACA/terremoto_emilia_la_carica_dei_volontari_tra_loro_tantissimi_stranieri/notizie/197648.shtml (*en italien uniquement*).

3.6

OBSERVATIONS FINALES

Les villes peuvent élargir considérablement l'accès des migrants aux ressources, facilités et services essentiels. Pour la plupart des migrants, l'installation dans une ville est une décision judicieuse pour améliorer leur bien-être et leur résilience. Cependant, et surtout si elle est mal gérée, la migration peut aboutir à des situations d'exclusion et de vulnérabilité pour les personnes qui migrent et les communautés qui les accueillent. Les migrants doivent fréquemment faire face à des obstacles qui débouchent sur des schémas de marginalisation particuliers. En conséquence, ils finissent souvent par être surreprésentés parmi les groupes sociaux les plus faibles et les plus vulnérables au sein des communautés urbaines – ceux qui sont les plus exposés aux aléas d'origine naturelle ou humaine.

Dans le même temps, des exemples du monde entier montrent qu'une bonne planification, conjuguée à une coordination locale, peut aider à atténuer ces risques. Les politiques soucieuses d'inclusion contribuent grandement à la résilience des migrants, et des migrants résilients contribuent à la réduction des risques, tant pour les communautés d'origine que pour les communautés de destination. Les échanges de ressources matérielles et immatérielles que la migration favorise permettent de créer des établissements humains plus riches, et dynamiques sur les plans social, culturel et économique. D'où la nécessité d'associer un urbanisme volontariste et inclusif à l'échelle locale et des politiques avisées de gestion de la mobilité à l'échelle nationale, non seulement pour prévenir les vulnérabilités potentielles liées aux mouvements vers les villes, mais aussi pour mettre à profit les possibilités de renforcement de la résilience et d'amélioration du bien-être des migrants.



Voix de migrants



Espérer pour reconstruire : un Tchadien à Lagos

Lorsque Didier a quitté N'Djamena, la capitale du Tchad où il a grandi, pour Lagos, il a trouvé la ville étonnante : « On ne peut pas comparer Lagos à N'Djamena, c'est très différent, et il y a tellement de monde à Lagos. » Lagos, la bouillonnante capitale commerciale du Nigéria, compte une population d'environ 17 millions d'habitants, contre approximativement 1,5 million à N'Djamena. La ville est le creuset du pays et l'une des zones urbaines dont la croissance est la plus rapide au monde. Didier a vécu à Lagos pendant trois ans, et il décrit la ville en ces mots : « Lagos est une ville qui accueille volontiers tout le monde. Si vous êtes prêt à travailler dur, vous trouverez toujours quelque chose à faire, et vous survivrez. »

Son voyage de N'Djamena à Lagos a été difficile. Après avoir fui le Tchad par bateau jusqu'au Cameroun, il a été contraint de fuir de nouveau jusqu'au Nigéria par peur pour sa sécurité. Grâce à l'aide du Gouvernement et au soutien de quelques amis sur place, Didier s'est installé à Borno, au nord-est du Nigéria, où il a tenu une petite épicerie pendant plus d'un an. De nouvelles inquiétudes pour sa sécurité l'ont toutefois obligé à repartir d'abord pour Abuja, puis pour Lagos.

Didier vend des chaussures d'occasion tout en terminant des études en ingénierie mécanique et en informatique de réseau. Il a dû surmonter de nombreuses difficultés pour s'intégrer à Lagos. « Au départ, je voulais trouver un emploi. Partout où j'ai postulé, on commençait toujours par me demander d'où je venais et si je parlais la langue locale – ce qui n'est pas le cas. Cela a joué contre moi. » Cependant, il ne s'est pas laissé décourager. « Même si je ne pouvais pas trouver un emploi, je me suis rendu compte que Lagos était un endroit où, si vous aviez quelque chose à vendre, vous auriez au moins un peu d'argent pour manger tous les jours. C'est comme ça que j'ai commencé à vendre des chaussures. » Le prix élevé du logement demeure un problème. Après plusieurs mois de squattage, Didier a finalement trouvé un logement abordable grâce à un ami. La chambre n'a ni électricité ni eau courante. Le harcèlement régulier des agents de sécurité est aussi un défi quotidien.

Malgré toutes ces difficultés, Didier devient petit à petit un véritable Lagosien. « Cela a été très difficile au début », indique-t-il, avant de poursuivre : « Tout va très vite à Lagos. Maintenant, je peux même affronter n'importe qui en *pidgin* » ajoute-t-il fièrement en faisant une démonstration de ses compétences linguistiques nouvellement acquises. Didier maintient des liens avec son pays d'origine et appelle souvent sa mère et les autres membres de sa famille restés au Tchad. Il est également président de l'association des Tchadiens à Lagos. Actuellement, Didier ne gagne pas assez d'argent pour rapatrier des fonds chez lui, mais il reste optimiste. « Je ne suis pas satisfait de ma situation actuelle » dit-il. « J'aimerais non seulement gagner plus d'argent, mais aussi contribuer au développement du Nigéria et du Tchad. Je crois que j'ai les connaissances qui me permettent d'en faire plus qu'actuellement. »



REFERENCES

- Adams, V., T. van Hattum et D. English
2009 Chronic disaster syndrome: displacement, disaster capitalism, and the eviction of the poor from New Orleans. *American Ethnologist*, vol. 36, n° 4, p. 615 à 636.
- Adeola, F.
2009 Katrina Cataclysm: Does Duration of Residency and Prior Experience Affect Impacts, Evacuation and Adaptation Behaviour Amongst Survivors? *Environment and Behavior*, vol. 41, n° 4, p. 459 à 489.
- Alami, N.N. *et al.*
2014 Morbidity and Mortality Weekly Report, *Trends in Tuberculosis – United States 2013*. Centres for Disease Control and Prevention (CDC), Atlanta. Disponible à l'adresse : www.cdc.gov/mmwr/pdf/wk/mm6311.pdf
- Albuja, S. et M. Ceballos
2010 Urban displacement and migration in Colombia. *Forced Migration Review*, vol. 34, p. 10 et 11. Disponible à l'adresse : www.fmreview.org/en/urban-displacement/FMR34.pdf
- Alirol, E. *et al.*
2010 Urbanisation and infectious diseases in a globalised world. *The Lancet, Infectious Diseases*, vol. 11, n° 2, p. 131 à 141.
- Arlikatti, S., H.A. Taibah et S.A. Andrew
2014 How do you warn them if they speak only Spanish? Challenges for organizations in communicating risk to Colonias residents in Texas, USA. *Disaster Prevention and Management*, vol. 23, n° 5, p. 533 à 550.
- Benavides, A.D.
2013 Four major disaster occurrences and the Spanish language media: a lack of risk communication. *Disaster Prevention and Management*, vol. 22, n° 1, p. 29 à 37.
- Bolin, B.
2006 Race, class and disaster vulnerability. *Handbook of Disaster Research* (I. Rodriguez, H. Quarantelly et R. Dynes (responsables de la publication)). Springer, New York, p. 113 à 130.
- Bosiakoh, T.A.
2011 The Role of Migrant Associations in Adjustment, Integration and Social Development : The Case of Nigerian Migrant Associations in Accra, Ghana. *Ghana Journal of Development Studies*, vol. 8, n° 2, p. 64 à 73.
- Brookings Institution
2013 *Under the radar: Internally Displaced Persons in Non-Camp Settings*. Brookings Institution, Washington. Disponible à l'adresse : www.brookings.edu/~media/research/files/reports/2013/10/noncamp-displaced-persons/under-the-radaridps-outside-of-camps-oct-2013.pdf



- Cannon, T.
2008 Vulnerability, “innocent” disasters and the imperative of cultural understanding. *Disaster Prevention and Management*, vol. 17, n° 3, p. 350 à 357.
- Carrillo, A.C.
2009 Internal displacement in Colombia: humanitarian, economic and social consequences in urban settings and current challenges. *Revue internationale de la Croix-Rouge*, vol. 91, n° 875, p. 527 à 546.
- Carrol, T.
2012 Multilingual or Easy Japanese? Promoting Citizenship via Local Government Websites. *Language and Citizenship in Japan* (N. Gottlieb (responsable de la publication)). Routledge, New York.
- Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (CEPD) et Bureau régional pour l’Europe de l’Organisation mondiale de la Santé (OMS)
2014 *HIV/AIDS surveillance in Europe 2013*. ECDC et OMS, Stockholm et Copenhague. Disponible à l’adresse : <http://ecdc.europa.eu/en/publications/Publications/hiv-aids-surveillance-report-Europe-2013.pdf>
- Crimella, C. et C.S. Dagnan
2012 The 11 March triple disaster in Japan. In : *The State of Environmental Migration 2011* (F. Gemenne, P. Bruecker et D. Ionesco (responsables de la publication)). IDDRI (Institut du développement durable et des relations internationales), Paris, et OIM, Genève, p. 35 à 46. Disponible à l’adresse : www.iddri.org/Publications/Collections/Analyses/SEM%202011_web.pdf
- Davies, A.A., C. Blake et P. Dhavan
2011 Social determinants and risk factors for non-communicable diseases in South Asian migrant population in Europe. *Asia Europe Journal*, vol. 8, p. 4, p. 461 à 473.
- De Haas, H.
2007 Turning the Tide? Why Development Will Not Stop Migration. *Development and Change*, vol. 38, n° 5, p. 819 à 841.
- de Sherbinin, A. et al.
2012 Migration and risk: net migration in marginal ecosystems and hazardous areas. *Environmental Research Letters*, vol. 7, n° 4, p. 1 à 13.
- Donner, W. et H. Rodríguez
2008 Population Composition, Migration, and Inequality: The Influence of Demographic Changes on Disaster Risk and Vulnerability. *Social Forces*, vol. 87, n° 2, p. 1 089 à 1 114.
- Duncan, H.
2013 Immigrant integration as a factor in disaster preparedness: The case of the 2011 Tōhoku earthquake in Japan. In : *Migration Policy and Practice*, vol. 3, n° 2. Organisation internationale pour les migrations, Genève. Disponible à l’adresse : http://publications.iom.int/bookstore/free/MigrationPolicyPracticeJournal10_15May2013.pdf

- Duong, L.B., T.G. Linh et N.T.P. Thao
2011 *Social protection for rural-urban migrants in Vietnam: current situation, challenges and opportunities*. CSP Research Report 08. Centre pour la Protection Sociale, Institut sur les études du développement, Brighton. Disponible à l'adresse : www.ids.ac.uk/files/dmfile/ResearchReport08REVISE.pdf
- Elliott, J.R. et J. Pais
2006 Race, class, and Hurricane Katrina: Social differences in human responses to disaster. *Social Science Research*, vol. 35, n° 2, p. 295 à 321. Disponible à l'adresse : http://ac.els-cdn.com/S0049089X06000135/1-s2.0-S0049089X06000135-main.pdf?_tid=51ab4ca0-fb25-11e4-99ec-00000aabb0f26&acdnat=1431710023_bb2e10851b367e213f95c716ff2d522e
- Enarson, E. et B.H. Morrow
2000 A Gendered Perspective: The Voices of Women. In : *Hurricane Andrew: Ethnicity, Gender, and the Sociology of Disasters* (W.G. Peacock, B.H. Morrow et H. Gladwin (responsables de la publication)). International Hurricane Center, Laboratory for Social and Behavioral Research, Miami, p. 116 à 137.
- Esnard, A.M. et A. Sapat
2014 *Displaced by disaster: Recovery and resilience in a globalizing world*. Routledge, New York.
- Eswaran, H. *et al.*
2011 The Anthroscape Approach in Sustainable Land Use. In : *Sustainable Land Management: Learning from the Past for the Future* (S. Kapur, H. Eswaran et W.E.H. Blum (responsables de la publication)). Springer, Berlin, p. 1 à 50.
- Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR)
2012 *Rapport sur les catastrophes dans le monde 2012 – Migrations forcées*. Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Genève. Disponible à l'adresse : www.ifrc.org/fr/publications-and-reports/world-disasters-report/world-disasters-report-2012---focus-on-forced-migration-and-displacement/
- Ferris, E. et S. Ferro-Ribeiro
2012 Protecting people in cities: the disturbing case of Haiti. *Disasters*, vol. 36, n° s1, p. S43 à S63.
- Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Eurofound)
2007 *Housing and integration of migrants in Europe*. Dublin.
- Gaillard, J.C. *et al.*
2010 Alternatives for Sustained Disaster Risk Reduction. *Human Geography*, vol. 3, n° 1, p. 66 à 88. Disponible à l'adresse : http://scholars.wlu.ca/cgi/viewcontent.cgi?article=1015&context=geog_faculty



- Greiner, C. et P. Sakdapolrak
2012 Rural-urban migration, agrarian change, and the environment in Kenya: a critical review of the literature. *Population and Environment*, vol. 34, n° 4, p. 524 à 553. DOI : 10.1007/s11111-012-0178-0.
- Hardoy, J. et G. Pandiella
2009 Urban poverty and vulnerability to climate change in Latin America. *Environment and Urbanization*, 2009, vol. 21, n° 1, p. 203 à 224. Disponible à l'adresse : <http://eau.sagepub.com/content/21/1/203.full.pdf+html>
- Hardoy, J., G. Pandiella et L.S. Velásquez Barrero
2011 Local disaster risk reduction in Latin American urban areas. *Environment and Urbanization*, 2011, vol. 23, n° 2, p. 401 à 413. Disponible à l'adresse : <http://eau.sagepub.com/content/23/2/401.full.pdf+html>
- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)
2014a *Jordan Refugee Response – RRP6. Protection Sector Achievements, January to September 2014*. HCR, Genève.
2014b *UNHCR Lebanon Shelter Update, September 2014*. HCR, Genève.
- Haysom, S.
2013 *Sanctuary in the city? Urban displacement and vulnerability - Final report*. Overseas Development Institute, Londres. Disponible à l'adresse : www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/8444.pdf
- Hu, X., S. Cook et M. Salazar
2008 Internal migration and health in China. In : *The Lancet*, vol. 372, n° 9 651, p. 1 717 à 1 719.
- Hugo, G.
2008 Migration, Development and Environment. Série *Migration Research* n° 35. Organisation internationale pour les migrations, Genève. Disponible à l'adresse : http://publications.iom.int/bookstore/free/MRS_35.pdf
- Jacobsen, K. et K. Howe
2008 *Internal displacement to urban areas: the Tufts-IDMC profiling study – Case 3: Santa Marta, Colombia*. Université Tufts, Boston, et IDMC, Genève. Disponible à l'adresse : www.internal-displacement.org/assets/publications/2008/200809-am-colombia-urban-displacement-santa-marta-country-en.pdf
- Jones-DeWeever, A.A. et H. Hartmann
2006 Abandoned Before the Storms: The Glaring Disaster of Gender, Race, and Class Disparities in the Gulf. In : *There is no such Thing as a Natural Disaster: Race, Class and Hurricane Katrina* (C. Hartman et G.D. Squires (responsables de la publication)). Routledge, New York, p. 85 à 102.



- Juzwiak, T., E. McGregor et M. Siegel
2014 *Migrant and Refugee Integration in Global Cities, the Role of Cities and Businesses*. Processus de La Haye sur les réfugiés et les migrations, La Haye. Disponible à l'adresse : <http://thehagueprocess.org/wordpress/wp-content/uploads/2014/04/MigrantRefugeeIntegrationGlobalCities.pdf>
- Koike, K.
2011 Forgotten and unattended: refugees in post-earthquake Japan. *Forced Migration Review*, vol. 38, p. 46 et 47. Disponible à l'adresse : www.fmreview.org/en/technology/46-47.pdf
- Koser, K.
2014 Protecting non-citizens in situations of conflict, violence, and disaster. *In : Humanitarian crises and migration: causes consequences and responses* (S.F. Martin, S. Weerasinghe et A. Taylor (responsables de la publication)). Routledge, New York.
- Ku, L. et M. Jewers
2013 *Health Care for Immigrants: Current Policies and Issues*. Migration Policy Institute, Washington. Disponible à l'adresse : www.migrationpolicy.org/research/health-care-immigrant-families-current-policies-and-issues
- Kyobutungi, C. *et al.*
2008 The burden of disease profile of residents of Nairobi's slums: Results from a Demographic Surveillance System. *In : Population Health Metrics*, vol. 6, n° 1.
- Li, W. *et al.*
2008 Surviving Katrina and its Aftermath: A comparative analysis of community mobilization and access to emergency relief by Vietnamese Americans and African Americans in an Eastern New Orleans Suburb. *In : Journal of Cultural Geography*, vol. 25, n° 3, p. 263 à 286.
- Lindell, M.K. et R.W. Perry
2004 *Communicating Environmental Risk in Multi-Ethnic Communities*. SAGE Publications, Californie. Disponible à l'adresse : <http://dx.doi.org/10.4135/9781452229188>
- Lyons, M. et S. Snoxall
2005 Creating Urban Social Capital: Some Evidence from Informal Traders in Nairobi, in *Urban Studies*, vol. 42, n° 7, p. 1 077 à 1 097.
- Majidi, N.
2011 *Urban returnees and internally displaced persons in Afghanistan*. Middle East Institute, Washington. Disponible à l'adresse : www.refugeecooperation.org/publications/afghanistan/pdf/01_majidi.pdf
- Marlowe, J.
2013 Resettled refugee community perspectives to the Canterbury earthquakes: Implications for organizational response. *Disaster Prevention and Management*, vol. 22, n° 5, p. 434 à 444.



Mberu, B. *et al.*

Regional Synthesis on Patterns and Determinants of Migrants' Health and Associated Vulnerabilities in Urban Setting of East and Southern Africa. (A paraître).

MercyCorps

2012 Analysis of Host Community-Refugee Tensions in Mafraq, Jordan.

Metcalfe, V., S. Haysom et E. Martin

2012 *Sanctuary in the city? Urban displacement and vulnerability in Kabul*. Document de travail, Humanitarian Policy Group. Overseas Development Institute, Londres. Disponible à l'adresse : www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/7722.pdf

Miyao, M. *et al.*

2007 *Mobile Interaction – Multilingual Disaster Information System for Mobiles Phones in Japan*. Symposium on Human Interface, HCI International 2007, Beijing. Notes de lecture tirées de *Computer Science*, vol. 4 558, p. 592 à 599.

Mosca, D., B. Rijks et C. Schultz

2013 A role for health in the global migration and development debate? Looking ahead at the UN High-Level Dialogue on Migration and Development (HLD) and other forums. In : *Migration Policy Practice*, OIM, Genève, vol. 3, n° 2, p. 19 à 24. Disponible à l'adresse : http://publications.iom.int/bookstore/free/MigrationPolicyPracticeJournal10_15May2013.pdf

Murillo, F.

2014 *Migration and urbanization paths: Emerging challenges of reshaping the human geography of Latin America*. Document d'information rédigé pour le Rapport *Etat de la migration dans le monde 2015 – Les migrants et les villes : de nouveaux partenariats pour gérer la mobilité*, Organisation internationale pour les migrations, Genève.

Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC)

2014 *Global Estimates 2014: People displaced by disasters*. IDMC, Genève. Disponible à l'adresse : www.internal-displacement.org/publications/2014/global-estimates-2014-people-displaced-by-disasters

Ompad, D. *et al.*

2007 Social determinants of the health of urban populations: Methodologic considerations. *Journal of Urban Health: Bulletin of the New York Academy of Medicine*, New York, vol. 84, n° 3 suppl., p. i42 à 53. Disponible à l'adresse : www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/17458704

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

2008 *Migrants et sociétés d'accueil : des partenariats prometteurs*. Dialogue international sur la migration, n° 11. Organisation internationale pour les migrations, Genève. Disponible à l'adresse : http://publications.iom.int/bookstore/free/IDM_11F.pdf



2013 Rapport *Etat de la migration dans le monde 2013 – Le bien-être des migrants et le développement*. Organisation internationale pour les migrations, Genève. Disponible à l'adresse : http://publications.iom.int/bookstore/free/WMR2013_FR.pdf

Organisation internationale pour les migrations (OIM), Organisation mondiale de la Santé (OMS) et Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)

2013 *Migration internationale, santé et droits de l'homme*. OIM, OMS et HCDH, Genève. Disponible à l'adresse : http://publications.iom.int/bookstore/free/IOM_UNHCHR_FR_web.pdf

Organisation mondiale de la Santé (OMS)

2008 *Comblent le fossé en une génération – Instaurer l'équité en santé en agissant sur les déterminants sociaux de la santé, rapport final de la Commission des déterminants sociaux de la santé*. OMS, Genève. Disponible à l'adresse : http://whqlibdoc.who.int/publications/2009/9789242563702_fre.pdf

2015 *Les facteurs qui ont contribué à la propagation cachée du virus Ebola et empêché son confinement rapide – Une année d'épidémie d'Ebola*. Janvier 2015. Disponible à l'adresse : www.who.int/csr/disease/ebola/one-year-report/factors/fr/

Organisation mondiale de la Santé (OMS) et Organisation internationale pour les migrations (OIM)

2014 *Tuberculosis Prevention and Care for Migrants*. OMS et OIM, Genève. Disponible à l'adresse : www.who.int/tb/publications/WHOIOM_TBmigration.pdf

Organisation mondiale de la Santé (OMS) et Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)

2010 *La face cachée des villes – Mettre au jour et vaincre les inégalités en santé en milieu urbain*. OMS et ONU-Habitat, Genève, p. 14. Disponible à l'adresse : www.who.int/kobe_centre/publications/hiddencities_media/f_WHO_HC_report_FR_Web.pdf?ua=1

Orozco, M.

2008 *Diasporas and development: Issues and impediments*. In: *Diasporas and International Development: Exploring the Potential*. (J.M. Brinkerhof, dir. publ.). Lynne Rienner, Boulder. Disponible à l'adresse : www.worldbank.org/afr/diaspora/200802hlseminar/Diaspora%20and%20Development%20Orozco.pdf

Østergaard-Nielsen, E.

2011 *Codevelopment and citizenship: the nexus between policies on local migrant incorporation and migrant transnational practices in Spain*. *Ethnic and Racial Studies*, vol. 34, n° 1, p. 20 à 39.

Owusu, T.

2000 *The Role of Ghanaian Immigrant Associations in Toronto, Canada*. *International Migration Review*, vol. 34, n° 4, p. 1 155 à 1 181.



- Perlman, J.E.
2002 Marginality: From Myth to Reality in the Favelas of Rio de Janeiro, 1969–2002. In : *Urban Informality: Transnational Perspectives from the Middle East, Latin America and South Asia* (A. Roy et N. Al Sayyad, dir. publ.). Lexington Books, Oxford, p. 105 à 146.
- Perry, R.W. et A.H. Mushkatel
2008 *Minority Citizens in Disasters*. University of Georgia Press, Athènes.
- Phillips, B.D.
1993 Cultural diversity in disasters: sheltering, housing and long-term recovery. *International Journal of Mass Emergencies and Disasters (IJMED)*, vol. 11, n° 1, p. 99 à 110. Disponible à l'adresse : www.ijmed.org/articles/368/
- Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA)
2014 *The Gap Report*, ONUSIDA, Genève, p. 84 et 159. Disponible à l'adresse : www.unaids.org/sites/default/files/en/media/unaids/contentassets/documents/unaidspublication/2014/UNAIDS_Gap_report_en.pdf
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
2009 *Rapport mondial sur le développement humain 2009 – Lever les barrières : Mobilité et développement humains*. Nations Unies, New York. Disponible à l'adresse : http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2009_fr_complete.pdf
- Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)
2003 *The Challenge of Slums. Global Report on Human Settlements 2003*. ONU-Habitat, New York. Disponible à l'adresse : <http://unhabitat.org/?wpdmact=process&did=MTQ3OS5ob3RsaW5r>
- 2014a *City Profile Aleppo, Multi-Sector Assessment*. ONU-Habitat, Damas. Disponible à l'adresse : <http://unhabitat.org/?wpdmact=process&did=MTQ5Ny5ob3RsaW5r>
- 2014b *City Profile Lattakia, Multi-Sector Assessment*. ONU-Habitat, Damas. Disponible à l'adresse : <http://unhabitat.org/?wpdmact=process&did=MTQ5Mi5ob3RsaW5r>
- Sabates-Wheeler, R.
2009 *Social security for migrants: Trends, best practice and ways forward*, document de travail n° 12. Projet de l'Association internationale de la sécurité sociale (AISS) intitulé « Examining the Existing Knowledge on Social Security Coverage Extension ». AISS, Genève.
- Sabates-Wheeler, R. et I. Macauslan
2007 Migration and Social Protection: Exposing problems of access. *Development*, vol. 50, n° 4. Society for International Development, Washington.
- Sall, B.
2005 Migrations, transferts financiers et initiatives économiques en Afrique subsaharienne. In : *Migration, transferts de fonds et développement*. OCDE, Paris, pp. 265 à 278.



- Schultz, C. *Migration, Health and Urbanization: Interrelated Challenges*. Document d'information rédigé pour le Rapport *Etat de la migration dans le monde 2015 – Les migrants et les villes : de nouveaux partenariats pour gérer la mobilité*, Organisation internationale pour les migrations, Genève.
- Seibert, T.
2014 A city of arrival and its wild growth. In : *World Risk Report 2014*. UNU-EHS, Université des Nations Unies, Bonn, p. 24 à 29. Disponible à l'adresse : http://worldriskreport.entwicklung-hilft.de/uploads/media/WorldRiskReport_2014_online-II_01.pdf
- Serageldin, M., F. Vigier et M. Larsen
2014 *Urban Migration Trends in the MENA Region and the Challenge of Conflict Induced Displacement*. Document d'information rédigé pour le Rapport *Etat de la migration dans le monde 2015 – Les migrants et les villes : de nouveaux partenariats pour gérer la mobilité*, Organisation internationale pour les migrations, Genève.
- Shepherd, J. et K. van Vuuren
2014 The Brisbane Flood: CALD Gatekeepers' risk communication role. *Disaster Prevention and Management*, vol. 23, n° 4, p. 469 à 483. DOI :10.1108/DPM-08-2013-0133.
- Sherwood, A, et al.
2014 *Supporting Durable Solutions to Urban, Post-Disaster Displacement: Challenges and Opportunities in Haiti*. Brookings Institution et Organisation internationale pour les migrations, Washington et Genève. Disponible à l'adresse : http://publications.iom.int/bookstore/free/Supporting_Durable_SolutionstoDisplacement_Haiti_Feb2014_Brookings.pdf
- Shetty, P.
2011 Health care for urban poor falls through the gap. In : *The Lancet*, vol. 377, n° 9766, p. 627 à 628. Disponible à l'adresse : [www.thelancet.com/pdfs/journals/lancet/PIIS0140-6736\(11\)60215-8.pdf](http://www.thelancet.com/pdfs/journals/lancet/PIIS0140-6736(11)60215-8.pdf)
- Somerville, W., J. Durana et A.M. Terrazas
2008 *Hometown Associations: An Untapped Resource for Immigrant Integration?* Migration Policy Institute, Washington. Disponible à l'adresse : www.migrationpolicy.org/research/hometown-associations-untapped-resource-immigrant-integration
- Sturge, G.
2014 *Nairobi, Kenya. A Case Study from Migrant and Refugee Integration in Global Cities: The Role of Cities and Businesses*. Processus de La Haye sur les réfugiés et les migrations. Disponible à l'adresse : <http://thehagueprocess.org/wordpress/wp-content/uploads/2014/04/NairobiTHP.pdf>
- Tacoli, C., G McGranahan et D. Satterthwaite
2014 *Urbanization, Rural-urban Migration and Urban Poverty*. Document d'information rédigé pour le Rapport *Etat de la migration dans le monde 2015 – Les migrants et les villes : de nouveaux partenariats pour gérer la mobilité*, Organisation internationale pour les migrations, Genève.

Vinck, P. *et al.*

2009 Inequalities and Prospects: Ethnicity and Legal Status in the Construction Labor Force after Hurricane Katrina, *Organization and Environment*, vol. 22, n° 4, p. 470 à 478.

Vu L. *et al.*

2009 Evacuation and Return of Vietnamese New Orleanians Affected by Hurricane Katrina. *Organization & Environment*, vol. 22, n° 4, p. 422 à 436.

Wang, M.Z., M. Amati et F. Thomalla

2011 Understanding the vulnerability of migrants in Shanghai to typhoons. *Natural Hazards*, vol. 60, n° 3, p. 1 189 à 1 210.

Wei, X. *et al.*

2009 Barriers to TB care for rural-to-urban migrant TB patients in Shanghai: a qualitative study, in : *Tropical Medicine and International Health*, vol. 14, n° 7, p. 754 à 760. Disponible à l'adresse : <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1365-3156.2009.02286.x/epdf>

Weiss Fagen, P.

2014 Flight to the cities: urban options and adaptations. In : *Humanitarian crises and migration: causes consequences and responses* (S.F. Martin, S. Weerasinghe et A. Taylor (responsables de la publication). Routledge, New York.

Wisner, B.

2002a Goma, Congo: City Air Makes Men Free? RADIX online.

2002b Assessment of capabilities and vulnerabilities. *Mapping Vulnerability: "Disasters, Development and People"* (G. Bankoff , G. Frerks et D. Hilhorst (responsables de la publication)). Wiley.

Wisner, B. *et al.*

2004 At Risk: Natural hazards, people's vulnerability and disasters. Routledge, Londres et New York. Disponible à l'adresse : www.preventionweb.net/files/670_72351.pdf

Zetter, R. et G. Deikun

2010 Meeting humanitarian challenges in urban areas. *Forced Migration Review*, vol. 34, p. 5 à 7. Disponible à l'adresse : www.fmreview.org/en/urban-displacement/FMR34.pdf







Migration urbaine
et développement
économique

CHAPITRE

4

FAITS MARQUANTS

- Il existe une corrélation étroite entre l'urbanisation et le développement économique. En effet, la concentration de l'activité économique dans les zones urbaines peut faciliter les échanges et alimenter la croissance. Les données montrent que les économies industrialisées où le produit intérieur brut (PIB) par habitant est élevé ont un rythme d'urbanisation supérieur. Cette corrélation n'est toutefois pas admise par les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, qui voient dans la migration une charge pour les zones urbaines et qui, par conséquent, tendent à appliquer des politiques visant à la décourager. Or, il faut des politiques qui mobilisent le potentiel économique de la migration pour qu'il profite aux villes de destination.
- Les villes peuvent transformer la diversité urbaine issue de la migration en un atout social et économique. La migration peut aider à augmenter la productivité, si elle est gérée de manière stratégique et qu'elle est reliée à l'économie officielle. Favoriser l'intégration des migrants sur le marché du travail peut être bénéfique pour le lieu d'origine comme pour le lieu de destination, car ceux-ci sont tous deux reliés. En soutenant les entrepreneurs migrants, on contribue non seulement à leur intégration socioéconomique personnelle, mais aussi au développement local. Les municipalités et le secteur privé ont un rôle important à jouer pour intégrer les migrants sur le marché du travail, en mettant en place des politiques et des mesures visant à fournir des informations et des formations, ainsi que la possibilité de constituer des réseaux et de subvenir à leurs besoins.
- Les migrants urbains peuvent être des agents du développement international, en soutenant et en stimulant la croissance économique de leur pays d'origine. Des partenariats novateurs en faveur du développement local conclus entre pays d'accueil et d'origine, et fondés sur des échanges intervilles, des accords de jumelage et des initiatives menées sous l'impulsion des diasporas, ont montré qu'ils pouvaient avoir des retombées économiques positives pour les communautés d'origine.
- Les initiatives locales qui visent à améliorer l'intégration urbaine et à favoriser la croissance économique participative, mises en œuvre par des municipalités, des urbanistes, des responsables de la société civile, des communautés de développement économique, des associations de migrants et des diasporas sont en rapide augmentation, surtout dans les pays développés.
- Pour élaborer des politiques cohérentes, il faut comprendre la nature des flux migratoires et les nouveaux schémas de mobilité circulaire, temporaire et pendulaire, et évaluer les besoins du marché du travail. L'absence de collecte systématique de données établissant la corrélation précise entre la migration et l'urbanisation constitue un frein majeur à cet égard.

ATM CENTER



Y BANK



Le présent chapitre examine la façon dont l'urbanisation et les nouveaux schémas de mobilité contribuent à la réduction de la pauvreté urbaine et à la croissance et au développement dans les villes, et améliorent le bien-être des migrants. Il étudie en outre la manière dont les villes peuvent transformer la diversité urbaine en un atout social et économique, en facilitant l'accès des migrants aux marchés du travail formels et en encourageant les entreprises dirigées par les migrants. Enfin, il passe en revue les nouveaux partenariats novateurs qui ont le potentiel de renforcer les effets de la migration sur le développement.

4.1

INTRODUCTION

Les migrants peuvent apporter des contributions importantes, voire déterminantes, au développement économique, social et culturel de leur ville d'accueil et de leur communauté d'origine. Or, bien souvent, ces contributions ne sont pas reconnues ou, au mieux, sont évaluées uniquement à l'aune des fonds qu'ils parviennent à rapatrier chez eux. La déclaration adoptée à l'issue du Dialogue de haut niveau des Nations Unies sur les migrations internationales et le développement, tenu à New York en 2013, souligne que les migrants doivent se trouver au cœur des programmes de migration et développement nationaux et mondiaux. La plupart des villes ont pour objectif de parvenir à une croissance économique durable qui profite à tous. Pour un nombre croissant d'entre elles, les politiques et les programmes de migration font partie intégrante de la planification et de la gestion du développement urbain.

Les villes se prêtent à l'expérimentation de mesures concrètes qui établissent un lien entre la migration et le développement durable. Dans les grandes économies émergentes, telles que la Chine et l'Inde, une bonne gestion des migrations internes et de l'urbanisation est essentielle pour leur avenir économique et politique. Bien qu'il soit nécessaire d'étudier plus avant les questions de migration dans les villes de destination des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, un nombre croissant de travaux de recherche font apparaître que la migration a un pouvoir de transformation et qu'elle peut contribuer à la réduction de la pauvreté dès lors que sont adoptés des schémas de mobilité circulaire et des stratégies de subsistance fondés sur le maintien de liens entre plusieurs lieux.

Si elle n'est pas gérée, la croissance rapide des villes peut affaiblir ce potentiel car les infrastructures urbaines, l'environnement et le tissu social seront insuffisants pour aider les migrants qui y vivent à améliorer leur situation personnelle ainsi que celle de leur famille et de leur communauté. Une bonne gestion de l'urbanisation, qui consiste à investir dans la fourniture de services adaptés, est indispensable pour engendrer une croissance économique et un développement susceptibles de s'inscrire dans la durée.

Les villes s'attaquent à ces difficultés en envisageant des formes souples de gouvernance en faveur du développement, qui se servent de la diversité urbaine comme d'une source d'innovation. Les maires et les conseils municipaux de villes comme New York ont ainsi créé, au sein de leurs services d'urbanisme, des postes de chargés des affaires d'immigration. L'Union européenne continue de parfaire les connaissances et de préciser les boîtes à outils qui permettent aux villes de transformer la diversité urbaine en un atout social et économique. Des villes comme Lisbonne, Rotterdam, Chicago, Buenos Aires, Sao Paulo, Nairobi, Auckland et Kuala Lumpur portent une attention accrue au rôle des migrants, et s'efforcent de créer une structure de possibilités pour les autochtones comme pour les nouveaux venus à la faveur de partenariats associant les migrants, le secteur privé et la société civile.



MIGRATION ET REDUCTION DE LA PAUVRETE URBAINE

4.2 4.2.1. Urbanisation et développement économique

Il existe une corrélation étroite entre l'urbanisation et le développement économique. En effet, car la concentration de l'activité économique dans certaines zones alimente la croissance. Les statistiques montrent que les pays où le PIB par habitant est élevé ont un rythme d'urbanisation supérieur. Cette corrélation n'est pas admise par les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, qui cherchent parfois à décourager la migration, considérée comme une charge pour les zones urbaines.

Les liens entre urbanisation, migration et développement économique sont complexes : si le développement économique et l'urbanisation sont corrélés, la contribution de la migration à l'urbanisation est, pour sa part, moins évidente. On manque encore de données empiriques et de travaux de recherche sur les articulations complexes entre la migration et l'urbanisation. Le problème tient au fait que le postulat de base utilisé pour établir ces articulations est en constante évolution. La dichotomie traditionnelle entre villes et campagnes en matière de mobilité n'est tout simplement plus applicable dans de nombreuses régions du monde, et l'urbanisation n'est pas nécessairement synonyme de développement urbain, pas plus qu'elle ne résulte uniquement de la migration.

L'expérience chinoise prouve que l'urbanisation procède non seulement du mouvement net de population vers et dans les zones urbaines, mais aussi de l'extension progressive des frontières urbaines et de la création de nouveaux centres urbains. L'une des principales caractéristiques du processus d'urbanisation en Chine dans les années 1980 et 1990 a été l'émergence et le développement de l'urbanisation *in situ* (Friedmann, 2005 ; Zhu, 2000 ; Zhu *et al.*, 2012), c'est-à-dire la transformation d'agglomérations rurales en établissements urbains ou quasi-urbains, sans mouvement géographique important de leurs habitants (Zhu, 2004). Entre le recensement de 1982 et celui de 1990, près de 70 % de l'accroissement total de la population urbaine peut être attribué au reclassement en zones urbaines de zones précédemment définies comme rurales. Ce n'est que récemment, entre le recensement de 2000 et celui de 2010, que la migration rurale-urbaine est devenue le facteur le plus important de l'accroissement de la population urbaine (*ibid.*).

L'urbanisation ne conduit pas toujours au développement urbain ou à l'industrialisation. Dans les pays en développement, elle est souvent associée à l'industrialisation. Ainsi, dans une grande partie de l'Asie et de l'Amérique latine, les mouvements de population correspondaient à des mouvements de main-d'œuvre quittant l'agriculture pour des emplois dans des secteurs qui produisent des biens pour le marché intérieur et international (Jedwab, Gollin et Vollrath, 2013). En revanche, des pays riches en ressources naturelles se sont urbanisés sans pour autant s'industrialiser. Les revenus élevés tirés du patrimoine naturel créent des besoins pour des catégories de biens et de services urbains qui exigent la présence de travailleurs dans des services non exportables. Cette urbanisation fondée sur la consommation, et non sur la production, représente entre 30 % et 50 % de l'expansion des villes en Afrique et au Moyen-Orient (*ibid.*).

Parfois, l'urbanisation ne s'accompagne pas d'un développement économique mais d'une forte migration internationale. Dans la région Pacifique, du fait de

la lenteur de la croissance économique et du développement de la plupart des pays, le marché du travail officiel et les emplois déclarés qu'il propose ne peuvent absorber qu'une petite partie de la population en âge de travailler qui, elle, est en rapide augmentation. L'amélioration du niveau d'étude et l'accroissement de la population urbaine incitent les insulaires instruits à chercher du travail à l'étranger, sur les marchés du travail de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et des Etats-Unis, alors que leurs pays d'origine respectifs connaissent une pénurie de travailleurs qualifiés dans des secteurs tels que la santé et l'éducation (Bedford et Hugo, 2011). Pour ces petits Etats insulaires en développement, il est essentiel de mener une politique d'urbanisme stratégique capable d'attirer et de retenir les travailleurs qualifiés et de préserver leurs liens avec les marchés mondiaux.

L'urbanisation ne prive pas nécessairement les zones rurales de développement économique. De fait, on ne peut pas étudier le développement urbain sans se référer au développement rural. Ainsi, les tendances de la migration interne et internationale et de l'urbanisation doivent être intégrées dans les stratégies du marché du travail qui influent sur le développement tant rural qu'urbain. Selon les Nations Unies, les villes sont les moteurs de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté dans les zones urbaines et rurales, si bien qu'il y a lieu de renforcer les axes ruraux-urbains plutôt que de les déconnecter (DAES, 2014).

Indépendamment des exceptions précitées, il est largement admis, par les économistes comme par les spécialistes du développement, qu'il ne peut y avoir de croissance économique durable sans urbanisation (Guranton, 2014). L'urbanisation et le développement économique sont liés. L'urbanisation possède des atouts économiques car les villes offrent des économies d'agglomération : les entreprises profitent de la proximité des unes et des autres et peuvent généralement tirer parti de la mobilité des capitaux et de la main-d'œuvre, de la circulation des idées ainsi que des relations internes et internationales. En réunissant les divers facteurs de production, les villes offrent la possibilité d'acquérir de nouveaux avantages économiques et de les transposer à plus grande échelle (Glaeser et Josh-Ghani, 2013). On sait qu'une croissance économique soutenue va de pair avec l'urbanisation (Banque mondiale, 2009). La figure 6 montre que, si l'on examine l'urbanisation et la croissance économique des 30 dernières années, les pays dont le PIB par habitant est le plus élevé sont aussi ceux où le niveau d'urbanisation est le plus fort.

On s'attend à ce que les villes d'Afrique et d'Asie représentent la majeure partie de la croissance économique mondiale dans les décennies à venir (DAES, 2012), ce qui entraînera inévitablement une intensification de l'urbanisation et exigera aussi de relever les défis connexes. Les taudis sont un élément récurrent du paysage d'un grand nombre de villes en expansion partout dans le monde. Beaucoup de villes d'Afrique subsaharienne ne sont pas en mesure de pourvoir aux besoins humains les plus essentiels, tels que l'eau potable. La violence urbaine envahit de nombreux quartiers d'Amérique latine. Dans les mégapoles d'Asie, l'insuffisance des moyens de transport peut transformer les trajets quotidiens entre domicile et travail en un parcours du combattant.

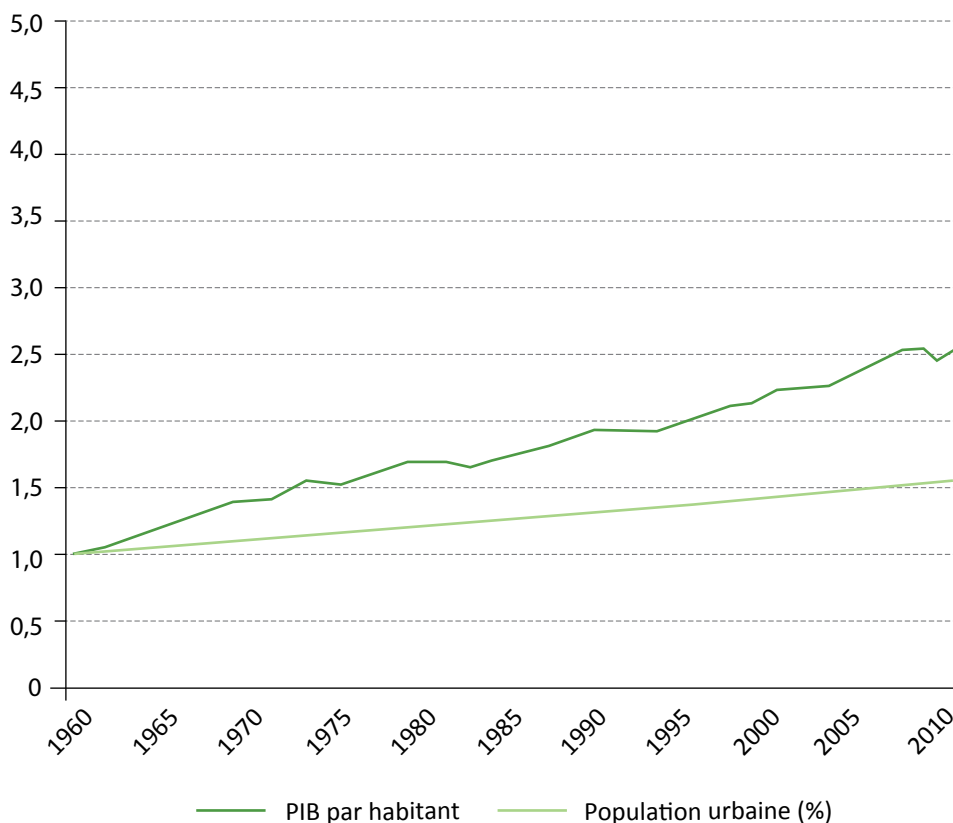
Pour que les villes des pays à faible revenu deviennent des moteurs de croissance économique, les responsables politiques et les collectivités locales doivent mettre en place un soutien institutionnel. La migration peut favoriser l'urbanisation, et donc le développement économique mais, pour cela, il faut des infrastructures et des services répondant aux besoins des nouveaux arrivants. Une étude statistique



récente des variations régionales de la croissance économique de l'Inde a relevé l'importance économique de migrations facilitées, notamment grâce à des infrastructures de transport plus adaptées, à des lois, et à des politiques de protection sociale non discriminatoires à l'égard des migrants (Das, Ghate et Robertson, 2015).

Figure 6

Urbanisation et PIB par habitant dans différents pays, en pourcentage de l'année de référence (1960-2010)



Source: State of the World's Cities 2012/2013, Prosperity of Cities, ONU-Habitat, 2013.

4.2.2. Migration rurale-urbaine et réduction de la pauvreté

Il n'y a guère de raisons de penser que la migration accroît la pauvreté urbaine (Tacoli, McGranahan et Satterthwaite, 2014). En revanche, des études indiquent qu'elle procure des avantages économiques aux migrants eux-mêmes, tant à l'échelle de l'individu, sous la forme de possibilités de subsistance plus variées, qu'au niveau des communautés d'origine, auxquelles ils envoient de l'argent et des ressources.

Malgré la corrélation étroite entre l'urbanisation et la croissance économique, la majorité des gouvernements (80 % des 185 pays examinés), surtout dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire d'Afrique et d'Asie, ont mis en place des politiques visant à réduire la migration rurale-urbaine (DAES, 2013), estimant que la plupart des migrants « transfèrent » leur pauvreté dans les villes. Cependant,

ce point de vue méconnaît la complexité de tels mouvements de population. Les migrants ne constituent pas un groupe homogène, n'ont pas pareillement accès aux ressources et aux institutions, et disposent de moyens différents pour migrer.

Il n'y a guère de raisons de penser que la migration accroît la pauvreté urbaine. De fait, ceux qui partent s'établir en ville sont comparativement mieux lotis. Les migrants permanents originaires de zones rurales possèdent généralement des ressources suffisantes pour aller chercher un emploi ou étudier ailleurs (Massey, Axinn et Ghimire, 2007). Dans la Région du Haut Ghana occidental, par exemple, on a pu constater que les migrants aisés s'installaient plus souvent dans les centres urbains du sud, notamment à Accra, alors que les migrants pauvres et analphabètes se déplaçaient sur des distances plus courtes, habituellement dans la région de Brong Ahafo (Van der Geest, 2011). Dans bien des cas, en outre, les personnes qui migrent dans un centre urbain ne viennent pas d'une zone rurale, mais d'un autre centre urbain (*ibid.*).

Les personnes pauvres ont un choix plus limité et, plutôt que de migrer dans une zone urbaine, elles cherchent plus généralement du travail dans d'autres destinations rurales. La migration rurale-rurale est plus répandue parmi les plus démunis, qui profitent de la demande saisonnière de main-d'œuvre agricole salariée dans l'agriculture de marché, ou dans l'agriculture familiale pour des produits à forte valeur tels que les fruits et légumes frais. Grâce aux fonds rapatriés par les migrants, les familles embauchent souvent des travailleurs pour compenser la pénurie de main-d'œuvre familiale. Ainsi, l'émigration interne vers les centres urbains stimule l'immigration interne au départ d'autres zones rurales (Tacoli, 2011 ; Hoang, Dinh et Nguyen, 2008).

Les avantages économiques de la migration rurale-urbaine sont en revanche bien attestés. Selon une étude récente consacrée aux migrants pauvres habitant et travaillant dans deux implantations sauvages urbaines à Accra (Nima et Old Fadama), l'écrasante majorité des migrants (88 %) estimaient que leur bien-être général avait été amélioré par leur installation dans la capitale, malgré la dureté de leurs conditions de vie et leur faible protection sociale (Awumbila, Owusu et Teye, 2014). Dans ces implantations sauvages, les migrants ont tendance à être optimistes et à s'efforcer de sortir de la pauvreté, malgré les difficultés évidentes auxquelles ils doivent faire face. Une étude réalisée à Harare (Zimbabwe) en 2001, avant la flambée d'hyperinflation, fait apparaître qu'environ la moitié des migrants ruraux-urbains interrogés estimaient que leur niveau de vie s'était amélioré par rapport à celui qu'ils avaient dans leur région rurale d'origine (Potts, 2006).

La migration contribue de manière déterminante à l'établissement de liens entre les zones rurales d'origine et les zones urbaines de destination, qui ont de multiples effets sur les individus, les familles et les communautés. Dans certains pays asiatiques, les membres les plus jeunes et les plus instruits des communautés d'origine tendent à migrer vers les zones urbaines. Les liens entre zones rurales et urbaines qui s'établissent à la faveur de la migration présentent des avantages qui compensent partiellement les effets négatifs sur les communautés rurales et sur les membres de la famille restés au pays. Ils ont indubitablement des effets positifs sur la famille et les communautés des migrants et doivent être préservés (Zhu *et al.*, 2013). Les travaux de recherche sur les migrants originaires des régions plus pauvres de l'ouest du Kenya montrent que ceux-ci s'en sortent bien mieux dans les destinations urbaines et qu'ils conservent des relations étroites avec leur lieu d'origine par les rapatriements de fonds. La grande majorité des migrants

espèrent revenir chez eux à terme pour y mener une vie meilleure que celle des non-migrants et contribuer au développement de leur communauté (Oucho, Oucho et Ochieng, 2014).

Pour que la migration rurale-urbaine concoure réellement à la réduction de la pauvreté, des mesures institutionnelles s'imposent, notamment un meilleur accès aux services sociaux et aux prestations sociales. Ce point est essentiel, par exemple pour que les migrants habitant dans les villes puissent constituer une nouvelle classe moyenne prospère qui stimule la croissance de la consommation (Chan, 2012). Aux Philippines également, la migration interne est en augmentation, surtout vers les petites villes ayant un potentiel de croissance supérieur à celui des centres urbains. Guiguinto, dans la région Luçon centrale, a attiré beaucoup de migrants internes en raison de sa proximité avec Manille, et grâce au dynamisme de son économie et au rôle actif des autorités locales en matière d'infrastructures et de services. Cependant, pour récolter les fruits de la migration interne, il faut renforcer les systèmes de gouvernance locale des petites villes (Basa, Villamil et de Guzman, 2009).

L'amélioration des communications, une circulation des personnes et des biens accrue et les mutations de l'occupation du sol ont redéfini la relation entre zones urbaines et zones rurales et gommé toute distinction claire entre elles. Les gens voyagent sur des distances bien plus longues qu'avant, et leurs interactions économiques se déroulent désormais dans des espaces nettement plus vastes. Les zones urbaines et rurales jouissent d'atouts différents et souvent complémentaires, et l'amélioration de leur intégration mutuelle est importante pour leur rendement socioéconomique. Pour améliorer le développement économique, les responsables politiques nationaux, régionaux et locaux doivent bâtir des partenariats ruraux-urbains efficaces et durables, surtout lorsque ceux-ci s'appuient sur des liens issus de la migration (OCDE, 2013).

4.2.3. Rapatriements de fonds internationaux et internes

Les rapatriements de fonds internationaux sont essentiels pour faire reculer la pauvreté, et leur potentiel peut être maximisé par des dispositifs et des programmes qui associent l'urbanisation, la migration rurale, la participation des expatriés et la croissance nationale. On trouve relativement peu d'études consacrées aux effets des rapatriements de fonds internes sur la réduction de la pauvreté mais, les migrants internes étant de loin plus nombreux que les migrants internationaux, il importe de ne pas négliger le potentiel de ces transferts.

Les rapatriements de fonds, les investissements, la main-d'œuvre, les compétences et le savoir-faire des communautés de la diaspora à l'étranger peuvent accélérer la croissance urbaine dans les pays d'origine. Les effets positifs cumulés des rapatriements de fonds internationaux sur le revenu et l'emploi des régions d'origine ont transformé de nombreuses villes. La diaspora marocaine, par exemple, a investi dans des biens immobiliers et des entreprises dans les régions d'origine, ce qui a ensuite attiré plus d'investissements et stimulé la migration interne. En 2013, le Ministère chargé des Marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration a créé la banque Maghir pour resserrer les liens financiers entre les ressortissants expatriés et leur pays d'origine. En Egypte, le manque de rentrées en devises qui a suivi la crise politique de 2011 a été en partie compensé



par une hausse des rapatriements de fonds et des dons versés par la diaspora au Fonds de développement de l’Egypte (Serageldin, Vigier et Larsen, 2014). Les migrants préfèrent généralement investir dans les grandes villes, même si les investissements dans les petites villes et les villages d’origine se poursuivent car ils peuvent valoriser le statut des migrants davantage que dans les grands centres urbains (*ibid.*).

Moins d’études ont été consacrées aux effets des rapatriements de fonds internes sur la réduction de la pauvreté. Il est indispensable de bien comprendre la manière dont se forment les relations entre zones rurales et urbaines au cours du processus de migration, ainsi que les diverses formes qu’elles revêtent, d’autant que, dans beaucoup de pays, les migrants internes sont bien plus nombreux que les migrants internationaux. Il y a au moins 740 millions de migrants internes dans le monde, soit près de quatre fois plus que de migrants internationaux (PNUD, 2009). La migration est une stratégie de subsistance qu’adoptent les ménages pauvres pour répartir les risques, s’assurer un revenu et l’augmenter, et acquérir des capitaux d’investissement. Les rapatriements de fonds sont un élément central des stratégies ainsi mises en place pour surmonter les difficultés de développement local. En Inde et au Ghana, par exemple, les recensements et des enquêtes récentes auprès des ménages font apparaître que les migrants internes sont beaucoup plus nombreux que les migrants internationaux, ce qui se traduit par d’importants rapatriements de fonds internes dans les deux pays. Les rapatriements de fonds internes revêtent aussi une importance particulière pour les régions les plus pauvres du Ghana et les Etats les plus démunis de l’Inde (Castaldo, Deshingkar et McKay, 2012). Les familles des migrants internes ont tendance à être plus pauvres que celles des migrants internationaux car les rapatriements de fonds internes sont généralement moins élevés que les rapatriements internationaux.

Néanmoins, le potentiel d’amélioration du niveau de vie et du bien-être général est réel, et peut avoir des effets multiplicateurs pour les régions d’origine (McKay et Deshingkar, 2014). Comme on l’a vu dans six pays d’Afrique et d’Asie examinés – Afrique du Sud, Nigéria, Ouganda, Rwanda, Bangladesh et Viet Nam – les rapatriements de fonds internes bénéficient à de nombreux ménages, principalement dans les zones rurales pauvres, dont ils améliorent le niveau de vie et le bien-être général. En Inde, la migration circulaire est devenue une constante des schémas de mobilité des pauvres dans les zones à faible rendement agricole. La migration est plus répandue parmi les ménages chroniquement pauvres, et permet dans une large mesure de gérer les risques, d’améliorer le niveau de vie et le bien-être des ménages, et à préserver les moyens de subsistance ruraux. Grâce à la migration, ces familles pauvres peuvent rembourser leurs dettes plus rapidement, manger plus régulièrement, investir dans l’éducation, la santé, l’agriculture et le logement, et emprunter des sommes importantes en cas de besoin. Elle a toutefois un coût, car elle accroît le risque de blessures et d’exposition aux maladies et à d’autres dangers, et les longues périodes de séparation et d’éloignement de la famille ont des effets néfastes (Deshingkar, 2011 ; Deshingkar et Farrington, 2009).

Les évolutions observées en Chine montrent l’effet multiplicateur conjugué des rapatriements de fonds internationaux et internes sur la croissance spectaculaire des villes. Les provinces du sud-est de Fujian, Jiangsu, Zhejiang et Guangdong ont grandement bénéficié des rapatriements de fonds et des investissements



des Chinois de l'étranger dans les années 1970 et 1980, alors que s'amorçait le développement des entreprises communautaires rurales. Les contributions de ces migrants ont permis de surmonter le manque d'investissements, d'infrastructures et de main-d'œuvre qualifiée pour le développement rural. Par la suite, les migrants internes originaires des régions intérieures qui se sont établis dans ces provinces du sud-est ont commencé à rapatrier de fortes sommes pour contribuer au développement de leur ville d'origine. L'enquête auprès des ménages ruraux de la province de Guizhou, menée au début de 2000, a permis d'établir qu'environ 82 % des hommes et 73 % des femmes qui avaient migré avaient envoyé des fonds à leur ville d'origine au cours de l'année de l'enquête, contribuant ainsi à hauteur de 30 % au revenu total des ménages de migrants. Ces sommes rapatriées par les migrants internes chinois pourraient atteindre au total 160 milliards de yuans par an (Zhu, 2014). Elles ont un effet considérable sur le développement socioéconomique et l'urbanisation des villes d'origine des migrants ainsi que sur les familles de ces derniers.

Cette expérience chinoise montre qu'un cercle vertueux peut être instauré entre l'urbanisation, la migration rurale, l'investissement des expatriés et la croissance nationale. L'action rapide des autorités centrales et locales en matière de réglementation et d'investissement a été déterminante pour apporter le soutien nécessaire. Une étude antérieure portant sur cinq communautés d'origine semi-urbaines d'Amérique latine et des Caraïbes a fait apparaître que la fragilité de l'économie locale et le coût élevé de la vie pouvaient affaiblir la faculté des destinataires des fonds rapatriés à épargner et à mobiliser l'épargne ainsi constituée. Ce phénomène est particulièrement marqué là où le soutien apporté par les pouvoirs publics, la société civile et le secteur privé aux familles destinataires est insuffisant (Orozco, 2008), ce qui témoigne de l'importance des politiques locales qui visent à valoriser les rapatriements de fonds (voir l'encadré 18).

Encadré 18



Politiques en matière de rapatriements de fonds au Mexique et en Argentine¹

L'initiative « Tres por Uno » (Trois pour un) menée conjointement par le Mexique et les États-Unis encourage une utilisation efficace des fonds rapatriés pour promouvoir le développement local. Dans le cadre de cette initiative, les Mexicains vivant à l'étranger, principalement aux États-Unis, acceptent de financer un tiers des travaux d'amélioration dans leur région d'origine, les deux autres tiers des fonds nécessaires étant apportés par les autorités fédérales, fédérées et municipales mexicaines.

L'Argentine a noué un partenariat similaire avec une coopérative de migrants boliviens, « Saropalca », pour réaliser des projets d'amélioration des infrastructures publiques dans les municipalités de Toropalca, une région très pauvre en Bolivie. Saropalca dispose d'un vaste réseau de producteurs qui assurent une grande partie de l'approvisionnement de Buenos Aires en fruits et légumes. La plupart de ses membres entretiennent et agrandissent leur logement dans leur lieu d'origine et, par l'intermédiaire d'organisations caritatives, aident les jeunes et les personnes âgées de leur communauté. La coopérative finance la

1 Tiré de F. Murillo, *Migration and urbanization paths: Emerging challenges of reshaping the human geography of Latin America* (2014). Document d'information élaboré pour le présent Rapport.

construction d'un moulin et d'un mélangeur de semences pour faciliter les activités rurales de microentreprises, ce qui ajoute de la valeur à leur propre chaîne de production. Les migrants ont réussi à convaincre le Gouvernement national de nouer un partenariat public-privé avec leur coopérative, dans l'intérêt de sept municipalités de leurs communautés d'origine respectives.

4.2.4. Economies urbaines informelles et moyens de subsistance des migrants

Les migrants apportent une contribution substantielle par le biais de l'économie informelle et des emplois précaires faiblement rémunérés, mais cette contribution n'est pas reconnue à sa juste valeur par les responsables politiques ni mise à profit par les cadres d'action visant à promouvoir le développement local.

Les emplois précaires et peu rémunérés du secteur informel sont souvent occupés par des citoyens pauvres, en particulier par les migrants qui n'ont pas les compétences, le niveau d'instruction ni, surtout, les réseaux sociaux nécessaires pour accéder à un meilleur emploi. Dans les villes africaines, par exemple, la plupart des migrants ont un faible niveau d'instruction et sont condamnés à travailler dans le secteur informel, qui représente 93 % des nouveaux emplois et 61 % des emplois urbains sur le continent. Parmi les habitants des quartiers à faible revenu de onze villes d'Afrique australe, environ la moitié des travailleurs migrants et non migrants ne tirent pas leur revenu d'un emploi salarié déclaré (Crush, 2012).

Dans de nombreuses villes en développement d'Asie et d'Afrique, le secteur informel offre des possibilités d'emploi à des millions de personnes. Ces activités, qui peuvent représenter plus de 60 % de l'emploi urbain en Afrique (Awumbila, 2014), constituent l'une des principales sources d'emplois et de revenus pour la majorité des pauvres vivant dans les centres urbains, en particulier les femmes. L'économie informelle est un espace extrêmement hétérogène, dans lequel les pauvres, les moins pauvres et des personnes aux revenus moyens gagnent leur vie (voir l'encadré 19).

Encadré 19



Commerce des déchets électroniques dans les taudis africains²

Le commerce des déchets électroniques, qui consiste à récupérer les composants d'appareils électroniques et électriques pour les revendre à des industriels, est l'un des emplois les plus lucratifs dans les taudis étudiés. Cette activité économique est assurée principalement par des migrants de sexe masculin originaires du nord du Ghana, du Niger et du Nigéria. Elle repose sur toute une chaîne d'activités basée sur les déchets électroniques, à savoir la collecte, le recyclage, la réparation et la remise en état, auxquelles s'ajoute la vente des métaux. En dépit des risques encourus, ce commerce organisé est très lucratif, avec des gains allant de 7,50 dollars E.-U. par jour pour les personnes collectant les déchets,

2 Tiré de A. Awumbila, Linkages between Urbanization, Rural-Urban Migration and Poverty Outcomes in Africa, 2014. Document d'information élaboré pour le présent Rapport.

à une fourchette comprise entre 20 et 100 dollars E.-U. par jour pour celles s'occupant de la remise en état, mieux placées dans la hiérarchie des relations sociales. Ces sommes sont plus élevées que le salaire des fonctionnaires des échelons inférieur et intermédiaire de la fonction publique du Ghana et, certainement, plusieurs fois supérieures à ce que les intéressés gagnaient dans leur région d'origine. Les marchands de déchets peuvent gagner jusqu'à 500 dollars E.-U. certains jours fastes. Si l'on compare ces revenus à ce qu'ils auraient pu obtenir dans leur région rurale d'origine, il est évident que la migration a amélioré leur capacité de gain.

En Inde, les taudis urbains font partie intégrante du processus d'urbanisation et sont une conséquence manifeste de la migration rurale-urbaine. On en trouve dans de nombreuses villes mondiales, telles que Mumbai, où la moitié de la population vit dans des taudis (Sassen, 2011). Selon le recensement de 2011, un citadin sur cinq en Inde vit dans un taudis (Bhagat, 2014). Les taudis offrent toutes sortes de services et de produits aux secteurs avancés et à leurs employés, et entretiennent en outre divers liens avec les marchés locaux et mondiaux. Dharavi, à Mumbai, compte plus de 5 000 petites entreprises et 1 500 ateliers constitués d'une seule pièce, qui génèrent un chiffre d'affaires d'un demi-milliard de dollars par an. L'industrie du cuir, à elle seule, y emploie quelque 200 000 travailleurs. Les navettes quotidiennes à destination de Dharavi aux fins de travail sont plus nombreuses que celles à destination de la ville. Dharavi compte un grand nombre d'activités de recyclage, qui consistent à traiter le plastique, le papier et d'autres déchets, et de nombreuses activités manufacturières, qui produisent des étiquettes en plastique, des roues de valises, des chemises en papier et des produits en cuir vendus sur le marché international. Dans certains de ses quartiers, on fabrique même des produits de haute technologie, comme du fil chirurgical, à partir des intestins de chèvres. Divers services de transformation d'aliments, de restauration et d'impression y sont également fournis, et on y trouve des magasins faisant appel à un réservoir d'artisans hautement qualifiés, tels que des tailleurs, des charpentiers et des potiers (*ibid.*).

Néanmoins, ce type de contribution à l'économie urbaine et à la vie sociale est rarement pris en considération par les responsables politiques et les urbanistes, et les cadres d'action ne mettent pas suffisamment à profit le potentiel qu'offre la migration pour le développement local. En Inde, la situation et l'intégration des migrants peuvent varier considérablement, selon que les zones sont classées parmi les taudis enregistrés ou non enregistrés conformément à la nomenclature officielle. Les taudis plus anciens (« enregistrés ») disposent généralement d'infrastructures et de services de base de meilleure qualité, tels que l'électricité et l'eau potable, et sont occupés par plusieurs générations de la classe inférieure ou moyenne établie de longue date et désireuse d'acquérir une instruction et d'accéder à la propriété. Les taudis plus récents n'ont quasiment aucune infrastructure et aucun service de base ou soutien extérieur, et sont habituellement occupés par des migrants récents qui conservent des liens étroits avec leur famille à la campagne, et pour qui la priorité est de rembourser leurs dettes (Tacoli, McGranahan et Satterthwaite, 2014).



A lui seul, le commerce de rue informel occupe environ deux tiers de femmes et représente entre 10 % et 20 % environ de l'emploi total dans les villes du Ghana, du Zimbabwe et d'Afrique du Sud, fournissant une importante source de subsistance assez facile d'accès. Dans les taudis du Ghana, diverses formes d'entrepreneuriat fleurissent, surtout dans le secteur informel, où la différenciation selon le sexe est généralement marquée (Awumbila, Owusu et Teye, 2014). Les femmes migrantes travaillent principalement comme commerçantes ambulantes, marchandes de produits alimentaires, employées de la restauration, porteuses, employées de magasins et coiffeuses. Les jeunes femmes des zones rurales, en particulier des régions du nord, vont travailler comme porteuses (*kayaye*) sur les marchés des centres urbains d'Accra et de Kumasi, transportant les marchandises sur leur tête contre une commission négociée (Awumbila et Ardayfio-Schandorf, 2008). Les hommes migrants travaillent comme artisans, ouvriers du bâtiment et taxis-motos (*okada*), ainsi que dans d'autres activités telles que le commerce des déchets électroniques. Les chances et les défis qui se présentent aux femmes migrantes en milieu urbain sont examinés dans l'encadré 20.

Encadré 20



Possibilités offertes aux femmes en milieu urbain

L'urbanisation peut offrir aux femmes des possibilités économiques et sociales accrues, un meilleur accès aux services et une plus grande indépendance, tout en réduisant certaines difficultés économiques et culturelles. Les femmes migrantes rurales-urbaines ont plus de chances d'acquérir des biens et de se familiariser avec la vie citadine, et peuvent rapatrier des fonds chez elles, même en ayant une petite activité économique, en particulier pendant les saisons sèches (Awumbila et Ardayfio-Schandorf, 2008). S'établir en ville peut être pour elles un moyen d'échapper aux rôles qui leur sont traditionnellement dévolus par la société, à la discrimination fondée sur le sexe ou aux violences sexistes, autant de facteurs de répulsion connus pour revêtir une dimension particulière dans les zones rurales. Dans certaines régions d'Afrique et d'Asie, de nombreuses femmes vivant en milieu rural et qui, de fait, n'auraient guère l'occasion ni la possibilité d'accéder à la migration internationale, viennent habiter en ville pour acquérir une formation et se constituer un réseau avant de partir à l'étranger (Jolly et Reeve, 2005). Les femmes, notamment les veuves, se voient souvent refuser le droit à des titres de propriété dans les zones rurales, ce qui les incite à migrer en ville où l'accession à la propriété peut être plus facile. Cependant, les inégalités hommes-femmes persistent dans des domaines tels que l'emploi et les salaires, les droits fonciers, l'accès aux biens et l'accumulation de biens, la sécurité personnelle et la représentation politique, et les femmes sont fréquemment les dernières à bénéficier de la prospérité des villes (Tacoli, 2013).

Les vendeurs informels travaillent habituellement dans des conditions hostiles (African Centre for Cities, 2014). Les vendeurs de rue et les autres travailleurs informels opèrent généralement dans des zones très passantes ou de grande circulation, ce qui crée des tensions avec les autorités quant à l'utilisation de l'espace public. Au Zimbabwe, les autorités locales harcèlent régulièrement les migrants employés dans le secteur informel et exigent d'eux des versements

« officieux » avant de leur permettre de travailler (Awumbila, 2014). Souvent, le commerce transfrontalier en Afrique est assuré majoritairement par les femmes, surtout dans les onze pays d'Afrique australe, où les lieux d'échange les plus actifs sont Lebombo, en Afrique du Sud, et Beitbridge, au Zimbabwe. La plupart des commerçantes traversent fréquemment les frontières pour de courtes périodes afin de vendre divers produits alimentaires. Elles doivent faire face à d'importantes difficultés aux points de passage frontaliers, notamment des droits de douane élevés et fluctuants, la confiscation injustifiée des marchandises, de longues files d'attente, et un harcèlement physique (*ibid.*).

Voix de migrants



Seule dans la grande ville d'Accra : bâtir un avenir charge après charge

Le principal marché d'Accra, connu sous le nom de Makola, est en ébullition jour et nuit. Si vous y prêtez attention en marchant dans la rue, vous verrez des femmes portant de grandes gamelles ou des plateaux en bois où s'empilent parfois de hautes pyramides de fruits et légumes frais, des cartons d'aliments en conserve, du savon et d'autres produits du marché. Elles se dépêchent d'aller livrer leur commande ou sont à la recherche d'une charge à transporter contre rétribution. En langue locale, on les appelle les *kayayei*, ce qui signifie « porteuses ». La plupart des *kayayei* sont originaires du nord du Ghana, la région la plus pauvre du pays, touchée par les sécheresses et les inondations. Beaucoup d'entre elles y survivaient uniquement grâce à une agriculture de subsistance.

Adamu, 27 ans, a grandi dans le petit village ghanéen de Walewale. Décidée à réussir, elle a fait le voyage jusqu'à Accra pour y travailler, et est devenue *kayayo* après avoir fabriqué et vendu du pain et fait des ménages. Le travail de *kayayo* est une activité difficile, car les clients sont méfiants et peu respectueux ; « la vie à Accra n'est pas facile ».

Généralement, trouver de quoi manger et où se loger est un problème récurrent pour les *kayayei*. Adamu partage actuellement un logement en bois composé d'une seule pièce avec onze autres filles. D'autres dorment dehors, devant les magasins, après la fermeture. Qu'elles dorment entassées dans une pièce ou dehors, elles sont loin du confort d'une maison et sont souvent obligées d'utiliser des cartons disposés sur le sol pour se faire un lit. La promiscuité est telle qu'il est presque impossible de se retourner dans son sommeil. Elles ont accès à l'eau, à des toilettes et à l'électricité, mais dans des installations publiques, souvent loin de leur chambre, et moyennant un prix prohibitif. Aucune d'elles ne se sent en sécurité, car les vols et les viols sont très fréquents dans leur quartier. Les *kayayei* qui dorment dehors sont en outre exposées aux prédateurs sexuels, d'où de nombreuses grossesses chez les adolescentes.

Parmi les *kakayei*, il y a aussi des filles venues d'autres régions du Ghana et du Burkina Faso, dit Adamu. Elle a compris qu'en l'absence d'assistance de la part d'organisations non gouvernementales (ONG) ou d'autres associations, les *kayayei* devaient s'organiser entre elles pour améliorer leurs conditions de vie. Cette année, elle a créé une association appelée « Together We Stand »

(Debout, ensemble). Elles ont tenu des réunions pendant trois mois, mais du fait de leurs horaires, il était difficile d'encourager d'autres filles à les rejoindre, et l'association s'est dissoute.

Malgré les difficultés quotidiennes, Adamu garde espoir. « Grâce à mon travail, je peux aider financièrement ma maman et mes frères et sœurs à la maison », dit-elle. « Je suis l'aînée, c'est donc moi qui prends soin d'eux. » Adamu rentre à la maison tous les deux ou trois mois pour voir ses proches et retrouver sa communauté. « Dans cinq ans, je veux ouvrir un commerce et continuer à travailler à Accra », déclare-t-elle. Elle s'intéresse beaucoup à la confection d'objets artisanaux à partir de perles et économise actuellement pour s'inscrire à un cours de broderie perlée de trois mois afin d'améliorer ses perspectives d'avenir.

Adamu est l'une des dizaines de milliers de *kayayei* qui habitent et travaillent à Accra pour tenter leur chance et soutenir les membres de leur famille élargie. La majorité des *kakayei* commencent adolescentes, parfois même dès l'âge de sept ans, et travaillent pour environ 3 cédis ghanéens par jour, soit à peine plus de 0,93 dollar E.-U.. Ces 30 dernières années, la proportion de la population ghanéenne (24 millions) vivant en milieu urbain est passée de 30 % à 50 %, à la faveur d'une migration rurale-urbaine viable des femmes. Bien que beaucoup d'entre elles voyagent grâce au soutien et aux relations de leur famille et de leurs amis, elles sont de plus en plus nombreuses à migrer sans bénéficier d'un tel réseau de soutien, ce qui accroît leur vulnérabilité aux abus et à l'exploitation.

4.3 4.3.1. Potentiel économique de la migration

DIVERSITE URBAINE ET AVANTAGE ECONOMIQUE

La diversité née de la présence de migrants est un facteur avéré d'augmentation de la productivité et un atout pour les zones urbaines, dès lors qu'elle est gérée judicieusement.

Les immigrants jouent un rôle essentiel dans les implantations sauvages, contribuant à la création de villes dynamiques et compétitives sur le plan économique car ils forment une main-d'œuvre énergique et stimulent la croissance économique. Les immigrants ont plus de chances de monter des entreprises et de créer des emplois dans leur ville. Ils aident aussi grandement les villes à contrecarrer le déclin démographique et à être plus attrayantes en donnant plus de valeur au parc de logements (Vigdor, 2013). Ceux qui ont un haut niveau d'instruction viennent grossir les rangs d'une main-d'œuvre talentueuse (AS/COA, 2014).

Grâce aux immigrants, la valeur du patrimoine immobilier aux Etats-Unis a augmenté de 3 700 milliards de dollars E.-U., des emplois ont été créés dans le secteur de la transformation dans des villes telles que Baltimore et Saint-Louis, et des communautés ont pu être stabilisées dans tout le pays. Les nouveaux migrants ont contribué à inverser le déclin démographique. A Chicago, par exemple, les quelque 600 000 immigrants arrivés dans la ville et dans le comté de Cook depuis les années 1970 ont compensé en partie le départ de plus de 900 000 résidents locaux. A Utica, l'ancien centre industriel de New York, l'arrivée de Bosniens, de Birmans, de Somaliens, de Vietnamiens, d'Iraqiens et de migrants d'autres nationalités a presque mis fin au grave déclin démographique.

Les villes européennes sont à la recherche de politiques et de modalités de gouvernance capables de mobiliser l'hyperdiversité naissante pour stimuler la mobilité et la cohésion sociales ainsi que les résultats économiques. Les conclusions de récents travaux de recherche contredisent l'opinion prédominante selon laquelle la migration en provenance de l'Europe orientale grève les ressources locales. Les migrants sont des citoyens mobiles de l'UE, jeunes et en âge de travailler, qui comblent les lacunes du marché du travail, surtout pour les postes peu qualifiés, créent des entreprises et contribuent au développement ou au maintien de secteurs essentiels de l'économie locale. Ces travaux ont fait apparaître que la migration ne fait pas peser une charge importante sur les services publics et que, bien plutôt, les migrants ont du mal à accéder au logement, à l'éducation et au marché du travail, et ont peu de contacts avec la population locale (Ernst & Young Global Limited, 2014).

La diversité engendrée par la migration est corrélée avec la productivité, en ce sens qu'elle peut diversifier les biens, les services et les compétences disponibles pour la consommation, la production et l'innovation (Kemeny, 2013). C'est pourquoi elle est de plus en plus souvent considérée comme un instrument permettant de consolider l'avantage concurrentiel des villes. Aux Etats-Unis, l'hétérogénéité raciale et la mixité sociale apportent des aptitudes, des expériences et des cultures diverses, qui peuvent être productives et conduire à l'innovation et à la créativité. Des chercheurs ont fait valoir que certaines zones urbaines présentant un haut niveau de mixité sociale offrent un environnement plus accueillant aux migrants - notamment aux nouveaux venus - qui souhaitent créer une petite entreprise, car l'information y est plus accessible grâce à la présence de réseaux bien développés (Saunders, 2010). On dit en outre que la diversité contribue à attirer les travailleurs du savoir et qu'elle augmente le capital créatif des villes (Florida, 2002). Ces arguments tendent à mettre l'accent sur la contribution des migrants hautement qualifiés ainsi que sur les liens économiques et commerciaux transnationaux que les immigrants établissent avec leur lieu d'origine.

L'afflux d'immigrants ne suffit pas, à lui seul, à rendre les villes compétitives. De fait, la diversité liée aux immigrants met la cohésion sociale à l'épreuve et, par le passé, elle a contribué à la forte polarisation raciale et ethnique dans plusieurs villes, telles que Los Angeles aux Etats-Unis. Les villes doivent donc chercher à élaborer des politiques inclusives dans l'intérêt d'une communauté stable, et exploiter les avantages qu'offre la diversité.

Aux Etats-Unis, des efforts d'intégration des immigrants sont à l'œuvre depuis longtemps dans les grandes villes du pays. La perte d'emplois dans le secteur manufacturier, le ralentissement de la croissance démographique et la paralysie de l'économie locale ont poussé des municipalités et des personnalités locales du Midwest, une région relativement homogène, à s'intéresser à la contribution potentielle des immigrants à la compétitivité de l'économie, à la diversité sociale et au renouveau communautaire. Beaucoup de ces politiques d'accueil sont motivées par un intérêt personnel car les dirigeants municipaux sont conscients de la valeur d'une main-d'œuvre qualifiée et peu qualifiée issue d'horizons divers.

L'éventail d'initiatives et de programmes adoptés dans l'ensemble du Midwest³ est vaste. Il comprend aussi bien la formation des entrepreneurs, la mise en place de

3 Dans le présent Rapport, on entend par Midwest la région englobant les douze Etats suivants : Dakota du Nord, Dakota du Sud, Illinois, Indiana, Iowa, Kansas, Michigan, Minnesota, Missouri, Nebraska, Ohio et Wisconsin. Il est également fait référence aux villes de Pittsburgh, en Pennsylvanie, et Louisville, dans le Kentucky, compte tenu de leur proximité géographique avec cette région et de leur participation à des collaborations régionales.

pépinières d'entreprises et la fourniture de services multilingues aux entreprises, que des programmes axés sur l'éducation, l'intégration sociale ou la participation citoyenne (Kerr, McDaniel et Guinan, 2014). Dans toute la région, les pouvoirs locaux allouent des ressources, des fonds et du personnel pour que les organismes publics aient les moyens de structurer, surveiller et mettre en œuvre des mesures d'intégration des immigrants, souvent en mettant à profit des ressources tirées de la collaboration avec diverses organisations communautaires et des réseaux plus larges, comme Welcoming America et Global Great Lakes Network.

4.3.2. Intégration des migrants dans les marchés du travail locaux

Pour être efficace, l'intégration des migrants dans les marchés du travail doit être gérée, et non laissée au hasard. Les administrations municipales peuvent faciliter cette intégration en leurs qualités d'instance décisionnelle, d'intermédiaire, d'employeur et de client. Le secteur privé a pour rôle d'évaluer le marché du travail et de fournir des programmes de formation professionnelle personnalisés.

L'économie du savoir gagne en importance, et la recherche de talents devient concurrentielle autant que mondiale. Si les migrants qualifiés peuvent présenter un avantage comparatif indiscutable pour les marchés du travail locaux, la demande de travailleurs non qualifiés est, elle aussi, en augmentation, d'autant que le coût de la vie élevé rend les emplois faiblement rémunérés peu attrayants pour les jeunes autochtones et que, dans le même temps, les populations vieillissent vite. Les économies locales ne peuvent donc pas dépendre uniquement des marchés du travail locaux pour répondre à leurs besoins en main-d'œuvre (OCDE, 2006).

Aujourd'hui, les marchés de l'emploi en milieu urbain se caractérisent par une polarisation professionnelle croissante et par un désintérêt pour les emplois du secteur manufacturier au profit de ceux de la finance et de l'administration des entreprises. La croissance de l'emploi se produit aux deux extrémités du secteur du travail, tout en se « relâchant » au centre. La plupart des emplois faiblement rémunérés consistent à assurer les services requis par les cadres et les dirigeants, qui forment une catégorie en pleine expansion dans les économies urbaines, et une proportion importante de ces emplois sont actuellement occupés dans les villes mondiales par des travailleurs nés à l'étranger. C'est dans ce contexte que des villes comme Londres ont connu une augmentation spectaculaire de la population née à l'étranger (May *et al.*, 2007).

Il reste que la migration peut ne pas toujours répondre à la demande du marché du travail local. La géographie de la migration est relativement contrastée car la plupart des migrants s'établissent dans les villes, surtout dans certaines villes carrefours. La taille et la structure de la population d'immigrants varient donc d'un endroit à l'autre. La demande de compétences et de main-d'œuvre étrangères peut être très différente selon les régions et les localités, en fonction de la présence de pôles d'activité régionaux, de l'offre de compétences locales et des évolutions démographiques régionales. Une population rurale qui vieillit rapidement peut avoir besoin de professionnels de la santé ainsi que de travailleurs agricoles pour cultiver les terres de ses exploitations commerciales, mais pas d'ingénieurs ou de techniciens, qui répondent mieux aux besoins des secteurs de haute technologie dans les villes (Sumption, 2014). L'encadré 21 présente les défis rencontrés par les migrants pour entrer sur les marchés du travail locaux.

Encadré 21



Défis rencontrés par les migrants pour entrer sur les marchés du travail locaux⁴

- **Chômage**
- **Sous-emploi** : Emploi ne correspondant pas aux compétences et aux qualifications des migrants, et donc source de déqualification.
- **Concentration de travailleurs migrants dans certains secteurs et industries**, surtout les services non qualifiés, le bâtiment, les soins de santé et le travail domestique.
- **Non-reconnaissance des qualifications**
- **Manque de compétences linguistiques**
- **Absence de réseaux professionnels et sociaux**
- **Discrimination**
- **Démotivation** : La transition entre le marché du travail du pays d'origine et le marché du travail étranger peut être longue. Pendant ce processus de tâtonnements, la motivation peut s'effriter et les compétences se déprécier.
- **Autre obstacles** : Les immigrants nouvellement arrivés sont plus exposés aux obstacles indirects à l'accès au travail, tels que l'exclusion d'importants réseaux sociaux, l'isolement géographique dans des zones d'habitation bon marché, et d'autres difficultés découlant d'une relative exclusion sociale. Des contraintes financières peuvent amener les migrants à accepter les emplois immédiatement disponibles et accessibles pour gagner leur vie, même s'ils ne correspondent pas à leurs compétences ou à leur expérience.
- **Exploitation dans l'économie informelle** : Assurance inexistante, travail forcé, bas salaires, mauvaises conditions de travail, absence presque totale de protection sociale, et privation de liberté, du droit d'association et des droits syndicaux.

Rôle des autorités municipales

Les autorités municipales ont de multiples fonctions et peuvent faciliter l'intégration des migrants dans le marché du travail de diverses façons :

En leur qualité d'instance décisionnelle, elles peuvent inclure les travailleurs migrants peu qualifiés dans le discours politique de la ville « compétitive et créative », en soulignant leur contribution à l'assise économique de cités tournées vers le marché mondial (May *et al.*, 2007). Elles peuvent faciliter la reconnaissance des qualifications et des diplômes étrangers et fournir aux migrants des informations sur le marché du travail local.

En tant qu'intermédiaire, elles peuvent nouer des partenariats avec diverses parties prenantes locales s'occupant de l'insertion des migrants sur le marché du travail, et remédier au fractionnement de l'action publique à l'échelon local.

4 OCDE, *Immigration to Integration: Local Solutions to a Global Challenge* (Paris, 2006).

De fait, la multiplicité de ces acteurs locaux reflète dans une certaine mesure la diversité des obstacles auxquels se heurtent les immigrants.

Les acteurs clés en matière d'insertion sur le marché du travail avec lesquels les villes devraient nouer des contacts sont notamment les suivants :

- **Le service public de l'emploi ;**
- **Les acteurs de la société civile, dont les ONG**, qui jouent souvent un rôle central dans la mise en place d'un environnement porteur et d'approches individualisées de type guichet unique ;
- **Les établissements d'enseignement supérieur et les écoles professionnelles ;**
- **Les employeurs ;**
- **Les chambres de commerce locales**, qui peuvent servir d'intermédiaires « sans but lucratif » entre employeurs et employés ;
- **Le secteur privé à but non lucratif**, y compris les entreprises sociales, les sociétés de développement local et les fondations communautaires ;
- **Les syndicats ;**
- **Les associations d'immigrants.**

On trouve des mesures en faveur de l'emploi conduites par les villes dans tous les domaines de préoccupation des autorités, tels que l'inclusion sociale, le développement communautaire, l'aide à la création d'entreprises, l'éducation et la formation. Ces services sont en général assurés à une échelle relativement modeste, s'adressent à un groupe cible restreint, et sont fournis en un seul endroit. Cependant, les établissements de formation et les ONG agissent souvent sans connaître les besoins actuels du marché du travail, et donnent donc des conseils plutôt généraux sur ce dernier. On observe de multiples doublons dans les services proposés par les organisations, qui connaissent mal le marché du travail local et n'ont guère de contacts avec les services de l'emploi. De ce fait, elles risquent de se focaliser sur ce qu'elles perçoivent comme un manque de confiance en eux et de compétences en matière de recherche d'emploi de la part des migrants, au lieu d'aider ceux-ci à comprendre les demandes locales et à y répondre (OCDE, 2006). Compte tenu de la vitesse à laquelle évolue le marché du travail local, les organisations doivent connaître les besoins les plus récents pour bien orienter les migrants vers des parcours d'emploi réalistes.

En tant qu'employeurs, les villes peuvent diversifier la main-d'œuvre publique et améliorer les compétences interculturelles du personnel municipal. Les administrations publiques non seulement fournissent des services essentiels aux migrants, mais elles comptent aussi souvent parmi les plus grands employeurs des villes. Pour réussir, leurs stratégies doivent modifier les structures organisationnelles, notamment en nommant un représentant chargé de l'intégration ou en trouvant de nouveaux partenaires de coopération, définir de nouvelles méthodes de recrutement qui tiennent compte de la diversité culturelle, et dispenser au personnel une formation interculturelle (Weber, 2012).

En tant que clientes de nombreuses entreprises locales, les villes peuvent promouvoir la diversité en matière d'achat, en faisant appel à des entreprises dirigées par des migrants ou à des entreprises dont les effectifs sont très diversifiés



L'encadré 22 présente les mesures d'intégration prises par le canton de Vaud (Suisse).

Encadré 22



Programme d'intégration cantonal vaudois (Suisse) : enjeux et objectifs d'une politique publique

Le canton de Vaud fait partie des trois cantons de Suisse enregistrant la plus forte proportion de population étrangère, avec 32 %, derrière Genève et Bâle-Ville (35 % chacun). Parmi les 240 741 personnes de nationalité étrangère vivant dans le canton, 73 % sont originaires de l'Union européenne. Les ressortissants portugais et français représentent, respectivement, 23 % et 17 %⁵. Des travailleurs migrants et des étudiants venus du monde entier sont attirés par le canton en raison de ses possibilités d'emploi et de ses hautes écoles, ainsi que de ses conditions fiscales et de sa proximité avec l'aéroport international de Genève.

PIC (Programme d'intégration cantonal) : une politique publique en matière d'intégration mise en œuvre en partenariat avec les communes et les associations de migrants

Actuellement, l'ensemble des cantons helvétiques mettent en œuvre les programmes d'intégration cantonaux (PIC) d'une durée de quatre ans (2014-2017), qui reposent sur les objectifs suivants : le renforcement de la cohésion sociale, l'encouragement du respect et de la tolérance entre les migrants et les autochtones, ainsi que la participation des migrants à la vie publique. Ces programmes s'appuient sur la Loi fédérale sur les étrangers, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008, qui définit clairement la politique d'intégration des migrants comme une tâche commune entre la Confédération et les cantons⁶.

Le Bureau cantonal pour l'intégration des étrangers et la prévention du racisme (BCI) est en charge du PIC⁷. Pour sa mise en œuvre, il a noué un solide partenariat avec les communes, parmi lesquelles Lausanne, Nyon, Renens, Vevey et Yverdon-les-Bains ont nommé un délégué à l'intégration qui gère un programme d'intégration communal appelé « Mini-PIC ». Celui-ci comprend des mesures visant à fournir des primo-informations et des conseils, des cours de langue, un accompagnement pour les demandeurs d'emploi, ainsi que des programmes ciblés sur les enfants migrants, les migrants âgés et les femmes migrantes sans emploi. En leur qualité de relais d'informations possédant des compétences linguistiques et culturelles et une expérience dans le domaine de la migration, les associations de migrants sont de plus en plus souvent mobilisées par les structures étatiques dans le cadre des politiques publiques. Elles apportent une expertise et, parfois, une représentativité (Matthey et Steiner, 2008).

5 Statistiques Vaud. Voir : www.scris.vd.ch/

6 Art. 53, par. 4 et 5, Loi fédérale sur les étrangers (LEtr), 2005. Voir : www.admin.ch/opc/en/classified-20020232/index.html

Art. 2 et 18, Ordonnance sur l'intégration des étrangers, OIE, 2007. Voir : www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20070995/

7 Le Programme d'intégration cantonal (PIC) 2014-2017 peut être consulté sur le portail du BCI à l'adresse : www.vd.ch/themes/vie-privee/population-etrangere/integration-et-prevention-du-racisme/programme-dintegration-cantonal/

L'intégration sur le marché du travail : un axe de la politique cantonale

Dans le canton de Vaud, les personnes étrangères constituent 35 % de la population active, mais représentent 52 % des demandeurs d'emploi, sans doute parce que leur niveau d'instruction ne correspond pas aux exigences du marché de l'emploi⁸. Le PIC entend développer des mesures répondant aux objectifs suivants : accompagner les personnes dans leur recherche d'emploi, en leur assurant une formation adéquate, en favorisant la formation continue en entreprise et la reconnaissance des acquis, et en les accompagnant dans leur orientation professionnelle. Les publics prioritaires de ces mesures sont les jeunes (15-18 ans), les femmes confrontées à des situations d'isolement et/ou de vulnérabilité et les réfugiés.

Des efforts sont déployés pour resserrer la coopération entre les acteurs publics et privés. Le canton encourage plus particulièrement les organisations du secteur privé à développer en interne des projets d'intégration des migrants sur le marché du travail et à échanger avec d'autres entreprises, ainsi qu'avec des associations de migrants.

D'après :

Amina Benkais Benbrahim, Déléguée à l'intégration et Cheffe du Bureau cantonal pour l'intégration des étrangers et la prévention du racisme (BCI), Vaud (Suisse).

Voix de migrants



Faire de nouveaux projets pour l'avenir : un réfugié syrien à Vienne

Les rues étaient désertes et calmes et le jour se levait quand Sipan est arrivé en Autriche. Il avait fui la République arabe syrienne pour se rendre en Autriche, où habitait son frère depuis trois ans déjà. Dans son pays d'origine, Sipan vivait dans une ville d'environ 100 000 habitants. Pour lui, vivre à Vienne signifie faire partie d'une ville qu'il associe aux musées, au Danube et à la cathédrale Saint-Etienne. Il se sent bien dans le quartier où il habite, même s'il n'aime pas vraiment son appartement, ancien et vétuste.

Beaucoup de ses amis sont aussi syriens, même ses voisins. Il aime se promener dans le parc situé à proximité de son appartement, et participe à des activités organisées par la communauté syrienne. En fait, peu lui importe de passer du temps avec des Syriens plutôt qu'avec d'autres nationalités, du moment qu'il s'amuse.

Sipan a obtenu son diplôme d'accès aux études supérieures (l'équivalent du baccalauréat) en République arabe syrienne et aimerait le faire reconnaître en Autriche. « Je ne crois pas que ça marchera », craint-il, même s'il pense que ce diplôme est plus difficile à obtenir dans son pays d'origine qu'en Autriche. Il estime que l'enseignement en Autriche n'est pas aussi dur que dans son

pays natal. « En Syrie, on doit connaître des livres entiers par cœur », dit-il. En Autriche, Sipan suit des cours pour acquérir des compétences de base. Il aime aller à l'école et trouve les matières faciles. C'est la langue qui est difficile. Sipan songe également à commencer un apprentissage, mais il n'est pas encore tout à fait sûr de la profession qu'il voudrait exercer. Chez lui, il étudierait à l'université, s'il n'y avait pas la guerre et le service militaire obligatoire pour les jeunes hommes qui en est l'une des conséquences. Il n'avait pas le choix. « Soit tu fuis, soit tu meurs », résume-t-il.

« La politique me donne mal à la tête », répond Sipan quand on lui demande s'il participe à des activités politiques à Vienne. Il répète juste qu'il veut une vie normale. En Autriche, il se sent en sécurité et croit qu'il est possible d'y vivre normalement. Cependant, « la police me rend nerveux », indique-t-il. « Je ne fais pas toujours confiance aux personnes qui travaillent pour les autorités. » Il habite à Vienne depuis dix mois déjà. « Ce serait génial d'avoir plus de possibilités de découvrir la culture autrichienne et d'apprendre à connaître les gens ». Le jeune homme de 19 ans est heureux de pouvoir continuer à communiquer avec ses parents qui sont restés en République arabe syrienne. « J'espère qu'ils viendront bientôt en Autriche », dit-il. Il est temps pour lui de faire de nouveaux projets pour l'avenir. Ce qu'il sait de façon sûre, c'est qu'il veut rester en Autriche jusqu'à ce que la situation en République arabe syrienne s'améliore. Peut-être retournera-t-il dans son pays un jour, mais maintenant qu'il s'est habitué au niveau de vie moderne, il pense que le retour risque d'être difficile.

Rôle du secteur privé

En matière d'emploi, le secteur privé et les pouvoirs publics sont également confrontés à la pénurie de compétences et à la mobilité des talents, et partagent les mêmes inquiétudes quant à la croissance économique et à la compétitivité (THP, 2014). Le secteur privé, en sa qualité d'employeur potentiel, peut contribuer dans une large mesure à l'inclusion des migrants dans les villes, en informant celles-ci des besoins du marché du travail et en participant à l'élaboration de formations professionnelles adaptées (OCDE, 2006).

Le secteur privé et les collectivités locales peuvent aider les migrants à acquérir les compétences vitales nécessaires pour trouver du travail ou créer une entreprise, par exemple en assurant des cours de langue, en expliquant le fonctionnement de l'administration et les structures en place, et en facilitant la constitution d'un carnet d'adresses et de réseaux de soutien. D'autres mesures consistent à mettre au point des instruments financiers permettant de réutiliser de vieux bâtiments ou de créer des logements sociaux dans un nouveau parc immobilier privé, et à négocier des prêts immobiliers moins coûteux pour les migrants. Les partenariats avec des sociétés informatiques peuvent aider les villes à gérer les effets de la mobilité humaine et à engager un processus d'aménagement urbain inclusif grâce au partage des connaissances et à l'élaboration concertée des politiques. Les employeurs de travailleurs migrants peuvent servir de passerelle avec la communauté plus large, en donnant accès à des ressources financières ou éducatives communautaires, telles que des cours de langues ou d'éducation financière ou des séances d'information sur l'acquisition d'un logement et l'accession à la citoyenneté – autant d'éléments qui contribuent de manière déterminante à une intégration réussie (Koser, 2013).

Dans les pays développés, des villes ont favorisé les partenariats public-privé dans des secteurs tels que la santé, l'éducation, l'énergie, les transports et la protection sociale qui, jusqu'à présent, ne visaient pas spécifiquement les migrants. Etant donné les très nombreux avantages que peuvent retirer les migrants, les villes et les entreprises, des initiatives similaires à celles menées par Rotterdam pour mettre en relation les migrants et leurs employeurs potentiels du secteur privé (voir l'encadré 23) se multiplient dans des villes comme Auckland, Copenhague, Halifax, Londres et Wuppertal (Allemagne) (Cities of Migration, 2012).

Encadré 23



Partenariats ville-entreprises à Rotterdam (Pays-Bas)

- **Les entreprises** ont de plus en plus de mal à trouver les compétences qui leur manquent sur le marché du travail local. Une enquête de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) menée en 2012 a établi qu'un employeur sur quatre ne trouve pas les personnes adéquates pour pourvoir les postes vacants dans son entreprise. Un recours plus judicieux à la main-d'œuvre migrante pourrait permettre d'améliorer la situation.
- **Les villes** ont pour tâche redoutable de bien intégrer les migrants, et notamment de faciliter leur accès au marché du travail. Mettre à profit les compétences que les migrants ont à offrir permet de réduire le taux de chômage tout en donnant aux migrants la possibilité de contribuer à la croissance économique et au développement.
- **Les migrants** ont besoin de travailler, ce qui leur permet de contribuer à l'économie locale et de participer activement à la vie de leur nouvelle communauté, tout en gagnant leur vie.

Le Processus de La Haye sur les réfugiés et les migrations, une fondation sans but lucratif, a élaboré un projet dont le but est d'aider à créer un partenariat officiel entre Rotterdam et le secteur privé pour améliorer la situation sur le marché du travail dans la ville, ainsi que la participation de la communauté de migrants au marché du travail. Les entreprises de la région, pour leur part, doivent faire appel à cette communauté pour y trouver les salariés et les compétences qui leur manquent. Sur la base des recommandations formulées par les entreprises et des discussions menées directement avec elles, des modèles et des mesures sont élaborés qui permettent de remédier aux pénuries de main-d'œuvre et de compétences, en partie en améliorant l'employabilité des migrants en âge de travailler. Plus spécifiquement, le Processus de La Haye sur les réfugiés et les migrations crée une base de connaissances sur les pénuries de main-d'œuvre et de compétences ainsi qu'une réserve de ressources humaines, en s'appuyant sur des consultations menées directement avec des chefs d'entreprise, des migrants et leurs associations. Ce partenariat permet de trouver et de mettre en place les solutions les plus viables.

Ce projet de partenariat contribue à l'amélioration des compétences des migrants en vue de leur entrée sur le marché du travail, ce qui stimule la croissance économique de la ville. Quant aux entreprises de la ville, il les aide à combler leurs pénuries de main-d'œuvre et de compétences tout en élargissant leur réserve de salariés afin d'y inclure les qualifications des

migrants. De la sorte, elles augmentent leur efficacité et leur productivité. La ville trouve son compte dans une intégration plus poussée des migrants et de leur accès plus facile à l'emploi, ce qui réduit les coûts potentiels des migrants pour le système de protection sociale. En outre, les migrants participent plus activement à la vie de leur communauté d'accueil et apportent des contributions à la ville.

D'après :

Nava Hinrichs, Directrice générale du Processus de La Haye sur les réfugiés et les migrations

4.3.3. Entrepreneuriat des migrants⁹

Les entrepreneurs migrants en milieu urbain contribuent à leur propre intégration socioéconomique ainsi qu'au développement de l'économie locale. Des politiques visant à faciliter l'information, la constitution de réseaux, la formation et le recrutement peuvent appuyer ce processus.

Effets de l'entrepreneuriat des migrants

L'entrepreneuriat des immigrants est généralement concentré dans les zones urbaines, et plus particulièrement dans les enclaves ethniques (Commission européenne, 2008). Il peut contribuer avec efficacité à l'intégration socioéconomique des migrants tout en profitant à l'économie locale. Les éléments d'information sur les effets de ce mode d'activité sur l'intégration des migrants sont toutefois contradictoires. Aux États-Unis et aux Pays-Bas, il apparaît que l'entrepreneuriat contribue à l'intégration socioéconomique des immigrants (Irastorza, 2010 ; Teder et Golik, 2006), surtout parmi ceux qui créent leur entreprise par nécessité, pour éviter le chômage ou de mauvaises conditions de travail. En Allemagne, les entrepreneurs immigrants semblent avoir un revenu supérieur à celui des immigrants salariés (Constant, Shachmurove et Zimmermann, 2007). En Suède, c'est l'inverse (Hammarstedt, 2001 ; Hjerm, 2004). Il se peut que l'État-providence, dans ce pays, influe sur l'entrepreneuriat, tout comme le niveau de discrimination à l'encontre des immigrants sur le marché du travail et la bureaucratie à laquelle les créateurs d'entreprises doivent faire face (Irastorza, 2010). La corrélation entre l'entrepreneuriat et la croissance économique est assez forte (Audretsch et Thurik, 2004 ; Naudé, 2010), mais uniquement pour ceux qui choisissent ce statut, et non pour les entrepreneurs par nécessité qui n'ont aucun autre moyen d'éviter le chômage.

Des études ont été consacrées à la question de savoir si l'esprit d'entreprise est plus répandu parmi les migrants (Kloosterman, van der Leun et Rath, 1998). D'après des travaux de recherche menés aux États-Unis sur le rôle important joué par des migrants dans la création d'entreprises de haute technologie, ce sont les activités et les secteurs « à forte intensité de savoir » qui ont le plus de chances de bénéficier des effets positifs de la diversité (Fujita et Weber, 2003). Près d'un quart des demandes de brevet aux États-Unis sont déposées par des migrants, soit une proportion deux fois supérieure à celle des migrants dans la population totale

⁹ Les informations de cette section, y compris le tableau 3 et l'encadré 24, sont tirées du document d'information élaboré pour le présent Rapport, intitulé « Immigrant Entrepreneurship in Cities » (Marchand et Siegel, 2014).

(Hunt et Gauthier-Loiselle, 2009). Cette réussite est attribuée à une autosélection positive sur la base des capacités entrepreneuriales et des compétences (Borjas, 1986), et aux réseaux translocaux. L'hétérogénéité des parcours, des compétences et des cultures peut aussi stimuler la création d'idées grâce à la complémentarité des personnes mises ainsi en contact (Berliant et Fujita, 2009). Comparée à la population autochtone, la proportion de titulaires d'un diplôme scientifique ou d'un diplôme d'ingénieur est également bien supérieure parmi les immigrants.

A l'échelle mondiale, l'enquête menée par Global Entrepreneurship Monitor en 2012 a tenté de mesurer l'innovation des entreprises en fonction du nombre de nouveaux produits ou services qu'elles avaient introduits dans 69 pays, et de déterminer si les entreprises en question étaient ou non détenues par un migrant. L'analyse des résultats de l'enquête n'a pas fait apparaître de grandes différences en matière d'inventivité entre les entrepreneurs migrants et non migrants (Vorderwülbecke, 2012). Des travaux de recherche préliminaires en Afrique du Sud montrent que l'entrepreneuriat des immigrants ouvre des perspectives qui ont des conséquences importantes pour l'économie du pays. En contribuant à la création d'emplois et à l'innovation, les entrepreneurs immigrants peuvent jouer un rôle dans la réduction des inégalités et de la pauvreté et contribuer à la croissance économique du pays (Kalitanyi et Visser, 2010 ; Tengeh *et al.*, 2012).

Politiques urbaines en faveur de l'entrepreneuriat des immigrants

Des politiques judicieuses peuvent attirer de l'étranger des entrepreneurs potentiels, offrir un environnement propice à la création d'entreprises innovantes et fournir des programmes de soutien concret aux futurs entrepreneurs en général, et aux migrants en particulier. Les entrepreneurs immigrants étant loin de constituer un groupe homogène, il est nécessaire d'élaborer un large éventail de politiques et de programmes de soutien pour tenir compte de l'ensemble des forces, des faiblesses et des besoins en présence.

Etant donné l'intérêt croissant que suscite le lien entre la croissance économique et l'entrepreneuriat des migrants, de plus en plus de pays adoptent des mesures spécifiques à l'intention de ce groupe (voir le tableau 3). Cependant, les politiques de ce genre sont axées sur les migrants qui disposent d'un capital de départ et sont désireux d'investir dans le pays de destination. Une grande partie des entrepreneurs immigrants ne remplissent pas les conditions requises pour obtenir ce type de visa, la plupart du temps par manque de capital et d'expérience, et entrent donc généralement dans le pays par une autre voie. En outre, un nombre important d'entrepreneurs migrants sont poussés à exercer une activité indépendante faute d'autre choix.



Table 3

Critères d'admission des politiques d'immigration aux fins de travail indépendant et d'entrepreneuriat dans les pays de l'OCDE



Critères d'admission	Pays appliquant les critères	
	Activité indépendante	Investissements des entreprises
Expérience	Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, Grèce, Irlande, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse	Australie, Canada et Nouvelle-Zélande (sauf si l'investissement est supérieur à un seuil à partir duquel aucune expérience n'est requise)
Investissement minimal	Nouvelle-Zélande, République tchèque, Royaume-Uni (Le migrant doit généralement apporter la preuve qu'il dispose des ressources financières nécessaires pour subvenir à ses besoins et créer l'entreprise.)	Australie, Canada, Espagne, Etats-Unis, France, Grèce, Irlande, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, République de Corée, Royaume-Uni
Plan d'entreprise	Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Irlande, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Espagne, Suisse	Grèce, Irlande, Pays-Bas
Restriction du champ d'activité	Australie, Canada, Danemark, Japon, République tchèque	Australie, République de Corée
Preuve de l'utilité pour l'économie locale	Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Grèce, Irlande, Pays-Bas, Pologne, Suisse	Etats-Unis, Grèce, Irlande, Portugal

Programmes de soutien aux entrepreneurs migrants

Pour les immigrants qui se trouvent déjà dans le pays de destination, il peut exister des politiques et des programmes locaux à orientation pratique. Ces initiatives peuvent être planifiées à l'échelon national, mais elles sont mises en œuvre au niveau municipal avec le soutien de programmes mis en place dans plusieurs villes pour répondre aux différents besoins des entrepreneurs potentiels, en particulier de ceux qui veulent démarrer une nouvelle société. Certaines municipalités proposent aux migrants des programmes spécifiques d'apprentissage de la langue, d'accès au crédit et d'accès au capital humain. En général, toutefois, les immigrants sont moins susceptibles que les autochtones de profiter de ces programmes. Ils ont plutôt tendance à se tourner vers des aides informelles et à s'appuyer sur leurs réseaux sociaux, souvent ethniques, lorsqu'ils créent une entreprise.

Les entrepreneurs immigrants se heurtent souvent à de nombreux obstacles, dont des difficultés administratives, des procédures complexes, ou encore des critères à remplir pour pouvoir créer une entreprise, parmi lesquels des obligations financières, des exigences fiscales, la réglementation du travail, la réglementation sur la sécurité sociale, les règles en matière de sécurité et de santé, ainsi que des facteurs environnementaux. Les migrants se heurtent régulièrement à des barrières linguistiques et sont désavantagés du fait de leur moindre connaissance du pays (Desiderio, 2014).



Les entrepreneurs migrants peuvent bénéficier des programmes généraux et de ceux spécifiquement destinés aux migrants. On trouvera dans l'encadré 24 un exemple de programme multidimensionnel à l'intention des migrants. Les programmes de ce genre sont axés sur un ou plusieurs des éléments suivants : information, constitution de réseaux, mentorat et conseil, formation, investissement et partenariat.

Information : Les migrants peuvent tout ignorer des procédures et des possibilités locales pour créer une entreprise, ce qui peut être un frein à l'investissement. Pour encourager la création d'entreprises, de nombreuses villes fournissent des informations relayées par des administrations, les chambres de commerce, les associations d'entreprises, les syndicats et des organisations privées. L'information est également diffusée à l'occasion de certaines manifestations, sur des sites Web, via des lignes téléphoniques d'assistance et de fiches d'information consacrées à des secteurs spécifiques.

Constitution de réseaux : Les organismes de mise en réseau offrent aux entrepreneurs immigrants nouveaux et potentiels la possibilité de rencontrer d'autres chefs d'entreprise, immigrants ou nés dans le pays, d'établir des contacts locaux avec des fournisseurs et des clients potentiels, de discuter d'éventuels partenariats et de trouver d'utiles partenaires d'affaires. Ces réunions peuvent se faire en personne ou par l'intermédiaire de services en ligne.

Mentorat et conseils : Le nouvel entrepreneur est mis en relation, pendant une période limitée, avec un mentor, si possible travaillant dans le même secteur d'activité, ayant la même origine ethnique et parlant la même langue que lui. La période de mentorat est l'occasion de discuter régulièrement de toutes sortes de questions. Ce type de programme est courant ; il s'adresse plus particulièrement aux entrepreneurs immigrants ou aux entrepreneurs de zones urbaines défavorisées.

Formation : Les programmes de formation à l'entrepreneuriat aident les futurs chefs d'entreprise à acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour réussir, leur apprenant à conduire des études de marché, à élaborer un plan d'entreprise, à trouver un soutien administratif et à gérer une société. La fourniture d'informations sur les possibilités de financement est l'un des aspects majeurs de ces programmes.

Investissement : L'accès au crédit étant l'une des principales difficultés rencontrées par les entrepreneurs migrants, ce type de programme est crucial pour beaucoup de nouvelles entreprises. Le plan d'entreprise est passé au crible par une équipe de spécialistes, qui étudient les multiples facteurs propres à chaque organisation. Seules les propositions les plus prometteuses se voient offrir un financement pendant une durée définie.

Partenariats : Les organisations partenaires peuvent être des pépinières d'entreprises ou des investisseurs privés. Ceux-ci investissent des capitaux dans des projets pour en tirer un rendement financier, et peuvent prendre part à l'élaboration du projet d'entreprise et à sa gestion, surtout au début. Les pépinières offrent des possibilités de constitution de réseaux parrainés avec des employeurs locaux, et facilitent les démarches administratives. A Chicago, par exemple, des groupes des secteurs public et privé ont mis en place plusieurs services destinés à aider les entrepreneurs migrants. Ces deux formes d'appui permettent de maximiser les contributions des entrepreneurs immigrants à l'économie de la ville.

Encadré 24



Programme d'entrepreneuriat ethnique à Glasgow (Ecosse, Royaume-Uni)

A Glasgow, la population issue de minorités ethniques est la plus importante d'Ecosse. Le nombre de minorités ethniques est passé de 31 510 personnes en 2001 à 68 684 en 2012. Les entreprises d'immigrants apportent une contribution importante à l'économie écossaise, notamment à Glasgow. En outre, de nombreux immigrants avaient déjà dirigé une entreprise dans leur pays d'origine et comptaient faire de même à Glasgow. C'est dans ce contexte qu'un programme d'entrepreneuriat ethnique a été mis sur pied en 2005 par le Business Gateway (Portail des affaires). Celui-ci emploie un conseiller spécialiste des questions ethniques, chargé d'examiner et de surmonter les obstacles au travail indépendant et de promouvoir des stratégies d'intégration dans la société écossaise par la création d'entreprises. Le programme cible les immigrants ayant le statut de réfugiés, les Ecossais issus de minorités ethniques, les immigrants de l'Union européenne, et les personnes titulaires d'un visa post-études, qui ont en commun de se heurter aux mêmes difficultés pour entrer sur le marché du travail et pour qui une activité indépendante est une solution viable. Le Programme d'entrepreneuriat ethnique offre un large éventail de services qui, tous, visent à aider et à former de nouveaux entrepreneurs immigrants potentiels. Il s'appuie sur une approche de faible technicité, où les relations personnelles et la confiance se construisent sur la durée.

4.4

LES MIGRANTS EN TANT QU'AGENTS DU DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Les migrants peuvent contribuer au développement de leur pays d'origine grâce à des partenariats noués avec ces derniers. Des approches décentralisées du développement, telles qu'une coopération entre villes des pays d'accueil et de départ, ou des programmes qui s'appuient sur le soutien de la diaspora, permettent d'exploiter le potentiel qu'offrent les migrants en tant qu'agents du développement.

Approches décentralisées du développement

Qu'ils soient partis à l'étranger pour y travailler temporairement ou s'y établir de façon permanente, les migrants peuvent contribuer au développement de leur pays d'origine grâce à leurs idées, leurs compétences et leur travail, mais aussi grâce aux fonds qu'ils rapatrient ou aux investissements qu'ils réalisent. Les communautés de la diaspora contribuent elles aussi à l'essor de villes prospères dans leur pays d'origine par leurs rapatriements de fonds, leurs investissements, et le retour au pays de leurs membres.

Une coopération décentralisée, par exemple dans le cadre d'un jumelage de villes, est une façon de placer les collectivités locales au centre des efforts de développement, fondés sur les liens transnationaux et la participation des acteurs des secteurs public et privé, de la société civile, ainsi que des migrants eux-mêmes. Les politiques qui autorisent le transfert de compétence budgétaire aux municipalités favorisent ces jumelages, car les villes peuvent négocier les arrangements qu'elles souhaitent mettre en place avec des communes d'autres pays ainsi qu'avec des associations de migrants ou des organisations de la diaspora.

En Europe, des villes de différentes tailles et certaines municipalités situées dans des régions frontalières ont conclu des accords de jumelage avec des pays

d'origine, principalement le Maroc, la Turquie et le Suriname. Le plus souvent, il s'agit d'accords passés entre deux collectivités locales souhaitant travailler ensemble et encourager les échanges d'informations et d'activités entre leur personnel respectif (Van Ewijk, 2008), principalement dans le but de contribuer au développement local et au renforcement de leurs capacités. Ces accords de jumelage visent à promouvoir la compréhension mutuelle entre la communauté des migrants et la société d'accueil, la cohésion sociale et l'intégration des migrants à la faveur de rencontres et d'échanges d'information. Ils portent sur des activités telles que des programmes d'échanges culturels, ou des programmes de soutien en matière de gestion des déchets, d'eau et d'assainissement, de logement et d'administration publique. Les buts recherchés sont variables. Dans certains cas, il s'agit avant tout d'intégrer les migrants dans le pays de destination, et non d'apporter des avantages économiques et commerciaux mesurables. Dans d'autres, il s'agit de transférer des connaissances et de fournir des avantages au pays d'origine, en particulier si le jumelage comporte une composante d'aide.

Dans la littérature spécialisée consacrée aux partenariats intervilles, la réciprocité est considérée comme l'un des objectifs, sans pour autant, le plus souvent, être exprimée de manière explicite. Il n'existe pas, à proprement parler, de cadre d'évaluation pour apprécier la réussite ou l'échec de ces partenariats, et les « avantages » pour les municipalités des pays de destination demeurent flous dans la pratique (Van Ewijk, 2013). Aux Pays-Bas, de nombreuses collectivités locales se désengagent, en partie en raison de coupes budgétaires. Autres difficulté que rencontrent les municipalités des pays d'origine et de destination : elles se trouvent à différents stades du processus de décentralisation, et disposent de ressources budgétaires et de possibilités d'action différentes (*ibid.*).

Globalement, on trouve un nombre important et croissant d'exemples de coopération translocale ou interville qui ne sont pas régis par un accord de jumelage mais qui s'attachent à exploiter les avantages que la migration présente pour le développement local. C'est ainsi qu'en réponse à l'appel en faveur de partenariats plus larges, comprenant les migrants et leurs associations, tel qu'il ressort des discussions sur le programme de développement pour l'après-2015, la Commission européenne a lancé l'Initiative conjointe pour la migration et le développement (ICMD) avec l'appui des Nations Unies et de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). L'objectif de cette initiative est de favoriser le développement local en resserrant les liens translocaux des migrants et en donnant aux autorités locales les moyens de collaborer avec la société civile et d'autres acteurs locaux dans les Etats membres de l'Union européenne, ainsi qu'avec leurs homologues des pays à faible revenu d'où sont originaires les migrants (ICMD, 2013).

Initiative conjointe pour la migration et le développement¹⁰

L'idée selon laquelle la migration est un outil de développement local est plus populaire que jamais car elle peut soutenir le développement et renforcer le dynamisme des communautés d'origine et de destination des migrants. Ceux-ci sont les alliés des villes et des communautés locales, parce que les diverses ressources qu'ils possèdent contribuent au développement social et économique et font d'eux les agents d'un changement positif. En outre, les migrants et les diasporas nouent entre les villes des liens propices au développement car ils incarnent une présence transnationale qui fait évoluer l'environnement local de la population sur les territoires d'origine et de destination.

10 Cette section s'inspire de la contribution de Cécile Riallant, Directrice de programme de l'Initiative conjointe pour la migration et le développement (ICMD), un programme mondial financé par la CE et la Suisse, dirigé par le PNUD et mis en œuvre en étroite collaboration avec l'OIM, l'OIT, le HCR, ONU-Femmes, l'UNITAR et le FNUAP.

L'expérience de l'ICMD montre que les interventions les plus réussies et les plus durables pour relier la migration et le développement sont celles qui ont été élaborées par des organisations de la diaspora entretenant d'étroites relations avec les collectivités locales des pays d'origine et de destination. Là où les interventions des migrants et de la diaspora ne correspondent pas aux capacités et aux besoins locaux, les effets à moyen et long terme sur le développement sont incertains. Depuis 2013, l'ICMD a entrepris de transposer à plus grande échelle seize initiatives prometteuses menées par des autorités locales dans huit pays du monde. L'ICMD s'efforce de tenir compte du continuum migratoire et de la façon dont celui-ci influe sur les politiques et les pratiques à mettre en place dans les communautés d'origine et d'accueil. On trouvera ci-après quelques-uns des enseignements préliminaires tirés de ce programme mondial.

Pour avoir un effet sur le développement, la migration doit être bien gérée à l'échelon local

La contribution des migrants au développement local dépend, dans une large mesure, de la relation qu'ils établissent avec les acteurs sur le terrain et de leur aptitude à pallier les éventuelles lacunes de leur environnement institutionnel. Le plus souvent, les activités des migrants se limitent à des domaines associatifs marginaux et reposent sur des relations personnelles autonomes et directes, sans grandes interactions avec les parties prenantes locales. Pour que la migration puisse avoir un effet positif sur le développement local, il est indispensable de prendre acte de la contribution des migrants et de l'intégrer dans le développement local à la faveur d'un environnement propice et inclusif. Pour l'essentiel, il s'agit d'appliquer les principes de bonne gouvernance locale à la migration.

De plus en plus, les villes sont obligées de prendre en compte les besoins et les droits des nouveaux venus, ainsi que les ressources mises à leur disposition dans la société d'accueil. Dans le cas des migrants de retour, les villes s'emploient à faciliter leur réintégration sur le marché du travail local et à mettre à profit leurs compétences et leurs réseaux éventuels.

Les villes sont particulièrement bien placées pour centraliser les opinions, les besoins et l'expertise de tous les acteurs locaux. Ce rôle consiste notamment à offrir aux migrants un espace où ils peuvent faire entendre leur voix, à mettre en place des cadres transparents propres à renforcer la confiance entre les parties prenantes locales et les associations de migrants, et à donner aux migrants plus de moyens pour élaborer des projets (qu'ils soient à but lucratif ou à vocation philanthropique) avec de nouveaux partenaires des communautés d'origine et de destination. De telles pratiques ont été mises en œuvre avec succès dans de nombreuses villes du monde.

Pour exploiter les retombées de la migration pour le développement local, des stratégies claires doivent être élaborées, qui veillent à respecter les droits politiques, économiques, sociaux et culturels des migrants. C'est pourquoi les initiatives visant à promouvoir l'intégration ou la réintégration (dans le cas des migrants de retour) dans la ville sont étroitement liées à la préservation et au renforcement des capacités des migrants en tant qu'acteurs du développement.

La migration doit être intégrée dans la planification du développement local

Pour renforcer la contribution de la migration au développement local il faut davantage qu'une aide ou des subventions de portée limitée de la part des villes. Il est impératif que celles-ci comprennent les spécificités des ressources des

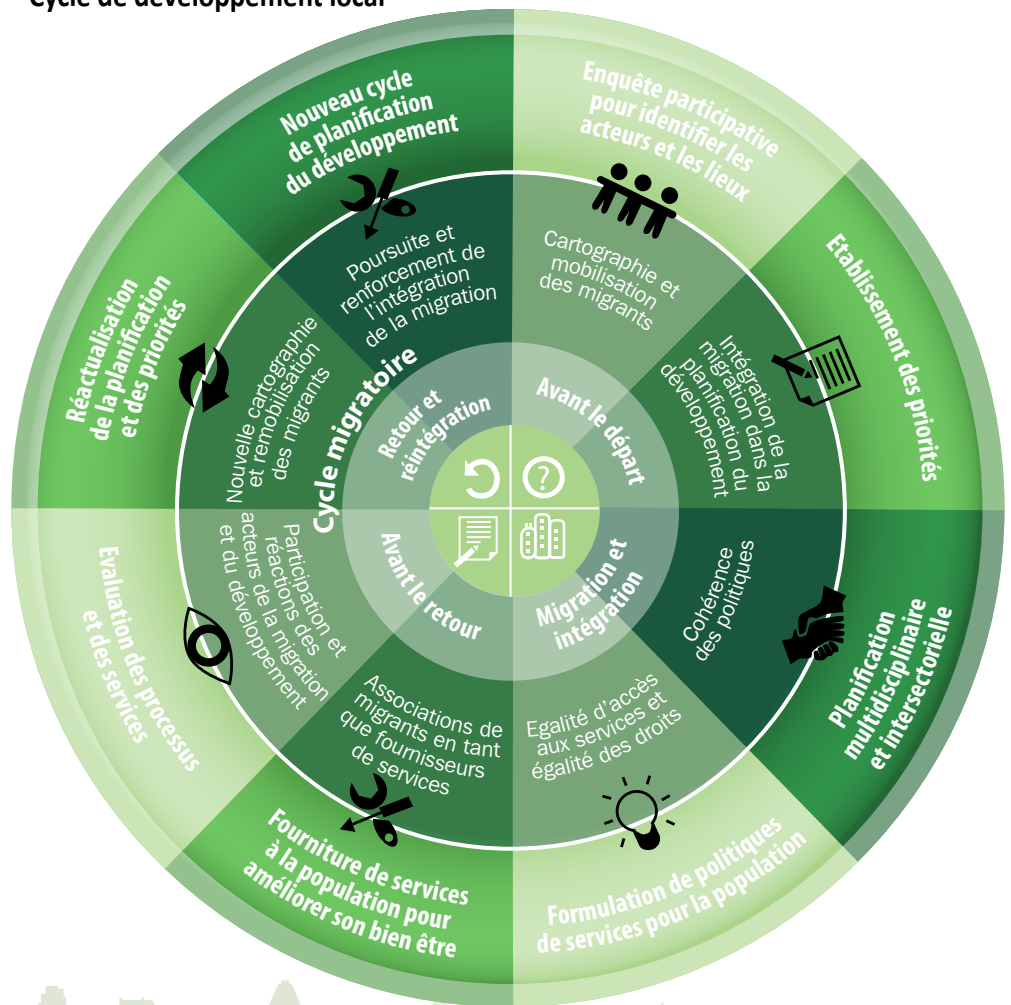
migrants et la façon dont elles prennent forme à l'échelle locale. Les villes peuvent ensuite élaborer une stratégie pour sensibiliser les parties prenantes intéressées et intégrer les activités des migrants dans les actions en faveur du développement local, afin de maximiser les effets positifs de la migration en matière de cohésion sociale, de diversité culturelle et de développement économique, et de minimiser ainsi ses conséquences négatives.

Si l'on pousse le raisonnement un peu plus loin, les villes qui connaissent d'importants flux migratoires ont tout intérêt à s'efforcer vigoureusement d'améliorer la cohérence de leur politique d'urbanisme, en intégrant la migration dans tous les aspects du processus, puisque de nombreuses mesures sectorielles peuvent influencer sur la migration, et inversement. Cette démarche est indispensable pour passer d'interventions ponctuelles ou isolées à une politique d'urbanisme viable et cohérente, compte tenu de toutes les dimensions de l'impact de la migration sur le développement local. Les figures 7 et 8 récapitulent la façon dont le cycle du développement local peut s'articuler avec le continuum migratoire, ainsi que les possibilités d'intervention qu'il offre.

Pour accentuer les effets positifs, il faut également assurer la cohérence verticale des actions (entre les échelons local, national et international) car, à ce jour, le manque de coordination entre les différents niveaux d'administration semble être l'un des obstacles les plus importants à la mise en œuvre d'interventions efficaces visant à relier la migration et le développement.

Figure 7

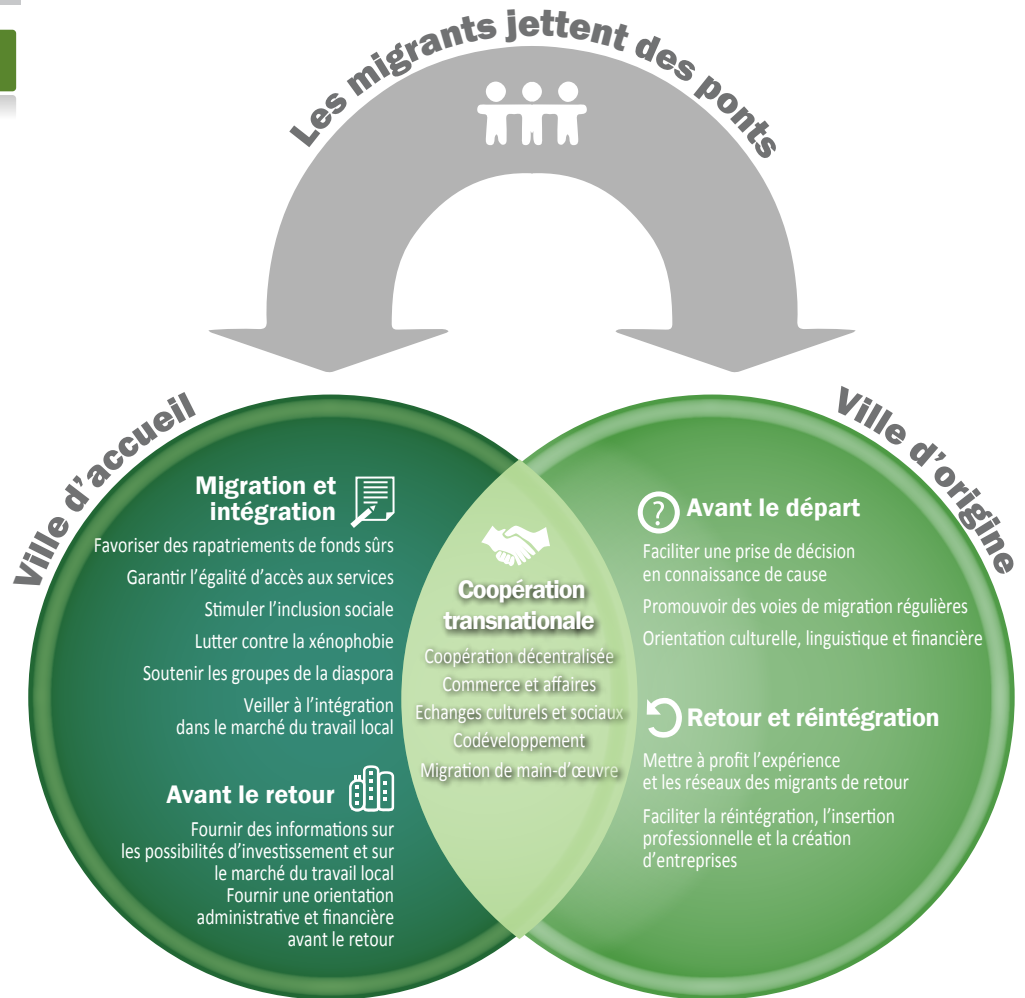
Cycle de développement local



Source: Contribution de l'ICMD.

Figure 8

Les migrants jettent des ponts entre les villes



Source: Contribution de l'ICMD.

Les villes doivent faire partie d'un réseau international le long des axes migratoires

L'existence ou le maintien de liens intervilles s'expliquent souvent par la présence d'importantes populations de migrants. Si les villes peuvent s'entendre sur une vision commune et instaurer une coopération à leur échelon, elles s'ouvrent de formidables perspectives de développement. Bien que les autorités locales soient au cœur des partenariats décentralisés en faveur du développement, les communautés de migrants et les diasporas peuvent néanmoins jouer un rôle majeur pour soutenir ces partenariats et faciliter ou entreprendre certaines activités connexes. Plus précisément, les migrants et leurs associations peuvent être une source de connaissances et d'informations sur les communautés d'origine, faire le lien entre toutes ces données et favoriser ainsi les relations économiques entre les villes.

Au Sénégal, par exemple, une collectivité locale contribue à mettre en place un processus de coopération transnationale entre Dakar et Venise, en collaborant avec la Confédération sénégalaise pour la promotion des petites et moyennes



entreprises et de l'entrepreneuriat des migrants (CONFESEN), qui aide les hommes et les femmes d'affaires de la diaspora sénégalaise à investir à Dakar¹¹.

Les villes entretenant de longue date d'étroits liens migratoires ont aussi intérêt à coopérer et, le cas échéant, à coordonner leurs actions d'un bout à l'autre du continuum migratoire. Une ville d'origine peut fournir des informations sur la situation et les besoins du marché du travail du lieu de destination, ce qui peut considérablement faciliter l'intégration des migrants et offrir des avantages économiques à la communauté d'accueil. Très peu de villes, toutefois, récoltent les fruits des liens créés par la migration. La concertation entre maires, comme le Forum des maires sur la mobilité, la migration et le développement qui s'est tenu à Barcelone en 2014, peut faciliter l'établissement de relations intervilles et des actions transnationales en s'appuyant sur le potentiel de la migration pour le développement.

Les villes d'origine des migrants pourraient également participer activement à l'intégration de la migration dans la planification du développement local. Elles pourraient prendre l'initiative de planifier leur action pour répondre d'abord aux diverses préoccupations formulées par leurs résidents ayant parmi les membres de leur famille des migrants travaillant à l'étranger, ce qui leur permettrait également de mieux comprendre quelles sont les ressources de leurs migrants. Les villes pourraient ensuite nouer un partenariat avec des migrants et leur famille et formuler conjointement des plans d'action concrets pour maximiser les effets positifs de la migration en matière de cohésion sociale, de diversité culturelle et de développement économique, et minimiser ainsi ses conséquences négatives. Naga, une ville de 200 000 habitants dans le centre des Philippines, en offre une illustration. Les autorités locales montrent la voie en intégrant la migration et le développement dans leur processus de planification locale à la faveur de diverses activités de projet menées en collaboration avec des partenaires de recherche locaux et des organismes internationaux, dont l'OIM (voir l'encadré 25).

Encadré 25



Intégration de la migration dans la planification du développement local à Naga (Philippines)

Renforcement des capacités grâce à une planification participative

Un groupe de travail technique multisectoriel a été constitué au début de 2011 pour renforcer les capacités locales en matière d'intégration du couple migration et développement. Il était composé de membres du Conseil municipal, de fonctionnaires du Gouvernement national, d'universitaires, ainsi que de représentants de l'Église locale, d'organisations de la société civile (le Conseil populaire de Naga), du secteur bancaire et de la chambre de commerce.

L'unité régionale de l'Administration de la protection sociale des travailleurs d'outre-mer a communiqué des informations sur le nombre de travailleurs philippins contractuels originaires de la ville, et la banque centrale des Philippines a donné une estimation des fonds rapatriés. Ces éléments ont été recoupés avec des sources locales, telles que le système de surveillance communautaire, une enquête à l'échelle de la ville que la municipalité réalisait également pour la première fois.

11 Ce processus de coopération transnationale en matière de migration et développement bénéficie du soutien du projet « Créer un réseau entre les migrants, les autorités locales, les investisseurs et les acteurs économiques pour le développement local » lancé par l'ICMD.

Ces données secondaires ont été complétées par une série d'ateliers à l'occasion desquels les préoccupations des Philippins d'outre-mer ont été débattues avec leurs familles et leurs enfants, des conseillers scolaires, des représentants de milieux d'affaires, des citoyens pauvres et des banques locales (le terme « Philippins d'outre-mer » désigne, outre les travailleurs philippins de l'étranger, les *nagueños*, qui sont devenus des ressortissants ou des résidents permanents d'un autre pays, ainsi que les migrants dépourvus de documents).

Une série de consultations à l'échelle de la ville ont ensuite été menées pour discuter, avec les participants des ateliers sectoriels consacrés aux Philippins d'outre-mer, des résultats issus de ces ateliers et de travaux de recherche. Un exercice de hiérarchisation des priorités a permis de déterminer les programmes, projets et activités que la municipalité devrait mettre en œuvre.

Enfin, un avant-projet du Plan global de développement local a été présenté pour examen lors d'une consultation nationale des parties prenantes tenue à Manille en septembre 2011. Ce plan comprenait l'exposé d'une vision d'ensemble qui mettait en évidence les effets de la migration sur le développement, le profil migratoire de la ville, les mesures concernant les Philippins d'outre-mer et le programme d'investissement en faveur du développement local. Sur la base des suggestions formulées, une version finale du Plan a été rédigée et approuvée par le Conseil de développement de la ville en juin 2012, avant d'être adoptée par le Sangguniang Panlungsod, l'organe législatif de la municipalité, en novembre 2012.

Renforcement des institutions

Conscient de l'utilité considérable des travaux menés par le groupe de travail technique, le maire, John G. Bongat, a décidé de créer une structure chargée du programme d'intégration. L'ordonnance n° 2012-006 a ainsi donné naissance au Comité consultatif de la ville chargé des Philippins d'outre-mer, dont le rôle consiste, entre autres, à fournir des conseils spécialisés et des orientations stratégiques à la municipalité pour l'aider à poursuivre ses efforts d'intégration de la migration dans la planification, l'élaboration des politiques locales, la conception des programmes et la mise en œuvre des projets à Naga.

Etapes suivantes

Les efforts d'avant-garde de la ville n'ont pas échappé à l'attention des organismes nationaux et internationaux chargés de la migration. En 2013, la Commission des Philippins d'outre-mer s'est mise en rapport avec le Bureau de l'urbanisme et du développement de la ville pour aider la province de Pangasinan à transposer l'expérience de Naga sur l'ensemble de son territoire. Ce partenariat fructueux a débouché sur une autre collaboration, qui fera de la ville la première collectivité locale philippine à proposer des systèmes et des services de paiement en ligne et mobiles en 2015, dans le but d'attirer les dons et les investissements de la diaspora. Depuis avril 2014, il a aidé quinze provinces et villes de la



région de Bical à renforcer leurs capacités en matière de migration et de planification du développement, d'édification de l'appareil institutionnel et d'amélioration des services.

D'après :

Wilfredo B. Prilles Jr., Coordonnateur, Bureau de l'urbanisme et du développement de Naga (Philippines)

Voix de migrants



Vers un Séoul multiculturel : une Vietnamiennne migrante par mariage

« Je ne savais pas qu'une petite annonce changerait ma vie pour toujours », déclarait Pham Thi Quynh Hoa, 34 ans, une migrante par mariage qui a quitté Hanoï, au Viet Nam, pour Séoul, en République de Corée. Quynh Hoa est cadre au sein de la Division du multiculturalisme à la mairie de Séoul : « Je trouve que j'ai de la chance d'avoir un emploi que je peux exercer avec plus d'efficacité que les gens d'ici ».

Mariée et mère de deux enfants, Quynh Hoa a quitté Hanoï pour Séoul il y a dix ans afin de rejoindre son mari coréen. Quynh Hoa a commencé son master à l'Université nationale de Séoul grâce à une bourse du Gouvernement coréen dès la première année de son arrivée dans la capitale. Heureusement, l'Université a autorisé le couple à habiter dans l'une des résidences familiales du campus. « Cela a été une aide financière considérable pour nous, car le parc locatif privé est extrêmement cher à Séoul. »

Après avoir habité dans des logements pour étudiants pendant huit ans, la famille a emménagé dans un appartement à proximité de l'université en 2012. C'est à cette époque que Quynh Hoa a fait l'expérience de la discrimination, après que son propriétaire a découvert que ses locataires étaient l'une de ces familles que l'on appelle « multiculturelle » : « Je peux supporter la discrimination occasionnelle car de nombreux Coréens ont été gentils avec moi ». Quynh Hoa estime que son parcours de migrante lui est utile dans son travail actuel : « J'ai de la chance d'avoir un emploi. Peut-être qu'ainsi je peux, à mon tour, donner après ce que j'ai reçu de toutes les personnes bienveillantes qui m'ont aidée ici. »

Au travail, Quynh Hoa s'occupe d'un programme éducatif organisé sous forme de cours, destiné à encourager la compréhension du multiculturalisme parmi les jeunes de Séoul. Le programme fait intervenir 35 formateurs originaires de 29 pays ayant des parcours de migrants différents, qui sont venus en République de Corée pour se marier ou pour y étudier. Ceux-ci se rendent régulièrement dans des écoles de la ville pour dispenser des cours sur le multiculturalisme. « Je suis heureuse de voir les efforts déployés par la municipalité. Elle propose des politiques et des actions en faveur des migrants et des familles multiculturelles chaque année. »

Même si Quynh Hoa est satisfaite de sa vie à Séoul, son cœur est toujours à Hanoï. Quand ses enfants seront grands, elle envisage de retourner y vivre avec son mari. « Avec le diplôme que j'ai obtenu et l'expérience professionnelle que j'ai acquise en Corée, je pourrais avoir un emploi très intéressant au Viet Nam. J'aimerais beaucoup enseigner le coréen dans l'une des universités de Hanoï. » Lorsqu'elle en parle, son visage rayonne, plein d'espoir et de détermination.

4.5

OBSERVATIONS FINALES

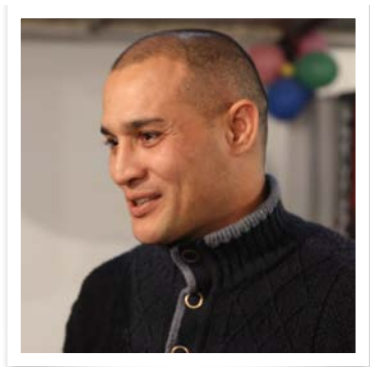
Il est indéniable que des politiques urbaines judicieuses doivent être élaborées si l'on veut créer des « structures de possibilités » permettant de parvenir à une croissance durable et inclusive qui donne aux migrants et aux résidents locaux les moyens de subvenir à leurs besoins. Surtout dans les pays développés, on assiste à une augmentation rapide du nombre d'initiatives locales qui visent à s'attaquer aux questions d'intégration urbaine et à favoriser une croissance économique participative, qui associent les autorités municipales, les urbanistes, les dirigeants de la société civile, les acteurs du développement des entreprises, les associations de migrants et les diasporas. A ce jour, toutefois, il ne semble guère établi que ces pratiques soient systématiquement prises en compte et transposées à un niveau politique supérieur.

Le manque de données empiriques pose problème. Il n'existe pas de méthode commune pour analyser les interactions entre les schémas de mobilité, la transition démographique et la croissance urbaine. Les données empiriques et les travaux de recherche demeurent insuffisants pour établir la nature exacte des liens entre la migration et l'urbanisation ; l'opposition traditionnelle entre villes et campagnes en matière de mobilité n'est tout simplement plus applicable dans de nombreuses régions du monde, en raison de la diversification des schémas de mobilité, y compris la migration circulaire, temporaire, interurbaine et internationale. En outre, l'urbanisation ne conduit pas nécessairement au développement urbain, et n'est pas non plus uniquement une résultante de la migration.

Le terme « transition urbaine » exprime le potentiel de transformation de la mobilité en tant que moteur essentiel de la migration urbaine. Il peut englober la concurrence entre le développement urbain et le développement rural qui, l'un et l'autre, sont étroitement liés sous l'effet de l'augmentation de la mobilité. Sur le plan des politiques, par conséquent, les tendances de la migration interne et internationale et de l'urbanisation doivent être prises en compte dans les stratégies du marché du travail, car elles influent sur le développement tant rural qu'urbain.

Le présent chapitre a examiné les avantages potentiels et réels de plus en plus manifestes que présentent des migrations bien gérées pour la croissance urbaine. Des stratégies locales d'inclusion des migrants peuvent renforcer la position de négociation des villes qui s'efforcent de nouer des liens commerciaux avec le reste du monde. Celles-ci peuvent tirer profit de politiques d'inclusion qui consistent à attirer les migrants qualifiés, les innovateurs, les investisseurs et les étudiants, et à garantir l'acheminement des fonds rapatriés.





Une entreprise fondée sur la confiance et la bienveillance mutuelles : un entrepreneur migrant à Moscou

« Bonjour, je m'appelle Usman. Actuellement, j'habite et je travaille à Moscou. Je suis né en Ouzbékistan, et je me suis installé avec ma famille en Russie il y a environ trois ans. Je suis venu à Moscou parce que je voulais avoir plus de chances de m'épanouir sur le plan personnel. Ici, il y a beaucoup plus de possibilités que dans mon pays natal.

Toute ma vie, j'ai voulu créer une entreprise qui rendrait les gens plus heureux. A Moscou, j'y suis parvenu en ouvrant un petit zoo pour enfants. Au début, cela n'a pas été facile. Lorsque j'ai cherché à faire décoller mon activité, j'ai dû faire face à des voleurs qui ont essayé de m'escroquer. Dans le même temps, j'ai rencontré beaucoup de personnes bienveillantes, qui ont sincèrement tenté de m'aider.

L'une d'elle est une femme russe. Elle m'a aidé à lancer et à enregistrer mon activité actuelle. En faisant entrer une tierce personne dans mon entreprise, je savais que je prenais des risques. Je me suis toutefois aperçu que cette personne souhaitait aussi vraiment créer un lieu où les gens puissent venir en famille avec leurs enfants pour s'amuser au contact des animaux. Très vite, elle est devenue une vraie partenaire commerciale. J'ai fait confiance à mon instinct et j'ai pris des risques. Maintenant, je sais que c'était la bonne décision et que cela m'a aidé à réaliser mon rêve.

Moscou est une très grande ville. Il y a beaucoup de nouveaux venus, des migrants en provenance d'autres pays et des gens originaires d'autres régions de la Russie. On y parle de nombreuses langues, surtout le russe et l'anglais. Je me sens bien et en sécurité ici, et je communique librement avec les autres habitants. Quand mes enfants seront grands, ils iront à l'école à Moscou, et auront la possibilité d'avoir une bonne éducation. Quant à mon avenir, je le vois heureux et prospère.

J'ai rencontré de nombreuses personnes de différentes nationalités dans ma vie. Je pense qu'il n'y a pas de mauvaises nationalités, mais seulement des mauvaises personnes. Ce n'est pas juste de juger tout un pays à travers les actes d'une seule personne. Quand quelqu'un dit que les migrants d'Ouzbékistan, du Kirghizistan et du Tadjikistan sont mauvais, c'est simplement une idée préconçue. Cela peut être dû à une méconnaissance de la culture.

Nous devons essayer d'apprendre à nous connaître les uns les autres pour mieux nous comprendre. Nous devrions tous avoir confiance les uns en les autres, et ne pas avoir peur des gens dont la nationalité ou la culture est différente de la nôtre. Mon vécu me fait dire que le monde est bâti sur la confiance et la bienveillance mutuelles, quel que soit l'endroit où l'on habite et quelles que soient les nationalités des gens autour de soi ».



REFERENCES

- African Centre for Cities
2014 *Urban Informality and Migrant Entrepreneurship in Southern African Cities*. Rapport de conférence, 10 et 11 février 2014. African Centre for Cities, Université du Cap. Disponible à l'adresse : <http://imrc.ca/wp-content/uploads/2013/11/Cape-Town-Informality-Conference-Report.pdf>
- Americas Society / Council of the Americas (AS/COA)
2014 *Immigrants & Competitive Cities*, Get the Facts Series. AS/COA, New York. Disponible à l'adresse : www.as-coa.org/sites/default/files/ImmigrantsandCompetitiveCities.pdf
- Audretsch, D. et R. Thurik
2004 A model of the entrepreneurial economy. *International Journal of Entrepreneurship Education*, vol. 2, n° 2, p. 143 à 166.
- Awumbila, M.
2014 Linkages between Urbanization, Rural-Urban Migration and Poverty Outcomes in Africa. Document d'information élaboré pour le présent Rapport.
- Awumbila, M. et E. Ardayfio-Schandorf
2008 Gendered poverty, migration and livelihood strategies of female porters in Accra, Ghana. *Norwegian Journal of Geography*, vol. 62, n° 3, p. 171 à 179.
- Awumbila, M., G. Owusu et J. K. Teye
2014 Can Rural-Urban Migration into Slums Reduce Poverty? Evidence from Ghana. Document de travail n° 13. Migrating out of Poverty Research Programme Consortium, Université du Sussex, Brighton. Disponible à l'adresse : <http://r4d.dfid.gov.uk/Output/196216/>
- Banque mondiale
2009 *World Development Report 2009: Reshaping Economic Geography*. Banque mondiale, Washington. Disponible à l'adresse : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/5991>
- Basa, C., L. Villamil et V. de Guzman
2009 Migration, local development and governance in small towns: two examples from the Philippines. Working Paper No. 17. Working Paper Series on Rural-Urban Interactions and Livelihood Strategies, Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), Londres. Disponible à l'adresse : <http://pubs.iied.org/pdfs/10576IIED.pdf>
- Bedford, R.D. et G. Hugo
2011 Migration, urbanisation and new diaspora: reflections on future migration in the Pacific. Presentation at the Pathways, Circuits and Crossroads Conference, Immigration in the Second Decade of the 21st Century, Wellington, 12 et 13 décembre 2011.

- Berliant, M. et M. Fujita
2009 The dynamics of knowledge diversity and economic growth. Rapport de conférence, 56^e réunion annuelle pour l'Amérique du Nord, Regional Science Association International, San Francisco, 18 et 19 novembre 2009.
- Bhagat, R.B.
2014 Urban Migration Trends, Challenges and Opportunities in India. Document d'information élaboré pour le présent Rapport.
- Borjas, G.J.
1986 The Self-employment Experience of Immigrants. *The Journal of Human Resources*, vol. 21, n° 4, p. 485 à 506.
- Castaldo, A., P. Deshingkar et A. McKay
2012 Internal migration, remittances and poverty: Evidence from Ghana and India. Document de travail n° 7. Migrating out of Poverty Research Programme Consortium, Université du Sussex, Brighton. Disponible à l'adresse : <http://migratingoutofpoverty.dfid.gov.uk/files/file.php?name=wp7-internal-migration-remittances-and-poverty.pdf&site=354>
- Chan, K.W.
2012 Crossing the 50 Percent Population Rubicon: Can China Urbanize to Prosperity? *Eurasian Geography and Economics*, vol. 53, n° 1, p. 63 à 86.
- Cities of Migration
2012 *Good Ideas from Successful Cities: Municipal Leadership on Immigrant Integration*. Fondation Maytree, Toronto. Disponible à l'adresse : http://citiesofmigration.ca/wp-content/uploads/2012/03/Municipal_Report_Main_Report2.pdf
- Commission européenne
2008 *Supporting Entrepreneurial Diversity in Europe - Ethnic Minority Entrepreneurship / Migrant Entrepreneurship*. Conclusions and Recommendations of the European Commission's Network "Ethnic Minority Businesses". Commission européenne, Bruxelles. Disponible à l'adresse : http://ec.europa.eu/enterprise/newsroom/cf/_getdocument.cfm?doc_id=3323
- Constant, A., Y. Shachmurove et K.F. Zimmermann
2007 What Makes an Entrepreneur and Does it Pay? Native Men, Turks and Other Migrants in Germany. *International Migration*, vol. 45, n° 4, p. 71 à 100.
- Crush, J.
2012 *Migration, Development and Urban Food Security*. Urban Food Security Series n° 9, Queen's University et African Food Security Urban Network, Kingston (Ontario) et Le Cap. Disponible à l'adresse : www.afsun.org/wp-content/uploads/2013/09/AFSUN_9.pdf
- Das, S., C. Ghate et P.E. Robertson
2015 Remoteness, Urbanization, and India's Unbalanced Growth. *World Development*, vol. 66, p. 572 à 587.



- Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES)
- 2012 *World Urbanization Prospects: The 2011 Revision*. Nations Unies, New York. Disponible à l'adresse : www.un.org/en/development/desa/population/publications/pdf/urbanization/WUP2011_Report.pdf
- 2013 *World Population Policies 2013*. Nations Unies, New York. Disponible à l'adresse : www.un.org/en/development/desa/population/publications/pdf/policy/WPP2013/wpp2013.pdf
- 2014 *World Urbanization Prospects: The 2014 Revision*. Nations Unies, New York. Disponible à l'adresse : <http://esa.un.org/unpd/wup/Highlights/WUP2014-Highlights.pdf>
- Deshingkar, P.
- 2011 Migration, remote rural areas and chronic poverty in India. Document de travail de l'ODI n° 323 et document de travail du CPRC n° 163. Institut britannique de développement outre-mer, Londres, et Chronic Poverty Research Centre, Université de Manchester, Manchester. Disponible à l'adresse : www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/5510.pdf
- Deshingkar, P. et J. Farrington (responsables de la publication)
- 2009 *Circular Migration and Multilocal Livelihood Strategies in Rural India*. Oxford University Press, New Delhi.
- Desiderio, M.V.
- 2014 *Policies to Support Immigrant Entrepreneurship*. Migration Policy Institute, Washington. Disponible à l'adresse : www.migrationpolicy.org/research/policies-support-immigrant-entrepreneurship
- Ernst & Young Global Limited
- 2014 *Evaluation of the impact of the free movement of EU citizens at local level. Final Report*. Commission européenne, DG Justice, Bruxelles. Disponible à l'adresse : http://ec.europa.eu/justice/citizen/files/dg_just_eva_free_mov_final_report_27.01.14.pdf
- Florida, R.
- 2002 *The Rise of the Creative Class: And How It's Transforming Work, Leisure, and Everyday Life*. Basic Books, New York.
- Friedmann, J.
- 2005 *China's Urban Transition*. University of Minnesota Press, Minneapolis et Londres.
- Fujita, M. et S. Weber
- 2003 *Strategic Immigration Policies and Welfare in Heterogeneous Countries*. Documents de travail de l'Institut de recherche économique, Université de Kyoto, Kyoto. Disponible à l'adresse : http://alfresco.uclouvain.be/alfresco/download/attach/workspace/SpacesStore/1c3438bc-6679-4f4f-844c-96f335a95c64/coredp_2003_95.pdf
- Glaeser, E. et A. Joshi-Ghani
- 2013 *Rethinking Cities: Toward Shared Prosperity*. Economic Premise, n° 126. Banque mondiale, Washington. Disponible à l'adresse : <http://siteresources.worldbank.org/EXTPREMNET/Resources/EP126.pdf>

- Guranton, G.
2014 Growing through Cities in Developing Countries. Policy Research Working Paper Series, n° 6818. Banque mondiale, Washington. Disponible à l'adresse : <http://elibrary.worldbank.org/doi/pdf/10.1596/1813-9450-6818>
- Hammarstedt, M.
2001 Immigrant self-employment in Sweden - its variations and some possible determinants. *Entrepreneurship & Regional Development*, vol. 13, n° 2, p. 147 à 161.
- Hjerm, M.
2004 Immigrant entrepreneurship in the Swedish welfare state. *Sociology*, vol. 38, n° 4, p. 739 à 756.
- Hoang, X., T. Dinh et T. Nguyen
2008 Urbanization and rural development in Viet Nam's Mekong Delta: Livelihood transformations in three fruit-growing settlements. Working Paper 14, Working Paper Series on Rural-Urban Interactions and Livelihood Strategies. IIED, Londres. Disponible à l'adresse : <http://pubs.iied.org/pdfs/10555IIED.pdf>
- Hunt, J. et M. Gauthier-Loiselle
2009 How much does immigration boost innovation? Document de synthèse de l'IZA n° 3921. IZA (Institute for the Study of Labor), Bonn. Disponible à l'adresse : www.econstor.eu/bitstream/10419/35709/1/589802992.pdf
- Initiative conjointe pour la migration et le développement (ICMD)
2013 *Mapping Local Authorities' Practices in the Area of Migration and Development*. ICMD, Bruxelles. Disponible à l'adresse : www.migration4development.org/content/mapping-local-authorities%E2%80%99-practices-area-migration-and-development-new-jmdi-report
- Irastorza, N.
2010 *Born Entrepreneurs? Immigrant Self-Employment in Spain*. Rapports de l'IMISCOE (International Migration, Integration and Social Cohesion in Europe). Amsterdam University Press, Amsterdam.
- Jedwab, R., D. Gollin et D. Vollrath
2013 Urbanization with and without Industrialization. Working Paper Series IIEP-WP 2014-1, IIEP, Université George Washington, Washington. Disponible à l'adresse : www.gwu.edu/~iiep/assets/docs/papers/Jedwab_IIEPWP_2014-1.pdf
- Jolly, S. et H. Reevew
2005 *Gender and Migration: Overview Report*. Institut sur les études du développement, Brighton. Disponible à l'adresse : www.bridge.ids.ac.uk/reports/CEP-Mig-OR.pdf
- Kalitanyi, V. et K. Visser
2010 African Immigrants in South Africa: Job takers or job creators. *South African Journal of Economic and Management Sciences*, vol. 13, n° 4, p. 376 à 390.



- Kemeny, T.
2013 Immigrant Diversity and Economic Development in Cities: A Critical Review. Document de synthèse du SERC n° 149. Spatial Economics Research Centre, London School of Economics and Political Science, Londres. Disponible à l'adresse : www.spataleconomics.ac.uk/textonly/SERC/publications/download/sercdp0149.pdf
- Kerr, J., P. McDaniel et M. Guinan
2014 *Reimagining the Midwest: Immigration Initiatives and the Capacity of Local Leadership*. Chicago Council on Global Affairs et American Immigration Council, Chicago et Washington. Disponible à l'adresse : www.thechicagocouncil.org/publication/reimagining-midwest-immigration-initiatives-and-capacity-local-leadership
- Kloosterman, R.C., J. van der Leun et J. Rath
1998 Across the border: immigrants' economic opportunities, social capital and informal business activities. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 24, n° 2, p. 249 à 268.
- Koser, K.
2013 The business case for migration: Engaging with the private sector to encourage more proactive migration policies in the interest of economic growth and prosperity. *Migration Policy Practice*, vol. III, n° 5, p. 14 à 17. Disponible à l'adresse : http://publications.iom.int/bookstore/free/MigrationPolicyPracticeJournal13_3Dec.pdf
- Massey, D., W. Axinn et D. Ghimire
2007 Environmental Change and Out-migration: Evidence from Nepal. Research Report 07-615, Population Studies Center, Institute for Social Research, Université du Michigan, Ann Arbor. Disponible à l'adresse : www.psc.isr.umich.edu/pubs/pdf/rr07-615.pdf
- Matthey, L. et B. Steiner
2008 *Nous, moi – les autres. Les associations de migrants et la formation de l'identité : Une approche internaliste*. Commission fédérale pour les questions de migration, Berne. Disponible à l'adresse : www.ekm.admin.ch/dam/data/ekm/dokumentation/materialien/mat_nous_f.pdf
- May, J. et al.
2007 Keeping London working: global cities, the British state and London's new migrant division of labour. *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 32, n° 2, p. 151 à 167.
- McKay, A. et P. Deshingkar
2014 Internal remittances and poverty: Further evidence from Africa and Asia. Document de travail n° 12. Migrating out of Poverty Research Programme Consortium, Université du Sussex, Brighton. Disponible à l'adresse : <http://migratingoutofpoverty.dfid.gov.uk/files/file.php?name=wp-12---mckay-and-deshingkar-internal-remittances-and-poverty.pdf&site=354>
- Naudé, W.
2010 *Entrepreneurship and Economic Development*. Palgrave Macmillan, Basingstoke.

- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
- 2006 *Immigration to Integration: Local Solutions to a Global Challenge*. OCDE, Paris.
- 2013 *Rural-Urban Partnerships: An Integrated Approach to Economic Development*. OCDE, Paris.
- Orozco, M.
- 2008 Remittances in Latin America and the Caribbean: Their impact on local economies and the response of local governments. *In : Decentralization and the Challenges to Democratic Governance* (OAS, dir publ.) OAS (Organisation des Etats américains), Washington, p. 25 à 44. Disponible à l'adresse : www.oas.org/sap/publications/2008/English%20Decentralization.pdf
- Oucho, J., L. Oucho et V. Ochieng
- 2014 Is migration the solution to poverty alleviation in Kenya? Rural-urban migration experiences of migrants from Western Kenya to Kisumu and Nairobi. Document de travail n° 21. Migrating out of Poverty Research Programme Consortium, Université du Sussex, Brighton. Disponible à l'adresse : <http://migratingoutofpoverty.dfid.gov.uk/files/file.php?name=wp21-oucho-oucho-ochieng-2014-is-migration-the-solution-to-poverty-in-kenya.pdf&site=354>
- Potts, D.
- 2006 'Restoring Order'? Operation Murambatsvina and the Urban Crisis in Zimbabwe. *Journal of Southern African Studies*, vol. 32, n° 2, p. 273 à 291.
- Processus de la Haye sur les réfugiés et les migrations (THP)
- 2014 Engagement with the Private Sector on International Migration: Mapping Study. The Hague Process on Refugees and Migration, The Hague. Disponible à l'adresse : <http://thehagueprocess.org/engagement-with-the-private-sector-on-international-migration/>
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
- 2009 *Rapport sur le développement humain 2009 – Lever les barrières : Mobilité et développement humains*. Nations Unies, New York. Disponible à l'adresse : <http://hdr.undp.org/fr/content/rapport-sur-le-d%C3%A9veloppement-humain-2009>
- Sassen, S.
- 2011 The Global City and the Global Slum. *Forbes*, 22 mars. Disponible à l'adresse : www.forbes.com/sites/megacities/2011/03/22/the-global-city-and-the-global-slum
- Saunders, D.
- 2010 *Arrival City: How the Largest Migration in History is Reshaping Our World*. Random House, New York.
- Serageldin, M., F. Vigier et M. Larsen
- 2014 Urban Migration Trends in the MENA Region and the Challenge of Conflict Induced Displacement. Document d'information élaboré pour le présent Rapport.



- Sumption, M.
2014 *Giving Cities and Regions a Voice in Immigration Policy: Can National Policies Meet Local Demand?* Migration Policy Institute, Washington. Disponible à l'adresse : www.migrationpolicy.org/research/giving-cities-and-regions-voice-immigration-policy-can-national-policies-meet-local-demand
- Tacoli, C.
2011 Not only climate change: mobility, vulnerability and socio-economic transformations in environmentally fragile areas in Bolivia, Senegal and Tanzania. Human Settlements Working Paper Series: Rural-Urban Interactions and Livelihood Strategies – 28. IIED, Londres. Disponible à l'adresse : <http://pubs.iied.org/pdfs/10590IIED.pdf>
2013 The benefits and constraints of urbanization for gender equality. Environment and Urbanization Brief-27. IIED, Londres. Disponible à l'adresse : <http://pubs.iied.org/10629IIED.html>
- Tacoli, C., G. McGranahan et D. Satterthwaite
2014 Urbanization, Rural-urban Migration and Urban Poverty. Document d'information pour le présent Rapport.
- Teder, J. et M. Golik
2006 Ethnic minorities and entrepreneurship in Estonia. Document présenté à la 14^e Conférence nordique sur la recherche sur les petites entreprises, Stockholm. Disponible à l'adresse : www.researchgate.net/publication/237684036_ETHNIC_MINORITIES_AND_ENTREPRENEURSHIP_IN_ESTONIA
- Tengeh, R. *et al.*
2012 Do immigrant-owned businesses grow financially? An empirical study of African immigrant-owned businesses in Cape Town Metropolitan Area of South Africa. *African Journal of Business Management*, vol. 6, n° 19, p. 6 070 à 6 081.
- Van der Geest, K.
2011 *The Dagara farmer at home and away: Migration, environment and development in Ghana*. African Studies Centre, Leiden. Disponible à l'adresse : <https://openaccess.leidenuniv.nl/handle/1887/17766>
- Van Ewijk, E.
2008 *Decentralized cooperation between Dutch municipalities and municipalities in migrant countries: Main developments and main theoretical debates illustrated by several case studies. Report for NCDO*. Amsterdam Institute for Metropolitan and International Development Studies, Amsterdam. Disponible à l'adresse : <http://hdl.handle.net/11245/2.66647>
2013 *Between local governments and communities: Knowledge exchange and mutual learning in Dutch-Moroccan and Dutch-Turkish municipal partnerships*. Thèse, Université d'Amsterdam, Amsterdam. Disponible à l'adresse : <http://dare.uva.nl/document/2/129540>



Vigdor, J.L.

2013 *Immigration and the Revival of American Cities: From Preserving Manufacturing Jobs to Strengthening the Housing Market*. AS/COA, New York. Disponible à l'adresse : www.as-coa.org/sites/default/files/ImmigrationUSRevivalReport.pdf

Vorderwülbecke, A.

2012 Entrepreneurship and Migration. In : *Global Entrepreneurship Monitor 2012 Global Report* (S.R. Xavier et al., dir. publ.), Global Entrepreneurship Research Association, Londres, p. 42 à 50. Disponible à l'adresse : www.gemconsortium.org/report

Weber, D.

2012 Dealing with cultural diversity from a labour market perspective: Intercultural competencies for stakeholders. In : *Migration Policy Practice*, vol. II, n° 4, p. 23 à 26. Disponible à l'adresse : http://publications.iom.int/bookstore/free/MigrationPolicyPracticeJournal_11Sept2012.pdf

Zhu, Y.

2000 *In Situ* Urbanization in Rural China: Case Studies from Fujian Province. *Development and Change*, vol. 31, n° 2, p. 413 à 434.

2004 Changing Urbanization Processes and In Situ Rural–Urban Transformation: Reflections on China's Settlement Definitions. In : *New Forms of Urbanization: Beyond the Urban–Rural Dichotomy* (A.J. Champion et G. J. Hugo, dir. publ.). Ashgate Publishing, Aldershot, p. 207 à 228.

2014 *In Situ* Urbanization in Rural China: Processes, Contributing Factors, and Policy Implications. Document d'information élaboré pour le présent Rapport.

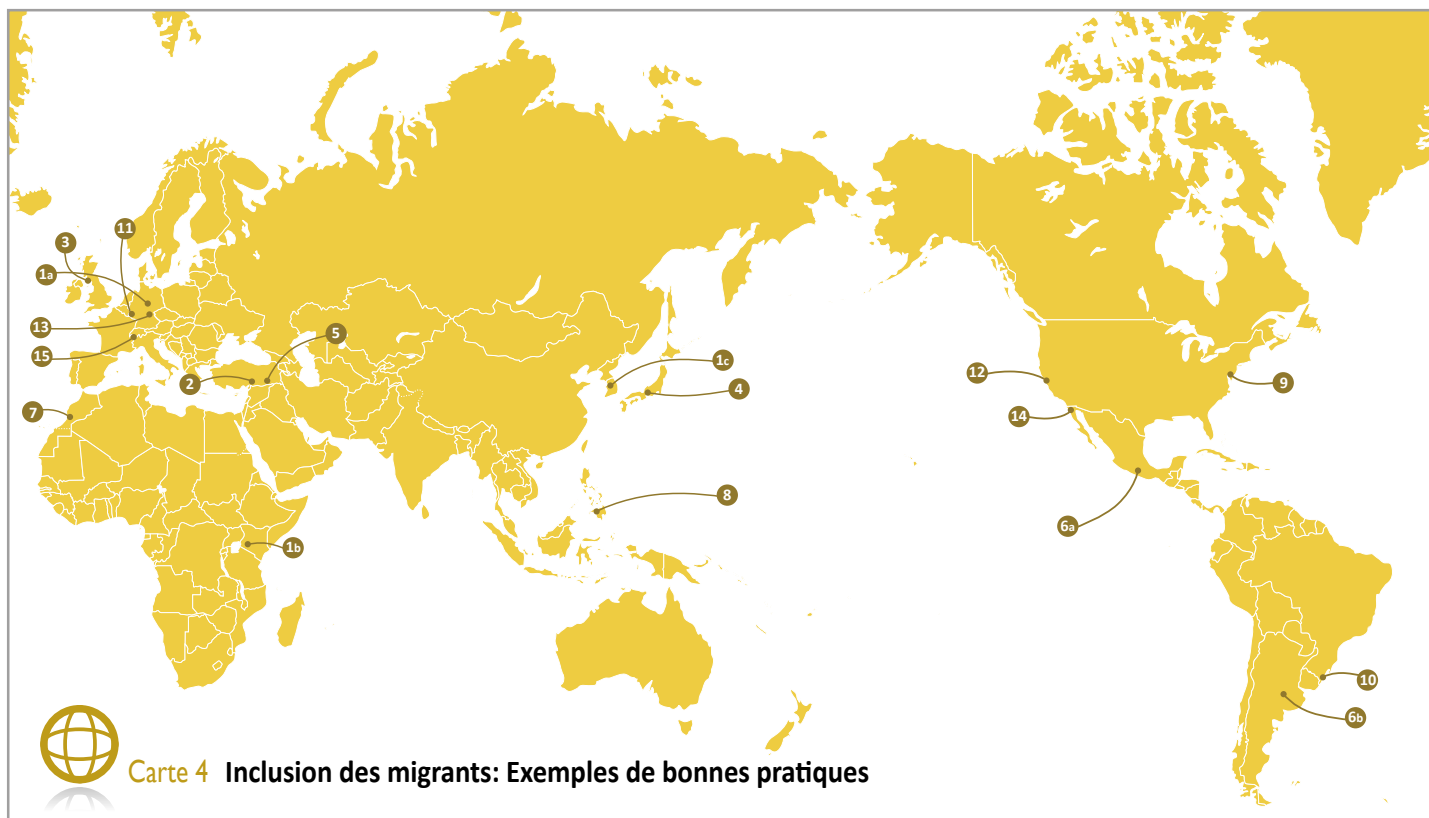
Zhu, Y. et al.

2012 *Zhongguo De Jiudi Chengzhenhua: Lilun Yu Shizheng* (China's in Situ urbanisation: Theories and empirical evidence). Science Press, Beijing (en chinois uniquement).

2013 Rural-urban linkages and the impact of internal migration in Asian developing countries. An introduction. In : *Asian Population Studies*, vol. 9, n° 2, p. 119 à 123.







Carte 4 Inclusion des migrants: Exemples de bonnes pratiques

1 a) Berlin et autres villes allemandes, b) Nairobi (Kenya), c) Séoul (République de Corée)

Encadré 13 : Exemples de partenariats fructueux dans le domaine de la santé

Des réseaux de médecins bénévoles fournissent des services médicaux dans des grandes villes allemandes. Grâce à un centre de santé communautaire, des habitants de Nairobi bénéficient de soins de santé de proximité. L'accès aux soins de santé des migrants dépourvus de documents est facilité à Séoul.

6 a) Mexique, b) Argentine

Encadré 18 : Politique d'investissement des rapatriements des fonds au Mexique et en Argentine

Les migrants mexicains résidant au Texas contribuent aux travaux d'amélioration entrepris dans leur région d'origine avec l'aide financière du Gouvernement mexicain. En Bolivie, le Gouvernement argentin soutient une coopération qui met en œuvre des projets d'amélioration des infrastructures publiques à Toropalca.

11 Rotterdam (Pays-Bas)

Encadré 23 : Partenariats ville entreprises à Rotterdam (Pays-Bas)

Rotterdam a mis en place un partenariat officiel entre la ville et le secteur privé pour améliorer la situation du marché du travail dans la ville ainsi que la participation des migrants au marché du travail.

2 Gaziantep (Turquie)

Encadré 15 : Gaziantep (Turquie) : Un exemple d'inclusion

Avec l'aide des communautés locales, la municipalité a adopté un programme global destiné aux Syriens déplacés par le conflit, qui fournit une aide appropriée et un soutien à l'intégration sans compromettre le bien être des communautés d'accueil.

7 Villes de transit au Maroc

Encadré 29 : Nécessité d'améliorer la gouvernance nationale et locale en matière de gestion des migrations au Maroc

Le Gouvernement du Maroc a adopté une politique d'immigration destinée à mieux tenir compte des droits fondamentaux des migrants et à fournir des services à l'appui des villes qui accueillent un nombre croissant de migrants de transit.

12 San Francisco et les autres villes sanctuaires aux Etats Unis d'Amérique

Encadré 27 : Une tradition de protection dans les villes carrefours des Etats-Unis

Certaines villes des Etats Unis d'Amérique ne cherchent pas à obtenir des renseignements sur le statut des personnes au regard de la législation sur l'immigration, ce qui témoigne d'une attitude plus accueillante à l'égard des nouveaux venus. La plupart des villes carrefours appliquent leur politique en vertu de dispositions officielles ou par la force de l'habitude.

3 Glasgow (Ecosse, Royaume-Uni)

Encadré 24 : Programme d'entrepreneuriat ethnique à Glasgow (Ecosse, Royaume-Uni)

Créé en 2005, le Glasgow Business Gateway emploie un spécialiste des questions ethniques pour étudier et surmonter les obstacles au travail indépendant et pour contribuer à la promotion de stratégies d'intégration dans la société écossaise par la création d'entreprises.

8 Naga (Philippines)

Encadré 25 : Intégration de la migration dans la planification du développement local à Naga (Philippines)

Naga est à la tête des mesures visant à intégrer la migration et le développement dans sa planification locale en mettant en œuvre divers projets avec des partenaires de recherche locaux et des organismes internationaux, tels que l'OIM.

13 Stuttgart (Allemagne)

Encadré 28 : Stuttgart (Allemagne) : une ville interculturelle accueillante et participative

Stuttgart est un centre culturel et économique en Europe qui accueille des migrants originaires de plus de 180 pays et qui représente 40 % de sa population. Ceux ci participent activement aux programmes d'intégration, en qualité de collaborateurs ou d'employés municipaux.

4 Hamamatsu et d'autres villes du Japon

Encadré 6 : Migration et localités au Japon : Le Comité des localités à forte concentration de population étrangère

Créé en 2001, le Comité promeut l'intégration des migrants par l'emploi et un soutien linguistique, par des mesures visant à faciliter l'éducation des enfants de migrants et à promouvoir la compréhension culturelle parmi les communautés d'accueil.

9 New York (Etats Unis d'Amérique)

Encadré 1 : L'immigration à New York : Utilisation de l'American Community Survey

L'American Community Survey, une enquête annuelle, livre des informations sur les 3,1 millions d'immigrants qui vivent à New York, soit 37 % des habitants de la ville (8,4 millions). Elle est largement utilisée par la municipalité et ses communautés.

14 Tijuana (Mexique)

Encadré 5 : Une ville qui vient en aide aux migrants de retour ou en transit, Tijuana (Mexique)

Créé en 2013, le Conseil étatique chargé des migrants aide les migrants qui retournent à Tijuana au départ des Etats Unis, ainsi que les migrants en transit.

5 Mardin (Turquie)

Encadré 31 : Mardin (Turquie) : une ville régénérée par ses migrants

Des migrants originaires de Mardin et résidant dans diverses villes d'Europe aident leur ville d'origine à se doter d'une stature mondiale en promouvant son histoire, sa culture, sa richesse religieuse et sa valeur socioéconomique, avec l'appui des dirigeants de la ville.

10 Porto Alegre (Brésil)

Encadré 30 : Budgétisation participative et inclusion des migrants à Porto Alegre (Brésil)

Porto Alegre, dans le sud du Brésil, contribue à l'inclusion sociale en associant divers groupes, y compris des migrants internes, à la mise en place des infrastructures et des institutions de la ville. A ce jour, 15 000 résidents participent au processus budgétaire chaque année.

15 Vaud (Suisse)

Encadré 22 : Programme d'intégration cantonal vaudois (Suisse) : enjeux et objectifs d'une politique publique

Le canton de Vaud, qui fait partie des trois cantons de Suisse enregistrant la plus forte proportion de population étrangère (32 %) a mis en place une politique publique d'intégration qu'elle met en œuvre en partenariat étroit avec des associations de migrants.



Des partenariats
urbains pour gérer
la mobilité

CHAPITRE 5

FAITS MARQUANTS

- Des politiques originales et novatrices s'imposent si l'on veut relever les immenses défis que présente aujourd'hui, pour la gouvernance urbaine, la fourniture d'infrastructures et de services adaptés à des populations diverses et croissantes. Les migrations et leur mode de gouvernance jouent ainsi un rôle fondamental dans l'aménagement urbain et le développement durable.
- La dispersion de l'action publique entre les échelons national et local complique fortement la gestion des migrations dans les villes. Le gouvernement central, qui est chargé de définir les grandes lignes de la politique de migration, ignore souvent les incidences locales du phénomène migratoire, et plus précisément ses pressions sur le logement, l'emploi et les services, domaines qui relèvent des municipalités. C'est principalement sur le plan du financement que s'observent les décalages entre les politiques migratoires définies au niveau central et les plans de développement urbain et les capacités à l'échelle locale.
- Certaines villes, dans des pays à revenu élevé, s'emploient activement à élaborer leurs propres plans d'intégration dans la mesure où elles ont l'autonomie nécessaire pour le faire. Des efforts visant à mettre en place des structures institutionnelles destinées à promouvoir la cohésion sociale sont déployés dans de nombreuses villes à travers le monde. Les partenariats avec les migrants et les associations de migrants sont essentiels. Il convient de noter que dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, les municipalités n'ont pas les ressources pour prendre ce genre de mesures.
- Les migrants peuvent être les artisans de leurs villes d'adoption, et les aider à acquérir une visibilité mondiale en mettant en valeur leurs atouts historiques, culturels, religieux et socioéconomiques, à condition qu'on leur en donne la possibilité.



Le présent chapitre examine quelques-unes des conditions à réunir en matière de gouvernance urbaine pour permettre aux pouvoirs locaux d'aborder la migration sous l'angle de l'inclusion et de la participation. Il s'intéresse à la façon dont s'articulent les relations entre les autorités nationales et locales pour se partager la compétence financière, budgétaire et administrative de manière à créer des occasions qui permettent de relier l'inclusion des migrants à la croissance économique et à la compétitivité mondiale.

5.1

INTRODUCTION

Le monde s'urbanise, et les effets de cette évolution s'étendent bien au-delà des frontières des villes, des agglomérations, des mégapoles et des régions métropolitaines. Ces frontières sont fortement brouillées non seulement entre les zones urbaines et rurales, mais aussi à l'échelle interurbaine, régionale, nationale et mondiale, du fait des interconnexions toujours plus grandes. Les villes ne se caractérisent pas uniquement par la densité de population, l'activité économique ou la concentration des infrastructures, mais aussi par leur dynamisme et par les résultats des processus de transformation sociale plus vastes. En conséquence, la gouvernance urbaine est amenée à coordonner ces articulations complexes, alors que la croissance urbaine demeure un aspect fondamental de la politique des villes.

La mobilité humaine contribue dans une large mesure à cette urbanisation, qui procède tout à la fois de l'évolution démographique et d'une profonde mutation sociétale. Les migrants influent sur les interconnexions complexes des villes par l'ampleur des communications qu'ils établissent à l'échelle mondiale et par les liens institutionnels qu'ils nouent et les ressources qu'ils échangent entre eux, avec leur pays natal, et avec les diasporas. Les migrants peuvent être des acteurs clés du développement, de la croissance, de la résilience et de la durabilité des villes. On les trouve souvent parmi les architectes et les constructeurs des villes en expansion, mais aussi parmi les fournisseurs de services, les entrepreneurs, les employeurs et les innovateurs. En outre, leur appartenance à une diaspora mondiale leur confère un rôle de passerelle et en fait des intermédiaires, des partenaires commerciaux et des acteurs humanitaires entre les pays. A mesure que les flux migratoires se diversifient, les chances qui s'offrent aux migrants se multiplient dans leurs localités respectives. Un monde mobile et multiple exige une gouvernance souple des migrations, capable de tenir compte du changement et de la transition.

Du fait de l'imbrication des villes dans une hiérarchie d'entités régionales, fédérées, fédérales, voire supranationales, l'inclusion des migrants est étroitement liée aux articulations entre les différents niveaux de gouvernance. Une bonne gestion de l'immigration par le gouvernement national peut donner un coup de fouet considérable à l'économie locale, les migrants contribuant à créer des emplois et à alimenter la croissance. Or, de façon générale, les villes ne prennent pas une part active aux processus d'élaboration des politiques qui influent sur les mouvements de migrants. La citoyenneté urbaine est un instrument d'action concret pour favoriser l'inclusion des migrants, et un élément important des structures de possibilités.

5.2

INCLUSION DES MIGRANTS ET GOUVERNANCE URBAINE

La gouvernance urbaine a pour principal enjeu de fournir des infrastructures et des services adaptés à des populations diverses et en expansion. A cette fin, des méthodes d'action originales et novatrices s'imposent, qui considèrent la diversité urbaine comme un atout et tiennent compte de toutes les couches de la société. La mobilité humaine contribue à cette transition urbaine mondiale, et la façon dont celle-ci est gérée est déterminante pour l'avenir des villes et des pays. Les migrations et leur mode de gouvernance jouent ainsi un rôle fondamental dans l'aménagement urbain et le développement durable.

La participation et l'inclusion des migrants dans leur ville d'accueil sont indispensables si l'on veut bâtir des communautés stables, ouvertes et dynamiques qui garantissent l'avenir socioéconomique du pays. La fourniture d'infrastructures et de services adaptés à des populations diverses et croissantes est le plus grand défi auquel la gouvernance urbaine est confrontée. Selon une étude récente, il existe une étroite corrélation entre une bonne fourniture de services et le développement urbain dans toutes les grandes économies émergentes (EPF et CIRD, 2013). Aujourd'hui, grâce à une gouvernance urbaine plus soucieuse d'inclusion, les villes peuvent relier la cohésion sociale locale à la croissance économique et à la compétitivité mondiale (Metropolis, 2011).

Face à la diversité croissante des villes, il est nécessaire de mettre en place des instruments d'action et des modalités de gouvernance originaux et novateurs qui considèrent cette diversité comme un atout, renforcent les interactions et la communication entre les différents groupes de la société urbaine et améliorent la participation pour combler les besoins des communautés. Cette nouvelle méthode d'action garantit l'égalité des droits, des accès et des chances à tous les citoyens, tout en répondant à certains besoins sociaux et matériels particuliers des groupes vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les personnes âgées et les migrants irréguliers (CGLU, 2013).

Les villes se trouvent donc au cœur d'une réorientation du débat sur le multiculturalisme et l'intégration des migrants vers une approche plus inclusive du développement communautaire et de la participation de la population aux fonctions municipales, qui associe les immigrants sans les stigmatiser. Des initiatives locales, telles que les projets d'intégration sociale à Berlin, offrent de nouveaux modèles de citoyenneté urbaine pour l'ensemble de la collectivité. Ces projets consistent notamment à introduire dans la gestion des quartiers la surveillance de divers paramètres sociaux, comme l'emploi et le logement pour tous les résidents et dans toute la ville¹.

S'il est nécessaire d'aborder le développement communautaire de manière globale, il est tout aussi important de ne pas s'intéresser uniquement aux acteurs traditionnels de l'inclusion des migrants. Elargir le champ d'étude est particulièrement utile pour les villes des pays où une partie des acteurs majeurs de la gouvernance locale sont absents, moins compétents ou réticents à l'idée de contribuer à l'inclusion des migrants sur leur territoire (OCDE, 2011). L'évolution vers une « gouvernance » urbaine fondée sur un partenariat largement ouvert a abouti à certaines des solutions les plus novatrices en matière de prise de décisions dans des villes de pays moins avancés, comme la budgétisation participative au Brésil (voir l'encadré 30) (Kingsley, 2012), ou les plans de développement intégrés en Afrique du Sud. Dans ce pays, la planification intégrée du développement consiste à associer l'ensemble de la municipalité et ses administrés à la recherche des solutions les mieux à même de parvenir à un développement durablement harmonieux, et constitue une tentative pour surmonter la division raciale, héritage de l'apartheid, dans les domaines du travail, du lieu de résidence et des services². Cependant, d'importants groupes de personnes continuent d'être exclus de l'élaboration des politiques et de l'aménagement des villes (Stren, 2012).

Partout, la gouvernance urbaine devrait être tournée tant vers l'intérieur que vers l'extérieur, afin que la gestion des migrations se fasse dans l'optique d'une optimisation des résultats du développement. Des solutions locales abordables

1 Voir aussi : www.stadtentwicklung.berlin.de/wohnen/quartiersmanagement/index_en.shtml

2 Voir : www.etu.org.za/toolbox/docs/localgov/webidp.html

dans les domaines du logement, de la santé, de la qualité de l'air, de l'eau et du transport sont autant d'indicateurs clés, non seulement de l'inclusion des migrants et de la vitalité du tissu social, mais aussi du développement économique à l'échelle mondiale. Des stratégies locales d'inclusion et de cohésion peuvent renforcer les villes et contribuer à leur rattachement aux marchés mondiaux, par exemple en tant que pôles de production, centres de connaissances ou destinations touristiques, ou en mettant à profit les rapatriements de fonds. Ces villes ont toutes les chances d'attirer les migrants qualifiés, les innovateurs, les investisseurs, les étudiants, les migrants de retour et les organisations de la diaspora, grâce auxquels elles récoltent les fruits de leur investissement dans l'inclusion des migrants.

La vie des migrants urbains est dominée par des pratiques transnationales – communications fréquentes, relations institutionnelles et échanges de ressources avec les communautés d'origine et les diasporas. C'est pourquoi ils peuvent faire partie de la solution permettant de gérer une transition urbaine rapide³, car ils contribuent à l'efficacité des liens entre une politique migratoire bien conçue et l'aménagement urbain. Les communautés locales de migrants peuvent participer au vaste processus consultatif et jouer le rôle d'acteurs de première ligne du développement communautaire intégré et du codéveloppement des villes d'origine et de destination. Une multitude de partenaires, y compris les acteurs de la communauté internationale, peut aider à renforcer la base de connaissances, les capacités et la mobilisation nécessaires pour faire évoluer les choses et garantir des politiques et des pratiques satisfaisantes dans les différents pays.

Les Nations Unies estiment qu'en 2050, 66 % environ de la population mondiale, soit quelque 6,3 milliards de personnes, vivra dans des zones urbaines. La répartition de cette urbanisation sera variable, mais près de 90 % du phénomène devrait concerner l'Afrique et l'Asie. La mobilité humaine contribue à cette transition urbaine mondiale, et la façon dont les villes et les pays gèrent cette évolution est déterminante pour leur avenir. Les migrations et leur mode de gouvernance jouent ainsi un rôle fondamental dans l'aménagement urbain et le développement durable.

5.3

GOUVERNANCE MULTINIVEAU EN FAVEUR DE L'INCLUSION DES MIGRANTS

On constate souvent une incohérence entre les politiques nationales et locales lorsqu'il s'agit de gérer les migrations vers les villes. Si la politique nationale d'admission peut réguler les flux d'immigration dans certains pays, l'intégration sur place n'est pas planifiée et est laissée aux municipalités. Ce fractionnement se traduit par un décalage entre le nombre et les profils des migrants, d'un côté, et les besoins et les capacités des villes où ils arrivent, de l'autre. Certaines villes, dans des pays à revenu élevé, s'emploient activement à élaborer leurs propres plans d'intégration, dans la mesure où elles ont l'autonomie nécessaire pour le faire. Il convient de noter que dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, les municipalités n'ont pas les ressources pour prendre ce genre de mesures.

L'absence de coordination et de cohérence entre la politique migratoire nationale et les besoins et capacités des villes à l'échelle locale est au cœur des difficultés que pose la gestion de l'intégration des migrants dans les zones urbaines. Généralement, la politique d'immigration et de séjour relève du gouvernement

3 Voir le portail de l'OIM consacré au septième Forum urbain mondial tenu en Colombie en 2014 : www.iom.int/news/iom-actively-participates-7th-world-urban-forum-held-medellin-colombia

central. Or, les effets de l'installation des migrants se manifestent sur le terrain, différemment selon les lieux. Au Royaume-Uni, par exemple, la politique migratoire est définie par le gouvernement central mais, comme la majorité des migrants s'établissent à Londres, c'est aux arrondissements de la ville (boroughs) qu'il appartient de gérer l'augmentation de la demande de services publics, notamment dans les domaines de l'éducation, du logement et de la protection sociale. Dans les dotations budgétaires qu'il accorde aux autorités locales, le gouvernement central ne tient pas nécessairement compte des demandes découlant de la mobilité de la population (Travers *et al.*, 2007).

En outre, les politiques nationales ne satisfont pas nécessairement aux demandes de certains secteurs ou lieux en matière de migration. Ainsi, les politiques d'admission qui favorisent le regroupement familial n'apportent pas toujours les compétences nécessaires pour combler les besoins locaux de main-d'œuvre (Sumption, 2014), comme le montre le débat en cours aux Etats-Unis sur la question de savoir si les programmes de visa actuels fournissent à l'économie du pays les talents étrangers dont elle a besoin. Par ailleurs, les migrants qualifiés, les investisseurs privés et les étudiants étrangers sont généralement attirés par des métropoles dynamiques, des centres financiers ou des pôles de haute technologie, alors qu'ailleurs, des efforts considérables sont parfois déployés pour attirer et retenir les travailleurs, étrangers ou nés dans le pays. Dans certains pays comme l'Australie et le Canada, les autorités fédérales et fédérées déterminent et adaptent conjointement les flux de travailleurs migrants en fonction des besoins des communautés, dans le cadre de programmes de visa mis en place à l'échelle centrale ou provinciale. L'encadré 26 montre comment la gouvernance des migrations est gérée aux différents niveaux politiques des Etats-Unis.

Encadré 26



Gouvernance multiniveau des migrations aux Etats-Unis⁴

Aux Etats-Unis, les politiques d'intégration des migrants sont formulées aux différents niveaux de gouvernement.

Niveau fédéral – Le Gouvernement fédéral définit la politique générale d'immigration, apportant par exemple une solution permanente au statut des immigrants dépourvus de documents, ou adaptant les quotas de visas. Il existe également des lois nationales qui influent directement ou indirectement sur l'intégration des immigrants nouvellement arrivés dans le pays, telles que la nationalité accordée en vertu du droit du sol aux nouveau-nés, même si leurs parents sont des migrants dépourvus de documents, ou encore la loi de 1964 sur les droits civiques, qui interdit toute discrimination fondée sur la race, la couleur, la religion ou le pays d'origine.

Niveau fédéré – Les Etats jouissent d'une indépendance considérable pour élaborer diverses politiques et lois. Leur législation est un élément majeur des structures de possibilités pour les immigrants, comme c'est le cas pour la loi *DREAM* (Development, Relief and Education for Alien Minors - Développement, secours et éducation pour les mineurs étrangers), qui

4 D'après J. Kerr, P. McDaniel et M. Guinan, *Reimagining the Midwest: Immigration Initiatives and the Capacity of Local Leadership*. The Chicago Council on Global Affairs, 2014 ; et M. Price, *Cities Welcoming Immigrants: Local Strategies to Attract and Retain Immigrants in U.S. Metropolitan Areas*, 2014. Document d'information élaboré pour le présent Rapport.

facilite la mobilité sociale des migrants. Les gouvernements des Etats contrôlent les crédits alloués aux services, à la santé et à l'éducation des migrants, et fixent les conditions de séjour à remplir pour accéder aux établissements d'enseignement. Qu'il s'agisse d'accepter des diplômes étrangers, de reconnaître des qualifications professionnelles, de délivrer des permis de conduire aux immigrants dépourvus de documents, d'autoriser la prise en charge des frais de scolarité par l'Etat ou de décider d'appliquer des lois fédérales, toutes ces questions sont régies principalement par la législation des Etats fédérés et non de l'Etat fédéral.

Niveau municipal – Pour promouvoir l'immigration aux fins du développement social et économique, des maires de petites, moyennes et grandes villes créent officiellement des bureaux chargés d'améliorer les services et de mobiliser les communautés d'immigrants par une collaboration plus étroite avec des organisations communautaires, des établissements universitaires et le secteur privé. S'il n'existe pas d'organisme officiel responsable des questions intéressant les immigrants, par manque de soutien politique, de fonds ou d'autres ressources, les programmes civiques jouent un rôle essentiel et tiennent compte des besoins particuliers d'une zone métropolitaine, tels que le développement économique ou la croissance des entreprises grâce à la population immigrée. Le projet *Global Detroit* coordonne plusieurs initiatives d'intégration des immigrants et de développement économique dans la région afin de redynamiser l'économie du sud-est du Michigan.

Le fractionnement de l'action publique entre les échelons national et local est un défi majeur pour la gouvernance des migrations (OCDE, 2006). Si les responsables politiques nationaux cherchent à harmoniser et réglementer l'accès des migrants aux services, les villes, pour leur part, ont pour tâche de garantir l'inclusion et l'intégration des immigrants. Le mouvement des villes sanctuaires, aux Etats-Unis (voir l'encadré 27), procède de la volonté de pouvoirs et de militants locaux de modifier la politique d'immigration fédérale et de récuser les lois fédérales d'immigration jugées inéquitables ou injustes.

Encadré 27



Une tradition de protection dans les villes carrefours des Etats-Unis⁵

L'expression « ville sanctuaire » est couramment employée pour désigner les villes et les Etats fédérés qui, aux Etats-Unis, offrent une certaine protection aux immigrants dépourvus de documents et aux demandeurs d'asile, généralement en refusant d'autoriser les fonctionnaires locaux ou la police à se renseigner sur le statut des personnes au regard de la législation sur l'immigration. Ces vingt dernières années, des dizaines de villes se sont prévaluées de cette appellation pour afficher une attitude plus accueillante à l'égard des nouveaux venus. La plupart des villes « carrefours » appliquent leur politique de sanctuarisation en vertu de dispositions officielles ou par la force de l'habitude.

5 D'après M. Price, *Cities Welcoming Immigrants: Local Strategies to Attract and Retain Immigrants in U.S. Metropolitan Areas*, 2014. Document d'information élaboré pour le présent Rapport.

San Francisco a été l'une des premières villes « carrefours » à adopter officiellement une politique municipale de sanctuarisation dans les années 1980. A l'époque, la ville enregistrait un afflux de réfugiés fuyant la guerre civile en El Salvador et au Guatemala. Pour essayer de venir en aide à ces personnes démunies qui n'étaient pas considérées comme des réfugiés, le Conseil des superviseurs de San Francisco a adopté en 1985 une ordonnance faisant de la cité une ville refuge. Au départ, l'ordonnance visait uniquement les personnes originaires d'El Salvador et du Guatemala, mais elle a évolué pour protéger les droits de tous les immigrants présents dans la ville (Ridgley, 2008).

Aujourd'hui, on associe généralement les villes sanctuaires aux mesures prises à la fin des années 1990 pour contrecarrer les restrictions d'accès aux services imposées aux migrants après l'adoption de la loi de 1996 sur la réforme de l'immigration illégale et la responsabilité des immigrants. D'autres villes ont adopté une politique de sanctuarisation dans les années 2000 en réaction aux accords 287, alinéa g du Département de la sécurité intérieure, qui associent la police locale au contrôle de l'immigration. Actuellement, le *TRUST Act* adopté en 2014 par la Californie fait de tout cet Etat un sanctuaire.

Certaines villes européennes font face à des difficultés particulières pour répondre aux besoins des migrants qui, en raison de leur statut, n'ont qu'un accès limité aux services publics, alors même qu'ils peuvent avoir d'importants besoins de protection sociale. Cette situation peut se traduire par une exclusion formelle ou informelle des prestations d'aide sociale. C'est notamment le cas dans les implantations sauvages, telles que La Cañada Real à la périphérie de Madrid, le plus grand bidonville d'Europe, dont la plupart des habitants sont des migrants ; ou Oranienplatz à Berlin, un camp de protestation de demandeurs d'asile et de migrants venus d'Afrique avec un statut humanitaire délivré par l'Italie et donc non autorisés à séjourner en Allemagne. Si les lois, les politiques et les procédures judiciaires des Etats définissent les prestations auxquelles les migrants ont droit, l'accès de ces derniers aux services dépend toutefois des liens entre les autorités nationales et locales. Souvent, les migrants ont besoin de l'aide des réseaux sociaux informels pour s'orienter dans le labyrinthe de règles et de restrictions complexes (Price et Spence, 2014).

Le fractionnement de l'action publique est particulièrement évident pour l'entrée des migrants sur le marché du travail, car les emplois qui leur sont proposés sont généralement précaires et sous-payés et, bien souvent, sans rapport avec leurs qualifications professionnelles. Il est indispensable d'adopter une démarche multipartite pour mettre en place une formation professionnelle bien conçue qui réponde aux besoins des marchés du travail locaux, et pour mobiliser les employeurs, les chambres de commerce locales, les collègues de travail et les établissements d'enseignement professionnel, sans oublier les entreprises à vocation sociale ou d'autres acteurs à but non lucratif (voir l'encadré 23).

Les initiatives réussies d'inclusion des migrants sont généralement des programmes adaptés aux besoins de communautés spécifiques. L'inclusion se produit à plusieurs niveaux et est souvent le fruit d'une coopération internationale, de lois nationales et de politiques locales. En Allemagne, qui est un Etat fédéral fortement décentralisé où les pouvoirs locaux jouissent d'une autonomie garantie

par la Constitution, la quasi-totalité des villes disposent aujourd'hui de leur propre plan d'intégration, établi en conformité avec les cibles contraignantes et vérifiables définies en matière d'intégration dans la loi nationale sur l'immigration et le Plan national d'intégration (Bendel, 2014). L'encadré 28 présente l'exemple de la ville de Stuttgart.

Encadré 28



Stuttgart (Allemagne) : une ville interculturelle accueillante et participative

Les grandes villes allemandes ont commencé à mettre en place une politique d'intégration et de diversité conformément au Plan national d'intégration approuvé en 2007 et sur la base de la nouvelle loi sur l'immigration de 2005. Tous les niveaux de gouvernement (Etat fédéral, Länder et municipalités), la société civile et les organisations de migrants ont souscrit au Plan national d'intégration, qui comporte des mesures relatives à l'éducation, au travail, au logement, aux activités culturelles, au sport et à la prise en charge des personnes âgées. Les responsabilités financières sont partagées. L'Etat finance les cours d'intégration et les services d'assistance à l'intention des nouveaux immigrants, ainsi que les mesures d'insertion sur le marché du travail, tandis que les Länder prennent en charge les frais de scolarité. Cependant, les municipalités doivent faire appel de plus en plus souvent à des financements extérieurs provenant de fondations privées ou de l'Union européenne pour poursuivre les programmes et les initiatives qui ont porté leurs fruits.

Le Plan national d'intégration confère un rôle important aux villes, car la plupart des mesures d'intégration sont prises à l'échelle locale dans le cadre d'échanges quotidiens. Grâce à leur savoir-faire fondé sur une longue expérience d'intégration de populations de plus en plus hétérogènes, les villes peuvent élaborer des stratégies efficaces pour faire participer les immigrants et les minorités ethniques à la vie sociale de leurs communautés d'accueil respectives. Ce sont aussi elles qui doivent faire face aux conséquences de processus d'intégration qui ont échoué.

Stuttgart, capitale du Bade-Wurtemberg, est un centre culturel et économique au cœur de l'Europe, où les migrants, originaires de plus de 180 pays, représentent 40 % de la population de la ville. Ceux-ci prennent une part active aux programmes d'intégration en qualité de collaborateurs ou d'employés municipaux. Le Forum des cultures, une association qui regroupe toutes les organisations de migrants de Stuttgart, soutient énergiquement cette approche interculturelle.

La ville se tient informée de ce que font d'autres villes et organisations de la société civile dans le cadre de réseaux nationaux et internationaux, et tente de contribuer à l'élaboration d'un cadre commun d'intégration. Par exemple, elle coordonne un groupe de travail composé des conseillers chargés de l'intégration d'une trentaine de municipalités, ainsi que de représentants du Service fédéral pour la migration et les réfugiés, de l'Association des villes allemandes, d'institutions universitaires et de fondations. Ce groupe de travail publie, sur des sujets d'actualité intéressant l'intégration, des documents de référence qui servent à dégager des pratiques exemplaires.

Au niveau européen, la ville contribue aux échanges de 35 villes sur leur politique d'intégration dans le cadre du Réseau européen des villes pour des politiques locales d'intégration des migrants, en coopération avec la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, le Conseil de l'Europe, le Conseil des communes et des régions d'Europe et le Comité des régions. Des exemples concrets de bonnes pratiques s'inspirant de diverses études de cas ont été mis au point pour différents niveaux de gouvernement afin de développer la politique européenne d'intégration.

Stuttgart œuvre en outre en partenariat avec le réseau *Cities of Migration* de la Fondation Maytree, le *Transatlantic Cities Network* du Fonds Marshall allemand des Etats-Unis, la Fondation Robert Bosch et la Fondation Bertelsmann pour promouvoir des idées novatrices sur les pratiques d'intégration.

Contribution de Fritz Kuhn, maire de Stuttgart

Soucieux d'économies budgétaires, de nombreux gouvernements européens ont rattaché les priorités d'intégration à des domaines d'action généraux tels que l'éducation et l'emploi. Il est toutefois difficile de dire si cela débouchera sur une meilleure coordination entre les administrations nationales et locales (Collet et Petrovic, 2014). A l'échelon supranational, l'UE a créé un Fonds européen d'intégration des ressortissants de pays tiers⁶. Cependant, d'autres régions du monde moins riches ne parviendront probablement pas à ce niveau de convergence. On manque cruellement d'études sur la façon dont les structures étatiques et les régimes politiques façonnent la politique migratoire et sur leurs incidences sur le développement et l'aménagement urbains, surtout dans les régions à faible revenu (Caponio et Borkert, 2010). Si, partout, les villes tentent de parvenir à un développement solidaire et durable, toutes n'ont pas les mêmes ressources ni les mêmes motivations pour atteindre cet objectif. La grande question est de savoir dans quelle mesure les bonnes pratiques des pays à revenu élevé en matière de gestion de la diversité s'appliquent ou sont utiles aux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire confrontés à une transition urbaine rapide.

Les politiques migratoires des pays d'origine et de destination ont des effets tant positifs que négatifs sur les villes. Des politiques restrictives, inadaptées ou floues en matière de mobilité de la main-d'œuvre en Afrique, en Asie et en Europe sont en partie responsables des flux massifs de migration irrégulière et du développement des implantations urbaines sauvages. Des politiques sévères de contrôle aux frontières peuvent donner naissance à des « centres de transit » dans lesquels les migrants en route vers leur pays de destination se trouvent bloqués. L'encadré 29 décrit les répercussions de telles politiques sur le Maroc, pris en tenailles entre les migrants subsahariens qui tentent de gagner l'Europe et les politiques restrictives et dissuasives des pays européens. En ce qui concerne les effets positifs, les programmes de travail à l'étranger ont donné lieu à d'importants rapatriements de fonds dans les pays d'origine qui, conjugués à d'autres avantages, ont aidé les villes et l'économie locale à se développer.

6 Voir le Portail européen sur l'intégration : <https://ec.europa.eu/migrant-integration/home?lang=fr>

Encadré 29



Nécessité d'améliorer la gouvernance nationale et locale en matière de gestion des migrations au Maroc⁷

Prenant acte de l'évolution du Maroc qui, alors qu'il était initialement un pays d'émigration, accueille de plus en plus de migrants subsahariens, diverses associations de défense des droits de l'homme, notamment le Conseil national des droits de l'homme, et des associations de migrants avaient appelé à une réévaluation et à une réforme de la politique migratoire marocaine. En septembre 2013, le Roi Mohammed VI a annoncé que le Gouvernement s'attellerait à une nouvelle politique d'immigration plus souple, soucieuse des droits fondamentaux des migrants et prévoyant la fourniture de services essentiels à leur intention.

L'un des éléments saillants de cette politique, adoptée en septembre 2013, est la régularisation exceptionnelle de certaines catégories de migrants dépourvus de documents. Cette mesure vise notamment ceux qui possèdent un contrat de travail depuis deux ans au moins, les non-ressortissants qui habitent au Maroc depuis cinq ans ou plus, les conjoints étrangers de Marocains qui vivent ensemble depuis deux ans, les conjoints étrangers de non-nationaux régularisés qui vivent ensemble depuis quatre ans au moins, les enfants de couples appartenant à l'une de ces catégories, et les personnes gravement malades arrivées avant la fin de 2013. A la date d'octobre 2014, près de 20 000 demandes de régularisation avaient été déposées par des ressortissants de 103 nationalités. Près de la moitié d'entre elles ont été approuvées (OIM, 2014).

Ce tournant est étroitement lié à la signature d'un partenariat pour la mobilité avec l'UE, assorti d'un accord de réadmission qui place les autorités centrales et locales marocaines face à leurs responsabilités et accentue la pression pour qu'elles gèrent avec efficacité et humanité les étrangers rentrant chez eux une fois qu'ils ont été réadmis au Maroc.

La politique étrangère et la coopération marocaines, conjuguées aux politiques de sécurité et à la situation économique en Europe ainsi qu'aux facteurs d'attraction et de répulsion à l'œuvre en Afrique subsaharienne, transforment actuellement le paysage migratoire du Maroc. Tant que les pays de départ, de transit et d'accueil ne prendront pas de décisions propres à infléchir cette tendance migratoire à la faveur du développement local dans les pays d'origine des migrants au lieu de se préoccuper de la réprimer dans les pays de destination, les autorités centrales et locales des pays du Maghreb auront besoin de plus en plus de ressources pour gérer, intégrer et aider cette population croissante (REMDH, 2014).

7 M. Serageldin, F. Vigier et M. Larsen, *Urban Migration Trends in the MENA Region and the Challenge of Conflict Induced Displacement* (2014). Document d'information élaboré pour le présent Rapport.

5.3.1. Financement partagé de l'inclusion des migrants

L'accès des migrants aux services est étroitement lié aux relations entre les autorités nationales et locales. Hormis la question de la citoyenneté, l'inclusion des migrants – acquisition de la langue, éducation, conscience civique, accès aux services de santé et mesures de sécurité publique – est facilitée à l'échelle locale grâce aux deniers publics. On constate souvent un clivage important entre les politiques migratoires adoptées par le gouvernement central et les plans de développement locaux et les capacités des villes, principalement dans le domaine du financement.

Les relations entre les autorités nationales et locales fonctionnent bien là où les structures fédérales et locales permettent un transfert partiel de la compétence et de la marge de manœuvre financières, budgétaires et administratives. Les partenariats de ce type permettent de fournir des infrastructures et des services de base lorsque la responsabilité du gouvernement central est déléguée à des autorités locales qui œuvrent en partenariat avec des acteurs de la société civile, notamment les organisations à base communautaire, les associations de migrants, le secteur privé et d'autres acteurs (ONU-Habitat, 2007).

- En Italie, parallèlement à l'autonomie accordée aux municipalités, la compétence budgétaire a été déléguée aux collectivités locales pour des projets de développement de petite envergure. Dans ce contexte, de nombreux projets associant des diasporas et des entrepreneurs privés de diverses localités sont menés en partenariat avec des communautés des pays d'origine. Le projet Ghanacoop, par exemple, offre l'occasion à des migrants ghanéens de la province italienne de Modène de collaborer avec des autorités et des entreprises locales dans le cadre de petites coopératives agraires au Ghana. Le projet contribue au développement local en Italie et au développement socioéconomique au Ghana⁸.
- En Catalogne (Espagne), des crédits de codéveloppement accordés par l'Etat et des autorités locales servent à financer des projets locaux de codéveloppement transnational avec des associations de migrants marocains, sénégalais, colombiens et autres et des organisations de la société civile. Cela facilite l'inclusion locale des migrants tout en établissant des liens commerciaux avec leur pays d'origine (Acebillo-Baqué et Østergaard-Nielsen, 2011).
- En Chine, la transformation économique de villes telles que Fuqinq, dans la province de Fujian, tient pour beaucoup au transfert, aux collectivités locales, de la compétence d'approbation des projets d'investissement étranger, conjugué aux investissements des expatriés originaires de la ville et à la souplesse des autorités à l'égard des investisseurs étrangers. La croissance de Fuqinq et de ses alentours a donné un coup de fouet à l'éducation et créé des emplois, y compris pour les nombreux migrants internes venant des régions rurales. Elle a aussi permis de ralentir l'exode rural vers les mégapoles surpeuplées.

En Chine, bien que l'urbanisation ait permis de créer des centres de croissance et de décentraliser les services et la production au profit de zones périurbaines ou de villes plus petites, les collectivités locales sont confrontées à des défis

8 Pour plus d'informations sur le projet Ghanacoop, voir : www.iom.int/jahia/webdav/site/myjahiasite/shared/shared/mainsite/microsites/IDM/sessions/92nd/oware_ppt.pdf

sociaux et administratifs immenses pour fournir des services à une population citadine en pleine expansion. Les collectivités locales recevraient, dit-on, la moitié des recettes fiscales du pays mais supporteraient 80 % des dépenses nationales (The Economist, 2014).

Dans différentes régions d'Afrique, les municipalités et les fournisseurs de services ont eu beaucoup de mal à faire face aux problèmes de logement et aux lacunes dans les services engendrés par l'accroissement rapide de la population (Stren, 2014). Des villes d'Afrique subsaharienne ont été contraintes de mettre en place un système de gouvernance locale plus décentralisé et structuré de manière plus démocratique, encouragées en cela par la Banque mondiale, le principal organisme s'occupant d'assistance urbaine (*ibid.*). La nouvelle constitution du Kenya, par exemple, donne plus de pouvoir aux municipalités pour gérer les affaires locales. Sur le terrain, toutefois, les importantes populations urbaines constituées de personnes déplacées et de migrants irréguliers mettent leurs capacités à rude épreuve (Haysom, 2013). Des villes africaines cherchent des solutions en coopération avec des acteurs de la société civile et d'autres parties prenantes. En Afrique du Sud, la privatisation de nombreux services publics a eu pour effet d'exclure les migrants défavorisés de ces services (EPF et CIRD, 2013). Des organisations de la société civile et des réseaux de petites entreprises fournissent, certes, des services par le truchement de systèmes informels, mais de manière plus précaire que les services publics officiels (Clunan et Trinkunas, 2010).

Dans le climat d'austérité financière consécutif à la crise économique mondiale de 2008, de nombreuses collectivités locales, même dans des pays à revenu élevé, ont dû réduire les budgets municipaux, notamment les fonds destinés à l'inclusion des migrants. Ces restrictions budgétaires ont conduit non seulement à transférer des responsabilités relatives à l'inclusion aux migrants, aux communautés de quartier et aux organisations de la société civile, mais aussi à privatiser des services sociaux et à recourir davantage aux partenariats public-privé dans le domaine de la protection sociale. De plus amples recherches s'imposent sur les modèles de coopération entre les autorités centrales et locales pour déterminer ceux qui sont les plus efficaces en matière de gouvernance des migrations et de gouvernance urbaine, en particulier sur les questions de partage de la gestion financière et budgétaire dans différents systèmes politiques et budgétaires.

La budgétisation participative fait partie des approches originales de financement des politiques municipales d'inclusion. Elle est communément mise en pratique par plus de 1 700 collectivités locales dans plus de 40 pays, surtout dans les pays à faible revenu où les budgets municipaux demeurent maigres malgré la décentralisation (l'encadré 30 présente un exemple au Brésil) (Cabannes, 2014). La budgétisation participative ne concerne habituellement qu'une petite partie du budget municipal, souvent moins de 10 %, mais elle peut servir à optimiser de modestes ressources municipales pour fournir des services de base qui répondent aux attentes et aux priorités des citoyens. Son rapport coût-efficacité tient également aux frais d'entretien comparativement moins élevés en raison du contrôle exercé par la communauté. En plus d'améliorer les services de base, la participation des citoyens à la budgétisation peut favoriser de nouveaux espaces de dialogue entre les habitants et les autorités locales et, ce faisant, instaurer un processus de prise de décisions conjointe (*ibid.*). Il y a toutefois des limites aux approches participatives. Les migrants, surtout ceux en situation irrégulière, comptent parmi les personnes les plus vulnérables et, souvent, ne

participent pas aux discussions menées dans le cadre de ce type d'approche. Les migrants temporaires ou circulaires, pour leur part, risquent de ne pas séjourner suffisamment longtemps à un même endroit pour être informés des forums participatifs ou y prendre part (Blaser et Landau, 2014).

Encadré 30



Budgétisation participative et inclusion des migrants à Porto Alegre (Brésil)⁹

Porto Alegre, dans le sud du Brésil, est un bon exemple de ville soucieuse d'inclusion sociale grâce à la participation de divers groupes, dont les migrants internes. En participant aux élections locales et à d'autres processus, ils peuvent exprimer leurs besoins, défendre leurs droits fondamentaux et contribuer à la mise en place d'institutions de la ville. Sept ans après la création de l'assemblée municipale, en 1990, le pourcentage de la population locale raccordée au réseau d'égouts a doublé, passant de 46 % à 95 %. Le rythme de la construction de routes, en particulier dans les favelas (bidonvilles), a été multiplié par cinq. L'évasion fiscale a reculé car les gens ont vu où allait leur argent. En outre, le processus a permis aux citoyens pauvres de faire entendre leur voix. En 1995, ceux qui comptaient parmi les 12 % les plus pauvres représentaient un tiers des participants à l'assemblée municipale. Actuellement, 15 000 personnes prennent part chaque année à la budgétisation participative (orçamento participativo) – et un administré sur dix y a contribué à un moment ou un autre.

5.3.2. Initiatives concrètes en matière de citoyenneté urbaine

Des efforts énergiques sont actuellement déployés par des responsables municipaux pour favoriser la cohésion sociale. Des structures institutionnelles sont mises en place avec le concours d'autorités fédérales et locales dans un certain nombre de villes d'Europe (Berlin, Athènes, Bilbao et Dublin) et d'Asie (Fuzhou, dans la province chinoise de Fujian, Singapour et un réseau de villes au Japon). Des villes comme Berlin, Dublin et Lille nouent également des partenariats avec des associations de migrants pour promouvoir la citoyenneté et la participation politique parmi les migrants.

Des pratiques très similaires sont adoptées pour réduire les tensions et renforcer la cohésion entre les différents groupes de résidents (Fincher *et al.*, 2014). Les politiques d'inclusion urbaine sont souvent plus pragmatiques que la gouvernance des migrations à l'échelle nationale. Plutôt que de considérer les sociétés multiethniques comme une menace, les responsables municipaux tendent à mettre en valeur les atouts que représente la différence pour la compétitivité et la cohésion sociale.

Aujourd'hui, de nombreuses villes exercent leur pouvoir d'initiative en matière de gouvernance des migrations et de gouvernance urbaine, par exemple pour pallier les lacunes de la gouvernance centrale et des politiques migratoires. En

9 D'après P. Kingsley, Participatory democracy in Porto Alegre. *The Guardian*, 10 septembre 2012. Disponible à l'adresse : www.theguardian.com/world/2012/sep/10/participatory-democracy-in-porto-alegre [consulté le 16 décembre 2014].

Argentine, la province de Buenos Aires a adopté un ensemble de lois garantissant à chaque enfant le droit à la scolarité, et à chaque personne l'accès aux services publics, quel que soit son statut juridique. Ces lois avaient été adoptées plusieurs années avant la loi nationale sur l'immigration de 2004, mais elles avaient besoin de cette dernière pour être mises en œuvre plus facilement¹⁰.

L'un des moyens d'institutionnaliser la citoyenneté urbaine pour tous est d'encourager la participation politique des migrants à l'échelon local. Les villes peuvent ainsi constituer des partenariats avec des associations de migrants et faire entrer des représentants de migrants dans les conseils municipaux. Dans plusieurs villes européennes, la participation active des migrants est généralement favorisée par la création d'organes participatifs – la ville sociale (*soziale Stadt*) à Berlin, les conseils de quartier à Lille, ou le forum communautaire (*Dublin City Community Forum*) à Dublin - ou par des projets spécifiques comme le programme « Europe pour les citoyens 2007-2013 », dont Turin a pu bénéficier (*Ernst & Young Global Limited, 2014*). Les conseils de quartier et les conseils communautaires font partie des nouveaux dispositifs participatifs qui permettent aux autorités locales de renforcer la participation citoyenne, parallèlement à l'e-démocratie et à la budgétisation participative.

De plus, les migrants devraient être encouragés à exercer leur droit de vote aux élections municipales. Au sein de l'Union européenne, les ressortissants mobiles de l'UE pourraient voter aux élections locales. Or, ce droit est rarement exercé, principalement par manque d'information (*ibid.*) En Italie, la municipalité de Reggio d'Emilie a pris l'initiative de promouvoir la citoyenneté pleine et entière et le droit de vote des immigrants. Par ailleurs, le Conseil de l'Europe lui a rendu hommage pour son programme 2012-2014 sur le dialogue interculturel¹¹ et la mise en œuvre des recommandations qu'il avait formulées.

Une approche concrète pour faciliter une citoyenneté urbaine active consiste à accorder les droits y afférents aux migrants dépourvus de documents et aux migrants non autorisés. Puisque ces migrants n'ont pas de documents officiels, délivrer une carte d'identité municipale à tous les habitants d'une ville indépendamment de leur statut migratoire leur permettrait d'accéder aux services publics municipaux. Aux Etats-Unis, New York délivre une carte d'identité municipale aux immigrants dépourvus de documents pour leur permettre d'ouvrir un compte bancaire, de signer un bail de location, d'obtenir une carte de bibliothèque et d'accéder à d'autres services. Dublin autorise tous les résidents, y compris les étrangers, à voter aux élections locales (*Cities of Migration, 2012*).

Aujourd'hui, il existe de bonnes raisons de rétablir le lien entre la « citoyenneté » et la « cité », surtout lorsqu'on adopte une approche ascendante de la citoyenneté. La complexité démographique des villes et leur pouvoir d'attraction pour les migrants créent les conditions et la nécessité d'une accession à la citoyenneté, considérée comme le processus de participation politique de groupes et d'individus d'horizons différents. Aujourd'hui, les villes sont plus diverses que jamais, rendant plus nécessaires que jamais des formes de citoyenneté ouvertes à la différence et encourageant l'engagement civique (*Painter, 2005*).

10 En 2004, la loi nationale 25.871 (*Ley de Migraciones de Argentina*) reconnaissait spécifiquement le droit de migrer comme un droit de l'homme, favorisait l'intégration des immigrants dans la société et leur accordait un accès équitable aux services sociaux, aux biens publics, à la santé, à la justice, à l'éducation, à l'emploi et à la sécurité sociale dans tout le pays.

11 Le programme 2012-2014 de Reggio d'Emilie sur le dialogue interculturel et la mise en œuvre des recommandations du Conseil de l'Europe peut être consulté à l'adresse : www.coe.int/t/dg4/cultureheritage/culture/cities/Reggio%20intercultural%20strategy.pdf

On attend de plus en plus des migrants qu'ils contribuent activement à leur intégration socioéconomique dans les villes des pays à revenu élevé. Selon les constatations récentes issues du projet *Divercities* consacré à des villes européennes hyperdiversifiées, dont Anvers, Athènes, Budapest, Leipzig, Tallinn, Varsovie et Zurich, de nombreuses villes accordent une place croissante à la mobilité sociale des habitants et élaborent des politiques visant à garantir l'égalité des chances, mais non des résultats. Cependant, ces politiques ont tendance à s'intéresser aux personnes les plus « créatives » et les plus « entreprenantes », si bien qu'elles nécessiteraient d'être réajustées afin de ne pas porter préjudice aux groupes défavorisés (Van Kempen, 2014).

Du point de vue des migrants, il apparaît que ces derniers s'identifient volontiers aux villes d'accueil. Dans une étude récente, il a été constaté que les immigrants et les membres de minorités au Royaume-Uni, en France, en Allemagne et aux États-Unis s'identifiaient plus volontiers à la ville où ils habitent qu'au pays dont elle fait partie. Il s'ensuit que les villes ont un rôle particulier à jouer pour créer un sentiment d'appartenance à une même communauté et à un projet commun (Ash, Mortimer et Öktem, 2013). L'une des approches ascendantes susceptibles d'aider les migrants à mieux s'identifier à leur ville d'accueil consiste à les amener à faire du bénévolat. Le projet Grassroots Integration through Volunteering Experiences (GIVE) (2012-2014) est une initiative de l'OIM financée par l'Union européenne, qui a été lancée à titre expérimental à Dublin, à La Haye, à Vienne et à Ipswich. Son objectif général était de faire participer davantage les migrants à divers aspects de la vie dans leur nouvelle communauté, et de soutenir la création de quartiers plus ouverts. Le projet a également contribué à une meilleure perception de la migration et de la diversité dans l'opinion grâce à une campagne de sensibilisation¹².

Enfin, de nombreuses villes sont conscientes de la nécessité de mettre en valeur et de marquer leur identité propre. A diverses occasions, elles célèbrent la diversité culturelle de leurs habitants et leur inclusion dans la communauté locale lors de manifestations, de forums et d'ateliers. Parmi les principaux exemples, on citera la « Social Inclusion Week » (Semaine de l'inclusion sociale) et l'initiative « One City One People » (Une ville, un peuple) à Dublin, le « Karneval der Kulturen » (Carnaval des cultures) à Berlin, et le « Fare Impresa per gli Stranieri in Italia » (Forum Faire des affaires pour les étrangers en Italie) à Turin (Ernst & Young Global Limited, 2014).

La plupart des bonnes pratiques n'ont été rendues possibles que grâce à une volonté politique aux échelons fédéral et local et à des politiques urbaines qui tiennent compte de la diversité – telles que la politique de la diversité axée sur l'intégration à Vienne – associées à des cadres institutionnels qui en facilitent la mise en œuvre. En voici quelques exemples, relevés un peu partout dans le monde :

- L'ancien maire de New York, Michael Bloomberg, a ouvert un Bureau de l'immigration, qui sert de modèle et de source d'information en matière d'immigration et d'intégration pour les villes du monde entier¹³.
- A Berlin, le délégué du Sénat à l'intégration et la migration conseille le Sénat de Berlin sur la politique d'intégration et s'emploie à lever les obstacles à l'inclusion des migrants dans la ville-Etat¹⁴.

12 Pour plus d'informations, voir : www.give-project.eu/en/

13 Pour plus d'informations, voir : www.nyc.gov/html/imm/html/home/home.shtml

14 Voir le portail du Gouvernement de Berlin à l'adresse : www.berlin.de/fr/

- Athènes a créé un Conseil de l'intégration auquel participent activement 23 associations de migrants et qui lutte contre le racisme en faisant valoir des principes anti-discrimination¹⁵.
- Dans le cadre de sa politique d'internationalisation, Bilbao a constitué un Conseil local de l'immigration et s'attache à améliorer la participation des étrangers à la vie de la ville¹⁶.
- Le conseil municipal de Dublin a créé son propre Bureau de l'intégration et a élaboré une charte en dix points par laquelle il s'engage à appliquer sa stratégie multilatérale d'intégration, appelée « Towards Integration: A City Framework strategy »¹⁷.
- En Italie, Reggio d'Emilie a investi dans un organisme social à but non lucratif, le Centre interculturel de Mondinsieme, pour faciliter l'inclusion des immigrants¹⁸.
- En Chine, la province de Fujian a créé le Bureau provincial d'ouverture sur le monde extérieur, qui aide les collectivités locales à adopter une ligne plus souple envers les investisseurs étrangers, parmi lesquels figurent de nombreux expatriés chinois (Zhu, 1999).
- Singapour, dont la population d'immigrants est en rapide augmentation, a mis en place le Conseil national d'intégration, qui a lancé le Fonds d'intégration communautaire en 2009 pour promouvoir le dialogue et l'harmonie entre les immigrants et la communauté locale (Yeoh et Lin, 2013).
- Au Japon, le Comité des localités à forte concentration de population étrangère regroupe des maires en vue de trouver des solutions pratiques aux défis liés à la diversité toujours plus grande due à la migration dans leurs villes respectives (voir l'encadré 6).

5.4

LES MIGRANTS EN TANT QU'ARTISANS DES VILLES

Les migrants peuvent être les artisans de leurs villes d'adoption, et les aider à acquérir une visibilité mondiale en mettant en valeur leurs atouts historiques, culturels, religieux et socioéconomiques, à condition qu'on leur en donne la possibilité.

Les villes sont imbriquées dans une hiérarchie de relations qui va des entités fédérées, fédérales et supranationales aux communautés, aux quartiers et aux immigrants. Surmonter les divergences entre, d'une part, les politiques migratoires nationales et, d'autre part, les besoins et capacités locaux est l'un des aspects les plus difficiles de la gouvernance urbaine de la migration.

Les réglementations supranationales, telles que celles de l'Organisation mondiale du commerce, les dispositions juridiquement contraignantes des communautés économiques régionales, telles que la Commission européenne, de même que les diverses autorités nationales et locales, ont toutes des répercussions sur l'insertion économique des migrants, leurs perspectives d'emploi et leurs salaires, ainsi que sur les possibilités de création d'entreprises qui leur sont offertes. Les villes ont une structure institutionnelle de gouvernance, une culture et une

15 Exposé du maire Giorgos Kaminis à l'occasion du Forum des maires sur la mobilité, la migration et le développement, qui s'est tenu les 19 et 20 juin 2014 à Barcelone.

16 Exposé de O. A. Martinez, Conseiller pour les questions d'égalité, de coopération et de citoyenneté, lors du Forum des maires sur la mobilité, la migration et le développement, tenu les 19 et 20 juin 2014 à Barcelone.

17 [www.dublin.ie/uploadedFiles/Culture/Towards Integration Final.pdf](http://www.dublin.ie/uploadedFiles/Culture/Towards%20Integration%20Final.pdf)

18 www.annalindhfoundation.org/members/fondazione-mondinsieme-del-comune-di-reggio-emilia-0

histoire propres, qui contribuent à une « structure de possibilités territorialisée » (Glick Schiller et Çağlar, 2009).

Les villes peuvent servir les intérêts des migrants, et inversement. D'où l'importance de comprendre la corrélation entre le positionnement économique, politique et culturel des villes au sein du système mondial, et la faculté des migrants à se faire une place dans un endroit donné (Glick Schiller et Çağlar, 2013). L'histoire de Mardin, en Turquie, est le reflet des efforts déployés par les responsables municipaux pour reconstruire et repositionner leur ville et de ceux consentis par les émigrants pour rétablir des relations avec elle, à la faveur d'une conjonction exceptionnelle des structures de possibilités. Elle montre comment des formes particulières de diversité liées à la présence de différents groupes de migrants sont devenues un atout pour le développement urbain ainsi qu'une composante des efforts faits par la ville pour améliorer sa place dans le monde. Elle montre aussi que les migrants deviennent une partie intégrante du processus qui façonne la ville, dont ils incarnent la diversité historique, culturelle et religieuse, et qui leur doit son développement économique (encadré 31).

Encadré 31



Mardin (Turquie) : une ville régénérée par ses migrants¹⁹

Mardin est une ville frontalière en Turquie qui entretient des liens commerciaux, culturels et religieux de longue date avec la République arabe syrienne, l'Iraq et le Moyen-Orient en général. Pendant des siècles, elle a accueilli une population pluriethnique et pluri religieuse, avant de se vider, pendant plusieurs décennies, de ses populations arméniennes, syriaques et kurdes, surtout dans les années 1980 et 1990, marquées par le conflit armé. L'économie locale de Mardin a périclité ; la ville s'est dépeuplée et s'est trouvée privée de moyens, qu'il s'agisse de l'accès au pouvoir national et politique, des investissements, des talents mondiaux nécessaires et de sa position dans l'économie régionale et mondiale. Les émigrants syriaques à l'étranger ont conservé des liens avec plusieurs localités en Europe et ailleurs, mais pas avec Mardin, leur ville natale.

Pendant les années 1990, plusieurs tentatives des autorités locales et nationales pour revitaliser l'économie et le développement de Mardin ont échoué. Cette situation a radicalement changé dans les années 2000, avec la création par les émigrants syriaques d'une association d'entraide, Karfo. Les émigrants syriaques originaires de Mardin résidant dans différentes régions d'Europe ont commencé à reprendre contact avec la ville, certains pour s'y réinstaller, et ont pris une part croissante à plusieurs projets de développement.

La candidature de la Turquie à l'Union européenne et le régime de supervision de l'UE ont donné aux migrants syriaques et aux Syriaques de Mardin la possibilité d'apporter une contribution précieuse aux efforts de la ville. Ironiquement, le resserrement des liens avec leur ville d'origine a permis aux migrants de Mardin, installés à Vienne, Zurich et Stockholm, par exemple, d'être mieux intégrés dans les institutions en Europe et sur leur lieu d'installation. En Europe, ils ont participé de plus en plus activement aux activités d'organisations chrétiennes.

19 D'après A. Çağlar, *Urban Migration Trends, Challenges and Opportunities*, 2014. Document d'information élaboré pour le présent Rapport.

Le cas de Mardin montre comment les migrants originaires de la ville sont devenus des acteurs de la transformation de leur ville. En tant que membres d'une minorité religieuse, ils ont participé aux efforts visant à redéfinir les paramètres du positionnement mondial, régional et national de Mardin. La population syriaque de Mardin et les émigrants syriaques ayant renoué des liens avec leur ville d'origine sont devenus un argument de diversité culturelle et religieuse particulièrement important pour la candidature de la Turquie à l'entrée dans l'UE. La présence, la prospérité et, surtout, la liberté religieuse de la population syriaque de Turquie sont devenues des aspects essentiels de la tolérance revendiquée par l'Etat turc à l'égard des différences religieuses et culturelles.

Les émigrants syriaques, qui furent un jour un groupe de population déplacé, sont devenus des acteurs de la régénération urbaine, de la revitalisation du tourisme et de la promotion de l'image de marque de la ville. Le tourisme, surtout religieux et patrimonial, est devenu l'un des principaux domaines de la croissance économique de Mardin²⁰. Les émigrants syriaques en Europe et leur présence dans la ville, conjugués à la diversité historique, culturelle et religieuse de celle-ci, ont acquis de l'importance dans les aspirations et les efforts de Mardin pour attirer des acteurs supranationaux tels que l'UNESCO et l'UE en vue de son repositionnement et de sa démarginalisation. Ces institutions supranationales ont, pour leur part, facilité et modelé la place des émigrants syriaques dans les discours sur le passé et l'avenir de la ville, ainsi que dans ses projets de redressement et de modernisation.

Les migrants peuvent aider les villes à se positionner sur la scène mondiale. Des stratégies d'inclusion locales mises en œuvre dans les villes d'origine ou de destination peuvent renforcer la position de négociation des villes cherchant à faire du commerce avec le reste du monde. Attirer et retenir les professionnels hautement qualifiés, les innovateurs, les investisseurs et les étudiants, qui sont des acteurs essentiels pour la ville, peut permettre de récolter les fruits des investissements consentis dans l'inclusion des migrants. Les migrants peuvent aussi faire partie de la solution adoptée pour gérer la transition urbaine²¹ car ils font le lien entre une politique migratoire avisée et l'aménagement urbain, et entre la ville et le reste du monde. Les villes qui ont su se positionner sur les marchés mondiaux, en tant que pôles de production, centres de connaissance ou destinations touristiques – comme dans le cas de Mardin – ou en mettant à profit les rapatriements de fonds, ont de bonnes chances d'attirer des migrants qualifiés, qui leur apporteront des avantages à long terme. Alors que de plus en plus de personnes vivent entre plusieurs pays et villes, des politiques nationales souples – qui autorisent les nationaux à posséder la double nationalité ou une nationalité multiple ou qui offrent aux étudiants, aux entrepreneurs et aux innovateurs étrangers la possibilité de bénéficier d'un statut de résident permanent – peuvent compléter les efforts déployés par les villes pour agrandir leur communauté, tout en les rendant plus compétitives sur le plan mondial.

20 Cette analyse de la place des émigrants syriaques à Mardin ne prend pas en considération les évolutions récentes de la guerre dans la région.

21 Voir le portail de l'OIM consacré au septième Forum urbain mondial tenu en Colombie en 2014 : www.iom.int/news/iom-actively-participates-7th-world-urban-forum-held-medellin-colombia

5.5

OBSERVATIONS FINALES

L'inclusion des migrants se produit à l'échelle locale. Or, les politiques d'immigration et de séjour relèvent généralement de la compétence du pouvoir central et ne tiennent pas compte des particularités propres à chaque lieu. L'accès des migrants aux services dépend étroitement des relations entre les autorités centrales et locales. On constate souvent un important clivage entre les politiques migratoires centrales et les plans de développement et les capacités des villes à l'échelle locale. Pour inclure les migrants, les villes doivent avoir la compétence et la marge de manœuvre financières, budgétaires et administratives nécessaires.

Les villes reconnaissent que la citoyenneté est indispensable pour la participation politique des divers groupes et individus. Etant donné que les migrants s'identifient volontiers à leur ville d'accueil, les villes ont un rôle particulier à jouer pour créer un sentiment d'appartenance à une même communauté et à un projet commun, en adoptant une approche pragmatique de la « citoyenneté urbaine ». Les migrants peuvent eux aussi être des artisans des villes et aider celles-ci à renforcer leur position dans la hiérarchie économique et politique.



Voix de migrants



Tisser des liens familiaux par-delà l'océan : Lidia, une mère de famille brésilienne travaillant à Lisbonne (Portugal)

Lidia est arrivée à Lisbonne il y a dix ans pour passer un master. Au départ, elle pensait juste rester au Portugal pendant ses études, puis revenir au Brésil, son pays natal, pour y trouver un emploi et y faire sa vie. Lidia était déjà chargée de cours à l'université de Fortaleza, sa ville natale. Pourtant, dix ans ont passé, et Lidia habite toujours à Lisbonne. Après avoir obtenu un doctorat en sciences de la communication, elle enseigne aujourd'hui à l'Université autonome de Lisbonne et travaille aussi comme chercheuse, profitant de la vie dans cette ville « belle, attirante, riche sur le plan culturel et, surtout, sûre ». Quoiqu'elle se dise bien intégrée et se sente chez elle à Lisbonne, elle n'a pas toujours eu la vie facile car elle a dû faire face à de nombreuses difficultés et a été parfois victime de discrimination. De temps à autre, on lui rappelle encore qu'elle est une migrante. « Je pense toujours que je dois affronter plus de difficultés que ceux qui sont d'ici », dit-elle avec une certaine tristesse dans la voix.

Néanmoins, Lidia a réussi à surmonter les difficultés et à créer des liens forts au Portugal, puisqu'elle y a fondé sa famille. Avec son compagnon, elle a adopté une adorable petite Portugaise de sept ans il y a deux ans. Très fière d'être maman, Lidia affirme que tout s'est très bien passé pendant la procédure d'adoption : « Mon origine brésilienne n'a posé aucun problème, et j'ai été très bien accueillie », souligne-t-elle. Aujourd'hui, elle habite avec sa famille dans l'appartement qu'ils viennent d'acheter, dans un quartier résidentiel proche du centre-ville.

Elle aime vivre à Lisbonne et apprécie ses affinités avec le Brésil. « J'essaie d'aller au Brésil au moins une fois par an. C'est important d'y retourner et de retrouver ma famille et mes amis. Les vols sont chers, mais ils sont directs au départ de Lisbonne ! », explique-t-elle. Lidia participe activement à la vie culturelle et politique de la ville : elle vote, s'intéresse aux campagnes d'information, est membre d'une association de migrants et assiste à de nombreuses manifestations culturelles. Actuellement, elle essaie de mettre sur pied une campagne afin d'encourager ses amis à voter pour un projet municipal de création d'emplacements de stationnement pour les vélos : « Ma fille veut un vélo. Nous ne savons pas où le garer. J'envisage de lancer une campagne sur Facebook afin de réunir le plus de votes possible pour que ce projet se concrétise et que ma fille puisse avoir son vélo ! »

A la question de savoir où elle se voit dans cinq ans, Lidia répond sans hésitation : « Ici ! Je me vois à Lisbonne, dans le même appartement avec mon compagnon et ma fille. Maintenant que j'ai une fille portugaise, je veux qu'elle grandisse ici. Mais avec un contrat de travail plus stable », conclut-elle en souriant.



REFERENCES

- Acebilló-Baqué, M. et E. Østergaard-Nielsen
2011 Local dynamics of codevelopment and migrant incorporation in three Catalan cities. Document présenté à la conférence internationale du Research Committee 21, le 17 juin 2011. Disponible à l'adresse : www.rc21.org/conferences/amsterdam2011/edocs2/Session%203/3-1-Acebilló.pdf
- Ash, T.G., E. Mortimer et K. Öktem
2013 *Freedom in Diversity: Ten Lessons for Public Policy from Britain, Canada, France, Germany and the United States*. Dahrendorf Programme for the Study of Freedom, St Antony's College, Université d'Oxford, Oxford. Disponible à l'adresse : www-old.sant.ox.ac.uk/esc/FreedomRev10.pdf
- Bendel, P.
2014 *Coordinating Immigrant Integration in Germany: Mainstreaming at the Federal and Local Levels*. Migration Policy Institute, Europe, Bruxelles. Disponible à l'adresse : www.migrationpolicy.org/research/coordinating-immigrant-integration-germany-mainstreaming-federal-and-local-levels
- Blaser, C. et L. Landau
2014 Managing migration in Southern Africa: Tools for evaluating local government responsiveness. Document de travail *Migrating out of Poverty* n° 19. Université du Sussex, Brighton. Disponible à l'adresse : http://r4d.dfid.gov.uk/pdf/outputs/MigratingOutOfPov/WP19_Blaser-Landau.pdf
- Cabannes, Y.
2014 Contribution of Participatory Budgeting to provision and management of basic services: Municipal practices and evidence from the field. Document de travail du groupe Human Settlements. Institut international pour l'environnement et le développement, Londres. Disponible à l'adresse : <http://pubs.iied.org/pdfs/10713IIED.pdf>
- Caponio, T. et M. Borkert (dir. publ.)
2010 *The Local Dimension of Migration Policymaking*. Rapports de l'International Migration, Integration and Social Cohesion in Europe (IMISCOE). Amsterdam University Press, Amsterdam. Disponible à l'adresse : www.google.ch/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&ved=0CCMQFjAA&url=http%3A%2F%2Fwww.oapen.org%2Fdownload%3Ftype%3Ddocument%26docid%3D350732&ei=sYFtVZ7_MoaiwSTt4DICQ&usg=AFQjCNHyVkJTVKw1JpbaGqEZQQU5DGLA
- Cités et gouvernements locaux unis (CGLU)
2013 *For a World of Inclusive Cities*. Commission Inclusion sociale, démocratie participative et droits humains du réseau CGLU, Barcelone. Disponible à l'adresse : www.uclg-cisdp.org/en/observatory/reports/world-inclusive-cities

Cities of Migration

2012 *Good Ideas from Successful Cities: Municipal Leadership on Immigrant Integration*. Fondation Maytree, Toronto. Disponible à l'adresse : http://citiesofmigration.ca/wp-content/uploads/2012/03/Municipal_Report_Main_Report2.pdf

Clunan, A.L. et H.A. Trinkunas (dir. publ.)

2010 *Ungoverned Spaces: Alternatives to State Authority in an Era of Softened Sovereignty*. Stanford University Press, Stanford.

Collett, E. et M. Petrovic

2014 *The Future of Immigrant Integration in Europe: Mainstreaming Approaches for Inclusion*. Migration Policy Institute Europe, Bruxelles. Disponible à l'adresse : www.migrationpolicy.org/research/future-immigrant-integration-europe-mainstreaming-approaches-inclusion

Economic Policy Forum (EPF) et Institut chinois de réforme et de développement (CIRD)

2013 *Report on 2013 Economic Policy Forum, Roundtable Meeting on Urbanization and Migration: Creating Equitable Access to Basic Service*. 3 novembre 2013, Haikou, province de Hainan, Rép. pop. de Chine. Disponible à l'adresse : www.economic-policy-forum.org/wp-content/uploads/2014/02/Hainan_Documentation1.pdf

Ernst & Young Global Limited

2014 *Evaluation of the Impact of the Free Movement of EU citizens at Local Level*. Commission européenne, Direction générale de la justice, Bruxelles. Disponible à l'adresse : http://ec.europa.eu/justice/citizen/files/dg_just_eva_free_mov_final_report_27.01.14.pdf

Fincher, R. *et al.*

2014 Planning in the multicultural city: Celebrating diversity or reinforcing difference? *Progress in Planning*, vol. 92, p. 1 à 55.

Glick Schiller, N. et A. Çağlar

2009 Towards a comparative theory of locality in migration studies: Migrant incorporation and city scale. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 35, n° 2, p. 177 à 202.

2013 Locating migrant pathways of economic emplacement: Thinking beyond the ethnic lens. *Ethnicities*, vol. 13, n° 4, p. 494 à 514.

Haysom, S.

2013 *Sanctuary in the city? Urban Displacement and Vulnerability*. Overseas Development Institute, Londres. Disponible à l'adresse : www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/8444.pdf

Kingsley, P.

2012 Participatory democracy in Porto Alegre. *The Guardian*, 10 septembre. Disponible à l'adresse : www.theguardian.com/world/2012/sep/10/participatory-democracy-in-porto-alegre



Metropolis

2011 *Integrated Urban Governance: The Way Forward*. Metropolis (Association mondiale des grandes métropoles), Barcelone. Disponible à l'adresse : www.metropolis.org/sites/default/files/media_root/documents/c3-metropolis-urban-governance-eng.pdf

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

2006 *From Immigration to Integration: Local Solutions to a Global Challenge*. OCDE, Paris.

2011 *Tackling the Policy Challenges of Migration: Regulation, Integration, Development*. Etudes du Centre de développement, OCDE, Paris. Disponible à l'adresse : www.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/tackling-the-policy-challenges-of-migration_9789264126398-en

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

2014 La mise en œuvre de la nouvelle approche migratoire au Royaume du Maroc. *Lettre d'information* n° 24, Maroc. Août-octobre. OIM, Genève. Disponible à l'adresse : www.iom.int/files/live/sites/iom/files/Country/docs/rabat-newsletter-FR-October-2014.pdf

Painter, J.

2005 Urban citizenship and rights to the city. Document d'information pour le Bureau du Vice-Premier ministre, Centre for the Study of Cities and Regions, Université de Durham, Stockton-on-Tees. Disponible à l'adresse : www.dur.ac.uk/resources/cscr/odpm/Urban_Citizenship.pdf

Price, J. et S. Spence

2014 *City-Level Responses to Migrant Families with Restricted Access to Welfare Benefits*. Centre on Migration, Policy, and Society, Université d'Oxford, Oxford. Disponible à l'adresse : www.compas.ox.ac.uk/fileadmin/files/Publications/Reports/Report_City_level_responses.pdf

Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)

2007 *International Guidelines on Decentralization and Strengthening of Local Authorities*. Nations Unies, Nairobi. Disponible à l'adresse : www.cities-localgovernments.org/committees/dal/Upload/news/ladsguidelines.pdf

Réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme (REMDH)

2014 *Analysis of the Mobility Partnership signed between the Kingdom of Morocco, the European Union and nine Member States on 7 June 2013*. REMDH, Copenhague. Disponible à l'adresse : http://euromedrights.org/wp-content/uploads/2015/03/PM-Morocco_Final-Version-EN.pdf

Ridgley, J.

2008 Cities of refuge: immigration enforcement, police, and the insurgent genealogies of citizenship in U.S. sanctuary cities. *Urban Studies*, vol. 29, n° 1, p. 53 à 77.



- Stren, R.
2012 Cities and politics in the developing world: Why decentralization matters. In : *The Oxford Handbook of Urban Politics* (P. Mossberger et S. E. Clarke, dir. publ.). Oxford University Press, Oxford, p. 567 à 589.
- 2014 Urban service delivery in Africa and the role of international assistance, *Development Policy Review*, vol. 32, n° S1, p. s19 à s37.
- Sumption, M.
2014 *Giving Cities and Regions a Voice in Immigration Policy: Can National Policies Meet Local Demand?* Migration Policy Institute, Washington. Disponible à l'adresse : www.migrationpolicy.org/research/giving-cities-and-regions-voice-immigration-policy-can-national-policies-meet-local-demand
- The Economist
2014 Special Report on China: Building the Dream. *The Economist*, 19 avril. Disponible à l'adresse : www.economist.com/news/special-report/21600797-2030-chinese-cities-will-be-home-about-1-billion-people-getting-urban-china-work
- Travers, T. et al.
2007 *Population Mobility and Service Provision: A Report for London Councils*. London School of Economics, Londres. Disponible à l'adresse : www.lse.ac.uk/geographyAndEnvironment/research/London/pdf/populationmobilityandserviceprovision.pdf
- Van Kempen, R.
2014 Governing Diversity. Document d'orientation DIVERCITIES n° 2, Commission européenne, Bruxelles. Disponible à l'adresse : www.urbandiversity.eu/wp-content/uploads/2013/05/DIVERCITIES_Policy_Brief_2.pdf
- Yeoh, B.S.A. et W. Lin
2013 Chinese Migration to Singapore: Discourses and Discontents in a Globalizing Nation-State. *Asia and Pacific Migration Journal*, vol. 22, n° 1, p. 31 à 54.
- Zhu, Y.
1999 *New Paths to Urbanization in China: Seeking More Balanced Patterns*. Nova Science Publishers, New York, p. 131.



The background of the page is a photograph showing a group of people, primarily women, gathered around a table. They appear to be engaged in a community activity, possibly a survey or a registration process, as they are looking at and handling various papers and documents. The scene is lit with a warm, orange-red light. Overlaid on the bottom portion of the image is a dark red silhouette of a city skyline. A large, white, semi-transparent red rectangle is positioned in the upper center of the page, containing the word 'Conclusions' in white text.

Conclusions

CHAPITRE 6

La migration vers les villes est en hausse

Aujourd'hui, pour la première fois dans l'histoire, la majorité de la population mondiale vit dans les villes. Le Rapport *Etat de la migration dans le monde 2015* a montré qu'une part croissante des citoyens sont des migrants. La migration atteint un niveau sans précédent ; elle est essentiellement urbaine, en raison de l'exode des ruraux vers les villes. Pour toutes les villes du monde, la diversité est une réalité qui doit être prise en compte dans la gouvernance et les politiques de développement, car les flux internes et internationaux continuent d'augmenter. Un nombre croissant de villes des pays développés tentent de s'attaquer aux défis que pose la coexistence de populations diverses, afin de renforcer leurs capacités institutionnelles et les partenariats, et de transformer la diversité en un atout. Dans les pays moins avancés, l'insuffisance des ressources peut empêcher les autorités municipales de s'attaquer à ces difficultés, ce qui crée des tensions entre les communautés de migrants et les communautés d'accueil et donne naissance à des ghettos de migrants vivant dans l'extrême pauvreté.

La migration vers les villes présente tout à la fois des chances et des défis

En l'absence de voies de migration régulières, la migration vers les villes se fait souvent par des voies informelles et irrégulières. Une fois dans les villes, les migrants ont fréquemment du mal à accéder au logement, à l'emploi et à d'autres services de base, tels que les soins de santé. Il est probable que la migration contribue de manière non négligeable au développement de nombreuses implantations sauvages dans les zones périurbaines des pays moins avancés. Là, les migrants finissent par occuper des emplois peu rémunérés, avec le risque d'être exploités dans le secteur informel de ces villes.

Les migrants s'établissent en ville pour y trouver des moyens de subsistance et échapper aux pressions socioéconomiques et autres dans leur communauté d'origine. Cependant, la migration peut accentuer leur vulnérabilité aux aléas et réduire leur résilience face à ces menaces. Les milieux urbains qui accueillent des migrants peuvent être exposés aux catastrophes, et l'absence de logement approprié, d'emploi et de protection sociale affaiblissent leur capacité de réaction. En zone urbaine, les aléas touchent de manière disproportionnée les migrants, qui constituent un sous-ensemble de citoyens pauvres. Des obstacles linguistiques, administratifs et juridiques, et d'autres imputables au manque de connaissances peuvent encore aggraver la situation. Les déplacements massifs vers les zones urbaines sont un autre phénomène qui présente des risques et des défis particuliers pour l'acheminement de l'aide humanitaire.

Cependant, les implantations sauvages peuvent aussi offrir aux migrants une protection et des possibilités de revenu, malgré le manque de services et d'infrastructures de base. Face à la précarité de leurs conditions de vie en milieu urbain, les ménages de migrants peuvent préférer adopter une stratégie de mobilité ou de subsistance les amenant à s'engager dans des processus de migration circulaire et temporaire et dans des déplacements pendulaires. Ce phénomène est constaté dans de nombreuses agglomérations de pays asiatiques et africains qui connaissent une urbanisation rapide, surtout en Chine et en Inde, ainsi qu'au Ghana et au Kenya. Ce schéma migratoire joue un rôle essentiel dans l'établissement de liens entre les lieux d'origine ruraux et les destinations

urbaines. Ces liens ont de multiples effets positifs sur les individus, les familles et les communautés. Le codéveloppement des communautés urbaines et rurales est possible, mais il exige des partenariats entre les migrants et les autorités locales des deux côtés, ainsi que le soutien des gouvernements nationaux.

Placer l'étude de la migration à l'échelon des villes permet de mieux comprendre l'économie politique locale de la migration, ainsi que les liens étroits entre celle-ci et le développement urbain. Cette démarche permet en outre de mettre en lumière non pas tant les raisons qui poussent les gens à partir, que la manière dont ils travaillent, vivent et façonnent leur habitat. Quel que soit leur stade de développement, les villes ont à gérer des populations de plus en plus mobiles et variées. Dans les pays développés, la diversité de la population est principalement due à la migration internationale, tandis que dans les pays moins avancés, elle est surtout liée à la migration interne¹ et, dans une moindre mesure, à des flux Sud-Sud en augmentation.

Tout en prenant acte des profondes différences entre les scénarios de migration internationale et interne, ainsi que des écarts considérables dans la capacité des pays à y faire face selon qu'ils sont riches, émergents ou pauvres, le présent Rapport a souligné les avantages potentiels de plus en plus manifestes que présentent toutes les formes de migration et de mobilité pour la croissance et le développement des villes. Afin de maximiser les avantages de ces nouveaux schémas de mobilité pour le développement, notamment en ce qui concerne le bien-être des migrants, les villes doivent impérativement mettre en place des politiques urbaines qui garantissent l'accès de tous aux services de base et l'inclusion socioéconomique.

Les migrants sont des partenaires ingénieux de la gouvernance urbaine

Les migrants peuvent être des acteurs clés du développement, de la croissance, de la résilience et de la durabilité des villes, en tant qu'architectes, travailleurs du bâtiment, fournisseurs de services, entrepreneurs, employeurs et innovateurs. Par leur appartenance à une diaspora mondiale, ils peuvent faciliter les échanges et le soutien humanitaire entre les villes et les pays. Ils peuvent en outre contribuer aux interconnexions croissantes entre les villes par leurs communications soutenues à l'échelle mondiale, leurs liens institutionnels et les ressources qu'ils échangent entre eux, avec leur pays natal et leur diaspora.

Les migrants en tant qu'acteurs de la résilience : Les migrants peuvent contribuer de manière déterminante à l'amélioration de la résilience des communautés d'origine et d'accueil grâce à l'échange de ressources et à l'entraide. A titre individuel et à travers leurs réseaux, ils peuvent participer à la gestion des risques pour l'ensemble de la communauté. Etant donné que, souvent, ils sont surreprésentés dans les groupes d'âges productifs et en bonne santé, ils ont à offrir diverses compétences qui permettent d'appuyer les mesures de préparation aux catastrophes, d'intervention en cas de crise et de relèvement, en particulier dans les sociétés vieillissantes.

Les migrants en tant qu'agents du développement local : Les migrants jouent un rôle central dans l'établissement de liens entre les villes d'origine et de destination

¹ Dans la plupart des pays du Sud, on manque sérieusement de données harmonisées, actualisées et comparables sur les populations urbaines nées à l'étranger.

et dans l'intégration de la migration dans la planification du développement local. Les liens intervilles sont souvent créés ou entretenus en raison de la présence d'importantes populations de migrants. Les communautés de migrants et de la diaspora peuvent contribuer de manière non négligeable aux partenariats locaux de développement décentralisé conclus entre les villes, et à la mise en place ou à la réalisation de certaines activités connexes, telles que la fourniture d'une expertise et d'informations sur les communautés d'origine.

Les migrants en tant qu'artisans des villes : Les migrants, si on leur en laisse la possibilité, peuvent aider à renforcer la place des villes dans la hiérarchie économique et politique mondiale, en promouvant leurs atouts historiques, culturels, religieux et socioéconomiques.

Les villes et les migrants peuvent tirer profit les uns des autres. Les villes qui s'emploient à renforcer leur position économique, politique et culturelle dans le monde devraient puiser dans les possibilités qu'offrent les populations de migrants qu'elles accueillent.

Une gouvernance urbaine qui inclut les migrants est nécessaire

Placer l'étude de la migration à l'échelon des villes suppose d'examiner attentivement la gouvernance des migrations. C'est à l'échelle des municipalités et des communautés, au point de convergence de la gestion des migrations et de la diversité et de la gestion urbaine, qu'interviennent la prise en charge et l'administration des populations. Une bonne gouvernance urbaine qui propose des solutions réalistes, abordables et locales dans les domaines du logement, de la santé, de la qualité de l'air, de l'eau et des espaces verts est indispensable pour l'inclusion des migrants, la vitalité des communautés et le développement économique mondial. La fourniture de services joue un rôle fondamental dans l'inclusion des migrants et pour la croissance communautaire. L'offre de logements abordables est nécessaire pour l'intégration sociale des immigrants et le développement local (Collier et Venables, 2013). Des réseaux de transport accessibles permettent aux migrants d'accéder à l'emploi, ce qui contribue au développement économique. Il faut investir dans des stratégies d'inclusion sociale si l'on veut que la migration rapporte des avantages économiques aux villes (Çağlar, 2014).

Sur le plan pratique, les éléments d'information les plus convaincants viennent des liens entre une migration bien gérée et un développement bien géré, qui montrent que des politiques restrictives en matière de migration et d'urbanisation peuvent, à l'heure de la mondialisation, nuire à la croissance et au développement. Face au regain d'enthousiasme parmi les acteurs de la communauté internationale et les chercheurs pour repenser les villes, les maires et les responsables politiques des zones urbaines commencent à considérer la réforme de l'immigration dans les grands pays de destination tels que les Etats-Unis comme un impératif économique pour les villes. La citoyenneté urbaine devient un outil administratif de croissance et de développement. L'ouverture aux populations internationales est ainsi devenue un indicateur de la faculté d'une ville à faire des affaires avec le reste du monde, parallèlement à d'autres indicateurs tels que les liens économiques,



financiers et commerciaux avec les marchés mondiaux². La capacité dont une ville dispose pour attirer des populations internationales et leur donner les moyens de contribuer à sa réussite future³ est considérée comme un critère essentiel pour les villes durables de demain. Pour garantir aux migrants le droit de s'installer en leur sein, les villes devront élaborer des politiques urbaines inclusives et doter les organisations de la société civile et les associations de migrants des moyens nécessaires⁴. En particulier, on peut formuler les suggestions suivantes :

Les villes doivent élaborer des politiques d'inclusion des migrants : Les villes doivent connaître et comprendre les communautés de migrants. Non seulement elles fournissent des services aux migrants mais, en outre, elles les emploient, facilitent leur accès au marché du travail formel, et encouragent l'entrée d'entreprises ethniques ou dirigées par des migrants dans les chaînes d'approvisionnement. Surtout, les villes ont des responsabilités en matière de gouvernance et peuvent élaborer des cadres d'action en faveur de l'inclusion des migrants dans les villes d'origine comme de destination.

La croissance urbaine peut être maintenue lorsque les villes investissent dans leur population : La croissance urbaine rapide peut être difficile à maintenir en raison de ses effets sur les infrastructures, l'environnement et le tissu social des villes. Les villes qui parviennent à bien gérer ces difficultés sont celles qui font d'importants investissements dans les infrastructures, notamment dans les technologies numériques de pointe. Elles peuvent donner aux migrants les moyens de subvenir à leurs besoins et les aider à créer des entreprises. Les villes ont la capacité de coordonner les infrastructures, les services publics et d'autres opérations en collaboration avec leurs habitants et le secteur privé. C'est souvent à l'échelon local que l'engagement porte le plus de fruits, car c'est là que les projets peuvent être gérés et financés avec un maximum d'efficacité.

Les partenariats avec les migrants et l'inclusion de ces derniers sont des composantes essentielles de la gouvernance urbaine : La gouvernance urbaine est un processus politique et décisionnel fondé sur la collaboration, dans lequel les particuliers et les institutions - privées et publiques - planifient et gèrent ensemble la ville. Ce processus permet de concilier des intérêts divers et de prendre des mesures concertées. Les partenariats urbains sont utiles pour l'inclusion des migrants, et font intervenir des institutions formelles ainsi que des dispositifs informels qui exploitent les connaissances, les relations et les ressources des migrants. Ils sont donc un outil essentiel pour s'attaquer à l'un des défis majeurs auxquels les villes sont confrontées aujourd'hui, à savoir l'inclusion des importantes populations de migrants qui arrivent.

La participation aux partenariats renforce la cohésion sociale : Aujourd'hui, les flux migratoires sont très variés. Les villes doivent gérer une diversité croissante et pourvoir aux besoins des migrants internes et internationaux, mais aussi des réfugiés, des travailleurs migrants ou des migrants irréguliers. Associer les migrants à des partenariats locaux permet d'instaurer un climat de confiance parmi les

2 Un projet intitulé « Global Cities Initiative », lancé par la Brookings Institution et JP Morgan Chase afin de renforcer la position économique de certaines villes des Etats-Unis, ainsi que leurs liens commerciaux et d'investissement avec le réseau mondial des zones métropolitaines, comprend l'immigration parmi ses indicateurs de mondialisation. Voir : www.brookings.edu/about/projects/global-cities/about
www.jporganchase.com/content/dam/jpmorganchase/en/legacy/corporate/Corporate-Responsibility/globalcities.htm

3 Pour plus d'informations, voir : www.opencities.eu/web/index.php?indicators_en

4 Pour plus d'informations, voir : *Migrants' Inclusion in Cities: Innovative Urban Policies and Practices*, <http://mirror.unhabitat.org/content.asp?typeid=19&catid=508&cid=10545>

migrants eux-mêmes, ainsi que dans la ville et dans la communauté hôte, et augmente la visibilité des migrants dans le tissu social de la ville. La contribution des migrants au développement de leur communauté d'origine est reconnue depuis longtemps, mais les rendre acteurs de leur ville de destination pourrait aussi renforcer leur potentiel humain et social aux fins de codéveloppement.

La participation aux partenariats améliore la compétitivité des villes : Les villes sont devenues des acteurs majeurs des réseaux mondiaux de capitaux et de main-d'œuvre. Attirer des migrants possédant un niveau de compétence approprié permet aux économies locales d'être compétitives, de combler les pénuries existantes de main-d'œuvre et de satisfaire les besoins de compétences. L'investissement des migrants dans le logement, surtout dans les communautés d'origine, ainsi que l'entrepreneuriat et l'ethnotourisme ou le tourisme de la diaspora contribuent tous à dynamiser l'économie des villes d'origine et de destination.

Il faut développer les plateformes d'échanges, de consultation et de coopération

Il se trouve que de nombreuses villes n'ont pas les ressources ni la motivation pour être réellement inclusives. Elles demeurent socialement et économiquement fragmentées et restent des sources d'exclusion. Elles sont loin d'être capables de devenir des moteurs de la croissance mondiale. Pour être efficaces, les villes de demain devront être ouvertes et diverses, intégrées socialement, reliées à d'autres villes et aux marchés mondiaux, et résilientes face aux chocs climatiques, environnementaux et économiques. Toutes les villes ne sont pas en mesure de répondre à ces attentes de transformation. Ce constat pose la question de savoir comment concilier les connaissances, les capacités et l'engagement nécessaires pour mettre en place des politiques et des pratiques efficaces en faveur d'une gouvernance urbaine inclusive dans tous les pays. Il pose aussi la question du rôle qui incombe à la communauté internationale et aux organisations internationales, étant entendu que les bonnes pratiques des pays développés risquent de ne pas être applicables partout.

Les principaux programmes mondiaux pour un développement urbain durable, comme Habitat III⁵, qui conseille les Nations Unies sur le programme mondial de développement durable pour l'après-2015, ne traitent pas réellement du rôle des migrants dans les établissements humains durables de demain. L'absence des migrants, dans ces grands programmes internationaux qui visent à établir un nouvel agenda urbain, témoigne d'une grave lacune dans les travaux internationaux sur le développement urbain. Avec les Nations Unies et l'OIM, le maire de Barcelone a pris l'initiative de créer, en 2014, le premier Forum mondial des maires sur la mobilité, la migration et le développement, afin d'examiner le rôle des autorités locales en matière de gestion de la mobilité humaine.

En 2015, non seulement le Rapport *Etat de la migration dans le monde* est consacré aux migrants et aux villes, mais aussi une conférence de haut niveau organisée par l'OIM dans le cadre de son Dialogue international sur la migration. L'objectif de cette conférence est de réunir les savoirs collectifs sur la migration, la mobilité et la transition urbaine et, avec des dirigeants des villes et d'autres

5 Habitat III est la troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable que l'Assemblée générale a décidé de tenir en 2016 conformément à sa résolution 66/207. Pour plus d'informations, voir : www.uclg.org/en/issues/habitat-iii

experts du monde entier, de tracer une ligne d'action claire en vue d'améliorer la gestion des migrations à tous les niveaux de gouvernance, ce qui bénéficiera tout à la fois aux migrants et aux villes. Plus précisément, cette conférence doit :

- Appuyer les efforts individuels des villes pour favoriser de bonnes pratiques de gouvernance urbaine incluant les migrants, ce qui exige de la communauté internationale et des organisations internationales d'élaborer un programme mondial cohérent en matière de migration et d'urbanisation. Une première étape importante consisterait à regrouper les ressources, données, indices, outils et études qui existent, mais qui sont dispersés. Il est fondamental de rassembler toutes ces informations dans une base de données mondiale et d'améliorer le partage des informations et le dialogue entre les villes, les différents échelons de gouvernement et d'autres partenaires.
- Améliorer les travaux en cours relatifs aux données sur l'urbanisation et le développement en y intégrant les migrants. Eu égard à l'importance des villes en tant que lieux de développement durable, les maires et les responsables politiques des zones urbaines de tous les pays, quel que soit leur stade de développement, sont encouragés à prendre en considération la contribution positive de la migration. Une gouvernance urbaine soucieuse des migrants pourrait, dans un premier temps, consister à bien comprendre où vivent ces migrants et comment ils sont organisés, puis à élaborer des points de référence concernant la fourniture de services de base et à mesurer le degré d'intégration des migrants. Ces mesures permettraient ensuite de formuler une politique judicieuse à partir des multiples actions et programmes menés sur le terrain.



REFERENCES

Çağlar, A.

2014

Urban Migration Trends, Challenges and Opportunities. Document d'information élaboré pour le Rapport *Etat de la migration dans le monde 2015 – Les migrants et les villes : de nouveaux partenariats pour gérer la mobilité*. Organisation internationale pour les migrations, Genève.

Collier, P. et A.J. Venables

2013

Housing and Urbanization in Africa: unleashing a formal market process, série de documents de travail du CSAE 2013-01. Centre for the Study of African Economies, Université d'Oxford, Oxford. Disponible à l'adresse : www.csae.ox.ac.uk/workingpapers/pdfs/csae-wps-2013-01.pdf



Glossaire



GLOSSAIRE

Terms
AGGLOMERATION URBAINE
COMPETITIVITE DES VILLES
COULOIR DE MIGRATION
CROISSANCE URBAINE
DEVELOPPEMENT
DIASPORA
ECONOMIE D'AGGLOMERATION
EMIGRATION
EMIGRATION INTERNE
ETALEMENT URBAIN
GOVERNANCE
HABITAT SPONTANE
IMMIGRATION
IMMIGRATION INTERNE
IMPLANTATION SAUVAGE
MEGAPOLE
MIGRANT ECONOMIQUE
MIGRANT EN SITUATION IRRÉGULIERE/ MIGRANT IRRÉGULIER
MIGRATION CIRCULAIRE
MIGRATION DE RETOUR
MIGRATION FORCEE
MIGRATION INTERNE
MIGRATION IRRÉGULIERE
MIGRATION RÉGULIERE
MIGRATION SUD-SUD
MIGRATION TRANSFRONTALIERE
MOYENS DE SUBSISTANCE

Terms
NE(E) A L'ETRANGER
NORD
PAYS A FAIBLE REVENU ET A REVENU INTERMEDIAIRE
PAYS A REVENU ELEVE
PAYS DE DEPART
PAYS DE DESTINATION
PAYS DE TRANSIT
PAYS D'ACCUEIL
PAYS D'ORIGINE
PAYS HOTE
PERIURBANISATION
PERSONNES DEPLACEES A L'INTERIEUR DE LEUR PROPRE PAYS
POPULATION DE MIGRANTS
RAPATRIEMENTS DE FONDS
REFUGIE
REGION/ZONE METROPOLITAINE
SUD
TAUDIS
TRAVAILLEUR MIGRANT SAISONNIER
URBAIN
URBANISATION
VILLE CARREFOUR
VILLE DE TRANSIT
VILLE MONDIALE
VILLE SANCTUAIRE
VILLE SECONDAIRE
VULNERABILITE

AGGLOMERATION URBAINE

Population d'une zone bâtie ou densément peuplée renfermant la ville proprement dite, la banlieue ainsi qu'une zone de bâti continu ou un territoire attenant dont la densité résidentielle atteint un niveau urbain. Les grandes agglomérations urbaines comprennent souvent plusieurs villes distinctes du point de vue administratif mais reliées sur le plan fonctionnel. Par exemple, l'agglomération urbaine de Tokyo est composée, entre autres villes, de Chiba, Kawasaki et Yokohama.

COMPETITIVITE DES VILLES

Ensemble de facteurs (politiques, institutions, stratégies et processus) qui déterminent le niveau de productivité durable d'une ville. La durabilité a trois dimensions : économique, environnementale et sociale.

COULOIR DE MIGRATION

Désigne généralement un axe de flux migratoires entre deux pays emprunté par des personnes qui sont nées dans un pays donné ou qui en possèdent la nationalité pour se rendre dans un autre pays.

CROISSANCE URBAINE

Augmentation (relative ou absolue) de la population urbaine. Le rythme de la croissance dépend de l'accroissement naturel de la population urbaine et du gain de population découlant de la migration rurale-urbaine nette et du reclassement d'agglomérations rurales en villes.

DEVELOPPEMENT

Selon la définition du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le développement repose sur la création d'un environnement permettant à chacun de réaliser son potentiel et de mener une vie productive et créative qui réponde à ses aspirations et à ses besoins, et consiste à élargir l'éventail des choix accessibles aux individus dans l'optique d'une vie conforme à leurs attentes. Cette définition marque un tournant radical par rapport à la conception exclusivement économique du développement, mesurée par des indicateurs de croissance ou de revenu, car elle englobe désormais la dimension humaine du processus.

DIASPORA

Il n'existe pas de définition communément admise de ce terme. De manière générale, on définit la diaspora comme un ensemble d'individus et de membres de réseaux, d'associations et de communautés qui ont quitté leur pays d'origine mais maintiennent des liens avec leur patrie. Cette notion englobe les communautés expatriées bien établies, les travailleurs migrants séjournant temporairement à l'étranger, les expatriés possédant la citoyenneté du pays hôte, les personnes à double nationalité, et les migrants de la deuxième/troisième génération.

**ECONOMIE
D'AGGLOMERATION**

Avantages découlant de la proximité des entreprises et des personnes dans les villes et les pôles industriels, qui permet de faire des économies d'échelle et d'obtenir des effets de réseau, tels que des infrastructures appropriées, de la main-d'œuvre disponible et des coûts de transport réduits.

EMIGRATION

Acte de quitter un Etat en vue de s'installer dans un autre.



- EMIGRATION INTERNE** Fait de quitter une région ou une communauté pour se rendre ou s'installer dans une autre région ou communauté, surtout dans le cadre de mouvements de population massifs et persistants.
- ETALEMENT URBAIN** Expansion anarchique et disproportionnée d'une zone urbaine en périphérie, formant des schémas de développement caractérisés par une faible densité de l'habitat et mal planifiés. Ce phénomène, que l'on constate tant dans les pays à revenu élevé que dans ceux à faible revenu, se manifeste par une dispersion de la population dans des zones résidentielles distinctes caractérisées par de grands lotissements et difficilement accessibles qui, souvent, dépendent excessivement de moyens de transport motorisés et sont dépourvues de pôles d'activité commerciale bien définis.
- GOVERNANCE** Ensemble des processus mis en œuvre par un gouvernement, un marché ou un réseau pour diriger et administrer une famille, une tribu, une organisation officielle ou informelle ou un territoire, par des lois, des règles, le pouvoir ou la langue.
- HABITAT SPONTANE** Ensemble de constructions édifiées sur des terrains qui n'appartiennent pas à leurs occupants et pour lesquels ceux-ci ne possèdent pas de titre de propriété légal, de permis de construire ni de contrat de bail, et qui sont généralement construites en violation des règlements de construction et de la réglementation en matière d'urbanisme. Voir aussi Implantation sauvage.
- IMMIGRATION** Action de se rendre dans un Etat dont on ne possède pas la nationalité avec l'intention de s'y installer.
- IMMIGRATION INTERNE** Fait de se rendre ou de s'installer dans une région ou une communauté, surtout dans le cadre de mouvements de population massifs et persistants.
- IMPLANTATION SAUVAGE** Groupes d'unités d'habitation construites sur des terres que les occupants ne sont pas fondés à réclamer ou qu'ils occupent illégalement. Installations spontanées et zones dans lesquelles les habitations ne sont pas conformes aux règlements en vigueur relatifs à l'aménagement et à la construction (habitat non autorisé).
- MEGAPOLE** Agglomération urbaine de 10 millions d'habitants ou plus.
- MIGRANT ECONOMIQUE** Personne quittant son lieu de résidence habituelle pour s'installer hors de son pays d'origine afin d'améliorer sa qualité de vie. Ce terme peut aussi s'appliquer aux personnes quittant leur pays d'origine aux fins de travail. Par abus de langage, il est souvent employé par opposition aux réfugiés qui fuient des persécutions, ou pour désigner des personnes qui tentent d'entrer dans un pays sans y être autorisées et/ou se réclament de sa protection alors que leur demande d'asile ne peut être considérée comme étant de bonne foi.



**MIGRANT EN SITUATION
IRREGULIERE/MIGRANT
IRREGULIER**

Migrant contrevenant à la réglementation du pays de transit ou d'accueil, pour y être entré illégalement ou pour avoir contrevenu à une condition d'entrée ou prolongé son séjour au-delà de la période de validité de son visa. Cette définition s'étend, entre autres, aux personnes qui sont entrées légalement sur le territoire d'un pays de transit ou d'accueil mais ont dépassé la période de séjour autorisée ou ont ensuite pris un emploi sans autorisation.

MIGRATION CIRCULAIRE

Mouvements de personnes, fluides et répétés, entre pays d'origine et de destination ou entre zones rurales et urbaines à l'intérieur d'un même pays, y compris la migration transnationale interne. Ces mouvements sont de courte ou de longue durée, et peuvent être profitables à toutes les parties intéressées dès lors qu'ils ont un caractère volontaire et qu'ils sont liés à des besoins en main-d'œuvre.

MIGRATION DE RETOUR

Migration ramenant une personne à son lieu de départ – pays d'origine ou de résidence habituelle – généralement après un séjour d'une année au moins à l'étranger. La migration de retour peut être volontaire ou forcée.

MIGRATION FORCEE

Mouvement migratoire contraint de personnes résultant de menaces contre leur vie et leurs moyens de subsistance, qu'elles découlent de catastrophes naturelles ou de l'action de l'homme (par exemple, mouvements de réfugiés, de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, ou encore de personnes déplacées par une catastrophe naturelle ou environnementale, chimique ou nucléaire, par une situation de famine ou des projets de développement).

MIGRATION INTERNE

Mouvement de personnes d'une région à une autre à l'intérieur d'un même pays dans le but ou avec effet d'y établir une nouvelle résidence. Cette migration peut être provisoire ou définitive. Les migrants internes se déplacent, mais restent dans leur pays d'origine (comme dans le cas des migrations rurales-urbaines). Voir aussi Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

MIGRATION IRREGULIERE

Mouvement contrevenant à la réglementation des pays d'origine, de transit et de destination.

MIGRATION REGULIERE

Migration effectuée par des voies reconnues et autorisées. Voir aussi Migration irrégulière.

MIGRATION SUD-SUD

Mouvements transfrontaliers de personnes entre pays à faible revenu et à revenu intermédiaire ou à l'intérieur de ces catégories de pays.

**MIGRATION
TRANSFRONTALIERE**

Mouvement de personnes franchissant des frontières internationales.



MOYENS DE SUBSISTANCE

Capacités, ressources (matérielles et sociales) et activités nécessaires pour subsister. Des moyens de subsistance sont durables dès lors qu'ils peuvent résister à un stress ou à des chocs et les surmonter, et qu'ils peuvent préserver ou renforcer les capacités et les ressources, dans le présent et à l'avenir, tout en apportant des avantages nets aux autres moyens de subsistance à brève et longue échéance.

NE(E) A L'ETRANGER

Ce terme désigne les personnes résidant dans un pays qui sont nées dans un autre pays. Les résidents nés à l'étranger peuvent, dans certaines conditions, changer de statut et obtenir la nationalité par la naturalisation. Considérés ensemble, le lieu de naissance et le statut au regard de la nationalité peuvent servir à répartir la population en trois catégories – ressortissants nés dans le pays, ressortissants nés à l'étranger et non-ressortissants – et à déterminer ceux qui, dans la population née à l'étranger, ont acquis tous les droits et obligations incombant à l'ensemble des citoyens.

NORD

Pays à revenu élevé selon la classification de la Banque mondiale.

PAYS A FAIBLE REVENU ET A REVENU INTERMEDIAIRE

Selon la classification des pays de la Banque mondiale, la liste des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire est établie sur la base du revenu national brut (RNB) par habitant. Dans le présent rapport, les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire désignent toutes les économies dont le RNB par habitant s'élevait à 12 275 dollars E.-U. ou moins en 2010. Ce terme englobe toutes les économies qui n'appartiennent pas au groupe des pays à revenu élevé. Aux fins du présent rapport, le terme « le Sud » est employé pour désigner les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.

PAYS A REVENU ELEVE

Selon la classification des pays de la Banque mondiale, la liste des pays à revenu élevé est établie sur la base du revenu national brut (RNB) par habitant. Dans le présent rapport, ce terme désigne toutes les économies dont le RNB par habitant s'élevait à 12 276 dollars E.-U. ou plus en 2010. Les pays à revenu élevé ont le RNB par habitant le plus élevé de tous les groupes de revenu de la Banque mondiale. Il s'agit, par ordre décroissant, des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et à faible revenu. Aux fins du présent rapport, le terme « le Nord » est employé pour désigner les pays à revenu élevé.

PAYS DE DEPART

Pays de résidence quitté pour s'installer à l'étranger, temporairement ou définitivement.

PAYS DE DESTINATION

Pays vers lequel se dirigent les flux migratoires, réguliers ou irréguliers. Voir aussi Pays hôte et Pays d'accueil.

PAYS DE TRANSIT

Pays par lequel transitent les flux migratoires, réguliers ou irréguliers.

PAYS D'ACCUEIL

Pays de destination (pays hôte). Dans le cas d'un retour ou d'un rapatriement, il s'agit aussi du pays d'origine.

PAYS D'ORIGINE

De manière générale, pays qui marque le point de départ du parcours migratoire d'une personne. Au chapitre 4, pour des raisons purement méthodologiques, ce terme désigne le pays de naissance d'un migrant.

PAYS HOTE

Pays de résidence d'un migrant. Voir aussi Pays de destination et Pays d'accueil.

PERIURBANISATION

Croissance urbaine qui crée des paysages hybrides présentant des caractéristiques à la fois urbaines et rurales dans le voisinage immédiat d'une ville, entre la banlieue et la campagne.

**PERSONNES DEPLACEES
A L'INTERIEUR DE LEUR
PROPRE PAYS**

Personnes ou groupes de personnes qui ont été forcés ou contraints à fuir ou à quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituelle, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou pour en éviter les effets, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un Etat (par. 2 des Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays, document ONU E/CN.4/1998/53/Add.2).

POPULATION DE MIGRANTS

Nombre de migrants résidant dans un lieu donné à un moment donné.

RAPATRIEMENTS DE FONDS

Sommes d'argent gagnées ou acquises par des non-nationaux, qui sont transférées vers leur pays d'origine. Les rapatriements de fonds sont définis par le Fonds monétaire international comme étant la somme des rémunérations des employés et des transferts personnels effectués par des travailleurs frontaliers, saisonniers et autres travailleurs à court terme employés dans un pays dans lequel ils n'ont pas le statut de résident, et par des résidents employés par des entités non résidentes.

REFUGIE

Personne qui, « craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays » (*article 1er A. 2, Convention relative au statut des réfugiés de 1951, modifiée par le Protocole de 1967*).

Outre la définition de la Convention sur les réfugiés de 1951, la Convention de l'Organisation de l'Unité africaine de 1969 dispose, à l'article 1. 2, que le terme réfugié s'applique également à toute personne qui, « du fait d'une agression, d'une occupation extérieure, d'une domination étrangère ou d'événements troublant gravement l'ordre public dans une partie ou dans la totalité de son pays d'origine ou du pays dont elle a la nationalité, est obligée de quitter sa résidence habituelle ». Pour sa part, la Déclaration de Carthagène de 1984 étend le concept de réfugié aux personnes qui ont fui leur pays « parce que leur vie, leur sécurité ou leur liberté étaient menacées par une violence généralisée, une agression étrangère, des conflits internes, une violation massive des droits de l'homme ou d'autres circonstances ayant perturbé gravement l'ordre public ».

**REGION/ZONE
METROPOLITAINE**

Région formée d'un noyau urbain densément peuplé et de ses territoires avoisinants moins peuplés, réunis par des industries, des infrastructures et des habitations.

SUD

Désigne les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et à faible revenu, conformément à la classification de la Banque mondiale.

TAUDIS

Implantation urbaine sauvage densément peuplée, caractérisée par la pauvreté, des logements insalubres et sordides.

**TRAVAILLEUR MIGRANT
SAISONNIER**

Travailleur migrant dont l'activité, par sa nature, dépend des conditions saisonnières et ne peut être exercée que pendant une partie de l'année (*Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, 1990, art. 2.2 b*).

URBAIN

La définition d'« urbain » varie d'un pays à l'autre et même, au fil du temps, dans un même pays à la suite de révisions périodiques, ce qui rend difficile toute comparaison directe. Une zone urbaine peut être définie par une ou plusieurs des caractéristiques suivantes : critères administratifs ou limites territoriales (zone relevant de la compétence d'une municipalité ou d'un comité municipal) ; seuil de population (en règle générale, une agglomération urbaine compte au minimum 2 000 habitants environ, quoique ce chiffre varie entre 200 et 50 000 habitants selon les pays) ; densité de population ; activité économique (dès lors que la majorité de la population n'est pas principalement employée dans le secteur de l'agriculture ou que les emplois sont excédentaires) ; ou encore présence d'éléments urbains (rues pavées, éclairage électrique, réseau d'assainissement). En 2010, 3,5 milliards de personnes vivaient dans des zones considérées comme urbaines.

URBANISATION

En termes démographiques, augmentation de la part de la population qui habite dans les zones urbaines. Cette augmentation est généralement imputable à quatre facteurs : accroissement naturel de population, migration rurale-urbaine nette, extension progressive des frontières urbaines et création de nouveaux centres urbains. L'urbanisation s'entend souvent d'une vaste transition rurale-urbaine qui entraîne des changements démographiques, de nouveaux modes d'occupation des sols, un bouleversement de l'activité économique et de nouvelles formes de culture.

VILLE CARREFOUR

Ville d'entrée et lieu d'installation stratégiques pour des immigrants venus de pays d'origine divers et multiples. Souvent, une ville carrefour ne constitue pas le terme du parcours migratoire, mais est une plaque tournante d'entrée et de sortie des migrants.



- VILLE DE TRANSIT** Ville dans laquelle les migrants ayant quitté leur pays d'origine font étape avant de reprendre leur route jusqu'au pays de destination finale.
- VILLE MONDIALE** Lieu stratégique de l'économie mondiale en raison de la concentration de fonctions de commandement et de sociétés de services de haut niveau orientées vers les marchés mondiaux. De manière plus générale, ville caractérisée par une économie fortement internationalisée et une structure sociale large. Une ville mondiale est tout à la fois un centre de production et d'innovation et un marché de consommation.
- VILLE SANCTUAIRE** Ce terme désigne les villes qui n'utilisent pas les fonds municipaux pour faire respecter les lois fédérales sur l'immigration. Ces villes ont décidé, en application de dispositions juridiques (de jure), de notes internes ou par la force de l'habitude (de facto), de ne pas chercher à obtenir des renseignements sur le statut, au regard de la législation sur l'immigration, des personnes avec qui elles entrent en relation.
- VILLE SECONDAIRE** Les villes secondaires sont essentiellement déterminées par leur population, leur taille, leur activité et leur statut économique. Leur population représente entre 10 et 50 % de la ville la plus grande du pays. En règle générale, elles constituent un échelon administratif infranational ou inframétropolitain, assumant des fonctions d'administration publique et fournissant des services dans le domaine de l'éducation, du savoir, de la santé et de la sécurité ainsi que des services d'intérêt général. Elles sont aussi, souvent, un centre industriel ou un pôle de croissance et de développement, et peuvent être une nouvelle capitale nationale ou une grande agglomération composée d'un certain nombre de villes de taille plus modeste au sein d'une grande région métropolitaine.
- VULNERABILITE** Réduction de la capacité d'une personne ou d'un groupe à anticiper les conséquences d'un risque naturel ou provoqué par l'homme, à y faire face, à y résister et à s'en rétablir.





ETAT DE LA MIGRATION DANS LE MONDE 2015

Les migrants et les villes : de nouveaux partenariats pour gérer la mobilité

Nous vivons dans un monde qui ne cesse de s'urbaniser. En 2014, plus de 54 % de la population mondiale habitait dans des zones urbaines. D'ici à 2050, la population urbaine devrait passer de 3,9 milliards de personnes aujourd'hui à quelque 6,4 milliards de personnes. La migration est un moteur important de cette évolution, qui transforme les villes en des lieux de vie caractérisés par une grande diversité.

Les vingt plus grandes villes du monde accueillent près d'un migrant sur cinq. Dans nombre d'entre elles, les migrants représentent un tiers ou plus de la population. D'autres villes ont connu une croissance notable de la migration ces dernières années. En Asie et en Afrique, on s'attend à ce que les petites villes en expansion rapide absorbent la quasi-totalité de l'accroissement futur de la population urbaine mondiale. Cette mobilité en direction des villes et des zones urbaines se caractérise par la temporalité et la circularité du processus de migration interne.

Le rythme soutenu de l'urbanisation, conjugué à un accroissement des flux migratoires vers les villes, présente tout à la fois des risques et des chances pour les migrants, les communautés et les gouvernements intéressés. Le Rapport Etat de la migration dans le monde 2015 étudie comment la migration et les migrants façonnent les villes et comment la vie des migrants est, à son tour, façonnée par les villes et leurs habitants, ainsi que par leurs modes d'organisation et leurs règles.

La contribution du Rapport au débat mondial sur la migration et l'urbanisation s'articule autour de trois axes. Tout d'abord, il explique comment la migration façonne les villes et influe sur la situation des migrants qui y vivent. Le débat actuel sur les tendances migratoires et les politiques de migration tourne en grande partie autour d'enjeux nationaux. En plaçant la recherche

d'informations sur la migration à l'échelon des villes, le Rapport permet de mieux comprendre l'économie politique locale de la migration et les liens étroits entre la migration et le développement urbain. Ensuite, le Rapport attire l'attention sur les moyens de subsistance des migrants dans les villes du Sud, alors que les discussions actuelles sur les migrants et les villes tendent à se focaliser sur le Nord et l'intégration des migrants internationaux. Enfin, il examine la migration tant interne qu'internationale car, quel que soit leur stade de développement, les villes doivent gérer des populations de plus en plus mobiles et diverses.

Les deux premiers chapitres du Rapport exposent les principales évolutions que connaissent les villes et la migration, examinent les différents environnements urbains qui, depuis peu, font face à un accroissement des flux migratoires internes ou internationaux, voire des deux, et mettent en évidence la diversification de ces flux. Le chapitre 3 s'intéresse à certains aspects de la vulnérabilité en milieu urbain – stratégies de subsistance et de mobilité, obstacles à l'accès aux ressources et formes particulières de vulnérabilité – qui touchent les populations les plus exposées, notamment les femmes migrantes. Le chapitre 4 analyse la façon dont l'urbanisation et les nouveaux schémas de mobilité peuvent contribuer à la réduction de la pauvreté, à la croissance et au développement dans les villes et améliorer le bien-être des migrants. Le chapitre 5 étudie quelques-unes des conditions à réunir en matière de gouvernance urbaine pour inclure les migrants et favoriser les partenariats.

La dernière partie formule des conclusions et des recommandations dans la perspective d'initiatives futures visant à élaborer une gouvernance urbaine qui inclut les migrants, en se référant à l'intégration de la migration dans le cadre mondial de développement durable pour l'après-2015.



Organisation internationale pour les migrations (OIM)

17 route des Morillons, C.P. 17, 1211 Genève 19, Suisse

Tél : +41 22 717 9111 • Fax : +41 22 798 6150 • Courriel : hq@iom.int • Site Web : www.iom.int

